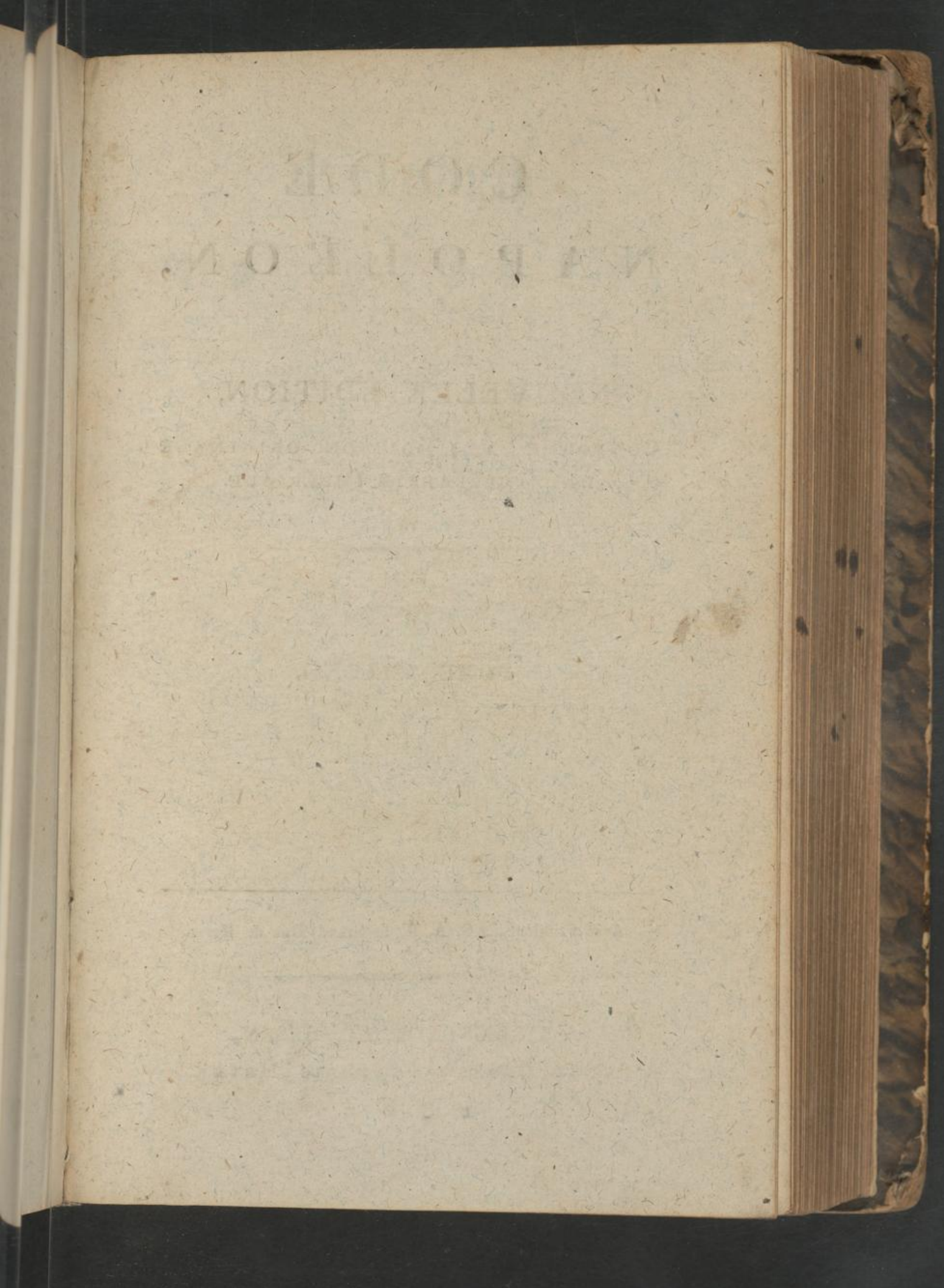




CODE
NAPOLÉON,

NOUVELLE ÉDITION,

CONFORME A L'ÉDITION ORIGINALE
DE L'IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

TOME SECOND.

Avec Privilège de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse.

A DARMSTADT ET GIESEN,
CHEZ GEORGE FRÉDÉRIC HEYER.

1 8 0 9.

Gesetzbuch

N a p o l e o n s ,

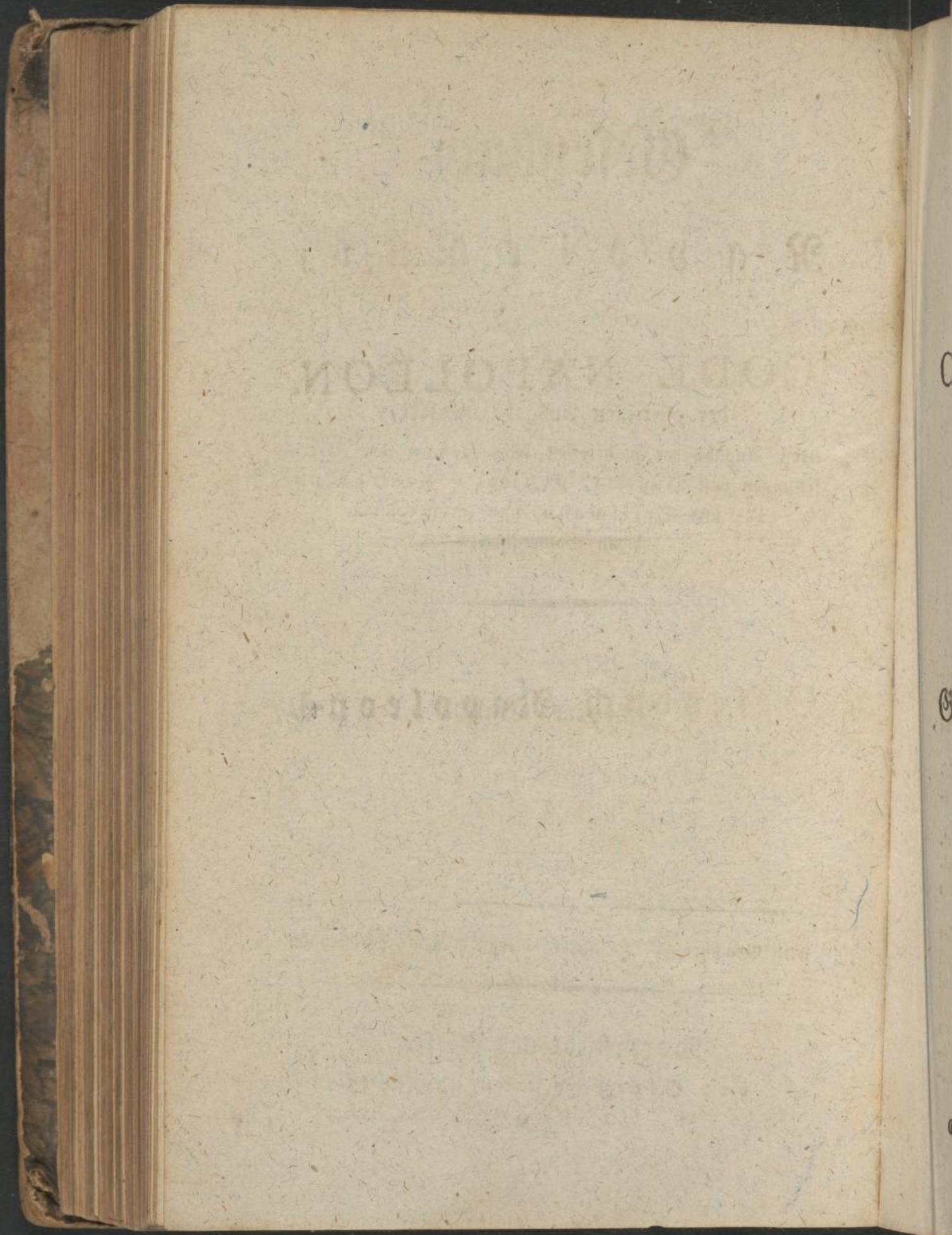
nach

der officiellen Ausgabe übersetzt,
nebst Angabe der wichtigsten Abweichungen der Übersetzungen von Daniels, Erhard, Lassaulx, Müller und Spielmann, und einem vollständigen Sachregister.

Zweiter Band.

Mit Großherzogl. Hessischem allergnädigstem Privilegium.

Darmstadt und Gießen,
bey Georg Friedrich Meyer.
1 8 0 9.



CODE NAPOLEON.

Gesetzbuch Napoleons.

TITRE TROISIÈME.

Des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général.

(Décrété le 7 février 1804. Promulgué le 17 du même mois.)

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions préliminaires.

1101. Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

1102. Le contrat est *synallagmatique* ou *bilatéral* lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres.

1103. Il est *unilatéral* lorsqu'une ou plusieurs personnes sont obligées envers une ou plusieurs autres, sans que de la part de ces dernières il y ait d'engagement.

1104. Il est *commutatif* lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est regardée comme l'équivalent de ce qu'on lui donne, ou de ce qu'on fait pour elle.

Lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, d'après un événement incertain, le contrat est *aléatoire*.

Dritter Titel.

Von Verträgen oder vertragsmäßigen Verbindlichkeiten im Allgemeinen.

(Decretirt den 7. Februar 1804. Promulgirt den 17. desselben Monats.)

Erstes Capitel.

Präliminarverfügungen.

1101. Ein Vertrag ist eine Übereinkunft, durch welche eine oder mehrere Personen sich gegen eine oder mehrere andere verpflichten, etwas zu geben, zu thun, oder zu unterlassen.

1102. Der Vertrag ist synallagmatisch oder zweiseitig, wenn die Contrahenten sich wechselseitig gegen einander verpflichten.

1103. Er ist einseitig, wenn eine oder mehrere Personen gegen eine oder mehrere andere verpflichtet sind, ohne daß diese letztern sich dagegen zu etwas verbindlich gemacht haben.

1104. Er ist tauschartig (commutatif), wenn jeder der beyden Theile sich verpflichtet, etwas zu geben oder zu thun, das als Ersatz (Äquivalent) für das, was man ihm gibt oder für ihn thut, angesehen wird.

Besteht der Ersatz in der für beyde Theile eintretenden Möglichkeit eines von einem ungewissen Ereigniß abhängenden Gewinnes oder Verlustes, so ist es ein gewagter Vertrag.

4 L. III. T. III. Des Contrats ou Oblig. convent.

1105. Le contrat *de bienfaisance* est celui dans lequel l'une des parties procure à l'autre un avantage purement gratuit.

1106. Le contrat *à titre onéreux* est celui qui assujettit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose.

1107. Les contrats, soit qu'ils aient une dénomination propre, soit qu'ils n'en aient pas, sont soumis à des règles générales, qui sont l'objet du présent titre.

Les règles particulières à certains contrats sont établies sous les titres relatifs à chacun d'eux; et les règles particulières aux transactions commerciales sont établies par les lois relatives au commerce.

CHAPITRE II.

Des Conditions essentielles pour la validité des Conventions.

1108. Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention :

Le consentement de la partie qui s'oblige;

Sa capacité de contracter;

Un objet certain qui forme la matière de l'engagement;

Une cause licite dans l'obligation.

SECTION PREMIÈRE.

Du Consentement.

1109. Il n'y a point de consentement valable, si le consentement n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol.

1110. L'erreur n'est une cause de nullité de la convention, que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet.

1105. Ein wohlthätiger Vertrag ist derjenige, worin ein Theil dem andern einen durchaus unentgeltlichen Vortheil verschafft.

1106. Ein lästiger Vertrag ist derjenige, der beyde Theile etwas zu geben oder zu thun verpflichtet.

1107. Jeder Vertrag, er mag einen eigenen Namen haben oder nicht, ist allgemeinen Regeln unterworfen, welche der Gegenstand des gegenwärtigen Titels sind.

Die Regeln, welche gewissen Verträgen eigen sind, werden in den von einem jeden derselben besonders handelnden Titeln, und die den Handelsverträgen eigenen Regeln, in den Handelsgesetzen bestimmt.

Zweytes Capitel.

Von den zur Giltigkeit der Verträge wesentlichen Erfordernissen.

1108. Zur Giltigkeit eines Vertrags gehören vier wesentliche Erfordernisse:

Einwilligung des sich verpflichtenden Theils;
 dessen Fähigkeit, Verträge zu schließen;
 eine bestimmte Sache, welche den Gegenstand der Verbindlichkeit ausmacht;
 ein erlaubter Grund der Verbindlichkeit ¹⁾ (causa obligationis.)

Erster Abschnitt.

Von der Einwilligung.

1109. Ist die Einwilligung nur aus Irrthum gegeben, oder durch Zwang abgenöthiget, oder durch Betrug erschlichen worden, so ist sie ungiltig.

1110. Der Irrthum begründet nur dann die Nichtigkeit des Vertrags, wenn er die Substanz der Sache betrifft, welche den Gegenstand desselben ausmacht.

¹⁾ eine erlaubte Ursache der Verbindlichkeit. L. S. u. E. eine erlaubte, der Verbindlichkeit zum Grunde liegende, Bewegursache. D.

6 L. III. T. III. Des Contrats ou Oblig. convent.

Elle n'est point une cause de nullité, lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention.

1111. La violence exercée contre celui qui a contracté l'obligation, est une cause de nullité, encore qu'elle ait été exercée par un tiers autre que celui au profit duquel la convention a été faite.

1112. Il y a violence, lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent.

On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes.

1113. La violence est une cause de nullité du contrat, non-seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur son époux ou sur son épouse, sur ses descendants ou ses ascendants.

1114. La seule crainte révérencielle envers le père, la mère, ou autre ascendant, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat.

1115. Un contrat ne peut plus être attaqué pour cause de violence, si, depuis que la violence a cessé, ce contrat a été approuvé, soit expressément, soit tacitement, soit en laissant passer le temps de la restitution fixé par la loi.

1116. Le dol est une cause de nullité de la convention lorsque les manoeuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que,

Er ist kein Grund der Nichtigkeit, wenn er nur die Person betrifft, mit welcher man zu contrahiren die Absicht hat, es müßte denn die Rücksicht auf diese Person der Hauptbeweggrund der Übereinkunft gewesen seyn.

1111. Zwang, welcher gegen denjenigen ausgeübt worden, der die Verbindlichkeit übernahm, ist ein Grund der Nichtigkeit, selbst wenn ihn nicht der, zu dessen Vortheil der Vertrag geschlossen wurde, sondern ein Dritter ausgeübt hat.

1112. Zwang ist dann vorhanden, wenn er von der Beschaffenheit ist, daß er auf eine gesezte Person Eindruck machen und bey ihr die Furcht erregen kann, sich selbst oder ihr Vermögen einem beträchtlichen und gleich eintretenden Übel auszusetzen.

Hierbey ist auf das Alter, das Geschlecht und die Umstände ²⁾ der Personen Rücksicht zu nehmen.

1113. Der Zwang begründet die Nichtigkeit des Vertrags nicht nur, wenn er an dem Contrahenten selbst, sondern auch, wenn er an dessen Ehegatten, Descendenten oder Ascendenten ausgeübt worden ist.

1114. Bloß ehrerbietige Furcht (*metus reverentialis*) gegen Eltern oder andere Ascendenten ist nicht hinreichend, den Vertrag für ungiltig zu erklären, wenn dabey kein Zwang angewendet worden ist.

1115. Ein Vertrag kann wegen erlittenen Zwanges nicht mehr angefochten werden, wenn derselbe, nachdem der Zwang aufgehört hat, entweder ausdrücklich, oder stillschweigend (*), oder dadurch genehmiget worden ist, daß man die zur Wiedereinsetzung in den vorigen Stand durch die Gesetze bestimmte Frist verstreichen ließ. (**)

1116. Der Betrug begründet die Nichtigkeit des Vertrags, wenn die von einem der Contrahenten angewendeten Kunstgriffe von der Art sind, daß der andere

(*) G. Art. 1338.

(**) G. Art. 1304.

2) die Beschaffenheit D. u. M. den Stand. L. u. S.

8 L. III. T. III. Des Contrats ou Oblig. convent.

sans ces manoeuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté.

Il ne se présume pas, et doit être prouvé.

1117. La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit; elle donne seulement lieu à une action en nullité ou en rescision, dans les cas et de la manière expliqués à la section VII du chapitre V du présent titre.

1118. La lésion ne vicie les conventions que dans certains contrats ou à l'égard de certaines personnes, ainsi qu'il sera expliqué en la même section.

1119. On ne peut, en général, s'engager, ni stipuler en son propre nom, que pour soi-même.

1120. Néanmoins on peut se porter fort pour un tiers, en promettant le fait de celui-ci; sauf l'indemnité contre celui qui s'est porté fort ou qui a promis de faire ratifier, si le tiers refuse de tenir l'engagement.

1121. On peut pareillement stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation, ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter.

1122. On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayant-cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention.

Theil ohne diese Kunstgriffe offenbar nicht contrahirt haben würde.

Er wird nicht vermuthet, sondern muß erwiesen werden.

1117. Ein aus Irrthum, durch Zwang oder Betrug zu Stande gekommener Vertrag ist nicht kraft des Gesetzes (*ipso jure*) ungiltig; er begründet nur, in den im 7. Abschnitte des 5. Capitels des gegenwärtigen Titels bestimmten Fällen und auf die daselbst vorgeschriebene Art, eine Klage auf Nichtigkeitserklärung oder Aufhebung (*rescision*.)

1118. Verletzung begründet die Nichtigkeit des Vertrags nur bey gewissen Verträgen, oder in Ansehung gewisser Personen, wie in demselben Abschnitte erklärt werden soll.

1119. In eigenem Namen kann man überhaupt nur für sich selbst eine Verbindlichkeit übernehmen oder sich etwas versprechen lassen. (*)

1120. Jedoch kann man für einen Dritten gut sagen, und etwas versprechen, daß dieser leisten soll; in diesem Falle ist derjenige, der für den Dritten gut gesagt, oder dessen Genehmigung zu erwirken versprochen hat, zur Entschädigung verbunden, wenn der Dritte sich weigert, das Versprechen zu erfüllen.

1121. Auch kann man zum Vortheile eines Dritten sich etwas versprechen lassen, wenn dieß als Bedingung eines Vertrags geschieht, den man für sich selbst schließt, oder einer Schenkung, die man einem Andern macht. Wer einen solchen Vertrag geschlossen hat, kann nicht mehr davon abgehen, sobald der Dritte erklärt hat, daß er Vortheil daraus ziehen wolle.

1122. Es wird immer vermuthet, daß man nicht bloß für sich, sondern auch für seine Erben und Rechtsnachfolger contrahirt habe, wenn nicht das Gegentheil ausdrücklich ausgemacht worden ist, oder aus der Natur des Vertrags von selbst folgt.

(*) S. Art. 1165.

SECTION II.

De la Capacité des Parties Contractantes.

1123. Toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi.

1124. Les incapables de contracter sont :

Les mineurs,

Les interdits,

Les femmes mariées, dans les cas exprimés par la loi,

Et généralement tous ceux auxquels la loi a interdit certains contrats.

1125. Le mineur, l'interdit et la femme mariée ne peuvent attaquer, pour cause d'incapacité, leurs engagements, que dans les cas prévus par la loi.

Les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur, de l'interdit ou de la femme mariée, avec qui elles ont contracté.

SECTION III.

De l'Objet et de la Matière des Contrats.

1126. Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige à donner, ou qu'une partie s'oblige à faire ou à ne pas faire.

1127. Le simple usage ou la simple possession d'une chose peut être, comme la chose même, l'objet du contrat.

1128. Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions.

1129. Il faut que l'obligation ait pour objet une chose au moins déterminée quant à son espèce.

La quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée.

1130. Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

On ne peut cependant renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur

Zweiter Abschnitt.

Von der Fähigkeit der Contrahenten.

1123. Jedermann kann Verträge schließen, der nicht von dem Gesetze dazu für unfähig erklärt ist.

1124. Unfähig Verträge zu schließen sind:

Minderjährige;

Interdicirte;

verheirathete Frauen in den durch das Gesetz bestimmten Fällen;

und überhaupt alle diejenigen, denen das Gesetz gewisse Verträge untersagt hat.

1125. Der Minderjährige, der Interdicirte und die verheirathete Frau können nur in den durch das Gesetz bestimmten Fällen ihre eingegangenen Verbindlichkeiten aus dem Grunde ihrer Unfähigkeit anfechten.

Personen, die fähig sind, eine Verbindlichkeit zu übernehmen, können sich nicht auf die Unfähigkeit des Minderjährigen, des Interdicirten, oder der verheiratheten Frau, womit sie contrahirt haben, berufen.

Dritter Abschnitt.

Von dem Gegenstande der Verträge.

1126. Jeder Vertrag hat eine Sache zum Gegenstande, die ein Contrahent sich verpflichtet zu geben, zu thun oder zu unterlassen.

1127. Der bloße Gebrauch oder der bloße Besitz einer Sache kann, gleich der Sache selbst, der Gegenstand eines Vertrags seyn.

1128. Nur Sachen, die dem Verkehr nicht entzogen sind, können Gegenstand eines Vertrags seyn.

1129. Die Verbindlichkeit muß eine Sache zum Gegenstande haben, die wenigstens ihrer Gattung nach bestimmt ist.

Die Quantität der Sache kann ungewiß seyn, wenn man nur zu deren Bestimmung gelangen kann.

1130. Auch zukünftige Sachen können der Gegenstand einer Verbindlichkeit seyn.

Jedoch kann man auf eine noch nicht eröffnete Erbschaft nicht Verzicht leisten, noch über eine solche Erb-

une pareille succession, même avec le consentement de celui de la succession duquel il s'agit.

SECTION IV.

De la Cause.

1131. L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet.

1132. La convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

1133. La cause est illicite, quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

CHAPITRE III.

De l'Effet des Obligations.

SECTION PREMIÈRE.

Dispositions générales.

1134. Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi.

1135. Les conventions obligent non-seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

(*) G. Art. 791.

schaft irgend einen Vertrag schließen, selbst nicht mit Einwilligung desjenigen, von dessen Nachlasse die Rede ist. (*)

Vierter Abschnitt.

Von dem Grunde.

1131. Eine Verbindlichkeit die gar keinen Grund hat (obl. sine causa), oder auf einen falschen (obl. ex causa falsa) oder auf einem unerlaubten Grund beruht (obl. ex causa illicita), kann keine Wirkung hervorbringen.

1132. Zur Gültigkeit eines Vertrags wird jedoch nicht erfordert, daß der Grund der Verbindlichkeit (causa debendi) darin ausgedrückt seye.

1133. Der Grund ist unerlaubt, wenn er von dem Gesetze verboten, wenn er den guten Sitten oder der öffentlichen Ordnung zuwider ist.

Drittes Capitel.

Von der Wirkung der Verbindlichkeiten.

Erster Abschnitt.

Allgemeine Verfügungen.

1134. Gesetzmäßig abgeschlossene Verträge gelten unter den Contrahenten, gleich Gesetzen.

Nur durch ihre wechselseitige Einwilligung oder aus gesetzlich gebilligten Ursachen können sie wieder aufgehoben werden.

Sie müssen redlich (bona fide) erfüllt werden.

1135. Verträge verpflichten nicht nur zu demjenigen, was darin ausgedrückt ist, sondern auch noch zu allem dem, was nach der Billigkeit, dem Gebrauche oder dem Gesetze aus der Natur der Verbindlichkeit folgt. ³⁾

3) was vermöge der Billigkeit, des Gebrauchs oder des Gesetzes dabey für natürliche Verbindlichkeit zu halten ist. E.

SECTION II.

De l'Obligation de donner.

1136. L'obligation de donner emporte celle de livrer la chose et de la conserver jusqu'à la livraison, à peine de dommages et intérêts envers le créancier.

1137. L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille.

Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats, dont les effets, à cet égard, sont expliqués sous les titres qui les concernent.

1138. L'obligation de livrer la chose est parfaite par le seul consentement des parties contractantes.

Elle rend le créancier propriétaire et met la chose à ses risques dès l'instant où elle a dû être livrée, encore que la tradition n'en ait point été faite, à moins que le débiteur ne soit en demeure de la livrer; auquel cas la chose reste aux risques de ce dernier.

1139. Le débiteur est constitué en demeure, soit par une sommation ou par autre acte équivalent, soit par l'effet de la convention, lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure.

1140. Les effets de l'obligation de donner ou de livrer un immeuble sont réglés au titre *de la Vente* et au titre *des Privilèges et Hypothèques*.

1141. Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement, est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit pos-

Zweiter Abschnitt.

Von der Verbindlichkeit etwas zu geben.

1136. Die Verbindlichkeit etwas zu geben bringt die weitere Verbindlichkeit mit sich, die Sache zu überliefern und bis zur Überlieferung aufzubewahren, bey Strafe des dem Berechtigten zu leistenden Schadensersatzes.

1137. Die Verbindlichkeit für die Erhaltung der Sache Sorge zu tragen, verpflichtet denjenigen, dem sie ausliegt, alle Sorgfalt eines guten Hausvaters darauf zu verwenden, der Vertrag mag nun bloß den Vortheil eines der Contrahenten, oder ihren gemeinschaftlichen Nutzen zum Zweck haben.

Diese Verbindlichkeit ist mehr oder weniger ausgedehnt in Ansehung gewisser Verträge, deren dießfallige Wirkungen in den von ihnen handelnden Titeln bestimmt sind.

1138. Die Verbindlichkeit eine Sache zu überliefern erhält ihre Vollkommenheit durch die bloße Einwilligung der Contrahenten.

Durch sie geht das Eigenthum und die Gefahr der Sache auf den Berechtigten über, und zwar von dem Augenblicke an, wo die Sache überliefert werden sollte, wenn gleich die Übergabe nicht erfolgt ist, es müßte denn der Verpflichtete mit Überlieferung derselben im Verzug seyn, in welchem Falle sie auf dessen Gefahr bleibt.

1139. Der Verpflichtete wird in Verzug gesetzt, entweder durch eine Aufforderung oder eine andere gleichgeltende Handlung, oder durch den Vertrag selbst, wenn derselbe die Bestimmung enthält, daß durch den bloßen Ablauf des Termins und ohne daß es nach einer Handlung bedürfte, der Verpflichtete in Verzug seyn solle.

1140. Die Wirkungen der Verbindlichkeit ein unbewegliches Gut zu geben oder zu überliefern sind in den Titeln von dem Verkaufe und von Privilegien und Hypotheken bestimmt.

1141. Ist die Sache, welche zu geben oder zu überliefern man sich gegen zwey Personen zu verschiedenen Zeiten verpflichtet hat, eine bloß bewegliche, so hat diejenige von beyden den Vorzug, die in den wirklichen Besitz der Sache gesetzt worden ist, und sie bleibt Eigen-

térieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi.

SECTION III.

De l'Obligation de faire ou de ne pas faire.

1142. Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur.

1143. Néanmoins le créancier a le droit de demander que ce qui aurait été fait par contravention à l'engagement, soit détruit; et il peut se faire autoriser à le détruire aux dépens du débiteur, sans préjudice des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

1144. Le créancier peut aussi, en cas d'inexécution, être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur.

1145. Si l'obligation est de ne pas faire, celui qui y contrevient doit les dommages et intérêts par le seul fait de la contravention.

SECTION IV.

Des Dommages et Intérêts résultant de l'inexécution de l'Obligation.

1146. Les dommages et intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation, excepté néanmoins lorsque la chose que le débiteur s'était obligé de donner ou de faire ne pouvait être donnée ou faite que dans un certain temps qu'il a laissé passer.

1147. Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne

thümer derselben, wenn gleich ihr Recht jünger seyn sollte, vorausgesetzt, daß sie sich in redlichem Besitze befindet.

Dritter Abschnitt.

Von der Verbindlichkeit etwas zu thun oder zu unterlassen.

1142. Jede Verbindlichkeit etwas zu thun oder zu unterlassen, löst sich, in so fern sie von Seiten des Verpflichteten nicht erfüllt wird, in die Verbindlichkeit zum Schadensersatze auf.

1143. Demohngeachtet kann der Berechtigte verlangen, daß das zerstört werde, was etwa dem Vertrage zuwider gemacht worden ist; auch kann er sich ermächtigen lassen, es auf Kosten des Verpflichteten selbst zu zerstören; unbeschadet seines etwa Statt findenden Anspruchs auf Schadensersatz.

1144. Wird die Verbindlichkeit nicht erfüllt, so kann der Berechtigte auch ermächtigt werden, sie auf Kosten des Verpflichteten selbst erfüllen zu lassen.

1145. Bey einer Verbindlichkeit etwas zu unterlassen, ist derjenige, der ihr zuwider handelt, schon durch die vertragswidrige Handlung allein, zum Schadensersatze verpflichtet.

Vierter Abschnitt.

Von dem Schadensersatze, als Folge der Nichterfüllung einer Verbindlichkeit.

1146. Zum Schadensersatze ist der Verpflichtete dann erst verbunden, wenn er mit Erfüllung seiner Verbindlichkeit im Verzug ist, den Fall jedoch ausgenommen, wo das, was er zu geben oder zu thun sich verpflichtet hatte, nur binnen einer gewissen Zeit gegeben oder gethan werden konnte, und er diese Zeit vorübergehen ließ.

1147. Hat der Verpflichtete seine Verbindlichkeit entweder gar nicht oder zu spät erfüllt, so wird er, sobald er nicht beweisen kann, daß die Nichterfüllung von einer äussern, ihm nicht zuzurechnenden Ursache herrüh-

justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

1148. Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

1149. Les dommages et intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé, sauf les exceptions et modifications ci-après.

1150. Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée.

1151. Dans le cas même où l'inexécution de la convention résulte du dol du débiteur, les dommages et intérêts ne doivent comprendre, à l'égard de la perte éprouvée par le créancier et du gain dont il a été privé, que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention.

1152. Lorsque la convention porte que celui qui manquera de l'exécuter paiera une certaine somme à titre de dommages-intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre.

1153. Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi; sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement.

(*) G. Art. 1205.

(**) G. Art. 1146. 1772. 1881. 1882. 1883 II. 1929.

4) Der Schuldner wird — zur Zahlung der Schadenshaltung verurtheilt, wenn er nicht beweisen kann, daß

re, nach Beschaffenheit der Umstände zum Schadenersatz verurtheilt, wenn gleich von seiner Seite keine unredliche Absicht (*mala fides*) vorhanden war. (*) 4)

1148. Es findet durchaus kein Schadenersatz Statt, wenn der Verpflichtete durch unwiderstehliche Gewalt oder Zufall verhindert worden ist, dasjenige zu geben oder zu thun; wozu er verpflichtet war, oder genöthiget wurde, das zu thun, was ihm untersagt war. (**)

1149. Der dem Berechtigten zu leistende Schadenersatz erstreckt sich im Allgemeinen auf den von ihm erlittenen Verlust und auf den ihm entzogenen Gewinn, jedoch unter folgenden Ausnahmen und Einschränkungen.

1150. Ist die Verbindlichkeit nicht durch Arglist des Verpflichteten unerfüllt geblieben, so hat er den Schaden und entbehrten Gewinn nur in so weit zu ersetzen, als sie zur Zeit der Abschließung des Vertrags vorhergesehen worden sind oder doch vorhergesehen werden konnten.

1151. Selbst in dem Falle, wo die Nichterfüllung des Vertrags von einer Arglist des Verpflichteten herrührt, soll der Schadenersatz, in Ansehung des von dem Berechtigten erlittenen Verlustes und des ihm entzogenen Gewinnes, sich nur auf das erstrecken, was eine unmittelbare und directe Folge der Nichterfüllung des Vertrags ist.

1152. Ist in dem Vertrage bestimmt, daß derjenige, der ihn nicht erfüllen würde, eine bestimmte Summe als Schadenersatz zahlen solle, so darf dem andern Theile weder mehr noch weniger zuerkannt werden, als diese Summe.

1153. Bei Verbindlichkeiten, die sich auf Zahlung einer gewissen Summe beschränken, besteht der wegen verzögerter Erfüllung des Vertrags zu leistende Schadenersatz immer nur in der Zahlung der gesetzlich bestimmten Zinsen, unbeschadet der für Handelsgeschäfte und Bürgschaften besonders festgesetzten Regeln.

der Nichtvollzug von einer ihm fremden Ursache herrührt, die ihm nicht zur Last gelegt werden kann, und noch ausserdem, daß gar keine Arglist von seiner Seite vorhanden ist. L.

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit.

1154. Les intérêts échus des capitaux peuvent produire des intérêts, ou par une demande judiciaire, ou par une convention spéciale, pourvu que, soit dans la demande, soit dans la convention, il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière.

1155. Néanmoins les revenus échus, tels que fermages, loyers, arrérages de rentes perpétuelles ou viagères, produisent intérêt du jour de la demande ou de la convention.

La même règle s'applique aux restitutions de fruits, et aux intérêts payés par un tiers au créancier en acquit du débiteur.

SECTION V.

De l'Interprétation des Conventions.

1156. On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

1157. Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun.

1158. Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat.

Dieser Schadenersatz muß geleistet werden, ohne daß der Berechtigte irgend einen Verlust zu beweisen verbunden wäre.

Er gebührt ihm nur vom Tage der Anforderung ⁵⁾ an, die Fälle jedoch ausgenommen, wo das Gesetz verordnet, daß der Zinsenlauf kraft des Gesetzes (ipso jure) zu laufen anfangen solle.

1154. Verfallene Zinsen von Capitalien können wieder Zinsen tragen, entweder durch eine gerichtliche Klage, oder vermöge eines besonderen Vertrags, wenn nur in der Klage sowohl, als in dem Vertrage die Rede von Zinsen ist, die wenigstens von einem ganzen Jahre rückständig sind.

1155. Fällige Einkünfte, als Pachtgelder, Miethzins, verfallene immerwährende Renten oder Leibrenten tragen jedoch (uneingeschränkt) Zinsen von dem Tage der angestellten Klage oder des (über die Verzinsung dieser Einkünfte abgeschlossenen) Vertrags an. ⁶⁾

Dasselbe gilt bey Zurückerstattung von Früchten und bey Zinsen, die ein Dritter dem Gläubiger für Rechnung des Schuldners gezahlt hat.

Fünfter Abschnitt.

Von der Auslegung der Verträge.

1156. Bey Verträgen muß man mehr auf die gemeinschaftliche Absicht des Contrahenten Rücksicht nehmen, als bey dem buchstäblichen Sinne der Worte stehen bleiben. (*)

1157. Eine doppelsinnige Clausel muß man eher in dem Sinne nehmen, in welchem sie einige Wirkung hervorbringen kann, als in dem, worin sie unwirksam seyn würde.

1158. Doppelsinnige Ausdrücke müssen in dem Sinne genommen werden, welcher dem Wesen des Vertrages am angemessensten ist.

(*) S. Art. 1163. 2048 u. 2049.

⁵⁾ der angestellten Klage. E. u. S.

⁶⁾ vom Tage der angestellten Klage, oder von der vertragsmäßig bestimmten Verfallzeit an. E.

1159. Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

1160. On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

1161. Toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.

1162. Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

1163. Quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter.

1164. Lorsque dans un contrat on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par-là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droit aux cas non exprimés.

SECTION VI.

De l'Effet des Conventions à l'égard des Tiers.

1165. Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes; elles ne nuisent point au tiers, et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121.

1166. Néanmoins les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne.

1167. Ils peuvent aussi, en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits.

1159. Was zweydeutig ist, erhält seine Auslegung aus dem, was in dem Lande üblich ist, wo der Vertrag geschlossen wurde.

1160. Die bey einem Vertrage gewöhnlichen Clauseln sind immer für demselben beygefügt zu achten, wenn sie gleich nicht darin ausgedrückt sind.

1161. Von allen Clauseln eines Vertrags dient immer eine zur Auslegung der andern, indem man einer jeden den Sinn beylegt, der sich aus dem ganzen Geschäfte ergibt.

1162. Im Zweifel ist ein Vertrag gegen den Berechtigten und zum Vortheile des Verpflichteten auszu-legen.

1163. So allgemein auch immer die Ausdrücke seyn mögen, in welchen ein Vertrag abgefaßt ist, so erstreckt er sich doch nur auf diejenigen Gegenstände, von welchen es klar ist, daß die Partheyen darüber zu contrahiren die Absicht hatten. 7)

1164. Hat man in einem Vertrage zur Erläuterung der Verbindlichkeit einen Fall ausgedrückt, so wird nicht vermuthet, daß man dadurch den Umfang habe beschränken wollen, den die Verbindlichkeit in den nicht ausgedrückten Fällen den Gesetzen nach hat.

Sechster Abschnitt.

Von der Wirkung der Verträge in Rücksicht auf dritte Personen.

1165. Verträge bringen nur unter den Contractanten Wirkung hervor; sie reichen einem Dritten nicht zum Nachtheil, und sie nützen ihm nur in dem im 1121. Art. bestimmten Falle.

1166. Doch können die Gläubiger alle Rechte und Klagen ihres Schuldners geltend machen, diejenigen ausgenommen, die ausschließlich auf dessen Person beschränkt sind.

1167. Auch können sie in eigenem Namen die Handlungen anfechten, die ihr Schuldner zu Beeinträchtigung (in fraudem) ihre Rechte vorgenommen hat.

7) worüber die Partheyen zu contrahiren die Absicht gehabt zu haben scheinen. D. u. L.

Ils doivent néanmoins, quant à leurs droits énoncés au titre *des Successions* et au titre *du Contrat de mariage et des Droits respectifs des époux*, se conformer aux règles qui y sont prescrites.

CHAPITRE IV.

Des diverses espèces d'Obligations.

SECTION PREMIÈRE.

Des Obligations conditionnelles.

§. Ier.

De la Condition en général, et de ses diverses espèces.

1168. L'obligation est conditionnelle lorsqu'on la fait dépendre d'un événement futur et incertain, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la résiliant, selon que l'événement arrivera ou n'arrivera pas.

1169. La condition *casuelle* est celle qui dépend du hasard, et qui n'est nullement au pouvoir du créancier ni du débiteur.

1170. La condition *potestative* est celle qui fait dépendre l'exécution de la convention, d'un événement qu'il est au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties contractantes de faire arriver ou d'empêcher.

1171. La condition *mixte* est celle qui dépend tout-à-la-fois de la volonté d'une des parties contractantes, et de la volonté d'un tiers.

1172. Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention qui en dépend.

Jedoch müssen sie, so viel ihre in den Titeln von der Erbfolge und von dem Ehecontracte und den wechselseitigen Rechten der Ehegatten bestimmten Rechte betrifft, sich nach den dort vorgeschriebenen Regeln richten.

Viertes Capitel.

Von den verschiedenen Gattungen der Verbindlichkeiten.

Erster Abschnitt.

Von bedingten Verbindlichkeiten.

§. I.

Von der Bedingung im Allgemeinen und ihren verschiedenen Arten.

1168. Eine Verbindlichkeit ist bedingt, wenn man sie von einem künftigen und ungewissen Ereigniß abhängig gemacht hat, es sey nun, daß sie bis zum Eintritt dieses Ereignisses aufgeschoben seyn soll, oder daß sie wieder aufgehoben werden soll, je nachdem das Ereigniß eintritt oder nicht.

1169. Eine zufällige Bedingung ist eine solche, welche vom Zufalle abhängt, und die auf keine Weise in der Gewalt des Berechtigten oder des Verpflichteten steht.

1170. Eine willkürliche Bedingung ist eine solche, welche die Erfüllung des Vertrags von einem Ereigniß abhängig macht, welches herbeizuführen oder zu verhindern in der Gewalt des einen oder des andern der Contrahenten steht.

1171. Eine vermischte Bedingung ist eine solche, die zugleich von der Willkühr eines der Contrahenten und von der Willkühr eines Dritten abhängt.

1172. Jede Bedingung, die eine unmögliche Sache zum Gegenstande hat, oder den guten Sitten zuwider, oder durch das Gesetz verboten ist, ist ungiltig, und macht den von ihr abhängigen Vertrag nichtig.

1173. La condition de ne pas faire une chose impossible ne rend pas nulle l'obligation contractée sous cette condition.

1174. Toute obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige.

1175. Toute condition doit être accomplie de la manière que les parties ont vraisemblablement voulu et entendu qu'elle le fût.

1176. Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement arrivera dans un temps fixe, cette condition est censée défaille lorsque le temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. S'il n'y a point de temps fixe, la condition peut toujours être accomplie; et elle n'est censée défaille que lorsqu'il est devenu certain que l'événement n'arrivera pas.

1177. Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement n'arrivera pas dans un temps fixe, cette condition est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'événement soit arrivé: elle l'est également, si avant le terme il est certain que l'événement n'arrivera pas; et s'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est accomplie que lorsqu'il est certain que l'événement n'arrivera pas.

1178. La condition est réputée accomplie lorsque c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement.

1179. La condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté. Si le créancier est mort avant l'accomplissement de la condition, ses droits passent à son héritier.

1180. Le créancier peut, avant que la condition soit accomplie, exercer tous les actes conservatoires de son droit.

1173. Die Bedingung, etwas unmögliches nicht zu thun, macht die unter dieser Bedingung eingegangene Verbindlichkeit nicht ungiltig.

1174. Jede Verbindlichkeit ist ungiltig, welche unter einer Bedingung eingegangen worden ist, die von der Willkühr des Verpflichteten abhängt.

1175. Jede Bedingung muß auf die Art erfüllt werden, wie die Contrahenten wahrscheinlicherweise gewollt und verstanden haben, daß sie erfüllt werden solle.

1176. Ist eine Verbindlichkeit unter der Bedingung eingegangen worden, daß ein Ereigniß binnen einer bestimmten Zeit eintreten solle, so ist die Bedingung für nicht erfüllt zu achten, sobald diese Zeit verstrichen ist, ohne daß das Ereigniß eingetreten ist. Ist keine Zeit bestimmt, so kann die Bedingung zu jeder Zeit erfüllt werden, und dieselbe ist erst dann für nicht erfüllt zu achten, wenn es zur Gewißheit geworden ist, daß das Ereigniß nicht eintreten werde.

1177. Ist eine Verbindlichkeit unter der Bedingung eingegangen worden, daß ein Ereigniß binnen einer bestimmten Zeit nicht eintreten solle, so ist die Bedingung erfüllt, sobald diese Zeit verstrichen ist, ohne daß das Ereigniß eingetreten ist; sie ist auch dann erfüllt, wenn es vor Ablauf dieser Zeit schon zur Gewißheit geworden ist, daß das Ereigniß nicht eintreten werde. Ist keine Zeit bestimmt, so ist sie erst dann erfüllt, wenn es gewiß ist, daß das Ereigniß nicht eintreten werde.

1178. Eine Bedingung ist für erfüllt zu achten, wenn der unter dieser Bedingung Verpflichtete ihre Erfüllung selbst verhindert hat.

1179. Eine erfüllte Bedingung wirkt rückwärts bis auf den Tag, an welchem die Verbindlichkeit übernommen worden ist. Stirbt der Berechtigte vor Erfüllung der Bedingung, so gehen seine Rechte auf seine Erben über.

1180. Ehe die Bedingung erfüllt ist, kann der Berechtigte alle Handlungen vornehmen, die zur Sicherung seines Rechts dienen können.

§. II.

De la Condition suspensive.

1181. L'obligation contractée sous une condition suspensive est celle qui dépend ou d'un événement futur et incertain, ou d'un événement actuellement arrivé, mais encore inconnu des parties.

Dans le premier cas, l'obligation ne peut être exécutée qu'après l'événement.

Dans le second cas, l'obligation a son effet du jour où elle a été contractée.

1182. Lorsque l'obligation a été contractée sous une condition suspensive, la chose qui fait la matière de la convention demeure aux risques du débiteur qui ne s'est obligé de la livrer que dans le cas de l'événement de la condition.

Si la chose est entièrement perie sans la faute du débiteur, l'obligation est éteinte.

Si la chose s'est détériorée sans la faute du débiteur, le créancier a le choix ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, sans diminution du prix.

Si la chose s'est détériorée par la faute du débiteur, le créancier a le droit ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, avec des dommages et intérêts.

§. III.

De la Condition résolutoire.

1183. La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de

§. II.

Von der aufschiebenden Bedingung.

1181. Eine unter einer aufschiebenden Bedingung übernommene Verbindlichkeit ist eine solche, die entweder von einem zukünftigen und ungewissen Ereigniß abhängt, oder von einem bereits eingetretenen Ereigniß, das aber den Contrahenten noch unbekannt ist.

Im ersten Falle kann die Verbindlichkeit erst nach dem Eintritt des Ereignisses erfüllt werden.

Im zweyten Falle tritt die Wirksamkeit der Verbindlichkeit mit dem Tage ein, an welchem sie eingegangen worden ist.

1182. Ist die Verbindlichkeit unter einer aufschiebenden Bedingung eingegangen worden, so bleibt die Sache, welche den Gegenstand des Vertrags ausmacht, auf Gefahr des Verpflichteten, der sich zu ihrer Überlieferung nur auf den Fall verpflichtet hat, wenn die Bedingung eintreten würde.

Ist die Sache ohne Verschulden des Verpflichteten gänzlich zu Grunde gegangen, so ist die Verbindlichkeit erloschen.

Hat sich die Sache ohne Verschulden des Verpflichteten verschlimmert, so hat der Berechtigte die Wahl, entweder die Verbindlichkeit aufzuheben, oder die Sache in dem Zustande, worin sie sich befindet, zu fordern, ohne jedoch den (dafür versprochenen) Preis zu vermindern.⁸⁾

Hat sich die Sache durch Verschulden des Verpflichteten verschlimmert, so hat der Berechtigte die Wahl, entweder die Verbindlichkeit aufzuheben, oder die Sache in dem Zustande, worin sie sich befindet, nebst Schadensersatz, zu fordern.

§. III.

Von der auflösenden Bedingung.

1183. Eine auflösende Bedingung ist eine solche, welche, sobald sie eintritt, die Aufhebung der Verbind-

8) oder die Sache in dem Stande, worin sie sich befindet, und ohne Preisverminderung zu begehren. S. oder die Sache in dem Stande, worin sie sich befindet, und ohne Verringerung zu begehren. E.

l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé.

Elle ne suspend point l'exécution de l'obligation: elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu, dans le cas où l'événement prévu par la condition arrive.

1184. La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement.

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts.

La résolution doit être demandée en justice, et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances.

SECTION II.

Des Obligations à terme.

1185. Le terme diffère de la condition, en ce qu'il ne suspend point l'engagement, dont il retarde seulement l'exécution.

1186. Ce qui n'est dû qu'à terme, ne peut être exigé avant l'échéance du terme; mais ce qui a été payé d'avance, ne peut être répété.

1187. Le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation, ou des circonstances, qu'il a été aussi convenu en faveur du créancier.

1188. Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme lorsqu'il a fait faillite, ou lors-

lichkeit bewirkt, und alles wieder in denselben Zustand versetzt, als wenn die Verbindlichkeit gar nicht vorhanden gewesen wäre.

Durch sie wird die Erfüllung der Verbindlichkeit nicht aufgeschoben; sie verpflichtet nur den Berechtigten, das Empfangene in dem Falle zu erstatten, wenn das zur Bedingung gemachte Ereigniß eintritt.

1184. Bey zweiseitigen Verträgen wird immer stillschweigend die Bedingung vorausgesetzt, daß der Vertrag aufgehoben seyn solle, wenn einer von beyden Theilen seine Verbindlichkeit nicht erfüllt. (*)

In diesem Falle ist der Vertrag nicht schon kraft des Gesetzes aufgehoben. Der Contrahent, gegen den die Verbindlichkeit nicht erfüllt worden ist, hat die Wahl, entweder den andern zur Erfüllung des Vertrags, wenn sie noch möglich ist, zu zwingen, oder die Aufhebung desselben, nebst Schadensersatz, zu fordern.

Auf die Aufhebung muß gerichtlich geklagt werden, und dem Beklagten kann den Umständen nach ein Aufschub gestattet werden.

Zweyter Abschnitt.

Von Verbindlichkeiten unter Zeitbestimmung.

1185. Die Zeitbestimmung unterscheidet sich von der Bedingung dadurch, daß sie nicht die Verbindlichkeit selbst aufschiebt, sondern nur ihre Erfüllung weiter hinaussetzt.

1186. Was man erst an einem Termin zu zahlen schuldig ist, kann nicht vor Ablauf dieses Termins gefordert werden; was jedoch vor der Zeit gezahlt worden ist, das kann nicht zurückgefordert werden.

1187. Bey einem Termine tritt immer die Vermuthung ein, daß er zum Vortheile des Verpflichteten ausbedungen worden seye, in so fern nicht aus dem Vertrage selbst oder aus den Umständen erhellet, daß er zugleich zum Vortheile des Berechtigten festgesetzt worden ist.

1188. Der Verpflichtete kann auf den Vortheil des Termins keinen Anspruch mehr machen, wenn er in Con-

(*) S. Art. 1654 u. 1764.

que par son fait il a diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier.

SECTION III.

Des Obligations alternatives.

1189. Le débiteur d'une obligation alternative est libéré par la délivrance de l'une des deux choses qui étaient comprises dans l'obligation.

1190. Le choix appartient au débiteur, s'il n'a pas été expressément accordé au créancier.

1191. Le débiteur peut se libérer en délivrant l'une des deux choses promises ; mais il ne peut pas forcer le créancier à recevoir une partie de l'une, et une partie de l'autre.

1192. L'obligation est pure et simple, quoique contractée d'une manière alternative, si l'une des deux choses promises ne pouvait être le sujet de l'obligation.

1193. L'obligation alternative devient pure et simple, si l'une des choses promises périt et ne peut plus être livrée, même par la faute du débiteur. Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place.

Si toutes deux sont péries, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer le prix de celle qui a péri la dernière.

1194. Lorsque, dans les cas prévus par l'article précédent, le choix avait été déferé par la convention au créancier,

Ou l'une des choses seulement est périée ; et alors, si c'est sans la faute du débiteur, le créancier doit avoir celle qui reste ; si le débiteur

curs gerathen ist, oder wenn er durch sein Verschulden die Sicherheit vermindert hat, die er dem Berechtigten in dem Vertrage gestellt hatte.

Dritter Abschnitt.

Von alternativen Verbindlichkeiten.

1189. Wer eine alternative Verbindlichkeit übernommen hat, der wird dadurch befreyt, daß er Eine von den beyden in der Verbindlichkeit begriffenen Sachen überliefert.

1190. Die Wahl gebührt dem Verpflichteten, wenn sie nicht ausdrücklich dem Berechtigten eingeräumt worden ist.

1191. Der Verpflichtete kann sich von seiner Verbindlichkeit befreyen, wenn er von den beyden versprochenen Sachen Eine überliefert; aber er kann den Berechtigten nicht zwingen, einen Theil von der einen, und einen Theil von der andern Sache anzunehmen.

1192. Konnte von beyden versprochenen Sache Eine kein Gegenstand der Verbindlichkeit seyn, so gilt die Verbindlichkeit für eine einfache, wenn sie gleich alternativ übernommen worden ist.

1193. Eine alternative Verbindlichkeit verwandelt sich in eine einfache, wenn Eine der versprochenen Sachen, selbst durch Verschulden des Verpflichteten, zu Grunde geht, und nicht mehr geliefert werden kann. Der Werth dieser Sache kann nicht statt ihrer angeboten werden.

Sind beyde Sachen zu Grunde gegangen, und zwar die eine durch Verschulden des Verpflichteten, so muß er den Werth derjenigen zahlen, die zuletzt zu Grunde gegangen ist.

1194. War in den im vorhergehenden Artikel ausgedrückten Fällen, durch den Vertrag die Wahl dem Berechtigten überlassen:

so ist entweder nur Eine von den Sachen zu Grunde gegangen, und dann gebührt dem Berechtigten die übriggebliebene Sache, wenn den Verpflichteten dabey keine Schuld trifft; liegt hingegen die Schuld an dem Verpflichteten, so kann der Berechtigte die übriggebliebene

est en faute, le créancier peut demander la chose qui reste, ou le prix de celle qui est périe;

Ou les deux choses sont péries; et alors, si le débiteur est en faute à l'égard des deux, ou même à l'égard de l'une d'elles seulement, le créancier peut demander le prix de l'une ou de l'autre à son choix.

1195. Si les deux choses sont péries sans la faute du débiteur, et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte, conformément à l'article 1302.

1196. Les mêmes principes s'appliquent aux cas où il y a plus de deux choses comprises dans l'obligation alternative.

SECTION IV.

Des Obligations solidaires.

§. I.

De la Solidarité entre les créanciers.

1197. L'obligation est solidaire entre plusieurs créanciers lorsque le titre donne expressément à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance, et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur, encore que le bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers.

1198. Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

Néanmoins la remise qui n'est faite que par l'un des créanciers solidaires, ne libère le débiteur que pour la part de ce créancier.

Sache oder den Werth der zu Grunde gegangenen verlangen;

oder es sind beyde Sachen zu Grunde gegangen; in diesem Falle kann der Berechtigte, nach Willkühr, den Werth der einen oder der andern verlangen, wenn der Verpflichtete an dem Untergange beyder Sachen, oder auch nur der einen, Schuld ist. ⁹⁾

1195. Sind beyde Sachen ohne Verschulden des Verpflichteten und ehe er im Verzug war zu Grunde gegangen, so ist, in Gemäßheit des 1302. Artikels, die Verbindlichkeit erloschen.

1196. Dieselben Grundsätze sind in den Fällen anwendbar, wo die alternative Verbindlichkeit sich auf mehr als zwey Sachen erstreckt.

Vierter Abschnitt.

Von solidarischen Rechten und Verbindlichkeiten.

§. I.

Von solidarischen Rechten.

1197. Eine Forderung steht mehreren Berechtigten solidarisch zu, wenn der Vertrag ¹⁰⁾ einem jeden von ihnen ausdrücklich das Recht gibt, die Zahlung der ganzen Forderung zu verlangen, und die an Einen von ihnen geleistete Zahlung den Verpflichteten befreyt, wenn gleich der aus der Forderung entspringende Vortheil sich unter den verschiedenen Berechtigten theilen ließe.

1198. Es hängt von der Willkühr des Verpflichteten ab, an welchen der solidarisch Berechtigten er die Zahlung leisten wolle, so lange er nicht von einem derselben deshalb belangt worden ist.

Demohngeachtet befreyt der von Einem der solidarisch Berechtigten geschene Erlaß der Forderung den Verpflichteten nur für den Antheil dieses Mitberechtigten.

9) wenn dieß bey beyden oder auch nur in Ansehung einer, ohne Verschulden des Verpflichteten, geschehen ist. E.

10) Titel. L. D. Urkunde. M. Verschreibung. S. u. E.

1199. Tout acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires, profite aux autres créanciers.

§. II.

De la Solidarité de la part des débiteurs.

1200. Il y a solidarité de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier.

1201. L'obligation peut être solidaire quoique l'un des débiteurs soit obligé différemment de l'autre au paiement de la même chose; par exemple, si l'un n'est obligé que conditionnellement, tandis que l'engagement de l'autre est pur et simple, ou si l'un a pris un terme qui n'est point accordé à l'autre.

1202. La solidarité ne se présume point; il faut qu'elle soit expressément stipulée.

Cette règle ne cesse que dans les cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi.

1203. Le créancier d'une obligation contractée solidairement peut s'adresser à celui des débiteurs qu'il veut choisir, sans que celui-ci puisse lui opposer le bénéfice de division.

1204. Les poursuites faites contre l'un des débiteurs n'empêchent pas le créancier d'en exercer de pareilles contre les autres.

1205. Si la chose due a péri par la faute ou pendant la demeure de l'un ou de plusieurs des débiteurs solidaires, les autres codébiteurs ne sont point déchargés de l'obligation de payer le prix de la chose; mais ceux-ci ne sont point tenus des dommages et intérêts.

Le créancier peut seulement répéter les dommages et intérêts tant contre les débiteurs par

1199. Jede Handlung, welche in Rücksicht Eines der solidarisch Berechtigten die Verjährung unterbricht, kommt auch allen seinen Mitberechtigten zu Gute.

§. II.

Von solidarischen Verbindlichkeiten.

1200. Unter mehreren Verpflichteten ist eine solidarische Verbindlichkeit vorhanden, wenn sie zu einer und derselben Sache dergestalt verpflichtet sind, daß jeder von ihnen zur Leistung des Ganzen gezwungen werden kann, und die von Einem geleistete Zahlung die übrigen gegen den Berechtigten befreit.

1201. Eine Verbindlichkeit kann solidarisch seyn, wenn gleich einer der Schuldner nicht auf eben die Weise, wie der andere, zur Zahlung derselben Sache verpflichtet ist; zum Beispiele, wenn der eine nur bedingt, der andere aber unbedingt verpflichtet ist, oder wenn einer sich einen Termin ausbedungen hat, der dem andern nicht zugestanden ist.

1202. Daß eine Verbindlichkeit solidarisch sey, wird nicht vermuthet; dieß muß ausdrücklich bedungen werden.

Diese Regel leidet nur in den Fällen eine Ausnahme, wo das Gesetz bestimmt, daß eine Verbindlichkeit kraft des Gesetzes (*ipso jure*) solidarisch seye. (*)

1203. Der Berechtigte, dem Mehrere solidarisch verpflichtet sind, kann sich unter den Verpflichteten halten, an welchen er will, ohne daß dieser ihm die Einrede der Theilung entgegensetzen könnte.

1204. Hat der Berechtigte gegen einen der Mitverpflichteten geklagt, so hindert ihn dieß nicht in Ansehung der übrigen ein Gleiches zu thun.

1205. Ist die Sache, welche den Gegenstand der Verbindlichkeit ausmachte, durch Verschulden oder während des Verzugs eines oder mehrerer der solidarisch Verpflichteten zu Grunde gegangen, so sind die übrigen Mitverpflichteten von der Verbindlichkeit den Werth der Sache zu zahlen nicht befreit, zum Schadenersatz sind sie aber nicht verpflichtet.

Den Schadenersatz kann der Berechtigte nur von denjenigen Mitverpflichteten fordern, durch deren Ver-

(*) S. Art. 395. 396. 1442. 1734. 1887. 2002 u. 2025.

38 L. III. T. III. Des Contrats ou Oblig. convent,

la faute desquels la chose a péri, que contre ceux qui étaient en demeure.

1206. Les poursuites faites contre l'un des débiteurs solidaires interrompent la prescription à l'égard de tous.

1207. La demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs solidaires fait courir les intérêts à l'égard de tous.

1208. Le codébiteur solidaire poursuivi par le créancier peut opposer toutes les exceptions qui résultent de la nature de l'obligation, et toutes celles qui lui sont personnelles, ainsi que celles qui sont communes à tous les codébiteurs.

Il ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à quelques-uns des autres codébiteurs.

1209. Lorsque l'un des débiteurs devient héritier unique du créancier, ou lorsque le créancier devient l'unique héritier de l'un des débiteurs, la confusion n'éteint la créance solidaire que pour la part et portion du débiteur ou du créancier.

1210. Le créancier qui consent à la division de la dette à l'égard de l'un des codébiteurs, conserve son action solidaire contre les autres, mais sous la déduction de la part du débiteur qu'il a déchargé de la solidarité.

1211. Le créancier qui reçoit divisément la part de l'un des débiteurs, sans réserver dans la quittance la solidarité ou ses droits en général, ne renonce à la solidarité qu'à l'égard de ce débiteur.

Le créancier n'est pas censé remettre la solidarité au débiteur lorsqu'il reçoit de lui une

schulden die Sache zu Grunde gegangen ist, so wie von denen, die im Verzug waren.

1206. Das gegen Einen der solidarisch Verpflichteten angestellte gerichtliche Verfahren unterbricht die Verzählung in Rücksicht aller Mitverpflichteten.

1207. Wird gegen Einen der solidarisch Verpflichteten auf Zahlung der Zinsen geklagt, so fangen die Zinsen in Ansehung aller Mitverpflichteten zu laufen an. ¹¹⁾

1208. Der solidarisch Verpflichtete, gegen den der Berechtigte geklagt hat, kann alle diejenigen Einreden vorschützen, die aus der Natur der Verbindlichkeit fließen, so wie auch alle diejenigen, die ihm persönlich, oder die sämmtlichen Mitverpflichteten gemeinschaftlich zustehen.

Diejenigen Einreden kann er nicht vorschützen, die nur einigen der übrigen Mitverpflichteten für ihre Person zustehen.

1209. Wird einer der Verpflichteten einziger Erbe des Berechtigten, oder der Berechtigte einziger Erbe eines der Mitverpflichteten, so tilgt diese Vereinigung (confusio) die solidarische Verbindlichkeit nur für den Antheil dieses Verpflichteten oder Berechtigten.

1210. Hat der Berechtigte in die Theilung der Schuld in Ansehung eines der Mitverpflichteten eingewilliget, so bleiben ihm dennoch die übrigen solidarisch verpflichtet, jedoch nur nach Abzug des Antheils desjenigen Mitverpflichteten, dem die solidarische Verbindlichkeit ist erlassen worden.

1211. Nimmt der Berechtigte von Einem der Mitverpflichteten dessen Antheil besonders an, so erläßt er dadurch nur diesem Verpflichteten die solidarische Verbindlichkeit, wenn er gleich in der Quittung sich weder die Fortdauer der solidarischen Verbindlichkeit (in Ansehung der übrigen Verpflichteten), noch auch seine Rechte überhaupt vorbehält.

Nimmt der Berechtigte von Einem der Mitverpflichteten eine Summe an, die dessen Antheile an der Schuld

¹¹⁾ Die wider Einen der solidarisch Verpflichteten gerichtete Klage macht, daß (von deren Anstellung an) die Zinsen in Ansehung aller zu laufen anfangen. E.

somme égale à la portion dont il est tenu, si la quittance ne porte pas que c'est *pour sa part*.

Il en est de même de la simple demande formée contre l'un des codébiteurs *pour sa part*, si celui-ci n'a pas acquiescé à la demande, ou s'il n'est pas intervenu un jugement de condamnation.

1212. Le créancier qui reçoit divisément et sans réserve la portion de l'un des codébiteurs dans les arrérages ou intérêts de la dette, ne perd la solidarité que pour les arrérages ou intérêts échus, et non pour ceux à échoir, ni pour le capital, à moins que le paiement divisé n'ait été continué pendant dix ans consécutifs.

1213. L'obligation contractée solidairement envers le créancier se divise de plein droit entre les débiteurs, qui n'en sont tenus entre eux que chacun pour sa part et portion.

1214. Le codébiteur d'une dette solidaire, qui l'a payée en entier, ne peut répéter contre les autres que les part et portion de chacun d'eux.

Si l'un d'eux se trouve insolvable, la perte qu'occasionne son insolvabilité, se répartit par contribution entre tous les autres codébiteurs solvables et celui qui a fait le paiement.

1215. Dans le cas où le créancier a renoncé à l'action solidaire envers l'un des débiteurs, si l'un ou plusieurs des autres codébiteurs deviennent insolubles, la portion des insolubles sera contributoirement répartie entre tous les débiteurs, même entre ceux précédemment déchargés de la solidarité par le créancier.

1216. Si l'affaire pour laquelle la dette a été contractée solidairement ne concernait que l'un des coobligés solidaires, celui-ci serait tenu de toute la dette vis-à-vis des autres codébiteurs, qui ne

gleich kommt, so ist nicht anzunehmen, daß er dadurch diesem Verpflichteten die solidarische Verbindlichkeit erlassen habe, es müßte denn die Quittung ausdrücklich besagen, daß dieser Verpflichtete für seinen Antheil bezahlt habe.

Ein Gleiches gilt, wenn Einer der Mitverpflichteten nur für seinen Antheil belangt worden ist, in so fern dieser nicht die Klage eingeräumt hat, oder keine verurtheilende Entscheidung erfolgt ist.

1212. Nimmt der Berechtigte den Antheil Eines der Mitverpflichteten an den verfallenen Renten oder Zinsen der Schuld besonders und ohne Vorbehalt an, so erläßt er dadurch die solidarische Verbindlichkeit nur in Rücksicht der verfallenen Renten oder Zinsen, nicht aber in Ansehung derjenigen, die künftig fällig werden, und eben so wenig in Ansehung des Capitals, es müßte denn diese theilweise Zahlung zehn auf einander folgende Jahre fortgesetzt worden seyn.

1213. Eine gegen den Berechtigten solidarisch übernommene Verbindlichkeit ist unter den Verpflichteten selbst, kraft des Gesetzes, getheilt; unter sich hat jeder nur für seinen Antheil zu haften.

1214. Hat einer der Mitverpflichteten die solidarische Schuld ganz gezahlt, so kann er von jedem der übrigen nur dessen Antheil zurückfordern.

Ist einer von ihnen zahlungsunfähig, so wird der durch seine Zahlungsunfähigkeit ausfallende Antheil auf die übrigen zahlungsfähigen Mitverpflichteten, mit Inbegriff dessen, der die Zahlung geleistet hat, übertragen.

1215. Hat der Berechtigte einem der Mitverpflichteten die solidarische Verbindlichkeit erlassen, und es werden einer oder mehrere der übrigen Mitverpflichteten zahlungsunfähig, so wird der Antheil der zahlungsunfähig gewordenen auf alle Mitverpflichtete, mit Inbegriff derjenigen, denen durch den Berechtigten die solidarische Verbindlichkeit ist erlassen worden, übertragen.

1216. Geht das Geschäft, für welches mehrere eine solidarische Verbindlichkeit übernommen haben, nur Einen der Mitverpflichteten an, so hat auch nur dieser seinen Mitverpflichteten, die in Beziehung auf ihn nur

seraient considérés par rapport à lui que comme ses cautions.

SECTION V.

Des Obligations divisibles et indivisibles.

1217. L'obligation est divisible ou indivisible selon qu'elle a pour objet ou une chose qui dans sa livraison, ou un fait qui dans l'exécution, est ou n'est pas susceptible de division, soit matérielle, soit intellectuelle.

1218. L'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait qui en est l'objet soit divisible par sa nature, si le rapport sous lequel elle est considérée dans l'obligation ne la rend pas susceptible d'exécution partielle.

1219. La solidarité stipulée ne donne point à l'obligation le caractère d'indivisibilité.

§. I.

Des Effets de l'obligation divisible.

1220. L'obligation qui est susceptible de division, doit être exécutée entre le créancier et le débiteur comme si elle était indivisible. La divisibilité n'a d'application qu'à l'égard de leurs héritiers, qui ne peuvent demander la dette ou qu'ils sont tenus de la payer que pour les parts dont ils sont saisis ou dont ils sont tenus comme représentant le créancier ou le débiteur.

1221. Le principe établi dans l'article précédent reçoit exception à l'égard des héritiers du débiteur,

1° Dans le cas où la dette est hypothécaire ;

als seine Bürgen zu betrachten sind, für die ganze Schuld zu haften. (*)

Fünfter Abschnitt.

Von theilbaren und untheilbaren Verbindlichkeiten.

1217. Eine Verbindlichkeit ist theilbar oder untheilbar, je nachdem ihr Gegenstand entweder in einer Sache besteht, die bey der Überlieferung, oder in einer Handlung, die bey ihrer Vollziehung einer materiellen oder intellectuellen Theilung fähig oder nicht fähig ist.

1218. Die Verbindlichkeit ist untheilbar, wenn gleich die Sache oder die Handlung, welche den Gegenstand derselben ausmacht, ihrer Natur nach theilbar ist, sofern nur die Beziehung, in welcher sie in der Verbindlichkeit betrachtet wird, keine theilweise Erfüllung zuläßt.

1219. Dadurch, daß eine Verbindlichkeit solidarisch bedungen ist, erhält sie keineswegs die Eigenschaft der Untheilbarkeit.

§. I.

Von den Wirkungen einer theilbaren Verbindlichkeit.

1220. Eine Verbindlichkeit, die sich theilen läßt, muß unter dem Berechtigten und dem Verpflichteten eben so erfüllt werden, als wenn sie untheilbar wäre. Die Theilbarkeit kommt nur zur Anwendung in Beziehung auf ihre Erben, von denen jeder nur den Theil der Schuld einzufordern berechtigt oder zu zahlen verpflichtet ist, der ihm, als Stellvertreter des Berechtigten, zugefallen ist, oder für den er, als Stellvertreter des Verpflichteten, zu haften hat.

1221. In Ansehung der Erben des Verpflichteten leidet der in dem vorhergehenden Artikel aufgestellte Grundsatz eine Ausnahme:

1.) wenn die Schuld eine hypothekarische ist; (**)

(*) S. Art. 1431.

(**) S. Art. 873 u. 2114.

2° Lorsqu'elle est d'un corps certain ;

3° Lorsqu'il s'agit de la dette alternative de choses au choix du créancier, dont l'une est indivisible ;

4° Lorsque l'un des héritiers est chargé seul, par le titre, de l'exécution de l'obligation ;

5° Lorsqu'il résulte, soit de la nature de l'engagement, soit de la chose qui en fait l'objet, soit de la fin qu'on s'est proposée dans le contrat, que l'intention des contractants a été que la dette ne pût s'acquitter partiellement.

Dans les trois premiers cas, l'héritier qui possède la chose due ou le fonds hypothéqué à la dette, peut être poursuivi pour le tout sur la chose due ou sur le fonds hypothéqué, sauf le recours contre ses cohéritiers. Dans le quatrième cas, l'héritier seul chargé de la dette, et dans le cinquième cas, chaque héritier, peut aussi être poursuivi pour le tout ; sauf son recours contre ses cohéritiers.

§. II.

Des Effets de l'obligation indivisible.

1222. Chacun de ceux qui ont contracté conjointement une dette indivisible, en est tenu pour le total, encore que l'obligation n'ait pas été contractée solidairement.

1223. Il en est de même à l'égard des héritiers de celui qui a contracté une pareille obligation.

1224. Chaque héritier du créancier peut exiger en totalité l'exécution de l'obligation indivisible.

12) wenn ein bestimmter Körper geschuldet wird. L. wenn ein bestimmter Gegenstand geliefert werden soll. S. wenn ihr zu Folge eine in jeder Hinsicht bestimmte Sache (ein gewisses Corpus) überliefert werden soll. D. wenn

2.) wenn die Verbindlichkeit eine bestimmte einzelne Sache (speciem) zum Gegenstande hat; ¹²⁾

3.) wenn von einer alternativen Verbindlichkeit die Rede ist, und der Berechtigte unter mehreren Sachen die Wahl hat, von denen eine untheilbar ist;

4.) wenn durch die Vertragsurkunde (oder eine neuere Urkunde) einem der Erben allein die Erfüllung der Verbindlichkeit auferlegt ist;

5.) wenn es sich aus der Beschaffenheit oder dem Gegenstande der Verbindlichkeit, oder aus dem Zwecke, den man sich bey dem Vertrage vorgesetzt hatte, ergibt, daß es die Absicht der Contrahenten war, daß die Schuld nicht sollte theilweise berichtigt werden können.

In den drey ersten Fällen kann der Erbe, der die auszuliefernde Sache oder das verhypothecirte Grundstück besitzt, auf diese Sache oder auf das verhypothecirte Grundstück für die ganze Schuld belangt werden, mit Vorbehalt seines Regresses gegen seine Miterben. In dem vierten Falle kann gleichfalls der Erbe, dem die Zahlung der Schuld allein auferlegt ist, und im fünften jeder Erbe auf das Ganze belangt werden, mit Vorbehalt des Regresses gegen seine Miterben.

§. II.

Von den Wirkungen einer untheilbaren Verbindlichkeit.

1222. Von denjenigen, die zusammen eine untheilbare Verbindlichkeit übernommen haben, haftet ein jeder für das Ganze, wenn gleich die Verbindlichkeit nicht solidarisch übernommen worden ist.

1223. Ein Gleiches gilt von den Erben desjenigen, der eine solche Verbindlichkeit übernommen hat. ¹³⁾

1224. Jeder Erbe des Berechtigten kann die Erfüllung einer untheilbaren Verbindlichkeit im Ganzen verlangen.

ihr zu Folge eine als Individuum bestimmte Sache geliefert werden soll. M.

¹³⁾ Eben das gilt von dem Erben, der eine vergleichene Verbindlichkeit übernommen hat. E.

Il ne peut seul faire la remise de la totalité de la dette ; il ne peut recevoir seul le prix au lieu de la chose. Si l'un des héritiers a seul remis la dette ou reçu le prix de la chose, son cohéritier ne peut demander la chose indivisible qu'en tenant compte de la portion du cohéritier qui a fait la remise ou qui a reçu le prix.

1225. L'héritier du débiteur, assigné pour la totalité de l'obligation, peut demander un délai pour mettre en cause ses cohéritiers, à moins que la dette ne soit de nature à ne pouvoir être acquittée que par l'héritier assigné, qui peut alors être condamné seul ; sauf son recours en indemnité contre ses cohéritiers.

SECTION VI.

Des Obligations avec clauses pénales.

1226. La clause pénale est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexécution.

1227. La nullité de l'obligation principale entraîne celle de la clause pénale.

La nullité de celle-ci n'entraîne point celle de l'obligation principale.

1228. Le créancier, au lieu de demander la peine stipulée contre le débiteur qui est en demeure, peut poursuivre l'exécution de l'obligation principale.

1229. La clause pénale est la compensation des dommages et intérêts que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation principale.

14) so kann sein Miterbe den untheilbaren Gegenstand nur unter der Bedingung anverlangen, den Antheil des Miterben, der den Nachlaß gemacht oder den Werth empfangen hat, in Aufrechnung zu bringen. L. so kann

Er ist nicht berechtigt, für sich allein die ganze Schuld zu erlassen; er kann nicht für sich allein, anstatt der Sache selbst, den Werth derselben annehmen. Hat einer der Erben für sich allein die Schuld erlassen, oder den Werth der Sache angenommen, so kann dessen Miterbe die untheilbare Sache nur gegen Vergütung des Antheils desjenigen Miterben, der den Erlaß bewilliget oder den Werth empfangen hat, fordern. ¹⁴⁾

1225. Ist ein Erbe des Verpflichteten auf das Ganze der Verbindlichkeit belangt worden, so kann er einen Aufschub verlangen, um seine Miterben zur Theilnahme an dem Rechtsstreite aufzufordern, es müßte denn die Verbindlichkeit von der Art seyn, daß sie nur allein von dem belangten Miterben kann erfüllt werden, in welchem Falle dieser allein verurtheilt werden kann; jedoch bleibt ihm wegen seiner Entschädigung der Regreß an seine Miterben vorbehalten.

Sechster Abschnitt.

Von den bey Conventionalstrafe eingegangenen Verbindlichkeiten.

1226. Eine Strafclausel (*clause pénale*, Verpflichtung zu einer Conventionalstrafe) ist diejenige, durch welche jemand, um die Erfüllung eines Vertrags zu sichern, sich auf den Fall der Nichterfüllung zu etwas verpflichtet.

1227. Die Ungiltigkeit der Hauptverbindlichkeit hat die Ungiltigkeit der Strafclausel zur Folge.

Aus der Ungiltigkeit der letztern folgt nicht die Ungiltigkeit der Hauptverbindlichkeit.

1228. Dem Berechtigten steht es frey, statt von dem Verpflichteten, der im Vorzuge ist, die Conventionalstrafe zu verlangen, auf Erfüllung der Hauptverbindlichkeit zu klagen.

1229. Die Conventionalstrafe vertritt die Stelle des Ersatzes für den dem Berechtigten durch die Nichterfüllung der Hauptverbindlichkeit zugezogenen Schaden.

sein Miterbe die untheilbare Sache zwar begehren, aber er muß den Antheil des Erben, der den Nachlaß gemacht, oder den Werth erhalten hat, zurücklassen. S.

Il ne peut demander en même temps le principal et la peine, à moins qu'elle n'ait été stipulée pour le simple retard.

1230. Soit que l'obligation primitive contienne, soit qu'elle ne contienne pas un terme dans lequel elle doit être accomplie, la peine n'est encourue que lorsque celui qui s'est obligé soit à livrer, soit à prendre, soit à faire, est en demeure.

1231. La peine peut être modifiée par le juge lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie.

1232. Lorsque l'obligation primitive contractée avec une clause pénale est d'une chose indivisible, la peine est encourue par la contravention d'un seul des héritiers du débiteur, et elle peut être demandée, soit en totalité contre celui qui a fait la contravention, soit contre chacun des cohéritiers pour leur part et portion, et hypothécairement pour le tout, sauf leur recours contre celui qui a fait encourir la peine.

1233. Lorsque l'obligation primitive contractée sous une peine est divisible, la peine n'est encourue que par celui des héritiers du débiteur qui contrevient à cette obligation, et pour la part seulement dont il était tenu dans l'obligation principale, sans qu'il y ait d'action contre ceux qui l'ont exécutée.

Cette règle reçoit exception lorsque la clause pénale ayant été ajoutée dans l'intention que le paiement ne pût se faire partiellement, un cohéritier a empêché l'exécution de l'obligation pour la totalité. En ce cas, la peine entière peut être

15) und man kann entweder von dem Uebertreter das Ganze, oder von jedem der Miterben seinen verhält-

Er kann nicht den Gegenstand der Hauptverbindlichkeit und die Conventionalstrafe zugleich fordern, es müßte denn letztere auf den bloßen Verzug gesetzt worden seyn.

1230. Die Strafe ist erst dann verwirkt, wenn derjenige, welcher sich verpflichtet hat, etwas zu überliefern, in Empfang zu nehmen, oder zu thun, im Verzug ist, es mag nun bey der Hauptverbindlichkeit eine Frist, binnen welcher sie erfüllt werden soll, festgesetzt seyn oder nicht.

1231. Der Richter kann die Strafe mäßigen, wenn die Hauptverbindlichkeit zum Theile erfüllt worden ist.

1232. Hat die bey Conventionalstrafe eingegangene Hauptverbindlichkeit eine untheilbare Sache zum Gegenstande, so ist die Strafe schon dadurch verwirkt, daß ein einziger der Erben des Verpflichteten der Verbindlichkeit zuwider gehandelt hat, und es kann sowohl derjenige, welcher der Verbindlichkeit zuwider gehandelt hat, auf den ganzen Betrag der Strafe belangt werden, als auch jeder andere Miterbe nach Verhältniß seines Antheils oder hypothecarisch auf die ganze Strafe¹⁵⁾, mit Vorbehalt seines Regresses gegen denjenigen, durch dessen Schuld die Strafe verwirkt worden ist.

1233. Ist die bey Strafe übernommene Hauptverbindlichkeit theilbar, so wird die Strafe nur von demjenigen von den Erben des Verpflichteten verwirkt, der dieser Verbindlichkeit zuwider handelt, und nur nach Verhältniß des Antheils, für welchen er bey der Hauptverbindlichkeit zu haften hatte, ohne daß eine Klage gegen diejenigen Statt fände, welche die Verbindlichkeit erfüllt haben.

Diese Regel leidet eine Ausnahme, wenn die Strafclausel in der Absicht beygefügt worden ist, damit die Zahlung nicht theilweise sollte geschehen können, und nun Einer der Miterben verhindert hat, daß die Verbindlichkeit auf einmal erfüllt wurde. In diesem Falle kann die Strafe von Letzterem ganz, und von den übrigen Mit-

nismäßigen Antheil verlangen, so daß für das Ganze die Erbschaft hypothekarisch hafte; E.

exigée contre lui, et contre les autres cohéritiers pour leur portion seulement, sauf leur recours.

CHAPITRE V.

De l'Extinction des Obligations.

1234. Les obligations s'éteignent,

Par le paiement,

Par la novation,

Par la remise volontaire,

Par la compensation,

Par la confusion,

Par la perte de la chose,

Par la nullité ou la rescision,

Par l'effet de la condition résolutoire, qui a été expliquée au chapitre précédent,

Et par la prescription, qui fera l'objet d'un titre particulier.

SECTION PREMIÈRE.

Du Paiement.

§. I.

Du Paiement en général.

1235. Tout paiement suppose une dette : ce qui a été payé sans être dû, est sujet à répétition.

La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées.

1236. Une obligation peut être acquittée par toute personne qui y est intéressée, tel qu'un coobligé ou une caution.

L'obligation peut même être acquittée par un tiers qui n'y est point intéressé, pourvu que ce

erben nur nach Verhältniß ihres Antheils, gefordert werden, mit Vorbehalt ihres Regresses.

Fünftes Capitel.

Von dem Erlöschen der Verbindlichkeiten.

1234. Verbindlichkeiten erlöschen,
 durch die Erfüllung (Zahlung),
 durch die Umschaffung (Novation),
 durch den freywilligen Erlaß,
 durch die gegenseitige Anrechnung zweyer Forderungen (Compensation),
 durch die Vereinigung des Rechtes und der Verbindlichkeit in Einer Person (Confusion),
 durch den Untergang der Sache,
 durch die Nichtigkeitserklärung oder gerichtliche Aufhebung (Rescision),
 durch die Wirkung einer auflösenden Bedingung, wovon in dem vorhergehenden Capitel die Rede gewesen ist,
 und durch die Verjährung, von welcher in einem besondern Titel gehandelt werden soll.

Erster Abschnitt.

Von der Zahlung.

§. I.

Von der Zahlung überhaupt.

1235. Jede Zahlung setzt eine Schuld voraus; was man gezahlt hat, ohne es schuldig zu seyn, das kann man zurückfordern.

Hat man eine natürliche Verbindlichkeit freywillig erfüllt, so hat die Zurückforderung nicht Statt.

1236. Eine Verbindlichkeit kann durch jeden erfüllt werden, der dabey ein Interesse hat, zum B ey-
 spiel durch einen Mitschuldner oder einen Bürgen.

Selbst durch einen Dritten, der nicht dabey interessiert ist, kann die Verbindlichkeit erfüllt werden,

tiers agisse au nom et en l'acquit du débiteur, ou que, s'il agit en son nom propre, il ne soit pas subrogé aux droits du créancier.

1237. L'obligation de faire ne peut être acquittée par un tiers contre le gré du créancier, lorsque ce dernier a intérêt qu'elle soit remplie par le débiteur lui-même.

1238. Pour payer valablement, il faut être propriétaire de la chose donnée en paiement, et capable de l'aliéner.

Néanmoins le paiement d'une somme en argent ou autre chose qui se consomme par l'usage, ne peut être répété contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi, quoique le paiement en ait été fait par celui qui n'en était pas propriétaire ou qui n'était pas capable de l'aliéner.

1239. Le paiement doit être fait au créancier ou à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou qui soit autorisé par justice ou par la loi à recevoir pour lui.

Le paiement fait à celui qui n'aurait pas pouvoir de recevoir pour le créancier, est valable, si celui-ci le ratifie, ou s'il en a profité.

1240. Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable, encore que le possesseur en soit par la suite évincé.

1241. Le paiement fait au créancier n'est point valable s'il était incapable de le recevoir, à moins que le débiteur ne prouve que la chose payée a tourné au profit du créancier.

1242. Le paiement fait par le débiteur à son créancier, au préjudice d'une saisie ou d'une opposition, n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants ou opposants: ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau,

vorausgesetzt, daß dieser Dritte im Namen des Verpflichteten und für dessen Rechnung handelt, oder, wenn er in eigenem Namen handelt, daß er nicht in die Rechte des Berechtigten eingesezt worden sey.

1237. Die Verbindlichkeit etwas zu thun kann gegen den Willen des Berechtigten nicht von einem Dritten erfüllt werden, wenn der Berechtigte ein Interesse dabey hat, daß sie der Verpflichtete selbst erfülle.

1238. Um gültig zahlen zu können, muß man Eigenthümer der als Zahlung gegebenen Sache und fähig seyn, sie zu veräußern.

Demohngeachtet kann die in Geld oder einer andern verbrauchbaren Sache geleistete Zahlung von dem Gläubiger, der sie in gutem Glauben (*bona fide*) verbraucht hat, nicht zurückgefordert werden, wenn gleich diese Zahlung durch jemanden geschehen ist, der kein Eigenthümer der gezahlten Sache oder sie zu veräußern unfähig war.

1239. Die Zahlung muß an den Gläubiger geschehen, oder an jemanden, der entweder von ihm bevollmächtigt, oder gerichtlich oder gesetzlich ermächtigt ist, für ihn zu empfangen.

Demohngeachtet ist die Zahlung gültig, welche an jemanden geschehen ist, der nicht berechtigt war, für den Gläubiger zu empfangen, wenn dieser sie genehmiget, oder wenn sie in dessen Nutzen verwendet worden ist.

1240. Eine Zahlung, die in gutem Glauben an denjenigen geleistet wird, der sich im Besitze der Forderung¹⁶⁾ befindet, ist gültig, wenn gleich in der Folge die Forderung dem Besizer entwährt werden sollte.

1241. Eine an den Gläubiger geleistete Zahlung ist ungültig, wenn er unfähig war, sie in Empfang zu nehmen, es müßte denn der Schuldner beweisen, daß die gezahlte Sache in den Nutzen des Gläubigers verwendet worden ist.

1242. Eine von dem Schuldner eines angelegten Arrestes oder eines geschehenen Zahlungseinspruches ohngeachtet an den Gläubiger geleistete Zahlung ist in Rücksicht der Gläubiger, welche den Arrest bewirkt oder den Einspruch eingelegt haben, ungültig; diese können, nach

16) des Schuldscheines. E.

sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier.

1243. Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande.

1244. Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible.

Les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, accorder des délais modérés pour le paiement, et surseoir l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état.

1245. Le débiteur d'un corps certain et déterminé est libéré par la remise de la chose en l'état ou elle se trouve lors de la livraison, pourvu que les détériorations qui y sont survenues ne viennent point de son fait ou de sa faute, ni de celle des personnes dont il est responsable, ou qu'avant ces détériorations il ne fût pas en demeure.

1246. Si la dette est d'une chose qui ne soit déterminée que par son espèce, le débiteur ne sera pas tenu, pour être libéré, de la donner de la meilleure espèce; mais il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

1247. Le paiement doit être exécuté dans le lieu désigné par la convention. Si le lieu n'y est pas désigné, le paiement, lorsqu'il s'agit d'un corps certain et déterminé, doit être fait dans le lieu où était, au temps de l'obligation, la chose qui en fait l'objet.

Hors ces deux cas, le paiement doit être fait au domicile du débiteur.

1248. Les frais du paiement sont à la charge du débiteur.

Maßgabe ihrer Ansprüche, ihn zwingen, noch einmal zu zahlen, in welchem Falle ihm der Regreß gegen seinen Gläubiger vorbehalten bleibt.

1243. Der Gläubiger kann nicht genöthiget werden, statt der Sache, welche er zu fordern hat, eine andere anzunehmen, selbst wenn die angebotene Sache von gleichem oder selbst von größerem Werthe seyn sollte.

1244. Der Schuldner kann den Gläubiger nicht nöthigen, die Zahlung theilweise anzunehmen, wenn gleich die Schuld theilbar seyn sollte.

Das Gericht kann jedoch, in Rücksicht auf die Lage des Schuldners, mäßige Zahlungsfristen gestatten und die Hilfsvollstreckung anstehen lassen, wobey alles in dem bisherigen Zustande bleiben muß; von dieser Gewalt hat es aber nur mit großer Behutsamkeit Gebrauch zu machen.

1245. Der Schuldner einer gewissen und bestimmten Sache wird befreyt durch die Auslieferung der Sache in dem Zustande, worin sie sich zur Zeit der Übergabe befindet, wenn nur an den nach übernommener Verbindlichkeit erfolgten Verschlimmerungen weder er selbst noch solche Personen, für die er haften muß, durch Handlungen oder Versehen Schuld sind, und er nicht vor dieser Verschlimmerung im Verzug gewesen ist.

1246. Hat die Verbindlichkeit eine nur ihrer Gattung nach bestimmte Sache (genus) zum Gegenstande, so ist der Verpflichtete, um sich seiner Verbindlichkeit zu entledigen, nicht verbunden, sie von der besten Art zu geben; er darf aber auch keine von der schlechtesten anbieten.

1247. Die Zahlung muß an dem Orte geschehen, der im Vertrage bestimmt ist. Ist darin kein Ort bestimmt, so muß die Zahlung, in so fern von einer gewissen und bestimmten Sache die Rede ist, an dem Orte geschehen, wo sich zur Zeit der Übernahme der Verbindlichkeit die Sache befand, welche den Gegenstand derselben ausmacht. (*)

Außer diesen beyden Fällen muß die Zahlung an dem Wohnorte des Schuldners geschehen.

1248. Die mit der Zahlung verbundenen Kosten hat der Schuldner zu tragen.

(*) S. Art. 1258. n. 6.

§. II.

Du Paiement avec subrogation.

1249. La subrogation dans les droits du créancier au profit d'une tierce personne qui le paye, est ou conventionnelle ou légale.

1250. Cette subrogation est conventionnelle,

1° Lorsque le créancier recevant son paiement d'une tierce personne la subroge dans ses droits, actions, privilèges ou hypothèques contre le débiteur: cette subrogation doit être expresse et faite en même temps que le paiement;

2° Lorsque le débiteur emprunte une somme à l'effet de payer sa dette, et de subroger le prêteur dans les droits du créancier. Il faut, pour que cette subrogation soit valable, que l'acte d'emprunt et la quittance soient passés devant notaires; que dans l'acte d'emprunt il soit déclaré que la somme a été empruntée pour faire le paiement, et que dans la quittance il soit déclaré que le paiement a été fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau créancier. Cette subrogation s'opère sans le concours de la volonté du créancier.

1251. La subrogation a lieu de plein droit,

1° Au profit de celui qui étant lui-même créancier paye un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges ou hypothèques;

2° Au profit de l'acquéreur d'un immeuble, qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers auxquels cet héritage était hypothéqué;

3° Au profit de celui qui étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter;

§. II.

Von der Zahlung mit Eintritt in die Rechte des Gläubigers (subrogation.)

1249. Der Eintritt in die Rechte des Gläubigers von Seiten einer dritten Person, welche demselben Zahlung leistet, ist entweder vertragsmäßig oder gesetzlich.

1250. Vertragsmäßig ist dieser Eintritt:

1.) wenn der Gläubiger, der seine Zahlung von einer dritten Person empfängt, derselben seine Rechte, Klagen, Privilegien oder Hypotheken gegen den Schuldner abtritt; diese Abtretung muß ausdrücklich und zu gleicher Zeit mit der Zahlung geschehen;

2.) wenn der Schuldner ein Kapital aufnimmt, um seine Schuld zu zahlen und den Darleiher in die Rechte des Gläubigers einzusetzen. Diese Einsetzung ist nur dann gültig, wenn die über das Darlehn ausgestellte Urkunde und die Quittung vor Notarien ausgefertigt worden sind, die über das Darlehn ausgestellte Urkunde die ausdrückliche Erklärung enthält, daß das Kapital in der Absicht aufgenommen worden seye, um damit die Zahlung zu leisten, und in der Quittung bemerkt ist, daß die Zahlung mit dem von dem neuen Gläubiger zu diesem Zwecke hergegebenen Gelde wirklich geleistet worden seye. Die Einwilligung des Gläubigers ist zu dieser Einsetzung nicht erforderlich.

1251. Der Eintritt in die Rechte des Gläubigers hat kraft des Gesetzes Statt,

1.) zum Besten desjenigen Gläubigers, der einem andern in Rücksicht seiner Privilegien oder Hypotheken ihm vorgehenden Gläubiger Zahlung leistet;

2.) zum Besten desjenigen, der ein unbewegliches Gut erwirbt, und den Kaufpreis zur Befriedigung derjenigen Gläubiger verwendet, welchen dieses Gut verhypothecirt ist;

3.) zum Besten desjenigen, der, indem er mit andern oder für andere die Schuld zu zahlen verpflichtet war, ein Interesse an der Tilgung der Schuld hatte; (*) ¹⁷⁾

(*) S. Art. 2029.

¹⁷⁾ jedoch ein Interesse dabey hatte, dieselbe allein zu bezahlen; E.

4° Au profit de l'héritier bénéficiaire qui a payé de ses deniers les dettes de la succession.

1252. La subrogation établie par les articles précédents a lieu tant contre les cautions que contre les débiteurs : elle ne peut nuire au créancier lorsqu'il n'a été payé qu'en partie ; en ce cas il peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un paiement partiel.

§. III.

De l'Imputation des paiements.

1253. Le débiteur de plusieurs dettes a le droit de déclarer, lorsqu'il paye, quelle dette il entend acquitter.

1254. Le débiteur d'une dette qui porte intérêt ou produit des arrérages, ne peut point, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital par préférence aux arrérages ou intérêts : le paiement fait sur le capital et intérêts, mais qui n'est point intégral, s'impute d'abord sur les intérêts.

1255. Lorsque le débiteur de diverses dettes a accepté une quittance par laquelle le créancier a imputé ce qu'il a reçu sur l'une de ces dettes spécialement, le débiteur ne peut plus demander l'imputation sur une dette différente, à moins qu'il n'y ait eu dol ou surprise de la part du créancier.

1256. Lorsque la quittance ne porte aucune imputation, le paiement doit être imputé sur la dette que le débiteur avait pour lors le plus d'intérêt d'acquitter entre celles qui sont pareillement échues ; sinon, sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne le sont point.

4.) zum Besten des Beneficialerben, der die Erbschaftsschulden mit seinem Gelde gezahlt hat.

1252. Der in vorstehenden Artikeln bestimmte Eintritt hat sowohl gegen die Bürgen als gegen die Schuldner Statt; er kann dem Gläubiger nicht zum Nachtheil gereichen, wenn er nur zum Theil befriediget worden ist; in diesem Falle bleibt derselbe vielmehr berechtigt, in Ansehung des Überrestes seiner Forderung seine Rechte vorzugsweise vor demjenigen, von welchem er nur einen Theil der ihm gebührenden Zahlung erhalten hat, geltend zu machen.

§. III.

Von der Abrechnung der Zahlung.

1253. Wer mehrere Posten schuldig ist, der hat das Recht bey der Zahlung zu bestimmen, welche Schuld er tilgen wolle.

1254. Wer eine Schuld zu zahlen hat, die Zinsen oder Renten hervorbringt ¹⁸⁾, der kann ohne Bewilligung des Gläubigers die Zahlung, die er leistet, nicht vor den Renten oder Zinsen auf das Capital abrechnen. Eine Zahlung die auf Capital und Zinsen, aber nicht vollständig, geschieht, wird zuerst auf die Zinsen abgerechnet.

1255. Hat derjenige, welcher mehrere Posten schuldig war, eine Quittung angenommen, worin der Gläubiger das Empfangene auf einen dieser Posten besonders abgerechnet hat, so kann der Schuldner die Abrechnung auf einen andern Posten nicht mehr verlangen, es müßte denn von der Seite des Gläubigers Betrug oder Überlistung Statt gefunden haben.

1256. Ist in der Quittung nichts über die Abrechnung bestimmt, so muß die Zahlung auf diejenige unter mehreren gleichmäßig fälligen Schulden abgerechnet werden, an deren Tilgung damahls dem Verpflichteten am meisten gelegen gewesen ist; waren nicht mehrere Posten fällig, so geschieht die Abrechnung auf die wirklich verfallene Schuld, wenn sie gleich dem Schuldner weniger lästig wäre, als die nicht verfallenen.

18) die Zinsen trägt, oder Rückstände erzeugt, S. u. L.

Si les dettes sont d'égale nature, l'imputation se fait sur la plus ancienne; toutes choses égales, elle se fait proportionnellement.

§. IV.

Des Offres de paiement, et de la Consignation.

1257. Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles, et au refus du créancier de les accepter, consigner la somme ou la chose offerte.

Les offres réelles suivies d'une consignation libèrent le débiteur; elles tiennent lieu à son égard de paiement, lorsqu'elles sont valablement faites, et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier.

1258. Pour que les offres réelles soient valables, il faut,

1° Qu'elles soient faites au créancier ayant la capacité de recevoir, ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui;

2° Qu'elles soient faites par une personne capable de payer;

3° Qu'elles soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dus, des frais liquidés, et d'une somme pour les frais non liquidés; sauf à la parfaire;

4° Que le terme soit échu, s'il a été stipulé en faveur du créancier;

5° Que la condition sous laquelle la dette a été contractée soit arrivée;

6° Que les offres soient faites au lieu dont on est convenu pour le paiement, et que, s'il n'y a pas de convention spéciale sur le lieu du paiement, elles soient faites ou à la personne du créancier,

Sind die Schulden von einerley Art, so geschieht die Abrechnung auf die ältere; sind alle Umstände gleich, so geschieht sie verhältnißmäßig.

§. IV.

Von dem Anerbieten der Zahlung und der Hinterlegung.

1257. Verweigert der Gläubiger die Annahme der Zahlung, so kann der Schuldner den Gegenstand derselben ihm wirklich und in Natur anbieten, und auf die Weigerung des Gläubigers, solchen anzunehmen, die angebotene Summe oder Sache hinterlegen.

Das wirkliche Anerbieten, worauf die Hinterlegung erfolgt ist, befreit den Schuldner; in Rücksicht seiner vertritt es, wenn es auf gültige Weise geschehen ist, die Stelle der Zahlung, und der Gläubiger trägt die Gefahr der auf diese Art hinterlegten Sache.

1258. Zur Giltigkeit des wirklichen Anerbietens wird erfordert:

1.) daß es dem zur Annahme fähigen Gläubiger geschehen sey, oder demjenigen, der an seiner Statt anzunehmen berechtigt ist; (*) 19)

2.) daß es durch eine Person geschehen sey, welche fähig ist, Zahlung zu leisten; (**)

3.) daß es den ganzen Betrag der fälligen Summe, der schuldigen Renten oder Zinsen, und der schon liquidirten Kosten, so wie auch für die noch nicht liquidirten Kosten eine gewisse Summe, unter dem Vorbehalte, dieselbe zu ergänzen, in sich begreife;

4.) daß der Zahlungstermin erschienen sey, wenn er zum Vortheile des Gläubigers ausbedungen worden ist;

5.) daß die Bedingung erfüllt sey, unter welcher die Verbindlichkeit eingegangen worden ist;

6.) daß das Anerbieten an dem verabredeten Zahlungsorte, oder, wenn über den Zahlungsort keine besondere Übereinkunft Statt gefunden hat, dem Gläubiger in Person, oder an seinem Wohnorte, oder an dem

(*) S. Art. 1239.

(**) S. Art. 1238.

19) oder einem von ihm dazu Bevollmächtigten. L. u. S.

ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention;

7° Que les offres soient faites par un officier ministériel ayant caractère pour ces sortes d'actes.

1259. Il n'est pas nécessaire pour la validité de la consignation, qu'elle ait été autorisée par le juge; il suffit,

1° Qu'elle ait été précédée d'une sommation signifiée au créancier, et contenant l'indication du jour, de l'heure et du lieu où la chose offerte sera déposée;

2° Que le débiteur se soit dessaisi de la chose offerte, en la remettant dans le dépôt indiqué par la loi pour recevoir les consignations, avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt;

3° Qu'il y ait eu procès-verbal dressé par l'officier ministériel, de la nature des espèces offertes, du refus qu'a fait le créancier de les recevoir ou de sa non-comparution, et enfin du dépôt;

4° Qu'en cas de non-comparution de la part du créancier, le procès-verbal du dépôt lui ait été signifié avec sommation de retirer la chose déposée.

1260. Les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier, si elles sont valables.

1261. Tant que la consignation n'a point été acceptée par le créancier, le débiteur peut la retirer; et s'il la retire, ses codébiteurs ou ses cautions ne sont point libérés.

1262. Lorsque le débiteur a lui-même obtenu un jugement passé en force de chose jugée, qui a déclaré ses offres et sa consignation bonnes et va-

für die Erfüllung des Vertrags gewählten Wohnsitz (*) geschehen sey;

7.) daß das Anerbieten durch eine Gerichtsperson, (officier ministériel), welche zu Handlungen dieser Art berechtigt ist, geschehen sey. (**)

1259. Zur Gültigkeit der Hinterlegung ist es nicht nöthig, daß man dazu von dem Richter ermächtigt werden; es ist hinreichend:

1.) daß zuvor dem Gläubiger eine Vorladung insinuiert worden sey, worin der Tag, die Stunde und der Ort bemerkt sind, wo die angebotene Sache hinterlegt werden soll;

2.) daß der Schuldner den Besitz der angebotenen Sache aufgegeben, und dieselbe nebst den bis zum Tage der Hinterlegung verfallenen Zinsen an den für Depositen gesetzlich bestimmten Ort abgeliefert habe;

3.) daß die Gerichtsperson über die Art der angebotenen Gegenstände ²⁰⁾, über die Verweigerung der Annahme oder das Nichterscheinen des Gläubigers, und endlich über die erfolgte Hinterlegung ein Protokoll aufgenommen habe;

4.) daß dem Gläubiger, im Falle derselbe nicht erschienen ist, das Protokoll über die geschehene Hinterlegung zugestellt worden seye, mit der Aufforderung die hinterlegte Sache zu sich zu nehmen.

1260. Wenn das wirkliche Anerbieten und die Hinterlegung auf eine gültige Art geschehen sind, so fallen die damit verbundenen Kosten dem Gläubiger zur Last.

1261. So lange die hinterlegte Sache von dem Gläubiger noch nicht angenommen worden ist, kann der Schuldner sie zurücknehmen; nimmt er sie zurück, so sind seine Mitschuldner oder seine Bürgen von ihrer Verbindlichkeit nicht befreit.

1262. Hat der Schuldner selbst ein Urtheil erwirkt, das sein Anerbieten und die Hinterlegung für gesetzlich und gültig erklärt, und ist dieses Urtheil in Rechtskraft

(*) G. Art. III.

(**) G. C. G. D. Art. 812. u. f.

20) Münzsorten. D. M. u. E. Geldsorten S. u. L.

lables, il ne peut plus, même du consentement du créancier, retirer sa consignation au préjudice de ses codébiteurs ou de ses cautions.

1263. Le créancier qui a consenti que le débiteur retirât sa consignation après qu'elle a été déclarée valable par un jugement qui a acquis force de chose jugée, ne peut plus pour le paiement de sa créance exercer les privilèges ou hypothèques qui y étaient attachés; il n'a plus d'hypothèque que du jour où l'acte par lequel il a consenti que la consignation fût retirée aura été revêtu des formes requises pour emporter hypothèque.

1264. Si la chose due est un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, le débiteur doit faire sommation au créancier de l'enlever, par acte notifié à sa personne ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention. Cette sommation faite, si le créancier n'enlève pas la chose, et que le débiteur ait besoin du lieu dans lequel elle est placée, celui-ci pourra obtenir de la justice la permission de la mettre en dépôt dans quelque autre lieu.

§. V.

De la Cession de Biens.

1265. La cession de biens est l'abandon qu'un débiteur fait de tous ses biens à ses créanciers, lorsqu'il se trouve hors d'état de payer ses dettes.

1266. La cession de biens est volontaire ou judiciaire.

1267. La cession de biens volontaire est celle que les créanciers acceptent volontairement, et

übergegangen, so kann er, selbst mit Einwilligung des Gläubigers, die hinterlegte Sache nicht mehr zum Nachtheile seiner Mitschuldner oder Bürgen zurücknehmen.

1263. Hat der Gläubiger eingewilligt, daß der Schuldner die hinterlegte Sache zurücknehme, nachdem die Hinterlegung durch ein rechtskräftiges Urtheil für gültig erklärt worden ist, so kann er, um zur Zahlung seiner Forderung zu gelangen, die damit verknüpft gewesenen Privilegien oder Hypotheken nicht mehr geltend machen; er hat nur von dem Tage an eine Hypothek, an welchem die Urkunde, durch welche er die Zurücknahme der hinterlegten Sache bewilligte, mit der zu Bestellung einer Hypothek erforderlichen Form versehen worden ist.

1264. Ist die schuldige Sache ein genau bestimmter Gegenstand (species), der an dem Orte überliefert werden soll, wo er sich befindet, so muß der Schuldner durch eine Urkunde, die er dem Gläubiger in Person oder an dessen Wohnorte, oder an dem zur Erfüllung des Vertrags gewählten Wohnsitze insinuiren läßt, denselben auffordern, die Sache abzuholen. Ist diese Aufforderung geschehen, und der Gläubiger holt die Sache nicht ab, der Schuldner bedarf aber des Ortes, wo sie aufbewahrt ist, so kann letzterer von dem Gerichte die Erlaubniß auswirken, sie an einem andern Orte zur Verwahrung niederzulegen.

§. V.

Von der Vermögensabtretung.

1265. Die Vermögensabtretung besteht darin, daß ein Schuldner, der sich außer Stand befindet, seine Schulden zu zahlen, sein ganzes Vermögen seinen Gläubigern überläßt. (*)

1266. Die Vermögensabtretung ist entweder freywillig oder gerichtlich.

1267. Die freywillige Vermögensabtretung ist diejenige, welche von den Gläubigern freywillig angenommen wird. Sie hat keine andere Wirkung, als die sich

(*) S. C. G. D. Art. 898. u. f. und Handelsgesetzbuch Art. 566. u. f.

Cod. N. 2. B.

qui n'a d'effet que celui résultant des stipulations mêmes du contrat passé entre eux et le débiteur.

1268. La cession judiciaire est un bénéfice que la loi accorde au débiteur malheureux et de bonne foi, auquel il est permis, pour avoir la liberté de sa personne, de faire en justice l'abandon de tous ses biens à ses créanciers, nonobstant toute stipulation contraire.

1269. La cession judiciaire ne confère point la propriété aux créanciers; elle leur donne seulement le droit de faire vendre les biens à leur profit, et d'en percevoir les revenus jusqu'à la vente.

1270. Les créanciers ne peuvent refuser la cession judiciaire, si ce n'est dans les cas exceptés par la loi.

Elle opère la décharge de la contrainte par corps.

Au surplus, elle ne libère le débiteur que jusqu'à concurrence de la valeur des biens abandonnés; et dans le cas où ils auraient été insuffisants, s'il lui en survient d'autres, il est obligé de les abandonner jusqu'au parfait paiement.

SECTION II.

De la Novation.

1271. La novation s'opère de trois manières:

1° Lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte;

2° Lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien, qui est déchargé par le créancier;

3° Lorsque, par l'effet d'un nouvel engagement, un nouveau créancier est substitué à l'ancien, envers lequel le débiteur se trouve déchargé.

1272. La novation ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter.

aus den Bestimmungen des zwischen ihnen und dem Schuldner geschlossenen Vertrags ergibt.

1268. Die gerichtliche Vermögensabtretung ist eine Wohlthat, die das Gesetz dem unglücklichen und redlichen Schuldner gestattet, indem es ihm erlaubt, zur Erhaltung seiner persönlichen Freiheit, aller entgegenstehenden Verträge ohngeachtet, sein ganzes Vermögen seinen Gläubigern gerichtlich zu überlassen.

1269. Die gerichtliche Vermögensabtretung überträgt nicht das Eigenthum auf die Gläubiger; sie gibt ihnen nur das Recht, das abgetretene Vermögen zu ihrem Vortheile verkaufen zu lassen, und bis zum Verkaufe die Einkünfte desselben zu beziehen.

1270. Die Gläubiger können die gerichtliche Vermögensabtretung nur in den durch das Gesetz ausgenommenen Fällen ablehnen. (*)

Sie bewirkt die Befreyung von dem Personalarrest.

Übrigens befreyt sie den Schuldner nur bis zum Betrage des Werths des abgetretenen Vermögens. War dieses nicht hinreichend, und der Schuldner kommt in der Folge zu neuem Vermögen, so ist er verbunden, auch dieses, bis zur vollständigen Zahlung, abzutreten.

Zweyter Abschnitt.

Von der Novation.

1271. Die Novation geschieht auf dreyerley Art:

1.) wenn der Schuldner gegen seinen Gläubiger eine neue Verbindlichkeit übernimmt, welche an die Stelle der alten, dadurch aufgehobenen, gesetzt wird;

2.) wenn ein neuer Schuldner an die Stelle des alten, welchen der Gläubiger frey gibt, gesetzt wird;

3.) wenn vermöge einer neuen Übereinkunft ein neuer Gläubiger an die Stelle des alten gesetzt, und der Schuldner in Ansehung des letztern befreyt wird.

1272. Eine Novation kann nur unter Personen zu Stande kommen, die fähig sind, Verträge zu schließen.

(*) S. Art. 1945. u. C. G. D. Art. 905.

1273. La novation ne se présume point; il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte.

1274. La novation par la substitution d'un nouveau débiteur, peut s'opérer sans le concours du premier débiteur.

1275. La délégation par laquelle un débiteur donne au créancier un autre débiteur qui s'oblige envers le créancier, n'opère point de novation, si le créancier n'a expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur qui a fait la délégation.

1276. Le créancier qui a déchargé le débiteur par qui a été faite la délégation, n'a point de recours contre ce débiteur, si le délégué devient insolvable, à moins que l'acte n'en contienne une réserve expresse, ou que le délégué ne fût déjà en faillite ouverte, ou tombé en déconfiture au moment de la délégation.

1277. La simple indication faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place, n'opère point novation.

Il en est de même de la simple indication faite par le créancier, d'une personne qui doit recevoir pour lui.

1278. Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée, à moins que le créancier ne les ait expressément réservés.

1279. Lorsque la novation s'opère par la substitution d'un nouveau débiteur, les privilèges et hypothèques primitifs de la créance ne peuvent point passer sur les biens du nouveau débiteur.

1280. Lorsque la novation s'opère entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne

21) aus der Verschreibung. E.

22) schon offenbar fallirt oder in Vermögensverfall gerathen war. D. M. u. E. schon bankrott, oder im gänz-

1273. Die Novation wird nicht vermuthet; die Absicht, sie zu bewirken, muß klar aus dem Geschäfte ²¹⁾ hervorgehen.

1274. Die Novation, welche dadurch erfolgt, daß ein neuer Schuldner an die Stelle des alten gesetzt wird, kann ohne Mitwirken des ersten Schuldners geschehen.

1275. Die Delegation (Überweisung), durch welche ein Schuldner seinem Gläubiger einen andern Schuldner stellt, der sich gegen den Gläubiger verpflichtet, bewirkt keine Novation, wenn der Gläubiger nicht ausdrücklich erklärt hat, daß es seine Absicht seye, seinen Schuldner, der die Delegation vornahm, zu befreien.

1276. Dem Gläubiger, der seinen Schuldner, von welchem die Delegation geschehen ist, befreit hat, steht kein Regreß gegen ihn zu, wenn der delegirte Schuldner zahlungsunfähig wird, es müßte denn dieser Regreß bey Eingehung des Geschäftes ausdrücklich vorbehalten worden, oder der delegirte Schuldner zur Zeit der geschehenen Delegation schon wirklich in Concurs gerathen oder doch concursmäßig gewesen seyn. ²²⁾

1277. Hat der Schuldner bloß eine Person angezeigt, die statt seiner zahlen soll, so bewirkt dieß keine Novation.

Ein Gleiches gilt, wenn der Gläubiger bloß eine Person angezeigt hat, die für ihn die Zahlung empfangen soll.

1278. Die mit der alten Forderung verknüpften Privilegien und Hypotheken gehen nicht auf die neue, an ihre Stelle gesetzte, über, wenn der Gläubiger sich dieselben nicht ausdrücklich vorbehalten hat.

1279. Wird die Novation dadurch bewirkt, daß ein neuer Schuldner an die Stelle des alten gesetzt wird, so können die mit der Forderung ursprünglich verknüpften Privilegien und Hypotheken nicht auf das Vermögen des neuen Schuldners übergehen.

1280. Kommt die Novation unter dem Gläubiger und Einem der Solidarschuldner zu Stande, so können die Privilegien und Hypotheken der alten Forderung nur

lichen Rückgang war. L. in offenbarem Concurs, oder schon im zerrütteten Vermögensumständen gewesen wäre. S.

peuvent être réservés que sur les biens de celui qui contracte la nouvelle dette.

1281. Par la novation faite entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les codébiteurs sont libérés.

La novation opérée à l'égard du débiteur principal libère les cautions.

Néanmoins, si le créancier a exigé, dans le premier cas, l'accession des codébiteurs, ou, dans le second, celle des cautions, l'ancienne créance subsiste, si les codébiteurs ou les cautions refusent d'accéder au nouvel arrangement.

SECTION III.

De la Remise de la dette.

1282. La remise volontaire du titre original sous signature privée, par le créancier au débiteur, fait preuve de la libération.

1283. La remise volontaire de la grosse du titre fait présumer la remise de la dette ou le paiement, sans préjudice de la preuve contraire.

1284. La remise du titre original sous signature privée, ou de la grosse du titre à l'un des débiteurs solidaires, a le même effet au profit de ses codébiteurs.

1285. La remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires, libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers.

Dans ce dernier cas, il ne peut plus répéter la dette que déduction faite de la part de celui auquel il a fait la remise.

1286. La remise de la chose donnée en nantissement ne suffit point pour faire présumer la remise de la dette.

1287. La remise ou décharge conventionnelle accordée au débiteur principal libère les cautions;

auf das Vermögen desjenigen, der die neue Schuld übernimmt, vorbehalten werden.

1281. Durch die zwischen dem Gläubiger und Einem der Solidarschuldner erfolgte Novation werden die Mitschuldner befreit.

Die in Ansehung des Hauptschuldners geschehene Novation befreit die Bürgen.

Hat jedoch der Gläubiger im ersten Falle den Beytritt der Mitschuldner, oder im zweiten Falle den Beytritt der Bürgen verlangt, so bleibt die alte Verbindlichkeit bey Kräften, wenn die Mitschuldner oder die Bürgen sich weigern, der neuen Übereinkunft beizutreten.

Dritter Abschnitt.

Von dem Erlasse der Schuld.

1282. Die von dem Gläubiger an den Schuldner freywillig geschehene Zurückgabe des Originals einer Privaturkunde gilt als Beweis, daß die Schuld erlassen sey.

1283. Die freywillige Zurückgabe der Hauptausfertigung einer öffentlichen Urkunde (de la grosse) begründet die Vermuthung, daß die Schuld erlassen oder bezahlt worden sey, jedoch mit Vorbehalt des Gegenbeweises.

1284. Die an Einen der Solidarschuldner geschehene Zurückgabe des Originals einer Privaturkunde oder der Hauptausfertigung einer öffentlichen Urkunde hat dieselbe Wirkung zum Vortheile seiner Mitschuldner.

1285. Die zum Vortheile Eines der Solidarschuldner durch Vertrag geschehene Erlassung oder Befreyung befreit alle übrigen, wenn der Gläubiger sich nicht ausdrücklich seine Rechte gegen dieselben vorbehalten hat.

In diesem letztern Falle kann er die Schuld nur nach Abzug des Antheils dessen, welchem er sie erlassen hat, einfordern.

1286. Die Zurückgabe der zum Unterpfaud gegebenen Sache ist nicht hinreichend, um die Vermuthung zu begründen, daß die Schuld erlassen worden seye.

1287. Die dem Hauptschuldner durch Vertrag zugestandene Erlassung oder Befreyung befreit zugleich die Bürgen;

Celle accordée à la caution ne libère pas le débiteur principal;

Celle accordée à l'une des cautions ne libère pas les autres.

1288. Ce que le créancier a reçu d'une caution pour la décharge de son cautionnement, doit être imputé sur la dette, et tourner à la décharge du débiteur principal et des autres cautions.

SECTION IV.

De la Compensation.

1289. Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une compensation qui éteint les deux dettes, de la manière et dans les cas ci-après exprimés.

1290. La compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs; les deux dettes s'éteignent réciproquement, à l'instant où elles se trouvent exister à-la-fois, jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives.

1291. La compensation n'a lieu qu'entre deux dettes qui ont également pour objet une somme d'argent, ou une certaine quantité de choses fungibles de la même espèce et qui sont également liquides et exigibles.

Les prestations en grains ou denrées, non contestées, et dont le prix est réglé par les mercuriales, peuvent se compenser avec des sommes liquides et exigibles.

1292. Le terme de grâce n'est point un obstacle à la compensation.

1293. La compensation a lieu, quelles que soient les causes de l'une ou l'autre des dettes, excepté dans le cas,

1° De la demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé;

Die dem Bürgen zugestandene Befreyung befreyt den Hauptschuldner nicht;

Die Einem der Bürgen zugestandene Befreyung befreyt die übrigen nicht.

1288. Was der Gläubiger von einem Bürgen zur Befreyung von seiner Bürgschaft empfangen hat, das muß auf die Schuld abgerechnet werden, und dem Hauptschuldner so wie den übrigen Bürgen zu Gute kommen.

Vierter Abschnitt.

Von der Compensation.

1289. Sind zwey Personen einander wechselseitig etwas schuldig, so tritt unter ihnen, auf die Weise und in den Fällen, welche hier unten bestimmt sind, eine Compensation ein, durch welche beyde Schulden erlöschen.

1290. Die Compensation tritt ohne weiteres kraft des Gesetzes (*ipso jure*) ein, selbst ohne Vorwissen der Schuldner; in dem Augenblicke, wo die beyderseitigen Schulden zugleich vorhanden sind, erlöschen sie gegenseitig, so weit sie dem Betrage nach einander gleich kommen.

1291. Die Compensation findet nur zwischen zwey Schulden Statt, welche beyde eine Summe Geldes oder eine gewisse Quantität verbrauchbarer Sachen von einerley Art zum Gegenstande haben, und beyde liquid und fällig sind.

Unbestrittene Leistungen an Getreide und Lebensmitteln, für welche ein Marktpreis öffentlich festgesetzt ist, können gegen liquide und fällige Geldsummen compensirt werden.

1292. Eine dem Schuldner bloß aus Nachsicht gestattete Frist hindert die Compensation nicht.

1293. Die Compensation findet Statt, auf welchem Grunde auch die eine oder die andere von beyden Schulden beruhen mag, jedoch mit Ausnahme folgender Fälle:

1.) wenn auf Zurückgabe einer Sache geklagt wird, aus deren Besitze der Eigenthümer unrechtmäßigerweise verdrängt worden ist;

2° De la demande en restitution d'un dépôt et du prêt à usage;

3° D'une dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables.

1294. La caution peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal.

Mais le débiteur principal ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à la caution.

Le débiteur solidaire ne peut pareillement opposer la compensation de ce que le créancier doit à son codébiteur.

1295. Le débiteur qui a accepté purement et simplement la cession qu'un créancier a faite de ses droits à un tiers, ne peut plus opposer au cessionnaire la compensation qu'il eût pu, avant l'acceptation, opposer au cédant.

A l'égard de la cession qui n'a point été acceptée par le débiteur, mais qui lui a été signifiée, elle n'empêche que la compensation des créances postérieures à cette notification.

1296. Lorsque les deux dettes ne sont pas payables au même lieu, on n'en peut opposer la compensation qu'en faisant raison des frais de la remise.

1297. Lorsqu'il y a plusieurs dettes compensables dues par la même personne, on suit, pour la compensation, les règles établies pour l'imputation par l'art. 1256.

1298. La compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers. Ainsi celui qui, étant débiteur, est devenu créancier depuis la saisie-arrêt faite par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice du saisissant, opposer la compensation.

2.) wenn auf Zurückgabe einer zur Verwahrung gegebenen oder zu einem bestimmten Gebrauche geliehenen Sache geklagt wird; (*)

3.) wenn die Schuld Alimente zum Gegenstande hat, welche nicht mit Arrest belegt werden können. (**)

1294. Was der Gläubiger dem Hauptschuldner schuldig ist, das ist der Bürge zu compensiren berechtigt.

Aber der Hauptschuldner kann das nicht zur Compensation bringen, was der Gläubiger dem Bürgen schuldig ist.

Eben so kann der Solidarschuldner in Ansehung dessen, was der Gläubiger seinem Mitschuldner schuldig ist, die Compensation nicht vorschützen. (***)

1295. Hat der Schuldner die von dem Gläubiger vorgenommene Abtretung seiner Rechte an einen Dritten unbedingt und ohne Vorbehalt angenommen, so kann er dem Cessionar die Compensation nicht mehr entgegensetzen, deren er sich vor der Annahme gegen den Cedenten hätte bedienen können.

Die von dem Schuldner nicht angenommene, ihm jedoch bekannt gemachte Abtretung verhindert nur die Compensation der erst nach dieser Bekanntmachung entstandenen Forderungen.

1296. Sind die beyderseitigen Schulden nicht an Einem Orte zahlbar, so kann man die Compensation nur nach Abrechnung der Übersendungskosten vorschützen.

1297. Hat eine und dieselbe Person mehrere Schuldposten zu zahlen, die alle compensirt werden können, so befolgt man in Ansehung der Compensation die im 1256. Art. für die Abrechnung festgesetzten Regeln.

1298. Die Compensation findet nicht Statt zum Nachtheile der wohl erworbenen Rechte eines Dritten. Mithin kann derjenige Schuldner, welcher erst nach einem von einem Dritten bey ihm angelegten Arreste Gläubiger geworden ist, die Compensation nicht zum Nachtheile dessen vorschützen, der den Arrest angelegt hat.

(*) C. Art. 1885 u. 1932.

(**) C. Art. 1981. und C. G. D. Art. 581 u. 582.

(***) C. Art. 1208.

1299. Celui qui a payé une dette qui était de droit éteinte par la compensation, ne peut plus, en exerçant la créance dont il n'a point opposé la compensation, se prévaloir, au préjudice des tiers, des privilèges ou hypothèques qui y étaient attachés, à moins qu'il n'ait eu une juste cause d'ignorer la créance qui devait compenser sa dette.

SECTION V.

De la Confusion.

1300. Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une confusion de droit qui éteint les deux créances.

1301. La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal profite à ses cautions;

Celle qui s'opère dans la personne de la caution, n'entraîne point l'extinction de l'obligation principale;

Celle qui s'opère dans la personne du créancier, ne profite à ses codébiteurs solidaires que pour la portion dont il était débiteur.

SECTION VI.

De la Perte de la chose due.

1302. Lorsque le corps certain et déterminé qui était l'objet de l'obligation, vient à périr, est mis hors du commerce, ou se perd de manière qu'on en ignore absolument l'existence, l'obligation est éteinte si la chose a péri ou a été perdue sans la faute du débiteur et avant qu'il fût en demeure.

1299. Wer eine kraft des Gesetzes durch Compensation erloschene Schuld bezahlt hat, der kann, wenn er die Forderung, wegen welcher er die Compensation vorzuschützen unterlassen hat, betreiben will, die mit ihr verknüpft gewesenen Privilegien und Hypotheken zum Nachtheile eines Dritten nicht mehr geltend machen, es müßte ihm denn die Forderung, mit welcher er seine Schuld hätte compensiren können, aus einer gerechten Ursache unbekannt gewesen seyn.

Fünfter Abschnitt.

Von der Confusion.

1300. Wenn die Eigenschaft eines Gläubigers und eines Schuldners in Einer Person zusammentreffen, so tritt kraft des Gesetzes eine Confusion ein, durch welche Forderung und Schuld erlöschen.

1301. Die in der Person des Hauptschuldners erfolgte Confusion kommt seinen Bürgen zu Gute.

Diejenige, welche in der Person des Bürgen erfolgt, zieht das Erlöschen der Hauptschuld nicht nach sich.

Die in der Person des Gläubigers eintretende Confusion befreit dessen solidarische Mitschuldner nur bis zum Betrage des Antheils, den er selbst schuldig war ²³) (*).

Sechster Abschnitt.

Von dem Untergange der schuldigen Sache.

1302. Wenn die gewisse und bestimmte Sache, welche den Gegenstand der Verbindlichkeit ausmacht, zu Grunde geht, außer Verkehr gesetzt wird, oder sich so verliert, daß man von ihrem Daseyn durchaus nichts weiß, so ist die Verbindlichkeit erloschen, sofern die Sache ohne Verschulden des Verpflichteten und ehe er in Verzug war zu Grunde gegangen oder verloren worden ist.

(*) S. Art. 1213.

²³) für den Antheil, wofür der Gläubiger zugleich Mitschuldner gewesen war. D. u. M.

Lors même que le débiteur est en demeure, et s'il ne s'est pas chargé des cas fortuits, l'obligation est éteinte dans le cas où la chose fût également périée chez le créancier si elle lui eût été livrée.

Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue.

De quelque manière que la chose volée ait péri ou ait été perdue, sa perte ne dispense pas celui qui l'a soustraite, de la restitution du prix.

1303. Lorsque la chose est périée, mise hors du commerce ou perdue, sans la faute du débiteur, il est tenu, s'il y a quelques droits ou actions en indemnité par rapport à cette chose, de les céder à son créancier.

SECTION VII.

De l'Action en nullité ou en rescision des Conventions.

1304. Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans.

Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts; et pour les actes passés par les femmes mariées non autorisées, du jour de la dissolution du mariage.

Le temps ne court, à l'égard des actes faits par les interdits, que du jour où l'interdiction est levée; et à l'égard de ceux faits par les mineurs, que du jour de la majorité.

1305. La simple lésion donne lieu à la rescision en faveur du mineur non émancipé, contre toutes sortes de conventions; et en faveur du mineur émancipé, contre toutes conventions qui

Selbst dann, wenn der Schuldner in Verzug ist, jedoch die Zufälle nicht übernommen hat, ist die Verbindlichkeit erloschen, in so fern die Sache bey dem Gläubiger, wenn sie ihm wäre überliefert worden, gleichfalls zu Grunde gegangen seyn würde.

Der Schuldner muß den Zufall beweisen, worauf er sich beruft.

Auf welche Art auch eine gestohlene Sache zu Grunde gegangen oder verloren worden seyn mag, so befreit deren Untergang niemals denjenigen, der sie entwendet hat, von der Erstattung des Werthes.

1303. Ist die Sache ohne Verschulden des Verpflichteten zu Grunde gegangen, außer Verkehr gesetzt, oder verloren worden, so ist derselbe verbunden, die in Rücksicht dieser Sache ihm etwa zustehenden Rechte und Klagen auf Entschädigung seinem Gläubiger abzutreten.

Siebenter Abschnitt.

Von der Klage auf Nichtigkeit oder Aufhebung der Verträge.

1304. Die Klage auf Nichtigkeit oder Aufhebung eines Vertrags dauert in allen Fällen, in welchen sie nicht etwa durch ein besonderes Gesetz auf eine kürzere Zeit beschränkt ist, zehn Jahre.

Diese Zeit nimmt ihren Anfang, im Falle eines Zwanges, erst mit dem Tage, da er aufgehört hat (*), im Falle eines Irrthums oder Betrugs, mit dem Tage, da diese entdeckt worden sind, und in Ansehung der von verheiratheten Frauen ohne Ermächtigung geschlossenen Verträge, mit dem Tage der Auflösung der Ehe.

In Ansehung der von Interdicirten geschlossenen Verträge läuft diese Zeit erst von dem Tage an, da die Interdiction aufgehoben wurde, und in Ansehung derjenigen, welche von Minderjährigen geschlossen wurden, von dem Tage der erlangten Volljährigkeit an.

1305. Wegen bloßer Verletzung können zum Vortheile eines nicht emancipirten Minderjährigen alle Arten von Verträgen aufgehoben werden, und zum Vortheile eines emancipirten Minderjährigen alle diejenigen Ver-

(*) S. Art. 2233.

30 L. III. T. III. Des Contrats ou Oblig. convent.

excèdent les bornes de sa capacité, ainsi qu'elle est déterminée au titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation.*

1306. Le mineur n'est pas restituable pour cause de lésion, lorsqu'elle ne résulte que d'un événement casuel et imprévu.

1307. La simple déclaration de majorité, faite par le mineur, ne fait point obstacle à sa restitution.

1308. Le mineur commerçant, banquier ou artisan, n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce ou de son art.

1309. Le mineur n'est point restituable contre les conventions portées en son contrat de mariage, lorsqu'elles ont été faites avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage.

1310. Il n'est point restituable contre les obligations résultant de son délit ou quasi-délit.

1311. Il n'est plus recevable à revenir contre l'engagement qu'il avait souscrit en minorité, lorsqu'il l'a ratifié en majorité, soit que cet engagement fût nul en sa forme, soit qu'il fût seulement sujet à restitution.

1312. Lorsque les mineurs, les interdits ou les femmes mariées sont admis, en ces qualités, à se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la minorité, l'interdiction ou le mariage, ne peut en

träge, welche außer den Gränzen seiner in dem Titel von der Minderjährigkeit, der Vormundschaft und der Emancipation bestimmten Fähigkeit liegen.

1306. Der Minderjährige kann aus dem Grunde einer Verletzung nicht in den vorigen Stand gesetzt werden, wenn dieselbe nur aus einem zufälligen und unvorhergesehenen Ereignisse herrührt.

1307. Die bloße Erklärung des Minderjährigen, daß er volljährig seye, steht seiner Einsetzung in den vorigen Stand nicht im Wege.

1308. Ein Minderjähriger, der ein Handelsmann, Wechsler oder Handwerker ist, kann gegen die Verbindlichkeiten, die er in Beziehung auf seine Handlung oder sein Gewerbe übernommen hat, nicht in den vorigen Stand gesetzt werden.

1309. Ein Minderjähriger kann gegen die in seinem Ehecontracte enthaltenen Verabredungen nicht in den vorigen Stand gesetzt werden, wenn dieselben mit Einwilligung und unter dem Beystande derjenigen Personen gemacht worden sind, deren Einwilligung zur Gültigkeit seiner Ehe erforderlich ist. (*)

1310. Er kann gegen die aus seinen Vergehen oder diesen gleichgeltenden Handlungen (Quasi-Delicten) entstehenden Verbindlichkeiten nicht in den vorigen Stand gesetzt werden.

1311. Er kann eine während seiner Minderjährigkeit eingegangene Verbindlichkeit nicht mehr anfechten, wenn er dieselbe nach erlangter Volljährigkeit genehmiget hat, es mag nun diese Verbindlichkeit ihrer Form nach nichtig, oder in Ansehung ihrer nur die Wiedereinsetzung in den vorigen Stand zulässig gewesen seyn. (**)

1312. Wird den Minderjährigen, Interdicirten, oder verheiratheten Frauen, in dieser Eigenschaft, die Wiedereinsetzung in den vorigen Stand gegen ihre Verbindlichkeiten zugestanden, so kann man von ihnen die Wiedererstattung dessen, was zufolge dieser Verbindlichkeiten während der Minderjährigkeit, der Interdiction oder der

(*) S. Art. 1398.

(**) S. Art. 1338.

Cod. N. 2 B.

être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourne à leur profit.

1313. Les majeurs ne sont restitués pour cause de lésion que dans les cas et sous les conditions spécialement exprimés dans le présent Code.

1314. Lorsque les formalités requises à l'égard des mineurs ou des interdits, soit pour aliénation d'immeubles, soit dans un partage de succession, ont été remplies, ils sont relativement à ces actes, considérés comme s'ils les avaient faits en majorité ou avant l'interdiction.

CHAPITRE VI.

De la Preuve des Obligations, et de celle du Paiement.

1315. Celui qui réclame l'exécution d'une obligation, doit la prouver.

Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

1316. Les règles qui concernent la preuve littérale, la preuve testimoniale, les présomptions, l'aveu de la partie et le serment, sont expliquées dans les sections suivantes.

SECTION PREMIÈRE.

De la Preuve littérale.

§. I.

Du Titre authentique.

1317. L'acte authentique est celui qui a été reçu par officiers publics ayant le droit d'instrumen-

Ehe an sie gezahlt worden ist, nicht fordern, es müßte denn erwiesen werden, daß die geschehene Zahlung in ihren Nutzen verwendet worden ist. (*)

1313. Volljährige werden wegen Verletzung nur in den Fällen und unter den Bedingungen in den vorigen Stand gesetzt, welche in dem gegenwärtigen Gesetzbuche ausdrücklich bestimmt sind. (**)

1314. Sind die in Rücksicht der Minderjährigen oder Interdicirten für Veräußerung unbeweglicher Güter oder für Erbvertheilungen vorgeschriebenen Formalitäten beobachtet worden, so werden jene in Ansehung dieser Handlungen so beurtheilt, als ob sie dieselben nach erlangter Volljährigkeit oder vor der Interdiction vorgenommen hätten. (***)

Sechstes Capitel.

Von dem Beweise der Verbindlichkeiten und der Zahlung.

1315. Wer die Erfüllung einer Verbindlichkeit fordert, der muß dieselbe beweisen.

Umgekehrt muß derjenige, welcher von der Verbindlichkeit wieder befreit zu seyn behauptet, entweder die Zahlung oder den Umstand beweisen, wodurch seine Verbindlichkeit erloschen seyn soll.

1316. Die den Urkundenbeweis, den Zeugenbeweis, die Vermuthungen, das Geständniß einer Parthey und den Eid betreffenden Vorschriften werden in den folgenden Abschnitten erklärt.

Erster Abschnitt.

Von dem Urkundenbeweise.

§. I.

Von öffentlichen Urkunden.

1317. Eine öffentliche Urkunde ist eine solche, die von denjenigen öffentlichen Beamten, welche an dem Or-

(*) S. Art. 1241. (**) S. Art. 783. 887. 1079 u. 1674.

(***) S. Art. 457. 465 u. 838.

ter dans le lieu où l'acte a été rédigé, et avec les solennités requises.

1318. L'acte qui n'est point authentique par l'incompétence ou l'incapacité de l'officier, ou par un défaut de forme, vaut comme écriture privée, s'il a été signé des parties.

1319. L'acte authentique fait pleine foi de la convention qu'il renferme entre les parties contractantes et leurs héritiers ou ayant-cause.

Néanmoins, en cas de plaintes en faux principal, l'exécution de l'acte argué de faux sera suspendue par la mise en accusation; et en cas d'inscription de faux faite incidemment, les tribunaux pourront, suivant les circonstances, suspendre provisoirement l'exécution de l'acte.

1320. L'acte, soit authentique, soit sous seing privé, fait foi entre les parties, même de ce qui n'y est exprimé qu'en termes énonciatifs, pourvu que l'énonciation ait un rapport direct à la disposition. Les énonciations étrangères à la disposition ne peuvent servir que d'un commencement de preuve.

(*) G. Art. 1347.

24) Doch wird, im Falle einer wegen Verfälschung des Aktes direkt erhobenen Klage der Vollzug — durch die Vernehmung (des Beschuldigten) in den Anklage Zustand suspendirt. L. Macht indessen jemand die Behauptung, daß der Akt falsch sey, zum Hauptgegenstande seiner Klage, so hat die Zulassung der Anklage die Wirkung, daß die Vollziehung u. d. Stellt jedoch Jemand darüber, daß eine Urkunde falsch sey, eine Hauptklage an, so wird die Vollziehung — einstweilen ausgesetzt. M. Jedoch wird im Falle einer Hauptklage wegen Verfälschung, die Vollziehung — durch die Vernehmung des angeblichen Verfälschers in den Inquisitenzustand aufgeschoben. S. Indes hat, nach erhobener Hauptklage wegen Verfälschung, die Vernehmung

te, wo dieselbe abgefaßt wurde, zur Aufnahme der Urkunden berechtigt sind, mit den erforderlichen Förmlichkeiten ausgefertigt worden ist.

1318. Eine Urkunde, welche wegen fehlender Befugniß oder Fähigkeit des Beamten, oder wegen eines Mangels in der Form, die Eigenschaft einer öffentlichen nicht hat, gilt als Privaturkunde, wenn sie von den Partheyen unterschrieben ist.

1319. Eine öffentliche Urkunde beweist unter den Contrahenten und ihren Erben oder Rechtsnachfolgern die in ihr enthaltene Übereinkunft vollständig.

Wird jedoch wegen Verfälschung eine peinliche Klage (*plaintes en faux principal*) erhoben, so soll durch das gegen den angeblichen Verfälscher angestellte Verfahren (*mise en accusation*) die Vollziehung der für falsch ausgegebenen Urkunde aufgehalten werden ²⁴⁾; wird aber die Urkunde im Laufe eines Civilprocesses nur beiläufig als falsch angegriffen (*inscription de faux faite incidemment*) ²⁵⁾, so können die Gerichte, nach Beschaffenheit der Umstände, die Vollstreckung derselben provisorisch aussetzen.

1320. Sowohl öffentliche als Privaturkunden beweisen unter den Partheyen selbst das, was darin bloß erzählungsweise angeführt ist, sobald nur die erzählenden Ausdrücke eine unmittelbare Beziehung auf die (in der Urkunde enthaltene) Verfügung selbst haben. Erzählende Ausdrücke, die mit der Verfügung selbst in keiner Verbindung stehen, liefern nur einen unvollständigen (den Zeugenbeweis begründenden) Beweis. ²⁶⁾ (*)

(des Angeschuldigten) in den Anklagezustand die Wirkung, daß die Vollziehung etc. E.

- 25) und im Falle einer, im Laufe eines Processes beiläufig geschehenen Denunziation eines Aktes, als verfälscht, können etc. L. ist aber das von einem der streitenden Theile durch die Inscription gemachte Anbieten zum Beweise, daß die Urkunde falsch sey, ein Incidentpunct, so können etc. D. und hat man nur beiläufig durch Inscription sich zum Beweise erboten, daß die Urkunde falsch sey, so können etc. M. auch im Falle einer Incidentklage wegen Verfälschung, können etc. S. Ist die Beschuldigung der Verfälschung auch nur beiläufig in einem Processe vorgebracht: so können etc. E. 26) können nur als Anfang eines Beweises dienen. L. D. M. u. S.

1321. Les contre-lettres ne peuvent avoir leur effet qu'entre les parties contractantes: elles n'ont point d'effet contre les tiers.

§. II.

De l'Acte sous seing privé.

1322. L'acte sous seing privé, reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, a, entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et ayant-cause, la même foi que l'acte authentique.

1323. Celui auquel on oppose un acte sous seing privé, est obligé d'avouer ou de désavouer formellement son écriture ou sa signature.

Ses héritiers ou ayant-cause peuvent se contenter de déclarer, qu'ils ne connaissent point l'écriture ou la signature de leur auteur.

1324. Dans le cas où la partie désavoue son écriture ou sa signature, et dans le cas où ses héritiers ou ayant-cause déclarent ne les point connaître, la vérification en est ordonnée en justice.

1325. Les actes sous seing privé qui contiennent des conventions synallagmatiques, ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct.

Il suffit d'un original pour toutes les personnes ayant le même intérêt.

Chaque original doit contenir la mention du nombre des originaux qui en ont été faits.

Néanmoins le défaut de mention que les originaux ont été faits doubles, triples, etc. ne peut

1321. Dem Inhalte der Urkunde entgegenstehende Reverse (Gegenscheine) können nur unter den contrahirenden Theilen ihre Wirkung äussern; zum Nachtheile dritter Personen sind sie unwirksam. (*)

§. II.

Von Privaturkunden.

1322. Eine Privaturkunde hat, wenn sie von demjenigen, gegen welchen sie gebraucht wird, anerkannt ist, oder wenn sie gesetzlich für anerkannt geachtet wird, unter denjenigen, welche sie unterschrieben haben, und unter ihren Erben und Rechtsnachfolgern dieselbe Beweis- kraft, wie eine öffentliche Urkunde.

1323. Derjenige, gegen den man sich auf eine Privaturkunde bezieht, ist verbunden, die Handschrift oder die Unterschrift entweder für die seinige förmlich anzuerkennen oder abzuleugnen.

Seine Erben oder Rechtsnachfolger, können sich auf die Erklärung beschränken, daß sie die Handschrift oder die Unterschrift desjenigen, an dessen Stelle sie getreten sind (auctoris), nicht kennen.

1324. Im Falle eine Parthey die Handschrift oder Unterschrift ableugnet, wie auch, wenn deren Erben oder Rechtsnachfolger erklären, daß sie dieselbe nicht kennen, wird von dem Gerichte die Untersuchung ihrer Aechtheit verfügt. (**)

1325. Privaturkunden, welche zweiseitige Verträge enthalten, sind nur dann gültig, wenn davon so viele Originale ausgefertigt worden sind, als Partheyen vorhanden sind, welche ein verschiedenes Interesse dabey haben.

Für alle Personen, die bey der Sache nur ein und dasselbe Interesse haben, ist Ein Original hinreichend.

Jedes Original muß die Anzahl der von der Urkunde ausgefertigten Originale erwähnen.

Doch kann der Mangel der Erwähnung, daß zwey, drey u. s. w. Originale ausgefertigt worden seyen, von

(*) S. Art. 1396 u. 1397.

(**) S. C. G. D. Art. 193. u. f.

être opposé par celui qui a exécuté de sa part la convention portée dans l'acte.

1326. Le billet ou la promesse sous seing privé par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit; ou du moins il faut qu'outre sa signature il ait écrit de sa main un *bon* ou un *approuvé* portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose;

Excepté dans le cas où l'acte émane de marchands, artisans, laboureurs, vigneron, gens de journée et de service.

1327. Lorsque la somme exprimée au corps de l'acte est différente de celle exprimée au *bon*, l'obligation est présumée n'être que de la somme moindre, lors même que l'acte ainsi que le *bon* sont écrits en entier de la main de celui qui s'est obligé, à moins qu'il ne soit prouvé de quel côté est l'erreur.

1328. Les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés, du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance est constatée dans des actes dressés par des officiers publics, tels que procès-verbaux de scellé ou d'inventaire.

1329. Les registres des marchands ne font point, contre les personnes non marchandes, preuve des fournitures qui y sont portées; sauf ce qui sera dit à l'égard du serment.

1330. Les livres des marchands font preuve contre eux; mais celui qui en veut tirer avantage,

(*) C. Art. 1410.

(**) C. Handelsgesetzbuch Art. 8. u. f.

(***) C. Art. 1367.

demjenigen nicht vorgeschützt werden, der von seiner Seite den in der Urkunde enthaltenen Vertrag erfüllt hat.

1326. Eine Handschrift oder sonstige Privatschuldverschreibung, wodurch nur Eine Parthey sich gegen die andere zur Zahlung einer Summe Geldes oder einer Sache, die sich schätzen läßt, verpflichtet, muß ganz von der Hand des Unterzeichneten geschrieben seyn, oder wenigstens, ausser seiner Unterschrift, ein von ihm eigenhändig beygefügtes: gut für (bon) oder: genehmiget (approuvé) enthalten, worin die Summe oder der Betrag der Sache durchaus mit Buchstaben ausgedrückt ist.

Ausgenommen ist der Fall, wo die Urkunde von Kaufleuten, Handwerkern, Ackerleuten, Weinbauern, Tagelöhnern und Dienstboten ausgestellt wird.

1327. Ist die in dem Hauptinhalte der Urkunde angegebene Summe von der in dem beygefügtten: gut ausgedrückten verschieden, so wird vermuthet, daß die Verbindlichkeit sich auf die geringere Summe beschränke, selbst wenn sowohl die Urkunde als das: gut, durchaus von der Hand desjenigen geschrieben ist, der sich verpflichtet hat, es müßte denn erwiesen werden, auf welcher Seite der Irrthum ist.

1328. Privaturkunden haben gegen dritte Personen nur von dem Tage an Glaubwürdigkeit ²⁷⁾, da sie einregistriert worden sind, oder da der Unterzeichnete oder einer der Unterzeichneten gestorben ist, oder da ihr wesentlicher Inhalt durch Urkunden, welche von öffentlichen Beamten aufgenommen sind, zum Beispiele durch Protokolle über die Versiegelung oder Inventur, in Gewißheit gesetzt worden ist. (*)

1329. Handelsbücher (**) beweisen die darin eingetragenen Lieferungen nicht gegen Personen, die keinen Handel treiben, mit Vorbehalt dessen, was in Ansehung des Eides bestimmt werden wird. (***)

1330. Handelsbücher beweisen gegen Kaufleute; wer aber Vortheil daraus ziehen will, der darf dasjeni-

27) Die Akte unter Privatunterschrift haben gegen jeden Dritten nur von dem Tage an ein Datum. L. ein gewisses Datum. D. M. u. S. Für das Datum einer unter Privatunterschrift ausgestellten Urkunde wird in Ansehung dritter Personen der Tag gerechnet, da 1c. E.

ne peut les diviser en ce qu'ils contiennent de contraire à sa prétention.

1331. Les registres et papiers domestiques ne font point un titre pour celui qui les a écrits. Ils font foi contre lui, 1° dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu; 2° lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut du titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation.

1332. L'écriture mise par le créancier à la suite, en marge ou au dos d'un titre qui est toujours resté en sa possession, fait foi quoique non signée ni datée par lui, lorsqu'elle tend à établir la libération du débiteur.

Il en est de même de l'écriture mise par le créancier au dos ou en marge, ou à la suite du double d'un titre ou d'une quittance, pourvu que ce double soit entre les mains du débiteur.

§. III.

Des Tailles.

1333. Les tailles corrélatives à leurs échantillons font foi entre les personnes qui sont dans l'usage de constater ainsi les fournitures qu'elles font et reçoivent en détail.

§. IV.

Des Copies des titres.

1334. Les copies, lorsque le titre original subsiste, ne font foi que de ce qui est contenu au titre, dont la représentation peut toujours être exigée.

1335. Lorsque le titre original n'existe plus, les copies font foi d'après les distinctions suivantes :

1° Les grosses ou premières expéditions font la même foi que l'original : il en est de même des

ge, was sie gegen seine Ansprüche enthalten, von dem übrigen nicht trennen.

1331. Hausregister und Familienpapiere haben keine Beweiskraft für denjenigen, der sie geschrieben hat. Gegen ihn beweisen sie 1) in allen Fällen, wo darin der Empfang einer Zahlung förmlich angezeigt ist, 2) wenn ausdrücklich darin erwähnt ist, daß die Aufzeichnung in der Absicht geschehen sey, um den Mangel einer Urkunde zum Vortheile desjenigen zu ersetzen, zu dessen Besten eine Verbindlichkeit darin ausgedrückt worden ist.

1332. Was der Gläubiger am Schlusse, auf dem Rande oder auf der Rückseite einer Urkunde, die immer in seiner Verwahrung geblieben ist, hingeschrieben hat, das hat Beweiskraft, wenn es gleich von ihm weder unterzeichnet noch datirt ist, in so fern es darauf abzielt, eine Befreyung des Schuldners zu begründen.

Ein Gleiches gilt von dem, was der Gläubiger auf der Rückseite, auf dem Rande, oder am Schlusse des Duplicats einer Urkunde oder Quittung hingeschrieben hat, wenn dieses Duplicat sich in den Händen des Schuldners befindet.

§. III.

Von Kerbhölzern.

1333. Kerbhölzer, die auf ihre Muster passen, haben Beweiskraft unter den Personen, welche die Lieferungen, die sie im Kleinen machen und empfangen, auf diese Weise zu bewahren pflegen.

§. IV.

Von Abschriften der Urkunden.

1334. So lange die Originalurkunde noch vorhanden ist, beweisen Abschriften nur das, was in dem Original selbst, dessen Vorlegung man immer fordern kann, enthalten ist.

1335. Ist die Originalurkunde nicht mehr vorhanden, so richtet sich die Beweiskraft der Abschriften nach folgenden Bestimmungen:

1.) die Haupt- oder ersten Ausfertigungen öffentlicher Urkunden haben dieselbe Beweiskraft, wie das Ori-

copies qui ont été tirées par l'autorité du magistrat, parties présentes ou dûment appelées, ou de celles qui ont été tirées en présence des parties et de leur consentement réciproque.

2° Les copies qui, sans l'autorité du magistrat, ou sans le consentement des parties, et depuis la délivrance des grosses ou premières expéditions, auront été tirées sur la minute de l'acte par le notaire qui l'a reçu, ou par l'un de ses successeurs, ou par officiers publics qui, en cette qualité, sont dépositaires des minutes, peuvent, en cas de perte de l'original, faire foi quand elles sont anciennes.

Elles sont considérées comme anciennes quand elles ont plus de trente ans;

Si elles ont moins de trente ans, elles ne peuvent servir que de commencement de preuve par écrit.

3° Lorsque les copies tirées sur la minute d'un acte ne l'auront pas été par le notaire qui l'a reçu, ou par l'un de ses successeurs, ou par officiers publics qui, en cette qualité, sont dépositaires des minutes, elles ne pourront servir, quelle que soit leur ancienneté, que de commencement de preuve par écrit.

4° Les copies de copies pourront, suivant les circonstances, être considérées comme simples renseignements.

1336. La transcription d'un acte sur les registres publics ne pourra servir que de commencement de preuve par écrit; et il faudra même pour cela,

1° Qu'il soit constant que toutes les minutes du notaire, de l'année dans laquelle l'acte paraît avoir été fait, soient perdues, ou que l'on prouve que la perte de la minute de cet acte a été faite par un accident particulier;

2° Qu'il existe un répertoire en règle du notaire, qui constate que l'acte a été fait à la même date.

ginal; ein Gleiches gilt von Abschriften, die in Gegenwart oder nach gehöriger Vorladung der Partheyen, zufolge richterlicher Verfügung, so wie auch von denen, welche in Beseyn der Partheyen und mit ihrer wechselseitigen Einwilligung gemacht worden sind.

2) Abschriften, die ohne richterliche Verfügung oder ohne Einwilligung der Partheyen erst nach der Ablieferung der Haupt- oder ersten Ausfertigungen von dem Notar, der die Urkunde aufgenommen hat, oder von einem seiner Amtsnachfolger, oder von öffentlichen Beamten, denen in dieser Eigenschaft die Aufbewahrung der Originale anvertraut ist, nach dem Originale gemacht worden sind, können, im Falle das Original verloren ist, beweisen, wenn sie alt sind.

Für alte Abschriften sind diejenigen zu achten, welche über dreßsig Jahre alt sind.

Sind sie noch nicht dreßsig Jahre alt, so können sie nur einen unvollständigen Urkundenbeweis (zu Begründung des Zeugenbeweises) liefern.

3) Sind die von dem Originale einer Urkunde genommenen Abschriften nicht von dem Notar, der die Urkunde aufgenommen hat, oder von einem seiner Amtsnachfolger, oder von öffentlichen Beamten, welchen in dieser Eigenschaft die Aufbewahrung der Originale anvertraut ist, gemacht worden, so können sie nur einen unvollständigen Urkundenbeweis liefern, wie alt sie auch immer seyn mögen.

4) Abschriften von Abschriften können, nach Beschaffenheit der Umstände, als bloße Nachrichten zur Aufklärung der Sache betrachtet werden.

1336. Das Eintragen einer Urkunde in die öffentlichen Register kann nur einen unvollständigen Beweis begründen, und selbst hierzu wird erfordert,

1) daß es erwiesen sey, daß alle Originale des Notars von dem Jahre, in welchem die Urkunde aufgenommen worden zu seyn scheint, verloren sind, oder daß man beweise, daß der Verlust des Originals dieser Urkunde durch einen besondern Zufall verursacht worden ist;

2) daß ein von dem Notar vorschriftsmäßig gefertigtes Verzeichniß vorhanden sey, woraus erhellet, daß die Urkunde an dem angegebenen Tage aufgenommen worden seye.

Lorsqu'au moyen du concours de ces deux circonstances la preuve par témoins sera admise, il sera nécessaire que ceux qui ont été témoins de l'acte, s'ils existent encore, soient entendus.

§. V.

Des Actes récongnitifs et confirmatifs.

1337. Les actes récongnitifs ne dispensent point de la représentation du titre primordial, à moins que sa teneur n'y soit spécialement relatée.

Ce qu'ils contiennent de plus que le titre primordial, ou ce qui s'y trouve de différent, n'a aucun effet.

Néanmoins, s'il y avait plusieurs reconnaissances conformes, soutenues de la possession, et dont l'une eût trente ans de date, le créancier pourrait être dispensé de représenter le titre primordial.

1338. L'acte de confirmation ou ratification d'une obligation contre laquelle la loi admet l'action en nullité ou en rescision, n'est valable que lorsqu'on y trouve la substance de cette obligation, la mention du motif de l'action en rescision, et l'intention de réparer le vice sur lequel cette action est fondée.

A défaut d'acte de confirmation ou ratification, il suffit que l'obligation soit exécutée volontairement après l'époque à laquelle l'obligation pouvait être valablement confirmée ou ratifiée.

La confirmation, ratification, ou exécution volontaire dans les formes et à l'époque déterminées par la loi, emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pouvait opposer contre cet acte, sans préjudice néanmoins du droit des tiers.

1339. Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre-

Wird wegen des Zusammentreffens dieser beyden Umstände der Zeugenbeweis zugelassen, so müssen nothwendig diejenigen, welche der Aufnahme der Urkunde als Zeugen beghewohnt haben, wenn sie noch am Leben sind, abgehört werden.

§. V.

Von Anerkennungs- und Bestätigungsurkunden.

1337. Anerkennungsurkunden befreyen nicht von der Vorlegung der Haupturkunde, wenn nicht deren Inhalt in dieselben besonders übertragen ist.

Was sich darin mehr, als in der Haupturkunde, oder abweichend von derselben findet, das bleibt ohne Wirkung.

Wären inzwischen mehrere gleichlautende, durch den Besitzstand unterstützte Anerkennungsurkunden vorhanden, deren eine über dreyßig Jahre alt ist, so könnte dem Gläubiger die Vorlegung der Haupturkunde erlassen werden.

1338. Eine Urkunde, welche die Bestätigung oder Genehmigung einer Verbindlichkeit enthält, gegen welche das Gesetz eine Klage auf Nichtigkeitserklärung oder Aufhebung zuläßt, ist nur dann gültig, wenn man den wesentlichen Inhalt der Verbindlichkeit, den Grund der Klage auf Aufhebung, und die Absicht, den diese Klage begründenden Fehler zu verbessern, darin ausgedrückt findet.

In Ermangelung einer Bestätigungs- oder Genehmigungsurkunde ist es hinreichend, daß die Verbindlichkeit nach dem Zeitpuncte, wo sie gültig bestätigt oder genehmiget werden konnte, freywillig erfüllt worden ist.

Eine in der gesetzlich bestimmten Form und Zeit erfolgte Bestätigung, Genehmigung oder freywillige Erfüllung, bringt die Verzichtleistung auf die Rechtsmittel und Einreden, die man jener Urkunde entgegensetzen konnte, mit sich, jedoch unbeschadet der Rechte dritter Personen.

1339. Der Geschenkgeber kann durch keine Bestätigungsurkunde die Fehler einer Schenkung unter Leben-

vifs; nulle en la forme, il faut qu'elle soit refaite en la forme légale.

1340. La confirmation ou ratification, ou exécution volontaire d'une donation par les heritiers ou ayant-cause du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer soit les vices de forme, soit toute autre exception.

SECTION II.

De la Preuve testimoniale.

1341. Il doit être passé acte devant notaires ou sous signature privée, de toutes choses excédant la somme ou valeur de cent cinquante francs, même pour dépôts volontaires; et il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs;

Le tout sans préjudice de ce qui est prescrit dans les lois relatives au commerce.

1342. La règle ci-dessus s'applique au cas où l'action contient, outre la demande du capital, une demande d'intérêts qui, réunis au capital, excèdent la somme de cent cinquante francs.

1343. Celui qui a formé une demande excédant cent cinquante francs, ne peut plus être admis à la preuve testimoniale, même en restreignant sa demande primitive.

1344. La preuve testimoniale, sur la demande d'une somme même moindre de cent cinquante francs, ne peut être admise lorsque cette somme est déclarée être le restant ou faire partie d'une

den verbessern, die der Form nach ungiltig ist; sie muß in gesetzlicher Form aufs neue gemacht werden. (*)

1340. Die nach dem Tode des Geschenkgebers von dessen Erben oder Rechtsnachfolgern geschehene Bestätigung, Genehmigung oder freywillige Erfüllung einer Schenkung bringt deren Verzichtleistung auf jede Einrede mit sich, diese mag nun auf einem Mangel der Form oder auf andern Gründen beruhen.

Zweyter Abschnitt.

Von dem Zeugenbeweise.

1341. Über alle Gegenstände, welche die Summe oder den Werth von hundert fünfzig Franken übersteigen, muß, selbst wenn von freywilliger Hinterlegung die Rede ist (**), eine Notariats- oder Privaturkunde aufgenommen werden, und es wird kein Beweis durch Zeugen zugelassen, weder über etwas, das gegen den Inhalt der Urkunde läuft oder nicht in derselben enthalten ist, noch auch über Äußerungen, die vor, während oder nach der Aufnahme der Urkunde geschehen seyn sollen, selbst wenn dieses eine Summe oder einen Werth von weniger als hundert fünfzig Franken betreffen sollte;

Alles jedoch mit Vorbehalt dessen, was in den Handelsgesetzen vorgeschrieben ist.

1342. Die obige Regel ist auch auf den Fall anwendbar, wo die Klage, außer der Capitalforderung, eine Forderung an Zinsen enthält, die, mit dem Capital zusammen genommen, die Summe von hundert fünfzig Franken übersteigen.

1343. Wer einmal auf mehr als hundert fünfzig Franken geklagt hat, der kann zum Beweise durch Zeugen nicht zugelassen werden, selbst wenn er seine ursprüngliche Forderung herabsetzen wollte.

1344. Ist die eingeklagte Summe auch geringer als hundert fünfzig Franken, so kann demohngeachtet der Beweis durch Zeugen nicht zugelassen werden, wenn

(*) S. Art. 964.

(**) S. Art. 1923.

Cod. N. 2 B.

créance plus forte qui n'est point prouvée par écrit.

1345. Si dans la même instance une partie fait plusieurs demandes dont il n'y ait point de titre par écrit, et que, jointes ensemble, elles excèdent la somme de cent cinquante francs, la preuve par témoins n'en peut être admise, encore que la partie allègue que ces créances proviennent de différentes causes, et qu'elles se soient formées en différents temps, si ce n'était que ces droits procédassent, par succession, donation ou autrement, de personnes différentes.

1346. Toutes les demandes, à quelque titre que ce soit, qui ne seront pas entièrement justifiées par écrit, seront formées par un même exploit, après lequel les autres demandes dont il n'y aura point de preuves par écrit ne seront pas reçues.

1347. Les règles ci-dessus reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit.

On appelle ainsi tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué.

1348. Elles reçoivent encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui.

Cette seconde exception s'applique,

1° Aux obligations qui naissent des quasi-contrats et des délits ou quasi-délits ;

2° Aux dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage, et à ceux faits par les voyageurs en logeant dans une hôtellerie,

diese Summe als Rest oder Theil einer größern, nicht durch Urkunden erwiesenen Forderung angegeben wurde.

1345. Macht eine Parthey in demselben Processe mehrere Forderungen, worüber keine schriftliche Beweismittel vorhanden sind, und welche zusammen genommen die Summe von hundert fünfzig Franken übersteigen, so ist deßhalb kein Beweis durch Zeugen zulässig, selbst wenn die Parthey behauptet, daß diese Forderungen aus verschiedenen Ursachen entsprungen und zu verschiedenen Zeiten entstanden seyen, es müßten denn diese Ansprüche durch Erbfolge, Schenkung oder auf eine andere Weise von verschiedenen Personen herrühren.

1346. Alle nicht vollständig durch Urkunden erwiesene Forderungen, sollen, auf welchem Rechtsgrunde sie auch beruhen mögen, in einer und derselben Vorladung (*exploit*) zusammen gefaßt werden; nachdem diese Vorladung erfolgt ist, sind alle übrige Forderungen, worüber keine schriftliche Beweise vorhanden sind, nicht mehr zuzulassen.

1347. Die obigen Regeln leiden eine Ausnahme, wenn bereits einiger, wiewohl unvollständiger, Urkundenbeweis vorhanden ist.

Hierunter versteht man jeden schriftlichen Aufsatz, welcher die angeführte Thatsache wahrscheinlich macht, und entweder von demjenigen herrührt, gegen den die Klage gerichtet ist, oder von demjenigen, den dieser repräsentirt.

1348. Sie leiden ferner eine Ausnahme in allen Fällen, in welchen es dem Gläubiger unmöglich war, sich über die gegen ihn übernommene Verbindlichkeit einen schriftlichen Beweis zu verschaffen.

Diese zweite Ausnahme ist anwendbar,

1) auf Verbindlichkeiten, die aus vertragsähnlichen Handlungen (*Quasicontracten*), aus Vergehen oder diesen gleichgeltenden Handlungen (*Quasidelicten*) entspringen;

2) auf Sachen, die im Nothfalle, als: bey einer Feuersbrunst, dem Einsturz eines Gebäudes, bey einem Aufruhr oder Schiffbruche, oder von Reisenden während ihres Aufenthalts in einem Gasthause (*), in Verwahr-

(*) G. Art. 1952.

le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait;

3° Aux obligations contractées en cas d'accidents imprévus, où l'on ne pourrait pas avoir fait des actes par écrit;

4° Au cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure.

SECTION III.

Des Présomptions.

1349. Les présomptions sont des conséquences que la loi ou le magistrat tire d'un fait connu à un fait inconnu.

§. I.

Des Présomptions établies par la loi.

1350. La présomption légale est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits: tels sont:

1° Les actes que la loi déclare nuls, comme présumés faits en fraude de ses dispositions, d'après leur seule qualité;

2° Les cas dans lesquels la loi déclare la propriété ou la libération résulter de certaines circonstances déterminées;

3° L'autorité que la loi attribue à la chose jugée;

4° La force que la loi attache à l'aveu de la partie ou à son serment.

1351. L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même; que la demande soit fondée sur la même cause; que la de-

rung gegeben worden sind (*); alles jedoch mit Rücksicht auf die Beschaffenheit der Personen und der Umstände;

3) auf Verbindlichkeiten, die bey unvorhergesehenen Vorfällen eingegangen worden sind, wo die Aufnahme von Urkunden nicht möglich war;

4) auf den Fall, wo der Gläubiger durch einen unvorhergesehenen und unabwendbaren Zufall die ihm zum Beweise dienende Urkunde verloren hat.

Dritter Abschnitt.

Von Vermuthungen.

1349. Vermuthungen sind Schlüsse, welche das Gesetz oder der Richter von bekannten Thatsachen auf unbekannte macht.

§. I.

Von den durch das Gesetz begründeten Vermuthungen.

1350. Eine gesetzliche Vermuthung ist diejenige, welche durch ein besonderes Gesetz mit gewissen Handlungen oder mit gewissen Thatsachen verbunden wird. Dergleichen sind:

1) Handlungen, welche das Gesetz für ungültig erklärt, indem es bloß auf ihre Beschaffenheit die Vermuthung gründet, daß sie vorgenommen worden seyen, um seine Verordnungen zu umgehen;

2) die Fälle, in welchen das Gesetz erklärt, daß sich aus gewissen bestimmten Umständen das Eigenthum oder eine Befreyung ergebe;

3) die Wirkung, welche das Gesetz einer rechtskräftigen Entscheidung einräumt;

4) die Kraft, welche das Gesetz dem Geständnisse der Parthey oder ihrem Eide beylegt.

1351. Die Wirkung einer rechtskräftigen Entscheidung erstreckt sich nur auf das, was den Gegenstand des Urtheils ausmachte. Es muß daher der Gegenstand der Klage der nämliche seyn, die Klage auf demselben Grunde beruhen, und der Prozeß zwischen denselben Partheyen

(*) S. Art. 1950.

mande soit entre les mêmes parties, et formée par elles et contre elles en la même qualité.

1352. La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe.

Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi, lorsque, sur le fondement de cette présomption, elle annule certains actes ou dénie l'action en justice; à moins qu'elle n'ait réservé la preuve contraire, et sauf ce qui sera dit sur le serment et l'aveu judiciaires.

§. II.

Des Présomptions qui ne sont point établies par la loi.

1353. Les présomptions qui ne sont point établies par la loi, sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat, qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes, et dans les cas seulement où la loi admet les preuves testimoniales, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol.

SECTION IV.

De l'Aveu de la Partie.

1354. L'aveu qui est opposé à une partie, est ou extrajudiciaire ou judiciaire.

1355. L'allégation d'un aveu extrajudiciaire purement verbal est inutile toutes les fois qu'il s'agit d'une demande dont la preuve testimoniale ne serait point admissible.

1356. L'aveu judiciaire est la déclaration que fait en justice la partie ou son fondé de pouvoir spécial.

Il fait pleine foi contre celui qui l'a fait.

Il ne peut être divisé contre lui.

und von beyden Seiten in der nämlichen Eigenschaft geführt worden seyn.

1352. Eine gesetzliche Vermuthung befreit denjenigen, zu dessen Vortheile sie eintritt, von allem Beweise.

Gegen eine gesetzliche Vermuthung wird kein Beweis zugelassen, wenn das Gesetz auf diese Vermuthung die Richtigkeit gewisser Handlungen oder die Versagung einer gerichtlichen Klage gründet, es müßte denn das Gesetz selbst den Gegenbeweis vorbehalten haben; unbeschadet jedoch dessen, was über den gerichtlichen Eid und das gerichtliche Geständniß bestimmt werden wird.

§. II.

Von den nicht durch das Gesetz begründeten Vermuthungen.

1353. Vermuthungen, welche durch kein Gesetz begründet sind, bleiben der Einsicht und der Klugheit des Richters überlassen, welcher nur wichtige, bestimmte und übereinstimmende Vermuthungen, und nur in den Fällen, wo das Gesetz den Zeugenbeweis gestattet, zulassen soll, ausgenommen, wenn ein Geschäft wegen Betrugs oder Arglist angegriffen wird.

Vierter Abschnitt.

Von dem Geständnisse der Parthey.

1354. Das Geständniß, welches einer Parthey entgegengesetzt wird, ist entweder ein außergerichtliches oder ein gerichtliches.

1355. Die Beziehung auf ein außergerichtliches, bloß mündliches Geständniß ist in allen den Fällen unwirksam, wo von einer Forderung die Rede ist, wegen der kein Zeugenbeweis zugelassen würde.

1356. Ein gerichtliches Geständniß ist die Erklärung, welche eine Parthey oder ihr Specialbevollmächtigter vor Gerichte ablegt.

Es beweist vollständig gegen denjenigen, der es abgelegt hat.

Man kann nicht zu seinem Nachtheile einen Theil des Geständnisses von dem andern trennen.

Il ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait. Il ne pourrait être révoqué sous prétexte d'une erreur de droit.

SECTION V.

Du Serment.

1357. Le serment judiciaire est de deux espèces :

1^o Celui qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la cause : il est appelé *décisoire* ;

2^o Celui qui est déféré d'office par le juge à l'une ou à l'autre des parties.

§. I.

Du Serment décisore.

1358. Le serment décisore peut être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit.

1359. Il ne peut être déféré que sur un fait personnel à la partie à laquelle on le défère.

1360. Il peut être déféré en tout état de cause, et encore qu'il n'existe aucun commencement de preuve de la demande ou de l'exception sur laquelle il est provoqué.

1361. Celui auquel le serment est déféré, qui le refuse ou ne consent pas à le référer à son adversaire, ou l'adversaire à qui il a été référé et qui le refuse, doit succomber dans sa demande ou dans son exception.

1362. Le serment ne peut être référé quand le fait qui en est l'objet n'est point celui des deux parties, mais est purement personnel à celui auquel le serment avait été déféré.

1363. Lorsque le serment déféré ou référé a été fait, l'adversaire n'est point recevable à en prouver la fausseté.

Es kann nicht widerrufen werden, man müßte denn beweisen, daß es die Folge eines Irrthums in einer That-
sache war. Unter dem Vorwande eines Rechtsirrhums
kann man es nicht widerrufen.

Fünfter Abschnitt.

Von dem Eide.

1357. Es gibt zwey Gattungen des gerichtlichen
Eides:

1) den Eid, welchen eine Parthey der andern zu-
schiebt, um die Entscheidung der Sache davon abhängig
zu machen; man nennt ihn den Entscheidungseid;

2) den Eid, welchen der Richter der einen oder der
andern Parthey von Amtswegen auflegt.

§. I.

Von dem Entscheidungseide.

1358. Über jede Gattung von Streitigkeiten kann
man seinem Gegner den Entscheidungseid zuschieben.

1359. Die Eideszuschiebung hat nur über eigene
Handlungen desjenigen Statt, welchem sie geschieht.

1360. Der Eid kann in jeder Lage des Prozesses
zugeschoben werden, selbst wenn über die Klage oder die
Einrede, worüber er abgeschworen werden soll, noch gar
kein Beweis vorhanden ist.

1361. Wenn derjenige, dem der Eid zugeschoben
worden, sich weigert, ihn abzuschwören, und ihn auch
seinem Gegner nicht zurückschieben will, oder wenn der
Gegner, dem der Eid zurückschoben worden ist, densel-
ben verweigert, so muß er mit seiner Klage oder Einrede
abgewiesen werden.

1362. Der Eid kann nicht zurückschoben werden,
wenn die Handlung, welche den Gegenstand desselben
ausmacht, nicht beyden Theilen gemeinschaftlich, sondern
bloß eine persönliche Handlung dessen ist, dem der Eid
zugeschoben wurde.

1363. Ist der zugeschobene oder der zurückschobene
Eid einmal geleistet, so wird der Gegentheil mit dem Be-
weise des Meineides nicht mehr zugelassen.

1364. La partie qui a déféré ou référé le serment, ne peut plus se rétracter lorsque l'adversaire a déclaré qu'il est prêt à faire ce serment.

1365. Le serment fait ne forme preuve qu'au profit de celui qui l'a déféré ou contre lui, et au profit de ses héritiers et ayant-cause ou contre eux.

Néanmoins le serment déféré par l'un des créanciers solidaires au débiteur ne libère celui-ci que pour la part de ce créancier;

Le serment déféré au débiteur principal libère également les cautions;

Celui déféré à l'un des débiteurs solidaires profite aux codébiteurs;

Et celui déféré à la caution profite au débiteur principal.

Dans ces deux-derniers cas, le serment du codébiteur solidaire ou de la caution ne profite aux autres codébiteurs ou au débiteur principal que lorsqu'il a été déféré sur la dette, et non sur le fait de la solidarité ou du cautionnement.

§. II.

Du Serment déféré d'office.

1366. Le juge peut déférer à l'une des parties le serment, ou pour en faire dépendre la décision de la cause, ou seulement pour déterminer le montant de la condamnation.

1367. Le juge ne peut déférer d'office le serment, soit sur la demande, soit sur l'exception qui y est opposée, que sous les deux conditions suivantes: il faut,

1° Que la demande ou l'exception ne soit pas pleinement justifiée;

2° Qu'elle ne soit pas totalement dénuée de preuves.

Hors ces deux cas, le juge doit ou adjuger ou rejeter purement et simplement la demande.

1364. Die Parthey, welche den Eid zugeschoben oder zurückgeschoben hat, kann ihn nicht mehr zurücknehmen, so bald der Gegentheil erklärt hat, daß er bereit sey, denselben abzuschwören.

1365. Der abgeschworene Eid beweist nur für oder gegen denjenigen, der ihn zugeschoben hat, wie auch für oder gegen dessen Erben und Rechtsnachfolger.

Der von Einem der Solidargläubiger dem Schuldner zugeschobene Eid befreit jedoch diesen nur für den Antheil dieses Gläubigers;

der dem Hauptschuldner zugeschobene Eid befreit zugleich die Bürgen;

der Einem der Solidarschuldner zugeschobene Eid nützt zugleich dessen Mitschuldnern;

und der Eid, der dem Bürgen zugeschoben worden ist, kommt dem Hauptschuldner zu Statten.

In den beyden letztern Fällen nützt der Eid des solidarischen Mitschuldners oder des Bürgen den übrigen Mitverpflichteten oder dem Hauptschuldner nur dann, wenn er über die Schuld selbst, nicht aber, wenn er über das Solidarverhältniß oder die Verbürgung zugeschoben worden ist.

§. II.

Von dem von Amtswegen auferlegten Eide.

1366. Der Richter kann einer Parthey den Eid auslegen, entweder um die Entscheidung der Sache davon abhängig zu machen, oder nur um den Betrag des Gegenstandes der Verurtheilung zu bestimmen.

1367. Der Richter kann sowohl über die Klage, als über die ihr entgegengesetzte Einrede den Eid nur unter folgenden zwey Bedingungen von Amtswegen auferlegen: es wird nämlich erfordert,

1) daß die Klage oder die Einrede nicht vollständig erwiesen sey;

2) daß sie nicht von allem Beweise entblößt sey.

Außer diesen beyden Fällen muß der Richter unbedingt entweder dem Kläger seine Forderung zuerkennen, oder die Klage verwerfen.

1368. Le serment déféré d'office par le juge à l'une des parties, ne peut être par elle référé à l'autre.

1369. Le serment sur la valeur de la chose demandée, ne peut être déféré par le juge au demandeur que lorsqu'il est d'ailleurs impossible de constater autrement cette valeur.

Le juge doit même, en ce cas, déterminer la somme jusqu'à concurrence de laquelle le demandeur en sera cru sur son serment.

TITRE QUATRIÈME.

Des Engagements qui se forment sans convention.

(Décrété le 9 février 1804. Promulgué le 19 du même mois.)

1370. Certains engagements se forment sans qu'il intervienne aucune convention, ni de la part de celui qui s'oblige, ni de la part de celui envers lequel il est obligé.

Les uns résultent de l'autorité seule de la loi; les autres naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé.

Les premiers sont les engagements formés involontairement, tels que ceux entre propriétaires voisins, ou ceux des tuteurs et des autres administrateurs qui ne peuvent refuser la fonction qui leur est déferée.

Les engagements qui naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé, résultent ou des quasi-contrats, ou des délits ou quasi-délits; ils font la matière du présent titre.

1368. Der von dem Richter einer Parthey von Amtswegen aufgelegte Eid kann von dieser der andern Parthey nicht zurückgeschoben werden.

1369. Der Richter kann dem Kläger den Eid über den Werth der eingeklagten Sache nur dann auslegen, wenn es unmöglich ist, diesen Werth auf andere Weise auszumitteln.

Selbst in diesem Falle muß der Richter die Summe bestimmen, bis zu deren Betrage dem Kläger auf seinen Eid geglaubt werden soll.

Vierter Titel.

Von Verbindlichkeiten, die ohne Vertrag entstehen.

(Decretirt den 9. Februar 1804. Promulgirt den 19. des
selben Monats.)

1370. Gewisse Verbindlichkeiten entstehen, ohne daß weder von Seiten desjenigen, der sich verpflichtet, noch von Seiten desjenigen, gegen den er sich verpflichtet, ein Vertrag eingegangen wird.

Einige dieser Verbindlichkeiten werden unmittelbar durch gesetzliche Bestimmung begründet; andern entstehen aus einer persönlichen Handlung des Verpflichteten.

Zu den ersten gehören die Verbindlichkeiten, welche unwillkürlich entstehen, zum Beispiele die Verbindlichkeiten unter Gränznachbarn, oder die Verbindlichkeiten der Vormünder und anderer Verwalter, die das ihnen übertragene Geschäfte nicht ablehnen können.

Die Verbindlichkeiten, die in einer persönlichen Handlung des Verpflichteten ihren Grund haben, entspringen entweder aus vertragsähnlichen Handlungen (Quasicontracten), oder aus Vergehen (Delicten) oder ihnen gleichgeltenden Handlungen (Quasidelicten); sie machen den Gegenstand des gegenwärtigen Titels aus.

CHAPITRE PREMIER.

Des Quasi-contrats.

1371. Les quasi-contrats sont les faits purement volontaires de l'homme, dont il résulte un engagement quelconque envers un tiers, et quelquefois un engagement réciproque des deux parties.

1372. Lorsque volontairement on gère l'affaire d'autrui, soit que le propriétaire connaisse la gestion, soit qu'il l'ignore, celui qui gère contracte l'engagement tacite de continuer la gestion qu'il a commencée, et de l'achever jusqu'à ce que le propriétaire soit en état d'y pourvoir lui-même; il doit se charger également de toutes les dépendances de cette même affaire.

Il se soumet à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès que lui aurait donné le propriétaire.

1373. Il est obligé de continuer sa gestion, encore que le maître vienne à mourir avant que l'affaire soit consommée, jusqu'à ce que l'héritier ait pu en prendre la direction.

1374. Il est tenu d'apporter à la gestion de l'affaire tous les soins d'un bon père de famille.

Néanmoins les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire, peuvent autoriser le juge à modérer les dommages et intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant.

1375. Le maître dont l'affaire a été bien administrée, doit remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom, l'indemniser de tous les engagements personnels qu'il a pris, et lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites.

Erstes Capitel.

Von vertragsähnlichen Handlungen (Quasicontracten.)

1371. Quasicontracte sind durchaus willkürliche Handlungen eines Menschen, aus welchen irgend eine Verbindlichkeit gegen einen Dritten, zuweilen auch eine gegenseitige Verbindlichkeit beyder Partheyen entspringt.

1372. Wenn jemand freywillig die Geschäfte eines Andern besorgt, so übernimmt er, der Eigenthümer mag von der Besorgung Wissenschaft haben oder nicht, stillschweigend die Verbindlichkeit, die angefangene Besorgung fortzusetzen und zu vollenden, bis der Eigenthümer im Stande ist, sich ihrer selbst anzunehmen; auch muß er sich allem dem unterziehen, was von diesem Geschäfte abhängig ist.

Er unterwirft sich allen Verbindlichkeiten, welche aus einer ausdrücklichen, von dem Eigenthümer ihm ertheilten Vollmacht entspringen würden. (*)

1373. Selbst wenn der Eigenthümer vor Beendigung des Geschäftes sterben sollte, ist er verbunden, die Besorgung desselben so lange fortzusetzen, bis der Erbe dessen Leitung übernehmen kann.

1374. Er ist verbunden, alle Sorgfalt eines guten Hausvaters auf die Besorgung des Geschäftes zu verwenden.

Jedoch können die Umstände, die ihn bestimmt haben, sich dem Geschäfte zu unterziehen, den Richter berechtigen, die Summe zu ermäßigen, die dem Eigenthümer des Geschäftes wegen eines Verschuldens oder einer Nachlässigkeit des Besorgers als Schadensersatz gebühren möchte. (**)

1375. Der Eigenthümer, dessen Geschäft gut besorgt worden ist, muß die Verbindlichkeiten erfüllen, welche der Besorger in seinem Namen eingegangen hat, ihn für alle persönlich übernommene Verbindlichkeiten entschädigen, und ihm alle nützliche oder nothwendige Auslagen, die er gemacht hat, ersetzen. (***)

(*) S. Art. 1991.

(**) S. Art. 1992.

(***) S. Art. 1998.

1376. Celui qui reçoit par erreur ou sciement ce qui ne lui est pas dû, s'oblige à le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu.

1377. Lorsqu'une personne qui, par erreur, se croyait débitrice, a acquitté une dette, elle a le droit de répétition contre le créancier.

Néanmoins ce droit cesse dans le cas où le créancier a supprimé son titre par suite du paiement, sauf le recours de celui qui a payé contre le véritable débiteur.

1378. S'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu, il est tenu de restituer, tant le capital que les intérêts ou les fruits, du jour du paiement.

1379. Si la chose indûment reçue est un immeuble ou un meuble corporel, celui qui l'a reçue s'oblige à la restituer en nature, si elle existe, ou sa valeur, si elle est perdue ou détériorée par sa faute; il est même garant de sa perte par cas fortuit, s'il l'a reçue de mauvaise foi.

1380. Si celui qui a reçu de bonne foi, a vendu la chose, il ne doit restituer que le prix de la vente.

1381. Celui auquel la chose est restituée, doit tenir compte, même au possesseur de mauvaise foi, de toutes les dépenses nécessaires et utiles qui ont été faites pour la conservation de la chose.

CHAPITRE II.

Des Délits et des Quasi-délits.

1382. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

1376. Wer aus Irrthum oder wissentlich etwas empfängt, das man ihm nicht schuldig ist, der verpflichtet sich, es demjenigen zurückzugeben, von dem er es unbefugt empfangen hat.

1377. Hat jemand eine Schuld getilget, der aus Irrthum glaubte, er seye der Schuldner, so ist er berechtigt, das Gezahlte von dem Gläubiger zurückzufordern.

Hat jedoch der Gläubiger auf die an ihn geleistete Zahlung den ihm ausgestellten Schuldschein vernichtet, so findet dieses Recht nicht mehr Statt; demjenigen, der die Zahlung geleistet hat, bleibt aber der Regreß gegen den wahren Schuldner vorbehalten.

1378. War der Empfänger in bösem Glauben, so ist er verbunden, sowohl das Capital, als die Zinsen oder Früchte, von dem Tage der geschehenen Zahlung an, zu ersetzen.

1379. Ist die Sache, die jemand unbefugt in Empfang genommen hat, ein unbewegliches Gut, oder eine bewegliche körperliche Sache, so ist der Empfänger verbunden, sie in Natur zurückzugeben, wenn sie noch vorhanden ist, oder deren Werth zu ersetzen, wenn sie durch sein Verschulden zu Grunde gegangen oder verschlimmert worden ist; er muß selbst für ihren zufälligen Verlust haften, wenn er sie in bösem Glauben empfangen hat.

1380. Hat derjenige, welcher die Sache in gutem Glauben in Empfang genommen hat, dieselbe verkauft, so ist er nur zur Erstattung des Kaufpreises verbunden.

1381. Derjenige, dem die Sache zurückgegeben worden ist, muß selbst dem unredlichen Besitzer alle nothwendige und nützliche Kosten ersetzen, die dieser auf Erhaltung der Sache verwendet hat.

Zweytes Capitel.

Von Vergehen und ihnen gleichgeltenden Handlungen (Delicten und Quasidelicten.)

1382. Jede Handlung eines Menschen, von welcher Art sie auch seyn mag, die einem Andern Schaden verursacht, verbindet denjenigen zur Entschädigung, durch dessen Schuld der Schaden entstanden ist.

1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

1384. On est responsable non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux;

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ;

Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

1385. Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.

1386. Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

1383. Ein jeder ist nicht nur für den durch seine Handlung, sondern auch für den durch seine Nachlässigkeit oder Unvorsichtigkeit verursachten Schaden verantwortlich.

1384. Man ist nicht allein für den Schaden verantwortlich, den man durch eigene Handlungen verursacht, sondern auch für denjenigen, der aus Handlungen von Personen entsteht, für welche man zu haften hat, oder durch Sachen, die man in seiner Verwahrung hat.

Der Vater, und, nach dessen Tode, die Mutter sind für den Schaden verantwortlich, den ihre minderjährige bei ihnen wohnende Kinder verursacht haben.

Hausherren und Machtgeber (Committenten) sind für den Schaden verantwortlich, den ihr Hausgesinde und die von ihnen Beauftragten, in den ihnen aufgetragenen Geschäften, verursacht haben.

Lehrer und Handwerker sind für den Schaden verantwortlich, den ihre Zöglinge und Lehrlinge während der Zeit stiften, da sie unter ihrer Aufsicht stehen.

Die oben bemerkte Verantwortlichkeit tritt immer ein, wenn nicht die Eltern, Lehrer und Handwerker den Beweis führen, daß sie die Handlung, welche diese Verantwortlichkeit veranlasset, nicht verhindern konnten.

1385. Der Eigenthümer eines Thieres, wie auch der, welcher sich dessen bedient, so lange er es in Gebrauch hat, ist für den durch dasselbe verursachten Schaden verantwortlich, es mag nun das Thier sich unter seiner Aufsicht befunden haben, oder verirrt oder entlaufen gewesen seyn.

1386. Der Eigenthümer eines Gebäudes ist für den durch dessen Einsturz verursachten Schaden verantwortlich, wenn dasselbe wegen Mangels der Unterhaltung oder wegen eines Fehlers in der Bauart eingestürzt ist.

TITRE CINQUIÈME.

Du Contrat de Mariage, et des Droits respectifs des Époux.

(Décrété le 10 février 1804. Promulgué le 20 du même mois.)

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

1387. La loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales, que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications qui suivent.

1388. Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au survivant des époux par le titre de la *Puissance paternelle* et par le titre de la *Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation*, ni aux dispositions prohibitives du présent Code.

1389. Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants ou descendants, soit par rapport à leurs enfants entre eux; sans préjudice des donations entre-vifs ou testamentaires qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le présent Code.

Fünfter Titel.

Von dem Ehevertrage (Eheberedung)
und den wechselseitigen Rechten der
Ehegatten.(Decretirt den 10. Februar 1804. Promulgirt den 20. des-
selben Monats.)

Erstes Capitel.

Allgemeine Verfügungen.

1387. Das Gesetz bestimmt die Wirkungen der ehelichen Verbindung in Beziehung auf das Vermögen nur in Ermangelung besonderer Verträge (*), welche die Ehegatten nach Gutdünken, wenn sie nur den guten Sitten nicht zuwider sind (**), und unter folgenden Einschränkungen (***), eingehen können.

1388. Die Ehegatten können nichts abändern an den Rechten, die aus der Gewalt des Mannes über die Person der Frau und der Kinder entspringen, oder die dem Manne als Haupt der Familie zustehen, noch auch an den Rechten, welche dem überlebenden Ehegatten in dem Titel von der väterlichen Gewalt, und in dem Titel von der Minderjährigkeit, der Vormundschaft und der Emancipation eingeräumt sind, noch endlich an den verbietenden Verordnungen des gegenwärtigen Gesetzbuches.

1389. Sie können keine Übereinkunft treffen oder Verzichtleistung vornehmen, wodurch in der gesetzlichen Ordnung der Erbfolge, entweder in Beziehung auf sie selbst bey der Erbfolge in den Nachlaß ihrer Kinder oder Descendenten, oder in Beziehung auf ihre Kinder unter einander, etwas abgeändert würde; jedoch mit Vorbehalt der Schenkungen unter Lebenden oder der Vermächtnisse, welche nach den Formen und in den Fällen, welche das gegenwärtige Gesetzbuch bestimmt, Statt finden können.

(*) S. Art. 1393 u. 1400.

(**) S. Art. 6.

(***) S. auch Art. 1399. 1453. 1521 u. 2140.

1390. Les époux ne peuvent plus stipuler d'une manière générale que leur association sera réglée par l'une des coutumes, lois ou statuts locaux qui régissaient ci-devant les diverses parties du territoire français, et qui sont abrogés par le présent Code.

1391. Ils peuvent cependant déclarer, d'une manière générale, qu'ils entendent se marier ou sous le régime de la communauté, ou sous le régime dotal.

Au premier cas, et sous le régime de la communauté, des droits des époux et de leurs héritiers seront réglés par les dispositions du chapitre II du présent titre.

Au deuxième cas, et sous le régime dotal, leurs droits seront réglés par les dispositions du chapitre III.

1392. La simple stipulation que la femme se constitue ou qu'il lui est constitué des biens en dot, ne suffit pas pour soumettre ces biens au régime dotal, s'il n'y a dans le contrat de mariage une déclaration expresse à cet égard.

La soumission au régime dotal ne résulte pas non plus de la simple déclaration faite par les époux, qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens.

1393. A défaut de stipulations spéciales qui dérogent au régime de la communauté ou le modifient, les règles établies dans la première partie du chapitre II formeront le droit commun de la France.

1394. Toutes conventions matrimoniales seront rédigées, avant le mariage, par acte devant notaire.

1) daß sie sich entweder unter der Verfassung der Gütergemeinschaft, oder unter der Dotalverfassung zu ehelichen gesonnen sind. L. daß es ihre Absicht sey, bey

1390. Den Ehegatten ist es nicht mehr erlaubt, bloß im Allgemeinen die Uebereinkunft zu treffen, daß ihre eheliche Verbindung nach einer der Gewohnheiten, Gesetze, oder Localstatuten beurtheilt werden solle, die vormalig in den verschiedenen Theilen des französischen Gebietes geltend gewesen, und die durch das gegenwärtige Gesetzbuch aufgehoben worden sind.

1391. Sie können jedoch im Allgemeinen erklären, daß es ihre Absicht seye, ihre Ehe nach dem Rechtsverhältnisse der Gütergemeinschaft, oder nach dem Rechtsverhältnisse des Brautshazes zu schließen. ¹⁾

Im ersten Falle, wo nämlich Gütergemeinschaft eintritt, erhalten die Rechte der Ehegatten und ihrer Erben ihre Bestimmung durch die Verordnungen des zweyten Capitels des gegenwärtigen Titels.

Im zweyten Falle, wo das Rechtsverhältniß des Brautshazes Statt finden, sind ihre Rechte nach den Verordnungen des dritten Capitels zu beurtheilen.

1392. Die bloße Bestimmung, daß die Frau selbst, oder für sie ein anderer, einen Theil des Vermögens zu ihrem Brautshaze aussetzt, ist nicht hinreichend, um dieses Vermögen dem Rechtsverhältnisse des Brautshazes zu unterwerfen, wenn die Eheveredung nicht eine ausdrückliche Erklärung deshalb enthält.

Aus der bloßen Erklärung der Ehegatten, daß unter ihnen die Gütergemeinschaft nicht Statt finden, oder daß ihr Vermögen völlig getrennt bleiben solle, folgt ebenfalls nicht, daß sie sich dem Rechtsverhältnisse des Brautshazes unterworfen haben.

1393. In Ermangelung besonderer Verträge, welche das Rechtsverhältniß der Gütergemeinschaft aufheben oder abändern, gelten die im erstem Theile des zweyten Capitels aufgestellten Grundsätze als gemeines Französisches Recht.

1394. Über alle Eheverträge müssen vor der Heirath Notariatsurkunden aufgenommen werden.

ihrer Heirath sich den Gesetzen über die eheliche Gütergemeinschaft, oder den Dotalrechten zu unterwerfen. D. u. M. sich in ihrer Ehe den Regeln der Gütergemeinschaft, oder den Regeln des Brautshazsystems zu unterwerfen. S.

1395. Elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage.

1396. Les changements qui y seraient faits avant cette célébration, doivent être constatés par acte passé dans la même forme que le contrat de mariage.

Nul changement ou contre-lettre n'est, au surplus, valable sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage.

1397. Tous changements et contre-lettres, même revêtus des formes prescrites par l'article précédent, seront sans effet à l'égard des tiers, s'ils n'ont été rédigés à la suite de la minute du contrat de mariage; et le notaire ne pourra, à peine de dommages et intérêts des parties, et sous plus grande peine s'il y a lieu, délivrer ni grosses ni expéditions du contrat de mariage sans transcrire à la suite le changement ou la contre-lettre.

1398. Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible; et les conventions et donations qu'il y a faites, sont valables, pourvu qu'il ait été assisté, dans le contrat, des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage.

CHAPITRE II.

Du Régime en Communauté.

1399. La communauté, soit légale, soit conventionnelle, commence du jour du mariage contracté devant l'officier de l'état civil: on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque.

1395. Nach geschlossener Ehe können sie in keinem Stücke mehr abgeändert werden.

1396. Die vor Schließung der Ehe darin etwa vorgenommenen Abänderungen müssen durch eine Urkunde bewährt werden, die in eben der Form abgefaßt ist, wie die Eheveredung selbst.

Außerdem gilt keine Abänderung, kein Gegensein, wenn nicht alle Personen, die als Mitcontrahenten an dem Ehevertrage Theil genommen haben, dabey zu gleicher Zeit gegenwärtig gewesen sind und eingewilliget haben.

1397. Alle Abänderungen und Gegenseine, selbst diejenigen, welche in die im vorhergehenden Artikel vorgeschriebene Form gebracht wurden, bleiben in Ansehung dritter Personen ohne Wirkung, wenn sie nicht dem Originale der Eheveredung als Anhang beygefügt worden sind; und dem Notar ist es bey Strafe des den Interessenten zu leistenden Schadensersatzes, und, den Umständen nach, bey noch schwererer Strafe verboten, eine Haupt- oder sonstige Ausfertigung der Eheveredung (*ni grosses expéditions*) auszuliefern, ohne unmittelbar hinter derselben die Abänderung oder den Gegensein beyzufügen.

1398. Ein Minderjähriger, der fähig ist eine Ehe zu schließen, ist auch fähig in alle Verabredungen einzuwilligen, die bey einer Eheveredung Statt finden können, und die darin von ihm gemachten Verabredungen und Schenkungen sind gültig, wenn nur die Eheveredung unter Beystritt derjenigen Personen eingegangen wurde, deren Einwilligung zur Gültigkeit der Ehe erforderlich ist. (*)

Zweytes Capitel.

Von dem Rechtsverhältnisse der Gütergemeinschaft.

1399. Die Gütergemeinschaft, sowohl die gesetzliche, als die vertragsmäßige, nimmt ihren Anfang mit dem Tage, da die Ehe vor dem Civilstandsbeamten geschlossen worden ist; man kann nicht verabreden, daß sie mit einem andern Zeitpuncte anfangen solle.

(*) S. Art. 1309.

PREMIÈRE PARTIE.

De la Communauté légale.

1400. La communauté qui s'établit par la simple déclaration qu'on se marie sous le régime de la communauté, ou à défaut de contrat, est soumise aux règles expliquées dans les six sections qui suivent.

SECTION PREMIÈRE.

De ce qui compose la Communauté activement et passivement.

§. I.

De l'Actif de la communauté.

1401. La communauté se compose activement,

1° De tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit pendant le mariage à titre de succession ou même de donation, si le donateur n'a exprimé le contraire;

2° De tous les fruits, revenus, intérêts et arérages, de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, et provenant des biens qui appartenaient aux époux lors de sa célébration, ou de ceux qui leur sont échus pendant le mariage, à quelque titre que ce soit;

3° De tous les immeubles qui sont acquis pendant le mariage.

1402. Tout immeuble est réputé acquêt de communauté, s'il n'est prouvé que l'un des époux en avait la propriété ou possession légale antérieurement au mariage, ou qu'il lui est échu depuis à titre de succession ou donation.

1403. Les coupes de bois et les produits des carrières et mines tombent dans la communauté

Erster Theil.

Von der gesetzlichen Gütergemeinschaft.

1400. Die Gütergemeinschaft, welche entweder aus der bloßen Erklärung entspringt, daß man sich nach dem Rechtsverhältnisse der Gütergemeinschaft verheirathe, oder bey gänzlicher Ermangelung einer Übereinkunft Statt findet, richtet sich nach den in den folgenden sechs Abschnitten aufgestellten Grundsätzen.

Erster Abschnitt.

Von dem Activ- und Passivbestande der Gütergemeinschaft.

§. I.

Von dem Activbestande (Vermögen) der Gütergemeinschaft.

1401. Zu dem Activbestande der Gütergemeinschaft gehört:

1) alles bewegliche Vermögen, das die Ehegatten an dem Tage besaßen, da die Ehe unter ihnen geschlossen wurde, so wie auch alles bewegliche Vermögen, das ihnen während der Ehe durch Erbrecht oder selbst durch Schenkung zufällt, wenn der Schenker nicht das Gegentheil ausdrücklich verordnet hat;

2) alle Früchte, Einkünfte, Zinsen und Renten, von welcher Art sie auch seyn mögen, die während der Ehe fällig geworden oder gezogen worden sind, und von dem Vermögen herrühren, das den Ehegatten entweder schon bey Schließung der Ehe zugehörte, oder während der Ehe, aus irgend einem Rechtsgrunde, zugefallen ist;

3) alle unbewegliche Güter, welche während der Ehe erworben worden sind.

1402. Jedes unbewegliche Gut wird als gemeinschaftlicher Erwerb betrachtet, wenn nicht bewiesen wird, daß einer der Ehegatten schon vor der Ehe das Eigenthum oder den gesetzmäßigen Besitz desselben hatte, oder daß es ihm während der Ehe durch Erbrecht oder Schenkung zugefallen ist.

1403. Die Holzschläge, so wie die Ausbeute der Steinbrüche und Bergwerke fallen in die Gemeinschaft, in

pour tout ce qui en est considéré comme usufruit, d'après les règles expliquées au titre *de l'Usufruit, de l'Usage et de l'Habitation*.

Si les coupes de bois qui, en suivant ces règles, pouvaient être faites durant la communauté, ne l'ont point été, il en sera dû récompense à l'époux non propriétaire du fonds ou à ses héritiers.

Si les carrières et mines ont été ouvertes pendant le mariage, les produits n'en tombent dans la communauté que sauf récompense ou indemnité à celui des époux à qui elle pourra être due.

1404. Les immeubles que les époux possèdent au jour de la célébration du mariage, ou qui leur étoient pendant son cours à titre de succession, n'entrent point en communauté.

Néanmoins, si l'un des époux avait acquis un immeuble depuis le contrat de mariage, contenant stipulation de communauté, et avant la célébration du mariage, l'immeuble acquis dans cet intervalle entrera dans la communauté, à moins que l'acquisition n'ait été faite en exécution de quelque clause du mariage, auquel cas elle serait réglée suivant la convention.

1405. Les donations d'immeubles qui ne sont faites pendant le mariage qu'à l'un des deux époux, ne tombent point en communauté, et appartiennent au donataire seul, à moins que la donation ne contienne expressément que la chose donnée appartiendra à la communauté.

1406. L'immeuble abandonné ou cédé par père, mère ou autre ascendant, à l'un des deux époux, soit pour le remplir de ce qu'il lui doit, soit à la charge de payer les dettes du donateur à des étrangers, n'entre point en communauté; sauf récompense ou indemnité.

so weit sie nach den in dem Titel von dem Nießbrauche, dem Gebrauche und der Wohnung aufgestellten Regeln zu den Nutzungen des Nießbrauchers zu rechnen sind. (*)

Sind die Holzschläge unterblieben, die in Gemäßheit dieser Regeln während der Gemeinschaft gemacht werden konnten, so gebührt dem Ehegatte, welcher nicht Eigenthümer des Bodens ist, oder dessen Erben, Ersatz dafür.

Wenn die Steinbrüche und Bergwerke erst während der Ehe eröffnet worden sind, so fällt die Ausbeute derselben nur mit Vorbehalt einer Vergütung oder Entschädigung für den Ehegatten, dem sie etwa gebührt, in die Gemeinschaft.

1404. Unbewegliche Güter, welche die Ehegatten an dem Tage, da sie die Ehe schließen, besitzen, oder die ihnen während der Ehe durch Erbrecht zufallen, gehören nicht in die Gemeinschaft.

Hat jedoch einer der Ehegatten nach Eingehung der Eheverbindung, in welcher die Gütergemeinschaft festgesetzt ist, und vor Schließung der Ehe, ein unbewegliches Gut erworben, so fällt das in dieser Zwischenzeit erworbene unbewegliche Gut in die Gemeinschaft, es müßte denn die Erwerbung zufolge einer Bestimmung der Eheverbindung geschehen seyn, in welchem Falle sie nach dem Inhalte des Vertrags zu beurtheilen ist.

1405. Unbewegliche Güter, welche während der Ehe nur Einem der beyden Ehegatten geschenkt worden sind, fallen nicht in die Gütergemeinschaft, und gehören dem Beschenkten allein, wenn nicht bey der Schenkung ausdrücklich bestimmt ist, daß die geschenkte Sache der Gemeinschaft zugehören solle.

1406. Unbewegliche Güter, welche der Vater, die Mutter oder ein anderer Ascendent einem der Ehegatten überlassen oder abgetreten hat, entweder um ihn wegen dessen zu befriedigen, was er ihm schuldig war ²⁾, oder unter der Bedingung, die Schulden des Gebers bey Fremden zu berichtigen, fallen nicht in die Gemeinschaft; mit Vorbehalt der Vergütung oder Entschädigung.

(*) S. Art. 590 — 594 und 598.

2) um den Antheil, der ihm zukommt, voll zu machen.
L. um das zu ergänzen, was er ihnen schuldig ist. S.

1407. L'immeuble acquis pendant le mariage à titre d'échange contre l'immeuble appartenant à l'un des deux époux, n'entre point en communauté, et est subrogé au lieu et place de celui qui a été aliéné; sauf la récompense s'il y a soulte.

1408. L'acquisition faite pendant le mariage, à titre de licitation ou autrement, de portion d'un immeuble dont l'un des époux était propriétaire par indivis, ne forme point un conquêt; sauf à indemniser la communauté de la somme qu'elle a fournie pour cette acquisition.

Dans le cas où le mari deviendrait seul, et en son nom personnel, acquéreur ou adjudicataire de portion ou de la totalité d'un immeuble appartenant par indivis à la femme, celle-ci, lors de la dissolution de la communauté, a le choix ou d'abandonner l'effet à la communauté, laquelle devient alors débitrice envers la femme de la portion appartenant à celle-ci dans le prix, ou de retirer l'immeuble, en remboursant à la communauté le prix de l'acquisition.

§. II.

Du Passif de la communauté, et des actions qui en résultent contre la communauté.

1409. La communauté se compose passivement,

1° De toutes les dettes mobilières dont les époux étaient grevés au jour de la célébration de leur mariage, ou dont se trouvent chargées les successions qui leur étoient durant le mariage, sauf la récompense pour celles relatives aux immeubles propres à l'un ou à l'autre des époux;

2° Des dettes, tant en capitaux qu'arrérages ou intérêts, contractées par le mari pendant la communauté, ou par la femme du consentement

1407. Ein unbewegliches Gut, das während der Ehe durch Tausch gegen ein anderes, einem der beyden Ehegatten zugehöriges, unbewegliches Gut erworben wurde, fällt nicht in die Gemeinschaft, und tritt an die Stelle des veräußerten; mit Vorbehalt des Ersatzes, in so fern bey dem Tausche etwas herausgegeben worden ist.

1408. Die während der Ehe in einer Versteigerung oder auf andere Weise geschehene Erwerbung eines Theils eines unbeweglichen Gutes, dessen Eigenthum vorher einem der Ehegatten in ungetheilter Gemeinschaft mit andern zustand, gilt nicht als Erwerb der ehelichen Gütergemeinschaft; jedoch muß sie für die Summe entschädigt werden, die sie zu dieser Erwerbung hergegeben hat.

Hat der Ehemann allein und in seinem eigenen Namen ein unbewegliches Gut, das der Ehefrau in ungetheilter Gemeinschaft mit andern zustand, ganz oder zum Theile erworben oder in einer öffentlichen Versteigerung erstanden, so hat die Ehefrau bey Auflösung der ehelichen Gütergemeinschaft die Wahl, entweder das Gut der Gemeinschaft zu überlassen, welche ihr alsdann den an dem Preise ihr zugehörigen Antheil zu ersetzen verbunden ist, oder das Gut an sich zu ziehen, und dagegen der Gemeinschaft den Erwerbspreis zu vergüten.

§. II.

Von dem Passivbestande (den Schulden und Lasten) der Gütergemeinschaft, und von den daraus gegen die Gütergemeinschaft entstehenden Klagen.

1409. Zu dem Passivbestande der Gütergemeinschaft gehören:

1) alle Mobiliarschulden, welche die Ehegatten an dem Tage, da die Ehe geschlossen wurde, zu zahlen hatten, oder womit die ihnen während der Ehe anfallenden Erbschaften belastet sind, mit Vorbehalt der Vergütung für diejenigen Schulden, welche sich auf unbewegliche Güter beziehen, die dem einen oder dem andern Ehegatten ausschließlich zugehören;

2) die während der Gütergemeinschaft von dem Ehemanne, oder, mit dessen Bewilligung, von der Ehefrau gemachten Schulden, sowohl an Capitalien, als an fälli-

du mari, sauf la récompense dans les cas où elle a lieu;

3° Des arrérages et intérêts seulement des rentes ou dettes passives qui sont personnelles aux deux époux;

4° Des réparations usufruituaires des immeubles qui n'entrent point en communauté;

5° Des aliments des époux, de l'éducation et entretien des enfants, et de toute autre charge du mariage.

1410. La communauté n'est tenue des dettes mobilières contractées avant le mariage par la femme, qu'autant qu'elles résultent d'un acte authentique antérieur au mariage, ou ayant reçu avant la même époque une date certaine, soit par l'enregistrement, soit par le décès d'un ou de plusieurs signataires dudit acte.

Le créancier de la femme, en vertu d'un acte n'ayant pas de date certaine avant le mariage, ne peut en poursuivre contre elle le paiement que sur la nue propriété de ses immeubles personnels.

Le mari qui prétendrait avoir payé pour sa femme une dette de cette nature, n'en peut demander la récompense ni à sa femme ni à ses héritiers.

1411. Les dettes des successions purement mobilières qui sont échues aux époux pendant le mariage, sont pour le tout à la charge de la communauté.

1412. Les dettes d'une succession purement immobilière qui échoit à l'un des époux pendant le mariage, ne sont point à la charge de la communauté; sauf le droit qu'ont les créanciers de

gen Renten oder Zinsen, mit Vorbehalt der Vergütung, in den dazu geeigneten Fällen;

3) von denjenigen Renten oder Schulden, welche einer oder der andere der Ehegatten für seine Person zu zahlen hat, bloß der jährliche Betrag der Ersteren, und die Zinsen der Letzteren;

4) solche Reparaturen der nicht in die Gemeinschaft gehörigen unbeweglichen Güter, welche auch der Nutznießer zu tragen verbunden ist; (*)

5) die Alimente der Ehegatten, Erziehung und Unterhalt der Kinder, und alle übrigen Lasten der Ehe.

1410. Für die von der Ehefrau vor Schließung der Ehe gemachten Mobiliarschulden hat die Gütergemeinschaft nur in so fern zu haften, als sie sich aus einer schon vor der Ehe aufgenommenen öffentlichen Urkunde ergeben, oder aus einer Privaturkunde, welche vor diesem Zeitpunkte entweder durch die Einregistrierung oder durch den Tod einer oder mehrerer Personen, die dieselbe unterzeichnet haben, volle Glaubwürdigkeit erhalten hat. (**)

Gläubiger der Ehefrau, die sich auf Urkunden stützen, welche nicht schon vor der Ehe auf solche Weise Glaubwürdigkeit erhalten haben, können sich wegen ihrer Bezahlung nur an das bloße Eigenthum der ihr persönlich zugehörigen unbeweglichen Güter halten.

Der Mann, der eine Schuld dieser Art für seine Frau bezahlt zu haben behauptet, kann weder von ihr selbst, noch von ihren Erben dafür Vergütung fordern.

1411. Die Schulden einer bloß aus beweglichen Gütern bestehenden Erbschaft, welche dem einen oder dem andern Ehegatten während der Ehe anfällt, fallen ganz der Gemeinschaft zur Last.

1412. Die Schulden einer bloß aus unbeweglichen Gütern bestehenden Erbschaft, welche einem von beiden Ehegatten während der Ehe anfällt, fallen der Gemeinschaft nicht zur Last; doch behalten die Gläubiger das Recht,

(*) S. Art. 605 — 607.

(**) S. Art. 1328.

Cod. N. 2 B.

poursuivre leur paiement sur les immeubles de ladite succession.

Néanmoins, si la succession est échue au mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement, soit sur tous les biens propres au mari, soit même sur ceux de la communauté; sauf, dans ce second cas, la récompense due à la femme ou à ses héritiers.

1413. Si la succession purement immobilière est échue à la femme et que celle-ci l'ait acceptée du consentement de son mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement sur tous les biens personnels de la femme: mais si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice au refus du mari, les créanciers, en cas d'insuffisance des immeubles de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

1414. Lorsque la succession échue à l'un des époux est en partie mobilière et en partie immobilière, les dettes dont elle est grevée ne sont à la charge de la communauté que jusqu'à concurrence de la portion contributoire du mobilier dans les dettes, eu égard à la valeur de ce mobilier comparée à celle des immeubles.

Cette portion contributoire se règle d'après l'inventaire auquel le mari doit faire procéder, soit de son chef, si la succession le concerne personnellement, soit comme dirigeant et autorisant les

3) so fallen die Schulden, welche auf derselben haften, der Gemeinschaft nur bis zur Konkurrenz des Beitrags zur Last, welchen die Mobiliarschaft in Verhältniß ihres Werthes, verglichen mit dem der Immobilien, zur Zahlung der Schulden zu leisten hat. L. so fallen die darauf haftenden Schulden der Gemeinschaft nur nach dem Verhältnisse zur Last, in welchem das Mobiliarvermögen zu den Immobilien steht, und nach dem Betrage (Ertrage M.), der bey dieser verhältnißmäßigen Vertheilung der Schulden auf die Mobilien fällt. D.

sich wegen ihrer Bezahlung an die unbeweglichen Güter dieser Erbschaft zu halten.

Ist jedoch die Erbschaft dem Manne angefallen, so können die Erbschaftsgläubiger sich wegen ihrer Bezahlung sowohl an das eigenthümliche Vermögen des Mannes, als an das Vermögen der Gütergemeinschaft halten; in diesem zweiten Falle bleibt aber der Frau oder ihren Erben eine Vergütung vorbehalten.

1413. Wenn die bloß aus unbeweglichen Gütern bestehende Erbschaft der Ehefrau angefallen ist, und diese sie mit Einwilligung ihres Mannes angenommen hat, so können die Erbschaftsgläubiger sich wegen ihrer Bezahlung an das sämmtliche der Ehefrau persönlich zustehende Vermögen halten; ist aber die Erbschaft von der Ehefrau nur zufolge einer, auf die Weigerung des Mannes, von dem Gerichte erhaltenen Autorisation angenommen worden, so können die Gläubiger, wenn die zur Erbschaft gehörigen unbeweglichen Güter nicht hinreichen, sich nur an das bloße Eigenthum des übrigen der Frau für ihre Person zustehenden Vermögens halten.

1414. Besteht die einem der Ehegatten angefallene Erbschaft theils aus beweglichen theils aus unbeweglichen Gütern, so werden die darauf haftenden Schulden auf die beweglichen und unbeweglichen Güter nach Verhältniß deren Werths repartirt, und nur diejenigen, welche hierbei auf die beweglichen Güter fallen, hat die Gütergemeinschaft zu übernehmen. ³⁾

Dieser verhältnißmäßige Beytrag wird nach dem Inventarium bestimmt, das der Mann errichten lassen muß, und zwar in eigenem Namen, wenn die Erbschaft ihm selbst angefallen ist, oder als derjenige, der die Handlungen seiner

u. M. so fallen die Schulden der Gemeinschaft nur um so viel zur Last, als das Mobilienvermögen zur Tilgung der Schulden beizutragen hat, und zwar nach Verhältniß des Werthes der beweglichen, gegen den Werth der unbeweglichen Güter. S. so fallen die darauf haftenden Schulden der Gemeinschaft nur nach Verhältniß des Beytrags zur Last, der vom Mobilienvermögen zur Tilgung der Schuld hergegeben wird, und zwar nach Verhältniß des beweglichen Vermögens zum unbeweglichen. E.

actions de sa femme, s'il s'agit d'une succession à elle échue.

1415. A défaut d'inventaire, et dans tous les cas où ce défaut préjudicie à la femme, elle ou ses héritiers peuvent, lors de la dissolution de la communauté, poursuivre les récompenses de droit, et même faire preuve tant par titres et papiers domestiques que par témoins, et au besoin par la commune renommée, de la consistance et valeur du mobilier non inventorié.

Le mari n'est jamais recevable à faire cette preuve.

1416. Les dispositions de l'article 1414 ne font point obstacle à ce que les créanciers d'une succession en partie mobilière et en partie immobilière poursuivent leur paiement sur les biens de la communauté, soit que la succession soit échue au mari, soit qu'elle soit échue à la femme lorsque celle-ci l'a acceptée du consentement de son mari; le tout sauf les récompenses respectives.

Il en est de même si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice, et que néanmoins le mobilier en ait été confondu dans celui de la communauté sans un inventaire préalable.

1417. Si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice au refus du mari, et s'il y a eu inventaire, les créanciers ne peuvent poursuivre leur paiement que sur les biens tant mobiliers qu'immobiliers de ladite succession, et, en cas d'insuffisance, sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

1418. Les règles établies par les articles 1411 et suivants régissent les dettes dépendantes d'une donation, comme celles résultant d'une succession.

1419. Les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes que la femme a contractées avec le consentement du mari, tant sur tous les biens de la communauté, que sur ceux du mari ou de

Ehefrau zu leiten und zu genehmigen hat, wenn von einer ihr angefallenen Erbschaft die Rede ist.

1415. In Ermangelung eines Inventariums, und wenn dieser Mangel der Ehefrau zum Nachtheile gereicht, kann sie oder ihre Erben bey der Auflösung der Gütergemeinschaft die ihr rechtlich gebührenden Vergütungen fordern, und alsdann so wohl durch Urkunden und Familienpapiere, als durch Zeugen und, im Nothfalle, durch die gemeine Sage den Bestand und den Werth des nicht ausgezeichneten beweglichen Vermögens beweisen.

Der Mann wird nie zu diesem Beweise zugelassen.

1416. Die Verfügungen des 1414. Artikels verhindern die Gläubiger einer zum Theile aus beweglichen, zum Theile aus unbeweglichen Gütern bestehenden Erbschaft nicht, wegen ihrer Befriedigung sich an das zur Gütergemeinschaft gehörige Vermögen zu halten, die Erbschaft mag dem Manne oder der Frau angefallen seyn, vorausgesetzt, daß diese sie mit Bewilligung des Mannes angenommen hat; alles jedoch mit Vorbehalt der gegenseitigen Vergütungen.

Ein Gleiches findet Statt, wenn die Erbschaft von der Ehefrau nur zufolge einer von dem Gerichte erhaltenen Autorisation angenommen, das dazu gehörige bewegliche Vermögen aber ohne vorherige Errichtung eines Inventariums mit dem der Gütergemeinschaft vermischt worden ist.

1417. Ist die Erbschaft, auf die Weigerung des Mannes, nur zufolge einer gerichtlichen Autorisation von der Frau angenommen, und ein Inventarium errichtet worden, so können die Gläubiger wegen ihrer Befriedigung sich nur an das zur Erbschaft gehörige bewegliche und unbewegliche Vermögen, und wenn dieses nicht hinreicht, an das bloße Eigenthum des übrigen der Ehefrau für ihre Person zustehenden Vermögens halten.

1418. Nach den im 1411. und den folgenden Artikeln aufgestellten Regeln sind sowohl die auf einer Schenkung als die auf einer Erbschaft haftenden Schulden zu beurtheilen.

1419. Die Gläubiger können sich wegen Bezahlung derjenigen Schulden, welche die Frau mit Bewilligung des Mannes gemacht hat, sowohl an das gesammte Vermögen der Gütergemeinschaft, als an dasjenige des Mannes oder der Frau halten; mit Vorbehalt der der Gütergemeinschaft ge-

la femme ; sauf la récompense due à la communauté, ou l'indemnité due au mari.

1420. Toute dette qui n'est contractée par la femme qu'en vertu de la procuration générale ou spéciale du mari, est à la charge de la communauté ; et le créancier n'en peut poursuivre le paiement ni contre la femme ni sur ses biens personnels.

SECTION II.

De l'Administration de la Communauté, et de l'Effet des Actes de l'un ou de l'autre époux relativement à la Société conjugale.

1421. Le mari administre seul les biens de la communauté.

Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer sans le concours de la femme.

1422. Il ne peut disposer entre-vifs à titre gratuit des immeubles de la communauté, ni de l'universalité ou d'une quotité du mobilier, si ce n'est pour l'établissement des enfants communs.

Il peut néanmoins disposer des effets mobiliers à titre gratuit et particulier, au profit de toutes personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit.

1423. La donation testamentaire faite par le mari ne peut excéder sa part dans la communauté.

S'il a donné en cette forme un effet de la communauté, le donataire ne peut le réclamer en nature, qu'autant que l'effet, par l'événement du partage, tombe au lot des héritiers du mari : si l'effet ne tombe point au lot de ces héritiers, le légataire a la récompense de la valeur totale de l'effet donné, sur la part des héritiers du mari dans la communauté et sur les biens personnels de ce dernier.

bührenden Vergütung, oder der dem Manne zu leistenden Schadloshaltung.

1420. Jede Schuld, welche die Frau nur zufolge einer von dem Manne erhaltenen General- oder Specialvollmacht gemacht hat, fällt der Gütergemeinschaft zur Last, und der Gläubiger kann seine Bezahlung weder von der Frau noch aus dem ihr persönlich zustehende Vermögen fordern.

Zweyter Abschnitt.

Von der Verwaltung der Gütergemeinschaft und den Wirkungen der Handlungen des einen oder des andern Ehegatten in Beziehung auf die eheliche Gesellschaft.

1421. Der Mann verwaltet allein die zur Gemeinschaft gehörigen Güter.

Er kann sie ohne Einwilligung der Frau verkaufen, veräußern und verpfänden. (*)

1422. Er kann durch Handlungen unter Lebenden weder über unbewegliche Güter der Gemeinschaft, noch über das gesammte bewegliche Vermögen oder eine Quote desselben, auf unentgeltliche Weise verfügen, es müßte denn zur Versorgung (etablissement) der aus dieser Ehe erzeugten Kinder seyn.

Unter einem Particulartitel kann er jedoch über bewegliche Sachen zum Vortheile eines jeden unentgeltlich verfügen, wenn er sich nur dem Nießbrauch derselben nicht vorbehält.

1423. Die von dem Manne durch letztwillige Verordnungen gemachten Schenkungen dürfen seinen Antheil an der Gütergemeinschaft nicht übersteigen.

Hat er in dieser Form eine zur Gemeinschaft gehörige Sache verschenkt, so kann der Beschenkte dieselbe nur dann in Natur fordern, wenn sie bey der Theilung in das Loos der Erben des Mannes fällt; fällt sie nicht in das Loos dieser Erben, so gebührt dem Legatar die Vergütung des vollen Werthes der geschenkten Sache aus dem Antheile der Erben des Mannes an der Gütergemeinschaft, und aus dem persönlichen Vermögen des Testern.

(*) G. Art. 1554.

1424. Les amendes encourues par le mari pour crime n'emportant pas mort civile, peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté, sauf la récompense due à la femme; celles encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur la nue propriété de ses biens personnels, tant que dure la communauté.

1425. Les condamnations prononcées contre l'un des deux époux pour crime emportant mort civile, ne frappent que sa part de la communauté et ses biens personnels.

1426. Les actes faits par la femme sans le consentement du mari, et même avec l'autorisation de la justice, n'engagent point les biens de la communauté, si ce n'est lorsqu'elle contracte comme marchande publique et pour le fait de son commerce.

1427. La femme ne peut s'obliger ni engager les biens de la communauté, même pour tirer son mari de prison, ou pour l'établissement de ses enfants en cas d'absence du mari, qu'après y avoir été autorisée par justice.

1428. Le mari a l'administration de tous les biens personnels de la femme.

Il peut exercer seul toutes les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à la femme.

Il ne peut aliéner les immeubles personnels de sa femme sans son consentement.

Il est responsable de tout dépérissement des biens personnels de sa femme, causé par défaut d'actes conservatoires.

1429. Les baux que le mari seul a faits des biens de sa femme pour un temps qui excède neuf ans, ne sont, en cas de dissolution de la

(*) G. Art. 220.

(**) G. Art. 1431.

1424. Geldstrafen, in welche der Mann durch ein Verbrechen verfallen ist, das den bürgerlichen Tod nicht nach sich zieht, können aus den Gütern der Gemeinschaft beygetrieben werden, jedoch bleibt der Frau die ihr gebührende Vergütung vorbehalten; die von der Frau verwirkten Geldstrafen können, so lange die Gütergemeinschaft dauert, nur aus dem bloßen Eigenthum der ihr persönlich zustehenden Güter eingetrieben werden.

1425. Verurtheilungen, welche gegen einen der beyden Ehegatten wegen eines Verbrechens ergangen sind, das den bürgerlichen Tod nach sich zieht, treffen nur seinen Antheil an der Gütergemeinschaft und sein persönliches Vermögen.

1426. Die von der Frau ohne Bewilligung des Mannes, wenn gleich unter gerichtlicher Autorisation, geschlossenen Verträge begründen keine Verbindlichkeit in Beziehung auf die Güter der Gemeinschaft, ausgenommen, wenn sie als Handelsfrau und in Geschäften ihrer Handlung contrahirt. (*)

1427. Eine Frau kann ohne vorhergehende gerichtliche Autorisation weder sich selbst verpflichten (**), noch in Ansehung der Güter der Gemeinschaft eine Verbindlichkeit eingehen ⁴⁾, wäre es auch um ihren Mann aus dem Gefängnisse zu befreien, oder um in Abwesenheit des Mannes ihren Kindern eine Versorgung zu verschaffen.

1428. Der Mann hat die Verwaltung des ganzen persönlichen Vermögens der Frau.

Er kann alle Mobilien- und possessorische Klagen, welche der Frau zustehen, allein anstellen.

Er kann ohne Einwilligung seiner Frau die ihr persönlich zugehörigen unbeweglichen Güter nicht veräußern.

Er ist für jede Verschlimmerung der seiner Frau persönlich zugehörigen Güter verantwortlich, in so fern dieselbe durch Unterlassung der zu ihrer Erhaltung erforderlichen Vorkehrungen verursacht worden ist.

1429. Mieth- und Pachtverträge, welche der Mann für sich allein über die Güter seiner Frau auf mehr als neun Jahre geschlossen hat, sind, wenn inzwischen die Güterge-

4) die Güter der Gemeinschaft verpfänden. D. u. S. veräußern. E.

communauté, obligatoires vis-à-vis de la femme ou de ses héritiers que pour le temps qui reste à courir soit de la première période de neuf ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de la seconde, et ainsi de suite, de manière que le fermier n'ait que le droit d'achever la jouissance de la période de neuf ans où il se trouve.

1430. Les baux de neuf ans ou au-dessous que le mari seul a passés ou renouvelés des biens de sa femme, plus de trois ans avant l'expiration du bail courant s'il s'agit de biens ruraux, et plus de deux ans avant la même époque s'il s'agit de maisons, sont sans effet, à moins que leur exécution n'ait commencé avant la dissolution de la communauté.

1431. La femme qui s'oblige solidairement avec son mari pour les affaires de la communauté ou du mari, n'est réputée, à l'égard de celui-ci, s'être obligée que comme caution; elle doit être indemnisée de l'obligation qu'elle a contractée.

1432. Le mari qui garantit solidairement ou autrement la vente que sa femme a faite d'un immeuble personnel, a pareillement un recours contre elle, soit sur sa part dans la communauté, soit sur ses biens personnels, s'il est inquiété.

1433. S'il est vendu un immeuble appartenant à l'un des époux, de même que si l'on s'est redimé en argent de services fonciers dus à des héritages propres à l'un d'eux, et que le prix en ait été versé dans la communauté, le tout sans emploi, il y a lieu au prélèvement de ce prix sur la communauté, au profit de l'époux qui était propriétaire, soit de l'immeuble vendu, soit des services rachetés.

(*) G. Art. 1216.

5) sind für die Frau und deren Erben nicht länger, als für die noch fehlende Zeit verbindlich, sowohl wenn

meinschaft aufgelöst wird, für die Frau und ihre Erben nur auf die Zeit verbindlich, welche von dem ersten Zeitraume von neun Jahren noch übrig ist, wenn die Contrahenten sich noch darin befinden, oder von dem zweyten Zeitraume, und so weiter ⁵⁾, so daß der Pächter nur berechtigt ist, die Benutzung bis zu Ende desjenigen neunjährigen Zeitraums fortzusetzen, in welchem er sich wirklich befindet.

1430. Mieth- und Pachtverträge auf neun oder weniger Jahre, welche der Mann früher als drey Jahre vor dem Ende der laufenden Pachtung, wenn von Feldgütern die Rede ist, oder früher als zwey Jahre vor demselben Zeitpunkte, wenn die Rede von Häusern ist, für sich allein über die Güter seiner Frau geschlossen oder erneuert hat, sind ohne Wirkung, wenn nicht ihre Vollziehung vor Auflösung der Gütergemeinschaft ihren Anfang genommen hat.

1431. Eine Frau, die in Angelegenheiten der Gütergemeinschaft oder ihres Mannes sich mit ihrem Manne solidarisch verpflichtet, wird in Beziehung auf diesen bloß als Bürge betrachtet (*); für die von ihr übernommene Verbindlichkeit muß sie entschädiget werden.

1432. Der Mann, der bey einem von seiner Frau geschenehen Verkaufe eines ihr persönlich zugehörigen unbeweglichen Gutes entweder solidarisch oder auf andere Weise die Gewähr übernommen hat, ist gleichfalls befugt, wenn er deßhalb in Anspruch genommen wird, den Regreß gegen sie zu nehmen, und sich deßhalb entweder an ihren Antheil an der Gütergemeinschaft, oder an das ihr persönlich zugehörige Vermögen zu halten.

1433. Ist ein unbewegliches Gut, das einem der beyden Ehegatten zugehörte, verkauft, oder sind Grundgerechtigkeiten, zu welchen die einem von ihnen persönlich zustehenden unbeweglichen Güter berechtigt waren, mit Geld losgekauft worden, und ist der Preis davon in die Gütergemeinschaft gefallen, ohne daß er wieder angelegt worden wäre, so hat der Ehegatte, dem das verkaufte unbewegliche Gut oder die losgekauft Grundgerechtigkeit zugehörte, diesen Preis aus der Gemeinschaft zum Voraus zu empfangen.

dieser neunjährige Zeitraum für die Parthenen zum ersten Male, als wenn er zum zweyten Male angefangen und noch nicht völlig abgelaufen ist, und sofort: E.

1434. Le remploi est censé fait à l'égard du mari, toutes les fois que, lors d'une acquisition, il a déclaré qu'elle était faite des deniers provenus de l'aliénation de l'immeuble qui lui était personnel, et pour lui tenir lieu de remploi.

1435. La déclaration du mari que l'acquisition est faite des deniers provenus de l'immeuble vendu par la femme et pour lui servir de remploi, ne suffit point, si ce remploi n'a été formellement accepté par la femme: si elle ne l'a pas accepté, elle a simplement droit, lors de la dissolution de la communauté, à la récompense du prix de son immeuble vendu.

1436. La récompense du prix de l'immeuble appartenant au mari ne s'exerce que sur la masse de la communauté; celle du prix de l'immeuble appartenant à la femme s'exerce sur les biens personnels du mari, en cas d'insuffisance des biens de la communauté. Dans tous les cas, la récompense n'a lieu que sur le pied de la vente, quelque allégation qui soit faite touchant la valeur de l'immeuble aliéné.

1437. Toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme soit pour acquitter les dettes ou charges personnelles à l'un des époux, telles que le prix ou partie du prix d'un immeuble à lui propre ou le rachat de services fonciers, soit pour le recouvrement, la conservation ou l'amélioration de ses biens personnels, et généralement toutes les fois que l'un des deux époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense.

1438. Si le père et la mère ont doté conjointement l'enfant commun, sans exprimer la portion pour laquelle ils entendaient y contribuer, ils

1434. In Ansehung des Mannes ist der Preis für wieder angelegt zu achten, wenn derselbe bey einer neuen Erwerbung erklärt hat, daß sie mit dem Gelde, das aus der Veräußerung des ihm für seine Person zugehörig gewesenen unbeweglichen Gutes gelöst worden ist, und in der Absicht geschehen seye, um für Wiederanlegung jener Summen zu gelten.

1435. Die Erklärung des Mannes, daß die Erwerbung mit dem Gelde geschehen sey, welches aus dem von der Frau verkauften unbeweglichen Gute gelöst worden ist, und zwar in der Absicht, das Geld auf diese Weise wieder anzulegen, ist nicht hinreichend, wenn diese Wiederanlegung nicht von der Frau förmlich angenommen worden ist; hat sie dieselbe nicht angenommen, so beschränkt sich bey der Auflösung der Gütergemeinschaft ihr Recht bloß auf Vergütung des Preises ihres verkauften unbeweglichen Gutes.

1436. Der Preis eines unbeweglichen Gutes, das dem Manne zugehörte, wird einzig aus der Masse des gemeinschaftlichen Vermögens vergütet; der Preis eines unbeweglichen Gutes, welches der Frau zugehörte, muß, wenn das gemeinschaftliche Vermögen nicht hinreicht, aus dem persönlichen Vermögen des Mannes ersetzt werden. In allen Fällen wird nur der Preis vergütet, wofür die Sache verkauft worden ist, was auch immer in Ansehung des Werthes des veräußerten unbeweglichen Gutes angeführt werden mag.

1437. So oft aus dem gemeinschaftlichen Vermögen eine Summe genommen wird, entweder um Schulden oder Lasten abzutragen, die einen von beyden Ehegatten für seine Person allein angehen, (zum Beispiele um den Preis eines ihm eigenthümlichen unbeweglichen Gutes ganz oder zum Theile zu zahlen oder um Grundlasten loszukaufen), oder um das ihm persönlich zustehende Vermögen wieder zu erlangen, zu erhalten oder zu verbessern, und überhaupt so oft einer von beyden Ehegatten einen persönlichen Vortheil aus den gemeinschaftlichen Gütern gezogen hat, ist er verbunden, dafür Vergütung zu leisten.

1438. Haben der Vater und die Mutter zusammen ein gemeinschaftliches Kind ausgestattet, ohne den Antheil zu bestimmen, den ein jeder dazu beytragen wollte, so wird

sont censés avoir doté chacun pour moitié, soit que la dot ait été fournie ou promise en effets de la communauté, soit qu'elle l'ait été en biens personnels à l'un des deux époux.

Au second cas, l'époux dont l'immeuble ou l'effet personnel a été constitué en dot, a, sur les biens de l'autre, une action en indemnité pour la moitié de ladite dot, eu égard à la valeur de l'effet donné, au temps de la donation.

1439. La dot constituée par le mari seul à l'enfant commun, en effets de la communauté, est à la charge de la communauté; et dans le cas où la communauté est acceptée par la femme, celle-ci doit supporter la moitié de la dot, à moins que le mari n'ait déclaré expressément qu'il s'en chargeait pour le tout, ou pour une portion plus forte que la moitié.

1440. La garantie de la dot est due par toute personne qui l'a constituée; et ses intérêts courent du jour du mariage, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.

SECTION III.

De la Dissolution de la Communauté, et de quelques-unes de ses suites.

1441. La communauté se dissout, 1° par la mort naturelle; 2° par la mort civile; 3° par le divorce; 4° par la séparation de corps; 5° par la séparation de biens.

1442. Le défaut d'inventaire après la mort naturelle ou civile de l'un des époux, ne donne pas lieu à la continuation de la communauté; sauf les poursuites des parties intéressées, relativement à la consistance des biens et effets communs,

angenommen, daß jeder von ihnen die Hälfte des Braut-
schazes hergegeben habe, es mag nun dieser Braut-
schaz in gemeinschaftlichen Sachen, oder in Gütern, die einem der
beiden Ehegatten persönlich zugehörten, gegeben oder ver-
sprochen worden seyn.

In dem zweyten Falle hat der Ehegatte, dessen eigen-
thümliches unbewegliches Gut oder sonstige Sache zum
Braut-
schaze gegeben worden ist, einen Entschädigungsan-
spruch auf das Vermögen des andern wegen der Hälfte des
Braut-
schazes, und zwar nach Maßgabe des Werthes, den
die hergegebene Sache zur Zeit der Schenkung gehabt hat.

1439. Der Braut-
schaz, welchen der Mann allein
einem gemeinschaftlichen Kinde aus dem gemeinschaftlichen
Vermögen gegeben hat, fällt der Gemeinschaft zur Last,
und die Frau muß, im Falle das gemeinschaftliche Vermö-
gen von ihr angenommen worden ist, die Hälfte des Braut-
schazes übernehmen, wenn nicht der Mann ausdrücklich
erklärt hat, daß er ihn ganz, oder doch einen größern
Theil desselben, als die Hälfte, übernehmen wolle.

1440. Zur Gewährleistung für den Braut-
schaz ist ein
jeder verbunden, welcher denselben gegeben hat; auch muß
solcher, in Ermangelung einer entgegenstehenden Überein-
kunft, von dem Tage der Heirath an verzinßt werden,
wenn gleich für die Auszahlung eine andere Zeit festge-
setzt ist.

Dritter Abschnitt.

Von der Auflösung der Gütergemeinschaft und einigen
ihrer Folgen.

1441. Die Gütergemeinschaft wird aufgelöst, 1)
durch den natürlichen Tod; 2) durch den bürgerlichen Tod;
3) durch Ehescheidung; 4) durch Scheidung von Tisch
und Bette (*); 5) durch Absonderung der Güter.

1442. Die Unterlassung der Inventur nach dem na-
türlichen oder bürgerlichen Tode eines der Ehegatten bewirkt
die Fortsetzung der Gütergemeinschaft nicht; und die Inte-
ressenten sind berechtigt, alle Maßregeln zu ergreifen, um
den Bestand der gemeinschaftlichen Güter und Sachen aus-

(*) S. Art. 311.

dont la preuve pourra être faite tant par titre que par la commune renommée.

S'il y a des enfants mineurs, le défaut d'inventaire fait perdre en outre à l'époux survivant la jouissance de leurs revenus; et le subrogé tuteur qui ne l'a point obligé à faire inventaire, est solidairement tenu avec lui de toutes les condamnations qui peuvent être prononcées au profit des mineurs.

1443. La séparation de biens ne peut être poursuivie qu'en justice par la femme dont la dot est mise en péril, et lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient point suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme.

Toute séparation volontaire est nulle.

1444. La séparation de biens, quoique prononcée en justice, est nulle si elle n'a point été exécutée par le paiement réel des droits et reprises de la femme, effectué par acte authentique, jusqu'à concurrence des biens du mari, ou au moins par des poursuites commencées dans la quinzaine qui a suivi le jugement, et non interrompues depuis.

1445. Toute séparation de biens doit, avant son exécution, être rendue publique par l'affiche sur un tableau à ce destiné, dans la principale salle du tribunal de première instance; et de plus, si le mari est marchand, banquier ou commerçant, dans celle du tribunal de commerce du lieu de son domicile; et ce, à peine de nullité de l'exécution.

Le jugement qui prononce la séparation de biens, remonte, quant à ses effets, au jour de la demande.

zumitteln, worüber der Beweis sowohl durch Urkunden, als durch die gemeine Sage geführt werden kann.

Sind minderjährige Kinder vorhanden, so zieht überdieß die Unterlassung der Inventur für den überlebenden Ehegatten den Verlust des Genusses ihrer Einkünfte nach sich, und der Nebenvormund, der ihn nicht zur Errichtung eines Inventariums angehalten hat, haftet mit ihm solidarisch für alles das, wozu derselbe zum Besten der Minderjährigen etwa verurtheilet wird.

1443. Um die Absonderung der Güter kann die Frau nur gerichtlich, und zwar nur dann nachsuchen, wenn ihr Brautscap in Gefahr ist, und wenn die zerrüttete Lage der Angelegenheiten ihres Mannes befürchten läßt, daß dessen Vermögen nicht hinreiche, um die Ansprüche der Frau zu befriedigen, und ihr eigenthümliches Vermögen zu ergänzen. (*)

Jede freywillige Absonderung der Güter ist ungiltig.

1444. Die Güterabsonderung, selbst wenn sie gerichtlich erkannt wurde, ist ungiltig, wenn sie nicht entweder durch die wirkliche, durch eine öffentliche Urkunde erweisliche, und bis zum Betrage des Vermögens des Mannes geschene Befriedigung der Frau wegen ihrer Ansprüche und des an eigenthümlichem Vermögen ihr gebührenden Ersatzes, oder wenigstens dadurch vollzogen ist, daß binnen vierzehn Tagen nach erfolgtem Erkenntnisse Maßregeln zur Vollziehung desselben ergriffen, und seitdem nicht unterbrochen worden sind. (**)

1445. Jede Güterabsonderung muß vor ihrer Vollziehung durch einen Anschlag auf einer dazu bestimmten Tafel in dem Hauptsale des Gerichtes erster Instanz, und überdieß, wenn der Ehemann ein Kaufmann, Wechselr oder Großhändler ist, in dem Saale des Handelsgerichtes seines Wohnsitzes bekannt gemacht werden; alles bey Strafe der Nichtigkeit der geschehenen Vollziehung.

Das die Absonderung der Güter aussprechende Urtheil wirkt rückwärts bis zum Tage, da sie nachgesucht worden ist,

(*) C. Art. 1563 u. C. G. D. Art. 865 u. f. und Handelsgesetzbuch Art. 65. u. f.

(**) C. C. G. D. Art. 872.

1446. Les créanciers personnels de la femme ne peuvent, sans son consentement, demander la séparation de biens.

Néanmoins, en cas de faillite ou de déconfiture du mari, ils peuvent exercer les droits de leur débitrice jusqu'à concurrence du montant de leurs créances.

1447. Les créanciers du mari peuvent se pourvoir contre la séparation de biens prononcée et même exécutée en fraude de leurs droits; ils peuvent même intervenir dans l'instance sur la demande en séparation pour la contester.

1448. La femme qui a obtenu la séparation de biens, doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles du mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux d'éducation des enfants communs.

Elle doit supporter entièrement ces frais, s'il ne reste rien au mari.

1449. La femme séparée soit de corps et de biens, soit de biens seulement, en reprend la libre administration.

Elle peut disposer de son mobilier, et l'aliéner.

Elle ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari, ou sans être autorisée en justice à son refus.

1450. Le mari n'est point garant du défaut d'emploi ou de remploi du prix de l'immeuble que la femme séparée a aliéné sous l'autorisation de la justice, à moins qu'il n'ait concouru au contrat, ou qu'il ne soit prouvé que les deniers ont été reçus par lui, ou ont tourné à son profit.

Il est garant du défaut d'emploi ou de remploi, si la vente a été faite en sa présence et de son consentement: il ne l'est point de l'utilité de cet emploi.

1446. Gläubiger, welche an die Frau allein zu fordern haben, können ohne ihre Einwilligung nicht um die Absonderung der Güter nachsuchen.

Sie sind jedoch befugt, wenn der Mann Concurs macht oder in Vermögensverfall geräth, bis zum Betrage ihrer Forderungen die Rechte ihrer Schuldnerin auszuüben.

1447. Die Gläubiger des Mannes können die zu Vereinträchtigung ihrer Rechte erkannte, und selbst vollzogene Güterabsonderung gerichtlich anfechten; es steht ihnen sogar frey, in dem Verfahren über das Gesuch um Güterabsonderung, als Intervenienten aufzutreten, um dieselbe zu befreiten.

1448. Eine Frau, welche die Güterabsonderung ausgewirkt hat, muß nach dem Verhältnisse, in welchem ihr Vermögen zu demjenigen des Mannes steht, sowohl zu den Kosten der Haushaltung, als zu denen der Erziehung ihrer gemeinschaftlichen Kinder beitragen.

Sie muß diese Kosten allein übernehmen, wenn dem Manne nichts übrig bleibt.

1449. Eine Frau, welche von Tisch und Bette und zugleich in Ansehung des Vermögens getrennt, oder auch nur in Ansehung des Vermögens allein abgesondert ist, erhält die freye Verwaltung ihres Vermögens wieder.

Sie kann über ihr bewegliches Vermögen verfügen und es veräußern.

Ihr unbewegliches Vermögen kann sie nicht veräußern, ohne dazu die Einwilligung ihres Mannes, oder, wenn dieser solche verweigert, die gerichtliche Autorisation erhalten zu haben.

1450. Der Mann haftet nicht für die Unterlassung der Anlegung oder Wiederverwendung des Preises eines unbeweglichen Gutes, welches die Frau nach erfolgter Güterabsonderung unter gerichtlicher Autorisation veräußert hat, wenn er nicht zu dem Vertrage mitgewirkt hat, oder es bewiesen wird, daß das Geld von ihm in Empfang genommen oder in seinen Nutzen verwendet worden ist.

Er haftet für die Unterlassung der Anlegung oder Wiederverwendung, wenn der Verkauf in seiner Gegenwart und mit seiner Einwilligung geschehen ist; für die Nützlichkeit dieser Anlegung hat er jedoch nicht zu haften.

1451. La communauté dissoute par la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement, peut être rétablie du consentement des deux parties.

Elle ne peut l'être que par un acte passé devant notaires et avec minute, dont une expédition doit être affichée dans la forme de l'article 1445.

En ce cas, la communauté rétablie reprend son effet du jour du mariage; les choses sont remises au même état que s'il n'y avait point eu de séparation, sans préjudice néanmoins de l'exécution des actes qui, dans cet intervalle, ont pu être faits par la femme en conformité de l'article 1449.

Toute convention par laquelle les époux rétabliraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement, est nulle.

1452. La dissolution de communauté opérée par le divorce ou par la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement, ne donne pas ouverture aux droits de survie de la femme; mais celle-ci conserve la faculté de les exercer lors de la mort naturelle ou civile de son mari.

SECTION IV.

De l'Acceptation de la Communauté, et de la Renonciation qui peut y être faite, avec les conditions qui y sont relatives.

1453. Après la dissolution de la communauté, la femme ou ses héritiers et ayant-cause ont la faculté de l'accepter ou d'y renoncer: toute convention contraire est nulle.

1454. La femme qui s'est immiscée dans les biens de la communauté, ne peut y renoncer.

Les actes purement administratifs ou conservatoires n'emportent point immixtion.

1451. Die durch Scheidung von Tisch und Bette oder durch bloße Güterabsonderung aufgelöste Gütergemeinschaft kann mit Einwilligung beyder Theile wieder hergestellt werden.

Dies kann jedoch nur durch eine Notariatsurkunde geschehen, wovon das Original in Verwahrung des Notars bleibt, und eine Ausfertigung in der im 1445. Artikel bestimmten Form angeschlagen werden muß.

In diesem Falle erhält die wiederhergestellte Gütergemeinschaft von Neuem ihre Wirkung von dem Tage der Heirath an, und alles kommt in den Stand zurück, als ob niemals eine Güterabsonderung geschehen wäre, unbeschadet jedoch der Gültigkeit derjenigen Handlungen, welche die Frau in dieser Zwischenzeit in Gemäßheit des 1449. Artikels etwa vorgenommen hat.

Jede Übereinkunft, wodurch die Ehegatten ihre Gütergemeinschaft unter andern Bedingungen wieder herstellen, als welche vorher dabey festgesetzt waren, ist ungiltig.

1452. Die durch Ehescheidung, durch Scheidung von Tisch und Bette, oder durch bloße Güterabsonderung bewirkte Auflösung der Gütergemeinschaft hat den Anfall der beym Überleben der Frau eintretenden Rechte nicht zur Folge; diese behält jedoch die Befugniß, dieselben beym natürlichen oder bürgerlichen Tode des Mannes auszuüben.

Vierter Abschnitt.

Von der Annahme des gemeinschaftlichen Vermögens und der Verzichtleistung auf dasselbe, wie auch von den darauf sich beziehenden Bedingungen.

1453. Nach Auflösung der Gütergemeinschaft haben die Frau oder ihre Erben und Rechtsnachfolger die Befugniß, das gemeinschaftliche Vermögen anzunehmen oder darauf Verzicht zu leisten; jede dem entgegenstehende Übereinkunft ist ungiltig.

1454. Die Frau, die sich in die Angelegenheiten der Gütergemeinschaft eingemischt hat, kann nicht mehr Verzicht darauf leisten.

Handlungen, die bloß die Verwaltung oder Erhaltung der Güter bezwecken, gelten nicht für Einmischung.

1455. La femme majeure qui a pris dans un acte la qualité de commune, ne peut plus y renoncer ni se faire restituer contre cette qualité, quand même elle l'aurait prise avant d'avoir fait inventaire, s'il n'y a eu dol de la part des héritiers du mari.

1456. La femme survivante qui veut conserver la faculté de renoncer à la communauté, doit, dans les trois mois du jour du décès du mari, faire faire un inventaire fidèle et exact de tous les biens de la communauté, contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux dûment appelés.

Cet inventaire doit être par elle affirmé sincère et véritable, lors de sa clôture, devant l'officier public qui l'a reçu.

1457. Dans les trois mois et quarante jours après le décès du mari, elle doit faire sa renonciation au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel le mari avait son domicile; cet acte doit être inscrit sur le registre établi pour recevoir les renonciations à succession.

1458. La veuve peut, suivant les circonstances, demander au tribunal de première instance une prorogation du délai prescrit par l'article précédent pour sa renonciation; cette prorogation est, s'il y a lieu, prononcée contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux dûment appelés.

1459. La veuve qui n'a point fait sa renonciation dans le délai ci-dessus prescrit, n'est pas déchue de la faculté de renoncer si elle ne s'est point immiscée et qu'elle ait fait inventaire; elle peut seulement être poursuivie comme commune jusqu'à ce qu'elle ait renoncé, et elle doit les frais faits contre elle jusqu'à sa renonciation.

1455. Eine volljährige Frau, welche in einer Urkunde die Eigenschaft einer Theilhaberin an dem gemeinschaftlichen Vermögen angenommen hat, kann nicht mehr Verzicht darauf leisten, noch dagegen die Wiedereinsetzung in vorigen Stand erhalten, wenn sie gleich diese Eigenschaft vor Errichtung eines Inventariums angenommen hätte, es müßte denn von Seiten der Erben des Mannes ein Betrug Statt gefunden haben.

1456. Wenn die überlebende Frau das Recht beybehalten will, auf das gemeinschaftliche Vermögen Verzicht zu leisten, so muß sie binnen drey Monaten, von dem Todestage ihres Mannes an gerechnet, ein getreues und genaues Inventarium über das ganze gemeinschaftliche Vermögen, mit Zuziehung oder nach vorhergegangener gehöriger Verladung der Erben des Mannes, errichten lassen.

Bei dem Schlusse des Inventariums muß sie vor dem öffentlichen Beamten, der es aufgenommen hat, eidlich erklären, daß es aufrichtig und der Wahrheit gemäß seye.

1457. Binnen drey Monaten und vierzig Tagen nach dem Tode des Mannes muß sie bey der Gerichtsschreiberey des Gerichtes erster Instanz, in dessen Arrondissement der Mann seinen Wohnsitz hatte, ihre Verzichtleistung erklären; diese Erklärung muß in das zur Aufnahme der Entscheidungen auf Erbschaften bestimmte Register eingetragen werden. (*)

1458. Die Wittve kann nach Beschaffenheit der Umstände bey dem Gerichte erster Instanz um Verlängerung der ihr im vorhergehenden Artikel zur Verzichtleistung vorgeschriebenen Frist nachsuchen; diese Fristverlängerung wird, nach Anhörung oder gehöriger Verladung der Erben des Mannes, wenn gegründete Ursachen vorhanden sind, ertheilt.

1459. Die Wittve, welche in der oben vorgeschriebenen Frist den Verzicht nicht geleistet hat, wird dadurch ihres Rechtes zur Verzichtleistung nicht verlustig, wenn sie nur sich nicht eingemischt, und ein Inventarium errichtet hat; sie kann bloß, bis die Verzichtleistung erfolgt, als Theilhaberin an dem gemeinschaftlichen Vermögen gerichtlich belangt werden, und ist die bis dahin gegen sie aufgewandten Kosten zu tragen schuldig.

(*) S. Art. 784 u. 793.

Elle peut également être poursuivie après l'expiration des quarante jours depuis la clôture de l'inventaire, s'il a été clos avant les trois mois.

1460. La veuve qui a diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est déclarée commune, nonobstant sa renonciation; il en est de même à l'égard de ses héritiers.

1461. Si la veuve meurt avant l'expiration des trois mois sans avoir fait ou terminé l'inventaire, les héritiers auront, pour faire ou pour terminer l'inventaire, un nouveau délai de trois mois, à compter du décès de la veuve, et de quarante jours pour délibérer, après la clôture de l'inventaire.

Si la veuve meurt ayant terminé l'inventaire, ses héritiers auront, pour délibérer, un nouveau délai de quarante jours à compter de son décès.

Ils peuvent, au surplus, renoncer à la communauté dans les formes établies ci-dessus; et les articles 1458 et 1459 leur sont applicables.

1462. Les dispositions des articles 1456 et suivants sont applicables aux femmes des individus morts civilement, à partir du moment où la mort civile a commencé.

1463. La femme divorcée ou séparée de corps, qui n'a point dans les trois mois et quarante jours après le divorce ou la séparation définitivement prononcés, accepté la communauté, est censée y avoir renoncé, à moins qu'étant encore dans le délai, elle n'en ait obtenu la prorogation en justice, contradictoirement avec le mari, ou lui dûment appelé.

1464. Les créanciers de la femme peuvent attaquer la renonciation qui aurait été faite par elle ou par ses héritiers en fraude de leurs créances, et accepter la communauté de leur chef.

1465. La veuve, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce, a droit, pendant les trois mois et quarante jours qui lui sont accordés pour faire

Wurde das Inventarium vor Ablauf der drey Monate geschlossen, so kann sie gleichfalls belangt werden, so bald seit dem Abschlusse desselben die vierzig Tage verstrichen sind.

1460. Eine Wittwe, welche zur Gemeinschaft gehörige Sachen unterschlagen oder verheimlicht hat, wird, ihrer Verzichtleistung ohngeachtet, für Theilhaberin an dem gemeinschaftlichen Vermögen erklärt; ein Gleiches gilt von ihren Erben.

1461. Stirbt die Wittwe vor Ablauf der drey Monate, ohne ein Inventarium errichtet oder geschlossen zu haben, so haben ihre Erben eine neue Frist von drey Monaten, von dem Todestage der Wittwe an gerechnet, um das Inventarium zu errichten oder zu schließen, und eine weitere von vierzig Tagen nach dem Abschlusse des Inventariums, als Bedenkzeit.

Stirbt die Wittwe nach Beendigung des Inventariums, so haben ihre Erben, um sich zu entschließen, eine neue Frist von vierzig Tagen, welche von dem Tode der Wittwe an gerechnet wird.

Sie können übrigens auf das gemeinschaftliche Vermögen in den oben bestimmten Formen Verzicht leisten; auch sind die Artikel 1458 und 1459 auf sie anwendbar.

1462. Die Bestimmungen des 1456 und der folgenden Artikel sind auch auf Frauen anwendbar, deren Ehemänner sich den bürgerlichen Tod zugezogen haben, und zwar von dem Augenblicke an, da der bürgerliche Tod eingetreten ist.

1463. Hat die von ihrem Manne völlig geschiedene oder von Tisch und Bette getrennte Frau das gemeinschaftliche Vermögen nicht binnen drey Monaten und vierzig Tagen nach definitiv erkannter Ehescheidung oder Trennung angenommen, so wird sie so angesehen, als ob sie Verzicht darauf geleistet hätte, sie müßte denn vor Ablauf der Frist von dem Gerichte, nach Anhörung oder gehöriger Vorladung des Mannes, eine Fristverlängerung erhalten haben.

1464. Die Gläubiger der Frau sind berechtigt, die zu Beeinträchtigung ihrer Forderungen von der Frau oder ihren Erben geschehene Verzichtleistung anzufechten, und das gemeinschaftliche Vermögen in eigenem Namen anzunehmen.

1465. Die Wittwe mag das gemeinschaftliche Vermögen annehmen oder darauf Verzicht leisten, so ist sie befugt, während der drey Monate und vierzig Tage, die

inventaire et délibérer, de prendre sa nourriture et celle de ses domestiques sur les provisions existantes, et, à défaut, par emprunt au compte de la masse commune, à la charge d'en user modérément.

Elle ne doit aucun loyer à raison de l'habitation qu'elle a pu faire, pendant ces délais, dans une maison dépendante de la communauté, ou appartenant aux héritiers du mari; et si la maison qu'habitaient les époux à l'époque de la dissolution de la communauté, était tenue par eux à titre de loyer, la femme ne contribuera point, pendant les mêmes délais, au paiement dudit loyer, lequel sera pris sur la masse.

1466. Dans le cas de dissolution de la communauté par la mort de la femme, ses héritiers peuvent renoncer à la communauté dans les délais et dans les formes que la loi prescrit à la femme survivante.

SECTION V.

Du Partage de la Communauté après l'acceptation.

1467. Après l'acceptation de la communauté par la femme ou ses héritiers, l'actif se partage, et le passif est supporté de la manière ci-après déterminée.

§. I.

Du Partage de l'actif.

1468. Les époux ou leurs héritiers rapportent à la masse des biens existants, tout ce dont ils sont débiteurs envers la communauté à titre de récompense ou d'indemnité, d'après les règles ci-dessus prescrites, à la section II de la première partie du présent chapitre.

1469. Chaque époux ou son héritier rapporte également les sommes qui ont été tirées de la com-

ihr zur Errichtung eines Inventariums und als Bedenkzeit gestattet sind, den Unterhalt für sich und ihr Hausgesinde aus den vorhandenen Vorräthen zu nehmen, und in deren Ermangelung sich denselben durch ein auf Rechnung der gemeinschaftlichen Masse aufzunehmendes Anlehen zu verschaffen; dieser Befugniß hat sie sich jedoch mit Mäßigung zu bedienen.

Hat sie während dieser Fristen in einem gemeinschaftlichen oder den Erben des Mannes zugehörigen Hause gewohnt, so ist sie dafür keinen Miethzins schuldig; hatten die Ehegatten das Haus, das sie in dem Zeitpunkte der Auflösung der Gütergemeinschaft bewohnten, gemiethet, so hat die Ehegattin während derselben Zeitfristen zur Zahlung des Miethzinses nichts beizutragen, sondern dieser wird aus der Masse bestritten.

1466. Wird die Gütergemeinschaft durch den Tod der Frau aufgelöst, so können ihre Erben in eben den Zeitfristen und Formen, welche das Gesetz der überlebenden Ehegattin vorschreibt, auf das gemeinschaftliche Vermögen Verzicht leisten.

Fünfter Abschnitt.

Von der Theilung des gemeinschaftlichen Vermögens nach erfolgter Annahme.

1467. Nach der von der Frau oder ihren Erben geschehenen Annahme des gemeinschaftlichen Vermögens erfolgt die Theilung des Activvermögens und die Übernahme der Schulden auf nachstehende Art.

§. I.

Von der Theilung des Activvermögens.

1468. Die Ehegatten oder ihre Erben conferiren zur Masse des wirklich vorhandenen Vermögens alles, was sie der Gemeinschaft nach den oben im II. Abschnitte des I. Theils des gegenwärtigen Capitels vorgeschriebenen Regeln als Vergütung oder Entschädigung schuldig sind.

1469. Jeder Ehegatte oder dessen Erbe conferirt ebenfalls die aus der Gemeinschaft gezogenen Summen oder

munauté, ou la valeur des biens que l'époux y a pris pour doter un enfant d'un autre lit, ou pour doter personnellement l'enfant commun.

1470. Sur la masse des biens, chaque époux ou son héritier prélève,

1° Ses biens personnels qui ne sont point entrés en communauté, s'ils existent en nature, ou ceux qui ont été acquis en remploi;

2° Le prix de ses immeubles qui ont été aliénés pendant la communauté, et dont il n'a point été fait remploi;

3° Les indemnités qui lui sont dues par la communauté.

1471. Les prélèvements de la femme s'exercent avant ceux du mari.

Ils s'exercent pour les biens qui n'existent plus en nature, d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur le mobilier, et subsidiairement sur les immeubles de la communauté; dans ce dernier cas, le choix des immeubles est déferé à la femme et à ses héritiers.

1472. Le mari ne peut exercer ses reprises que sur les biens de la communauté.

La femme et ses héritiers, en cas d'insuffisance de la communauté, exercent leurs reprises sur les biens personnels du mari.

1473. Les remplois et récompenses dus par la communauté aux époux, et les récompenses et indemnités par eux dues à la communauté, emportent les intérêts de plein droit du jour de la dissolution de la communauté.

1474. Après que tous les prélèvements des deux époux ont été exécutés sur la masse, le surplus se partage par moitié entre les époux ou ceux qui les représentent.

den Werth der Güter, welche der Ehegatte daraus genommen hat, um ein Kind aus einer andern Ehe, oder um für sich allein ein gemeinschaftliches Kind auszustatten.

1470. Aus der Vermögensmasse empfängt jeder Ehegatte oder sein Erbe zum Voraus:

1) sein persönliches Vermögen, das nicht in die Gütergemeinschaft gekommen ist, wenn es sich noch in Natur vorfindet, oder statt dessen dasjenige, welches zum Ersatze des veräußerten erworben worden ist;

2) den Kaufpreis ⁶⁾ seiner unbeweglichen Güter, welche während der Gütergemeinschaft veräußert und durch keine neue Erwerbung ersetzt worden sind;

3) die ihm aus der Gemeinschaft gebührenden Entschädigungen.

1471. Die Vorausnahme von Seiten der Frau geschieht vor derjenigen des Mannes.

In Ansehung der nicht mehr in Natur vorhandenen Gegenstände geschieht diese Vorausnahme zuerst aus dem baaren Gelde, sodann aus dem beweglichen Vermögen, und, wenn auch dieses nicht hinreicht, aus den gemeinschaftlichen unbeweglichen Gütern; in diesem letztern Falle wird der Frau und ihren Erben unter den unbeweglichen Gütern die Wahl gelassen.

1472. Was dem Manne zum Voraus gebührt, das kann er nur aus dem gemeinschaftlichen Vermögen fordern.

Dagegen können die Frau und ihre Erben sich wegen dessen, was ihnen zum Voraus gebührt, im Falle der Unzulänglichkeit des gemeinschaftlichen Vermögens an das persönliche Vermögen des Mannes halten.

1473. Was den Ehegatten als Ersatz für ihre veräußerten Güter oder als Vergütung aus dem gemeinschaftlichen Vermögen gebührt, und was diese an die Gemeinschaft als Vergütung und Entschädigung zu zahlen haben, das trägt kraft des Gesetzes Zinsen von dem Tage an, da die Gemeinschaft aufgelöst worden ist.

1474. Nachdem beyde Ehegatten alles, was ihnen zum Voraus gebührt, aus der Masse empfangen haben, wird der Ueberrest unter ihnen oder ihren Stellvertretern in zwey gleiche Theile getheilt.

6) den Werth. D. M. u. E.

1475. Si les héritiers de la femme sont divisés, en sorte que l'un ait accepté la communauté à laquelle l'autre a renoncé, celui qui a accepté ne peut prendre que sa portion virile et héréditaire dans les biens qui étoient au lot de la femme.

Le surplus reste au mari, qui demeure chargé, envers l'héritier renonçant, des droits que la femme aurait pu exercer en cas de renonciation, mais jusqu'à concurrence seulement de la portion virile héréditaire du renonçant.

1476. Au surplus, le partage de la communauté, pour tout ce qui concerne ses formes, la licitation des immeubles quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie qui en résulte, et les soultes, est soumis à toutes les règles qui sont établies au titre des *Successions* pour les partages entre cohéritiers.

1477. Celui des époux qui aurait diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est privé de sa portion dans lesdits effets.

1478. Après le partage consommé, si l'un des deux époux est créancier personnel de l'autre, comme lorsque le prix de son bien a été employé à payer une dette personnelle de l'autre époux, ou pour toute autre cause, il exerce sa créance sur la part qui est échue à celui-ci dans la communauté ou sur ses biens personnels.

1479. Les créances personnelles que les époux ont à exercer l'un contre l'autre, ne portent intérêt que du jour de la demande en justice.

1480. Les donations que l'un des époux a pu faire à l'autre, ne s'exécutent que sur la part du donateur dans la communauté, et sur ses biens personnels.

1481. Le deuil de la femme est aux frais des héritiers du mari prédécédé.

La valeur de ce deuil est réglée selon la fortune du mari.

1475. Haben die Erben der Frau nicht gleiche Entschliessungen gefasst, so daß einer das gemeinschaftliche Vermögen angenommen, der andere aber Verzicht darauf geleistet hat, so kann derjenige, der es angenommen hat, aus den in das Loos der Frau gefallen Gütern nur den ihm für seine Person gebührenden Erbtheil fordern.

Der Überrest bleibt dem Manne, und gegen ihn hat der Erbe, welcher Verzicht geleistet hat, eben die Rechte, welche die Frau im Falle einer Verzichtleistung hätte ausüben können, jedoch nur bis zum Betrage des dem Verzichtleistenden für seine Person gebührenden Erbtheils.

1476. Bey der Theilung des gemeinschaftlichen Vermögens gelten übrigens, in Ansehung alles dessen, was ihre Form, die etwa Statt findende Versteigerung der unbeweglichen Güter, die Wirkungen der Theilung, die hieraus entstehende Verbindlichkeit zur Gewährleistung, und die Herausgabe zur Gleichstellung der Loose betrifft, alle in dem Titel von der Erbfolge für die Theilungen unter Miterben aufgestellten Regeln.

1477. Der Ehegatte, welcher zur Gemeinschaft gehörige Sachen unterschlagen oder verheimlicht hat, verliert dadurch seinen Antheil an diesen Sachen.

1478. Hat nach vollzogener Theilung einer von beyden Ehegatten eine persönliche Forderung an den andern, weil z. B. der Kaufpreis einer ihm zugehörigen Sache zur Zahlung einer persönlichen Schuld des andern Ehegatten verwendet worden ist, oder aus irgend einem andern Grunde, so ist er aus dem Antheile, welcher diesem von dem gemeinschaftlichen Vermögen zugefallen ist, oder aus dessen persönlichem Vermögen zu befriedigen.

1479. Persönliche Forderungen, welche ein Ehegatte an den andern hat, tragen nur von dem Tage der gerichtlichen Klage an Zinsen.

1480. Schenkungen, welche ein Ehegatte etwa dem andern gemacht hat, werden nur aus dem Antheile, der dem Geschenkgeber an der Gemeinschaft gebührt, oder aus dessen persönlichem Vermögen vollzogen.

1481. Die Kosten für die Trauer der Frau fallen den Erben des verstorbenen Mannes zur Last.

Der Betrag dieser Trauerkosten richtet sich nach den Vermögensumständen des Mannes.

Il est dû même à la femme qui renonce à la communauté.

§. II.

Du Passif de la communauté, et de la Contribution aux dettes.

1482. Les dettes de la communauté sont pour moitié à la charge de chacun des époux ou de leurs héritiers : les frais de scellé, inventaire, vente de mobilier, liquidation, licitation et partage, font partie de ces dettes.

1483. La femme n'est tenue des dettes de la communauté, soit à l'égard du mari, soit à l'égard des créanciers, que jusqu'à concurrence de son émolument, pourvu qu'il y ait eu bon et fidèle inventaire, et en rendant compte tant du contenu de cet inventaire que de ce qui lui est échu par le partage.

1484. Le mari est tenu, pour la totalité, des dettes de la communauté par lui contractées; sauf son recours contre la femme ou ses héritiers pour la moitié desdites dettes.

1485. Il n'est tenu que pour moitié, de celles personnelles à la femme et qui étaient tombées à la charge de la communauté.

1486. La femme peut être poursuivie pour la totalité des dettes qui procèdent de son chef et étaient entrées dans la communauté, sauf son recours contre le mari ou son héritier, pour la moitié desdites dettes.

1487. La femme, même personnellement obligée pour une dette de communauté, ne peut être poursuivie que pour la moitié de cette dette, à moins que l'obligation ne soit solidaire.

1488. La femme qui a payé une dette de la communauté au-delà de sa moitié, n'a point de répétition contre le créancier pour l'excédant, à moins que la quittance n'exprime que ce qu'elle a payé était pour sa moitié.

Sie gebühren der Frau, selbst wenn sie auf das gemeinschaftliche Vermögen Verzicht leistet.

§. II.

Von dem Passivbestande der Gütergemeinschaft und dem Beytrage zur Tilgung der Schulden.

1482. Die Schulden der Gütergemeinschaft fallen auf jeden der beyden Ehegatten oder dessen Erben zur Hälfte; die Kosten der Versiegelung, der Inventur, des Verkaufes der Mobilien, der Liquidation, Versteigerung und Theilung machen einen Theil dieser Schulden aus.

1483. Die Frau haftet sowohl in Rücksicht des Mannes als in Rücksicht der Gläubiger für die Schulden der Gemeinschaft nur bis zu dem Betrage des ihr daraus zukommenden Vortheils, vorausgesetzt, daß ein richtiges und getreues Inventarium aufgenommen wurde, und daß sie über alles, was in diesem Inventarium eingetragen, so wie über das, was ihr durch die Theilung zugefallen ist, Rechnung ablegt.

1484. Der Mann hat für den ganzen Betrag der von ihm selbst gemachten Schulden der Gemeinschaft zu haften, mit Vorbehalt seines Regresses gegen die Frau oder ihre Erben in Ansehung der Hälfte dieser Schulden.

1485. Er haftet nur für die Hälfte der Schulden, welche die Frau für ihre Person zu zahlen hatte, und die nachher der Gemeinschaft zur Last gefallen sind.

1486. Die Frau kann auf den ganzen Betrag der Schulden, welche ursprünglich von ihr herrühren und in die Gütergemeinschaft gefallen waren, belangt werden, mit Vorbehalt ihres Regresses gegen den Mann oder seine Erben in Ansehung der Hälfte dieser Schulden.

1487. Wenn gleich die Frau sich persönlich für eine auf der Gemeinschaft haftende Schuld verpflichtet hat, so kann sie doch nur auf die Hälfte dieser Schuld belangt werden, sie müßte sich denn solidarisch verpflichtet haben.

1488. Eine Frau, welche an einer auf der Gemeinschaft haftenden Schuld mehr als ihre Hälfte gezahlt hat, kann den Uberschuß von dem Gläubiger nicht zurückfordern, es müßte denn in der Quittung ausdrücklich enthalten seyn, daß dasjenige, was sie gezahlt hat, für ihre Hälfte gewesen seye.

1489. Celui des deux époux qui, par l'effet de l'hypothèque exercée sur l'immeuble à lui échu en partage, se trouve poursuivi pour la totalité d'une dette de communauté, a de droit son recours pour la moitié de cette dette contre l'autre époux ou ses héritiers.

1490. Les dispositions précédentes ne font point obstacle à ce que, par le partage, l'un ou l'autre des copartageants soit chargé de payer une quotité de dettes autre que la moitié, même de les acquitter entièrement.

Toutes les fois que l'un des copartageants a payé des dettes de la communauté au-delà de la portion dont il était tenu, il y a lieu au recours de celui qui a trop payé contre l'autre.

1491. Tout ce qui est dit ci-dessus à l'égard du mari ou de la femme, a lieu à l'égard des héritiers de l'un ou de l'autre; et ces héritiers exercent les mêmes droits et sont soumis aux mêmes actions que le conjoint qu'ils représentent.

SECTION VI.

De la Renonciation à la Communauté, et de ses Effets.

1492. La femme qui renonce, perd toute espèce de droit sur les biens de la communauté, et même sur le mobilier qui y est entré de son chef.

Elle retire seulement les linges et hardes à son usage.

1493. La femme renonçante a le droit de reprendre,

1° Les immeubles à elle appartenant, lorsqu'ils existent en nature, ou l'immeuble qui a été acquis en remploi;

2° Le prix de ses immeubles aliénés dont le remploi n'a pas été fait et accepté comme il est dit ci-dessus;

1489. Derjenige von beyden Ehegatten, welcher zufolge einer Hypothek, die auf einem bey der Theilung ihm zugefallenen unbeweglichen Gute haftet, auf den ganzen Betrag einer gemeinschaftlichen Schuld belangt wird, hat kraft des Gesetzes in Ansehung der Hälfte dieser Schuld seinen Regreß gegen den andern Ehegatten oder dessen Erben.

1490. Die vorhergehenden Bestimmungen hindern nicht, daß bey der Theilung dem einen oder dem andern der Theilenden die Verbindlichkeit auferlegt werden könne, einen grössern oder kleinern Theil der Schulden, als die Hälfte, zu bezahlen, ja selbst sie ganz zu tilgen.

So oft einer der Theilenden an den auf der Gemeinschaft haftenden Schulden mehr als den Antheil, wozu er verbunden war, gezahlt hat, steht demjenigen, der zu viel gezahlt hat, der Regreß gegen den andern zu.

1491. Alles, was hier oben in Ansehung des Mannes oder der Frau bestimmt ist, gilt auch in Ansehung der Erben des einen oder des andern, und diese Erben haben eben die Rechte, und sind eben den Ansprüchen unterworfen, wie der Ehegatte, dessen Stelle sie vertreten.

Sechster Abschnitt.

Von der Verzichtleistung auf das gemeinschaftliche Vermögen und ihren Wirkungen.

1492. Die Frau, welche auf das gemeinschaftliche Vermögen Verzicht leistet, verliert alle und jede Rechte auf die zur Gemeinschaft gehörigen Güter und selbst auf das bewegliche Vermögen, das sie der Gemeinschaft zugebracht hat.

Sie nimmt nur das zu ihrem Gebrauche dienende Weiszeug und ihre Kleidungsstücke zurück.

1493. Die Frau, welche auf das gemeinschaftliche Vermögen Verzicht leistet, hat das Recht, folgende Gegenstände zurückzunehmen:

1) die ihr zugehörigen unbeweglichen Güter, wenn sie noch in Natur vorhanden sind, oder statt ihrer diejenigen unbeweglichen Güter, welche zum Ersatze der veräußerten erworben worden sind;

2) den Kaufpreis ihrer veräußerten unbeweglichen Güter, dessen Wiederverwendung nicht auf die oben bestimmte Art geschehen und angenommen werden ist;

3° Toutes les indemnités qui peuvent lui être dues par la communauté.

1494. La femme renonçante est déchargée de toute contribution aux dettes de la communauté, tant à l'égard du mari qu'à l'égard des créanciers. Elle reste néanmoins tenue envers ceux-ci lorsqu'elle s'est obligée conjointement avec son mari, ou lorsque la dette, devenue dette de la communauté, provenait originairement de son chef; le tout sauf son recours contre le mari ou ses héritiers.

1495. Elle peut exercer toutes les actions et reprises ci-dessus détaillées, tant sur les biens de la communauté que sur les biens personnels du mari.

Ses héritiers le peuvent de même, sauf en ce qui concerne le prélèvement des linges et hardes, ainsi que le logement et la nourriture pendant le délai donné pour faire inventaire et délibérer; lesquels droits sont purement personnels à la femme survivante.

Disposition relative à la Communauté légale, lorsque l'un des époux ou tous deux ont des enfants de précédents mariages.

1496. Tout ce qui est dit ci-dessus sera observé même lorsque l'un des époux ou tous deux auront des enfants de précédents mariages.

Si toutefois la confusion du mobilier et des dettes opérerait, au profit de l'un des époux, un avantage supérieur à celui qui est autorisé par l'article 1098, au titre des *Donations entre-vifs et des Testaments*, les enfants du premier lit de l'autre époux auront l'action en retranchement.

3) alle ihr aus der Gemeinschaft etwa gebührenden Entschädigungen.

1494. Die Frau, welche auf das gemeinschaftliche Vermögen Verzicht leistet, ist von jedem Beytrage zu den Schulden der Gemeinschaft, sowohl in Ansehung des Mannes als der Gläubiger, befreit; diesen letztern bleibt sie jedoch verhaftet, wenn sie die Verbindlichkeit gemeinschaftlich mit ihrem Manne übernommen hat, oder wenn die in die Gemeinschaft gefallene Schuld ursprünglich von ihr herrührte; alles jedoch mit Vorbehalt ihres Regresses gegen den Mann oder dessen Erben.

1495. Sie kann wegen aller oben näher bestimmten Klagen und Ansprüche auf Herausgabe und Entschädigung, sowohl das zur Gemeinschaft gehörige Vermögen, als das persönliche Vermögen des Mannes angreifen.

Das nämliche Recht haben ihre Erben, jedoch mit Ausnahme dessen, was sich auf die Voraussnahme des Weiszeugs und der Kleidungsstücke, so wie auf die Wohnung und den Unterhalt während der zur Errichtung eines Inventariums und als Bedenkzeit gestatteten Frist bezieht, welche Rechte der überlebenden Ehegattin nur für ihre Person zustehen.

Bestimmung in Rücksicht der gesetzlichen Gütergemeinschaft für den Fall, wenn einer der Ehegatten, oder beyde zugleich, Kinder aus vorhergehenden Ehen haben.

1496. Alle obigen Bestimmungen sollen selbst alsdann beobachtet werden, wenn einer der Ehegatten, oder beyde zugleich, Kinder aus vorhergehenden Ehen haben.

Sollte jedoch die Vermischung des beweglichen Vermögens und der Schulden einem der beyden Ehegatten einen grössern Vortheil verschaffen, als zufolge des 1098. Artikels in dem Titel von Schenkungen unter Lebenden und von Testamenten erlaubt ist, so haben die Kinder erster Ehe des andern Ehegatten eine Klage auf Herabsetzung.

DEUXIÈME PARTIE.

De la Communauté conventionnelle, et des Conventions qui peuvent modifier ou même exclure la Communauté légale.

1497. Les époux peuvent modifier la communauté légale par toute espèce de conventions non contraires aux articles 1387, 1388, 1389 et 1390.

Les principales modifications sont celles qui ont lieu en stipulant de l'une ou de l'autre des manières qui suivent; savoir,

1° Que la communauté n'embrassera que les acquêts;

2° Que le mobilier présent ou futur n'entrera point en communauté, ou n'y entrera que pour une partie;

3° Qu'on y comprendra tout ou partie des immeubles présents ou futurs, par la voie de l'ameublement;

4° Que les époux paieront séparément leurs dettes antérieures au mariage;

5° Qu'en cas de renonciation, la femme pourra reprendre ses apports francs et quittes;

6° Que le survivant aura un préciput;

7° Que les époux auront des parts inégales;

8° Qu'il y aura entre eux communauté à titre universel.

SECTION PREMIÈRE.

De la Communauté réduite aux acquêts.

1498. Lorsque les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure de la communauté et les dettes de chacun d'eux actuelles et futures, et leur mobilier respectif présent et futur.

Zweiter Theil.

Von der vertragsmäßigen Gütergemeinschaft und den Verträgen, welche die gesetzliche Gemeinschaft abändern oder selbst ausschließen können.

1497. Es steht den Ehegatten frey, die gesetzliche Gütergemeinschaft durch jede Art von Verträgen, welche den Artikeln 1387, 1388, 1389 und 1390 nicht zuwider sind, abzuändern.

Die vorzüglichsten Abänderungen treten dann ein, wenn man sich auf eine oder die andere der nachstehenden Arten verabredet:

1) daß die Gütergemeinschaft sich bloß auf den ehelichen Erwerb beschränken solle;

2) daß das gegenwärtige oder zukünftige bewegliche Vermögen entweder gar nicht, oder nur zum Theile, in die Gütergemeinschaft fallen solle;

3) daß man die Gütergemeinschaft auf die gegenwärtigen oder zukünftigen unbeweglichen Güter ganz oder zum Theile ausdehnen wolle, indem man dieselben dem beweglichen Vermögen gleichstellt (mobiliarisirt);

4) daß ein jeder der Ehegatten die Schulden, welche er vor der Ehe gemacht hat, für sich allein bezahlen solle;

5) daß die Ehegattin, im Falle sie auf das gemeinschaftliche Vermögen Verzicht leistet, ihr zugebrachtes Vermögen frey von Schulden zurücknehmen könne;

6) daß der Überlebende etwas zum Voraus haben solle;

7) daß die Ehegatten ungleiche Theile erhalten sollen;

8) daß unter ihnen eine allgemeine Gütergemeinschaft Statt finden solle.

Erster Abschnitt.

Von der auf den Erwerb beschränkten Gütergemeinschaft.

1498. Wenn die Ehegatten verabreden, daß unter ihnen nur eine Gemeinschaft des Erwerbes Statt finden solle, so ist anzunehmen, daß sie hiedurch die gegenwärtigen und zukünftigen Schulden eines jeden von ihnen, und ihr beyderseitiges gegenwärtiges und zukünftiges bewegliches Vermögen von der Gemeinschaft haben ausschließen wollen.

En ce cas, et après que chacun des époux a prélevé ses apports dûment justifiés, le partage se borne aux acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux.

1499. Si le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis, n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt.

SECTION II.

De la Clause qui exclut de la Communauté le mobilier en tout ou partie.

1500. Les époux peuvent exclure de leur communauté tout leur mobilier présent et futur.

Lorsqu'ils stipulent qu'ils en mettront réciproquement dans la communauté jusqu'à concurrence d'une somme ou d'une valeur déterminée, ils sont, par cela seul, censés se réserver le surplus.

1501. Cette clause rend l'époux débiteur envers la communauté, de la somme qu'il a promis d'y mettre, et l'oblige à justifier de cet apport.

1502. L'apport est suffisamment justifié, quant au mari, par la déclaration portée au contrat de mariage que son mobilier est de telle valeur.

Il est suffisamment justifié, à l'égard de la femme, par la quittance que le mari lui donne, ou à ceux qui l'ont dotée.

1503. Chaque époux a le droit de reprendre et de prélever, lors de la dissolution de la communauté, la valeur de ce dont le mobilier qu'il a apporté lors du mariage, ou qui lui est échu depuis, excédait sa mise en communauté.

In diesem Falle beschränkt sich die Theilung, nachdem ein jeder der beyden Ehegatten sein gehörig erwiesenes zugebrachtes Vermögen zum Voraus zurückgenommen hat, auf dasjenige, was während der Ehe von beyden Ehegatten zusammen, oder von einem besonders, entweder durch ihren gemeinschaftlichen Fleiß oder durch Ersparniß aus den Früchten und Einkünften ihrer beyderseitigen Güter erworben worden ist.

1499. Wenn das bey Schließung der Ehe vorhandene oder späterhin angefallene bewegliche Vermögen nicht durch ein Inventarium oder ein in gehöriger Form abgefaßtes Verzeichniß bewährt ist, so wird es als Erwerb angesehen.

Zweyter Abschnitt.

Von der Verabredung, welche das bewegliche Vermögen ganz oder zum Theile von der Gütergemeinschaft ausschließt.

1500. Die Ehegatten können ihr gesammtes gegenwärtiges und zukünftiges bewegliches Vermögen von der Gütergemeinschaft ausschließen.

Wenn sie verabreden, daß sie gegenseitig dasselbe bis zum Betrage einer bestimmten Summe oder eines bestimmten Werthes in die Gütergemeinschaft einbringen wollen, so wird angenommen, daß sie schon hierdurch allein sich das Ubrige vorbehalten haben.

1501. Diese Verabredung macht den Ehegatten zum Schuldner der Gemeinschaft in Ansehung der Summe, die er einzubringen versprochen hat, und verpflichtet ihn, das wirkliche Einbringen zu beweisen.

1502. In Ansehung des Mannes ist das Einbringen hinlänglich erwiesen, wenn die Eheverabredung die Erklärung enthält, daß sein bewegliches Vermögen diesen Werth hat.

In Ansehung der Frau ist dasselbe hinlänglich erwiesen durch die Quittung, welche der Mann ihr oder denjenigen gibt, die sie ausgestattet haben.

1503. Jeder Ehegatte ist berechtigt, bey Auflösung der Gütergemeinschaft so viel zurück und zum Voraus zu nehmen, als das bey Schließung der Ehe von ihm zugebracht oder ihm nachher angefallene bewegliche Vermögen dasjenige an Werth übersteigt, was er in die Gütergemeinschaft zu bringen versprochen hatte.

1504. Le mobilier qui échoit à chacun des époux pendant le mariage, doit être constaté par un inventaire.

A défaut d'inventaire du mobilier échu au mari, ou d'un titre propre à justifier de sa consistance et valeur, déduction faite des dettes, le mari ne peut en exercer la reprise.

Si le défaut d'inventaire porte sur un mobilier échu à la femme, celle-ci ou ses héritiers sont admis à faire preuve, soit par titres, soit par témoins, soit même par commune renommée, de la valeur de ce mobilier.

SECTION III.

De la Clause d'ameublisement.

1505. Lorsque les époux ou l'un d'eux font entrer en communauté tout ou partie de leurs immeubles présents ou futurs, cette clause s'appelle *ameublisement*.

1506. L'ameublisement peut être déterminé ou indéterminé.

Il est déterminé quand l'époux a déclaré ameubler et mettre en communauté un tel immeuble en tout ou jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

Il est indéterminé quand l'époux a simplement déclaré apporter en communauté ses immeubles, jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

1507. L'effet de l'ameublisement déterminé est de rendre l'immeuble ou les immeubles qui en sont frappés, biens de la communauté comme les meubles mêmes.

Lorsque l'immeuble ou les immeubles de la femme sont ameublés en totalité, le mari en peut

7) Ist ein Immobilienstück, oder sind die Immobilien der Frau im Ganzen genommen, den Mobilien gleichgestellt. D. u. M. Wenn die unbeweglichen Güter der

1504. Daß einem jeden der Ehegatten während der Ehe anfallende bewegliche Vermögen muß durch ein Inventarium erwiesen werden.

In Ermangelung eines Inventariums über das dem Manne angefallene bewegliche Vermögen, oder einer Urkunde, durch welche dessen Bestand und Werth, nach Abzug der Schulden, erwiesen werden kann, ist der Mann nicht berechtigt, dasselbe zurückzunehmen.

Ist über das der Frau angefallene bewegliche Vermögen kein Inventarium errichtet worden, so kann diese oder ihre Erben den Beweis über den Werth desselben sowohl durch Urkunden als durch Zeugen, und selbst durch die gemeine Sage führen.

Dritter Abschnitt.

Von der Verabredung der Mobiliarisirung.

1505. Wenn beyde Ehegatten oder einer von ihnen ihre gegenwärtigen oder zukünftigen unbeweglichen Güter ganz oder zum Theile in die Gemeinschaft geben, so nennt man diese Verabredung Mobiliarisirung.

1506. Die Mobiliarisirung kann bestimmt oder unbestimmt seyn.

Sie ist bestimmt, wenn der Ehegatte erklärt hat, daß er dieses oder jenes unbewegliche Gut ganz oder bis zum Betrage einer gewissen Summe den Mobilien gleichstelle, und zum Gegenstande der Gütergemeinschaft mache.

Sie ist unbestimmt, wenn der Ehegatte bloß erklärt hat, daß er seine unbeweglichen Güter bis zum Betrage einer gewissen Summe in die Gütergemeinschaft einbringe.

1507. Die Wirkung der bestimmten Mobiliarisirung besteht darin, daß dadurch das bewegliche Gut oder die beweglichen Güter, worauf sie sich erstreckt, eben so gemeinschaftlich werden, wie die Mobilien selbst.

Sind ein oder mehrere unbewegliche Güter der Frau in Ansehung ihres ganzen Betrages den Mobilien gleichgestellt worden ⁷⁾, so kann der Mann darüber eben so, wie

Frau ganz oder zum Theil mobiliarisirt sind. S. Ist ein unbewegliches Gut, oder ist das ganze unbewegliche Vermögen der Frau den Mobilien gleichgestellt. E.

disposer comme des autres effets de la communauté, et les aliéner en totalité.

Si l'immeuble n'est ameubli que pour une certaine somme, le mari ne peut l'aliéner qu'avec le consentement de la femme; mais il peut l'hypothéquer sans son consentement, jusqu'à concurrence seulement de la portion ameublie.

1508. L'ameublissement indéterminé ne rend point la communauté propriétaire des immeubles qui en sont frappés; son effet se réduit à obliger l'époux qui l'a consenti, à comprendre dans la masse, lors de la dissolution de la communauté, quelques-uns de ses immeubles jusqu'à concurrence de la somme par lui promise.

Le mari ne peut, comme en l'article précédent, aliéner en tout ou en partie, sans le consentement de sa femme, les immeubles sur lesquels est établi l'ameublissement indéterminé; mais il peut les hypothéquer jusqu'à concurrence de cet ameublissement.

1509. L'époux qui a ameubli un héritage, a, lors du partage, la faculté de le retenir en le précomptant sur sa part pour le prix qu'il vaut alors, et ses héritiers ont le même droit.

SECTION IV.

De la Clause de séparation des dettes.

1510. La clause par laquelle les époux stipulent qu'ils paieront séparément leurs dettes personnelles, les oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté, respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté à la décharge de celui des époux qui en était débiteur.

Cette obligation est la même, soit qu'il y ait eu inventaire ou non; mais si le mobilier apporté par les époux n'a pas été constaté par un inven-

über andere Gegenstände der Gütergemeinschaft, verfügen, und sie ganz veräußern.

Ist das unbewegliche Gut nur bis zum Betrage einer gewissen Summe den Mobilien gleichgestellt worden, so kann der Mann es nur mit Bewilligung der Frau veräußern; er kann es aber ohne ihre Bewilligung verhypotheciren, jedoch nur bis zum Betrage des den Mobilien gleichgestellten Theiles.

1508. Durch die unbestimmte Mobiliarisirung erhält die Gemeinschaft kein Eigenthum an den unbeweglichen Gütern, worauf sie sich erstreckt; ihre Wirkung beschränkt sich darauf, daß sie den Ehegatten, der sie bewilliget hat, verpflichtet, bey Auflösung der Gütergemeinschaft einige seiner unbeweglichen Güter, bis zum Betrage der von ihm versprochenen Summe, in die gemeinschaftliche Masse zu geben.

Der Mann ist auch hier, wie im vorhergehenden Artikel, nicht berechtigt, die unbeweglichen Güter, worauf sich die unbestimmte Mobiliarisirung erstreckt, ohne Bewilligung der Frau ganz oder zum Theile zu veräußern; er kann sie aber bis zum Verlauf dieser Mobiliarisirung verhypotheciren.

1509. Der Ehegatte, der ein unbewegliches Gut den Mobilien gleichgestellt hat, ist bey der Theilung berechtigt, es für sich zu behalten und für den Werth, den es alsdann hat, auf seinen Antheil sich anrechnen zu lassen; eben dieses Recht haben auch seine Erben.

Vierter Abschnitt.

Von der Verabredung, durch welche die Schulden von der Gemeinschaft ausgeschlossen werden.

1510. Die Verabredung, wodurch die Ehegatten festsetzen, daß ein jeder von ihnen seine persönliche Schulden allein zahlen solle, verpflichtet sie, bey der Auflösung der Gütergemeinschaft sich gegenseitig die Schulden zu vergüten, von welchen es erwiesen wird, daß sie für Rechnung desjenigen Ehegatten, welcher der Schuldner war, aus dem gemeinschaftlichen Vermögen bezahlt worden sind.

Diese Verbindlichkeit findet auf gleiche Weise Statt, es mag ein Inventarium errichtet worden seyn oder nicht; ist aber das von den Ehegatten eingebrachte bewegliche Ver-

taire ou état authentique antérieur au mariage, les créanciers de l'un et de l'autre des époux peuvent, sans avoir égard à aucune des distinctions qui seraient réclamées, poursuivre leur paiement sur le mobilier non inventorié, comme sur tous les autres biens de la communauté.

Les créanciers ont le même droit sur le mobilier qui serait échu aux époux pendant la communauté, s'il n'a pas été pareillement constaté par un inventaire ou état authentique.

1511. Lorsque les époux apportent dans la communauté une somme certaine ou un corps certain, un tel apport emporte la convention tacite qu'il n'est point grevé de dettes antérieures au mariage; et il doit être fait raison par l'époux débiteur à l'autre, de toutes celles qui diminueraient l'apport promis.

1512. La clause de séparation des dettes n'empêche point que la communauté ne soit chargée des intérêts et arrérages qui ont couru depuis le mariage.

1513. Lorsque la communauté est poursuivie pour les dettes de l'un des époux, déclaré, par contrat, franc et quitte de toutes dettes antérieures au mariage, le conjoint a droit à une indemnité qui se prend soit sur la part de communauté revenant à l'époux débiteur, soit sur les biens personnels dudit époux; et, en cas d'insuffisance, cette indemnité peut être poursuivie par voie de garantie contre le père, la mère, l'ascendant ou le tuteur qui l'auraient déclaré franc et quitte.

Cette garantie peut même être exercée par le mari durant la communauté, si la dette provient du chef de la femme; sauf, en ce cas, le remboursement dû par la femme ou ses héritiers aux garants, après la dissolution de la communauté.

mögen nicht vor der Ehe durch ein Inventarium oder öffentlich beglaubigtes Verzeichniß bewährt worden, so können die Gläubiger des einen und des andern Ehegatten, ohne Rücksicht auf irgend einen etwa vorgeschügten Unterschied, sich wegen ihrer Zahlung sowohl an das nicht verzeichnete bewegliche Vermögen, als auch an das ganze übrige gemeinschaftliche Vermögen halten.

Eben dieses Recht haben die Gläubiger auf das den Ehegatten während der Gütergemeinschaft etwa angefallene bewegliche Vermögen, wenn dasselbe ebenfalls nicht durch ein Inventarium oder ein öffentlich beglaubigtes Verzeichniß bewährt worden ist.

1511. Wenn die Ehegatten eine gewisse Summe oder eine bestimmte Sache in die Gütergemeinschaft einbringen, so bringt dieses die stillschweigende Übereinkunft mit sich, daß das Eingebachte mit keinen vor der Ehe gemachten Schulden beschwert seyn solle, und es muß daher der Ehegatte, der dennoch solche Schulden hatte, dem andern in Ansehung aller der Schulden, durch welche das versprochene Einbringen etwa geschmälert würde, Vergütung leisten.

1512. Die Verabredung, durch welche man die Schulden von der Gemeinschaft ausschließt, verhindert nicht, daß die seit Schließung der Ehe fällig gewordenen Zinsen und Renten der Gütergemeinschaft zur Last fallen.

1513. Wird die Gütergemeinschaft wegen der Schulden eines Ehegatten belangt, welcher in der Eheverabredung für frey und ledig von allen vor der Ehe gemachten Schulden erklärt worden ist, so hat der andere Ehegatte ein Recht auf Entschädigung, welche entweder aus dem Antheile, der dem Ehegatten, von welchem die Schulden herrühren, von dem gemeinschaftlichen Vermögen zufällt, oder aus dessen persönlichem Vermögen genommen wird; wenn dieß alles nicht hinreicht, so kann diese Entschädigung mittelst einer Klage auf Gewährleistung gegen den Vater, die Mutter, den Ascendenten oder den Vormund, die jenen etwa für frey und ledig von Schulden erklärt haben, gefordert werden.

Diese Gewährleistung kann der Mann selbst während der Gütergemeinschaft fordern, wenn die Schuld von der Frau herrührt; jedoch bleibt in diesem Falle dem Gewährleistenden das Recht vorbehalten, nach Auflösung der Gütergemeinschaft von der Frau oder ihren Erben Ersatz zu fordern.

SECTION V.

De la Faculté accordée à la femme de reprendre son Apport franc et quitte.

1514. La femme peut stipuler qu'en cas de renonciation à la communauté, elle reprendra tout ou partie de ce qu'elle y aura apporté, soit lors du mariage, soit depuis; mais cette stipulation ne peut s'étendre au-delà des choses formellement exprimées, ni au profit de personnes autres que celles désignées.

Ainsi la faculté de reprendre le mobilier que la femme a apporté lors du mariage, ne s'étend point à celui qui serait échu pendant le mariage.

Ainsi la faculté accordée à la femme ne s'étend point aux enfants; celle accordée à la femme et aux enfants ne s'étend point aux héritiers ascendants ou collatéraux.

Dans tous les cas, les apports ne peuvent être repris que déduction faite des dettes personnelles à la femme, et que la communauté aurait acquittées.

SECTION VI.

Du Préciput conventionnel.

1515. La clause par laquelle l'époux survivant est autorisé à prélever, avant tout partage, une certaine somme ou une certaine quantité d'effets mobiliers en nature, ne donne droit à ce prélèvement, au profit de la femme survivante, que lorsqu'elle accepte la communauté, à moins que le contrat de mariage ne lui ait réservé ce droit, même en renonçant.

Hors le cas de cette réserve, le préciput ne s'exerce que sur la masse partageable, et non sur les biens personnels de l'époux prédécédé.

1516. Le préciput n'est point regardé comme un avantage sujet aux formalités des donations, mais comme une convention de mariage.

Fünfter Abschnitt.

Von der der Ehefrau eingeräumten Befugniß, ihr eingebrachtes Vermögen schuldenfrey zurückzunehmen.

1514. Die Frau kann sich ausbedingen, daß sie im Falle der Verzichtleistung auf das gemeinschaftliche Vermögen befugt seyn solle, das von ihr bey Schließung der Ehe oder nachher eingebrachte Vermögen ganz oder zum Theile zurückzunehmen; diese Übereinkunft beschränkt sich jedoch auf die darin ausdrücklich benannten Gegenstände und Personen.

So erstreckt sich die Befugniß der Frau, das bey Schließung der Ehe von ihr eingebrachte bewegliche Vermögen zurückzunehmen, nicht auf dasjenige Vermögen, welches ihr während der Ehe angefallen ist.

So läßt sich die der Ehefrau zugestandene Befugniß nicht auf ihre Kinder ausdehnen, und eben so wenig diejenige, welche der Frau und den Kindern eingeräumt worden ist, auf ihre Erben in der aufsteigenden oder Seitenlinie.

In jedem Falle kann das eingebrachte Vermögen nur nach Abzug der etwa aus dem gemeinschaftlichen Vermögen bezahlten persönlichen Schulden der Frau zurückgenommen werden.

Sechster Abschnitt.

Von der vertragmäßigen Vorausnahme.

1515. Die Verabredung, durch welche der überlebende Ehegatte ermächtigt wird, vor aller Theilung eine gewisse Summe oder eine bestimmte Quantität beweglicher Sachen in Natur zum Voraus zu nehmen, gibt der überlebenden Ehefrau nur dann ein Recht auf diese Vorausnahme, wenn sie das gemeinschaftliche Vermögen annimmt; es müßte ihr denn dieses Recht selbst auf den Fall der Verzichtleistung in der Eheverabredung vorbehalten worden seyn.

Außer dem Falle dieses Vorbehalts geschieht die Vorausnahme nur aus der zu vertheilenden Masse, nicht aus dem persönlichen Vermögen des verstorbenen Ehegatten.

1516. Die Vorausnahme ist nicht als ein den Formlichkeiten der Schenkungen unterworfenen Vortheil, sondern als Theil der Eheverabredung, anzusehen.

1517. La mort naturelle ou civile donne ouverture au préciput.

1518. Lorsque la dissolution de la communauté s'opère par le divorce ou par la séparation de corps, il n'y a pas lieu à la délivrance actuelle du préciput; mais l'époux qui a obtenu soit le divorce, soit la séparation de corps, conserve ses droits au préciput en cas de survie. Si c'est la femme, la somme ou la chose qui constitue le préciput reste toujours provisoirement au mari, à la charge de donner caution.

1519. Les créanciers de la communauté ont toujours le droit de faire vendre les effets compris dans le préciput, sauf le recours de l'époux, conformément à l'article 1515.

SECTION VII.

Des Clauses par lesquelles on assigne à chacun des Époux des Parts inégales dans la Communauté.

1520. Les époux peuvent déroger au partage égal établi par la loi, soit en ne donnant à l'époux survivant ou à ses héritiers, dans la communauté, qu'une part moindre que la moitié, soit en ne lui donnant qu'une somme fixe pour tout droit de communauté, soit en stipulant que la communauté entière, en certains cas, appartiendra à l'époux survivant, ou à l'un d'eux seulement.

1521. Lorsqu'il a été stipulé que l'époux ou ses héritiers n'auront qu'une certaine part dans la communauté, comme le tiers ou le quart, l'époux ainsi réduit ou ses héritiers ne supportent les dettes de la communauté que proportionnellement à la part qu'ils prennent dans l'actif.

1517. Der natürliche oder bürgerliche Tod begründet den wirklichen Anfall der zum Voraus ausbedungenen Vortheile.

1518. Wenn die Gütergemeinschaft durch Ehescheidung oder durch Trennung von Tisch und Bette aufgelöst wird, so kann die Überlieferung der zum Voraus bedungenen Gegenstände nicht sogleich gefordert werden; jedoch bleiben dem Ehegatten, der die Ehescheidung oder die Trennung von Tisch und Bette erwirkt hat, auf den Fall des Überlebens seine Rechte auf die Vorausnahme. Ist dieß die Ehefrau, so behält der Mann einstweilen die zum Voraus bedungene Summe oder Sache, unter der Bedingung, Bürgschaft dafür zu stellen.

1519. Die Gläubiger der Gütergemeinschaft sind immer berechtigt, die zum Voraus ausgesetzten Gegenstände verkaufen zu lassen, jedoch bleibt dem Ehegatten der ihm in Gemäßheit des 1515. Artikels zustehende Regreß vorbehalten.

Siebenter Abschnitt.

Von den Verabredungen, wodurch den beyden Ehegatten ungleiche Antheile an der Gütergemeinschaft angewiesen werden.

1520. Die Ehegatten können die gesetzlich bestimmte Gleichheit der Theilung aufheben, indem sie entweder dem überlebenden Ehegatten oder seinen Erben von dem gemeinschaftlichen Vermögen einen geringern Theil, als die Hälfte, oder für alle seine Ansprüche an dasselbe nur eine bestimmte Summe anweisen, oder indem sie verabreden, daß in gewissen Fällen das ganze gemeinschaftliche Vermögen dem überlebenden Ehegatten oder einem der Ehegatten allein zugehören solle.

1521. Wenn verabredet worden ist, daß dem Ehegatten oder seinen Erben nur ein bestimmter Theil des gemeinschaftlichen Vermögens zufallen solle, wie z. B. ein Drittel oder ein Viertel, so hat der auf solche Weise in seinen Ansprüchen beschränkte Ehegatte oder seine Erben zur Zahlung der Schulden der Gemeinschaft nur nach Verhältniß des Anthells beizutragen, den er von dem Activvermögen erhält.

La convention est nulle si elle oblige l'époux ainsi réduit ou ses héritiers à supporter une plus forte part, ou si elle les dispense de supporter une part dans les dettes égale à celle qu'ils prennent dans l'actif.

1522. Lorsqu'il est stipulé que l'un des époux ou ses héritiers ne pourront prétendre qu'une certaine somme pour tout droit de communauté, la clause est un forfait qui oblige l'autre époux ou ses héritiers à payer la somme convenue, soit que la communauté soit bonne ou mauvaise, suffisante ou non, pour acquitter la somme.

1523. Si la clause n'établit le forfait qu'à l'égard des héritiers de l'époux, celui-ci, dans le cas où il survit, a droit au partage légal par moitié.

1524. Le mari ou ses héritiers qui retiennent, en vertu de la clause énoncée en l'article 1520, la totalité de la communauté, sont obligés d'en acquitter toutes les dettes.

Les créanciers n'ont, en ce cas, aucune action contre la femme ni contre ses héritiers.

Si c'est la femme survivante qui a, moyennant une somme convenue, le droit de retenir toute la communauté contre les héritiers du mari, elle a le choix ou de leur payer cette somme, en demeurant obligée à toutes les dettes, ou de renoncer à la communauté, et d'en abandonner aux héritiers du mari les biens et les charges.

1525. Il est permis aux époux de stipuler que la totalité de la communauté appartiendra au survivant ou à l'un d'eux seulement, sauf aux héritiers de l'autre à faire la reprise des apports et capitaux tombés dans la communauté, du chef de leur auteur.

Cette stipulation n'est point réputée un avantage sujet aux règles relatives aux donations, soit

Die Übereinkunft ist ungiltig, wenn sie dem also beschränkten Ehegatten oder seinen Erben die Verbindlichkeit auflegt, einen größern Theil der Schulden zu übernehmen, oder ihn von der Verbindlichkeit freyspricht, in eben dem Verhältniß an den Schulden zu tragen, in welchem er an dem Activvermögen Theil nimmt.

1522. Wenn verabredet worden ist, daß einer der Ehegatten oder dessen Erben für alle ihre Ansprüche an das gemeinschaftliche Vermögen nur eine gewisse Summe zu fordern berechtigt seyn sollen, so ist diese Verabredung ein Vertrag in Bausch und Bogen, welcher den andern Ehegatten oder dessen Erben zur Zahlung der verabredeten Summe verpflichtet, es mag mit der Gemeinschaftsmasse gut oder schlecht stehen, sie mag zur Zahlung der Summe hinreichen oder nicht.

1523. Wenn die Bestimmung in Bausch und Bogen nur in Rücksicht der Erben des Ehegatten verabredet worden ist, so kann der Ehegatte selbst, im Falle des Überlebens, die gesetzliche und gleiche Theilung verlangen.

1524. Der Mann oder dessen Erben, welche vermöge der im 1520. Artikel erwähnten Verabredung das gemeinschaftliche Vermögen ganz behalten, sind verbunden, alle darauf haftende Schulden zu zahlen.

Die Gläubiger haben in diesem Falle keine Klage gegen die Ehefrau oder deren Erben.

Ist es die überlebende Frau, welche das Recht hat, gegen eine vertragsmäßig bestimmte Summe das ganze gemeinschaftliche Vermögen, mit Ausschließung der Erben des Mannes, zu behalten, so hat sie die Wahl, ihnen entweder diese Summe zu zahlen und alsdann für alle Schulden zu haften, oder auf das gemeinschaftliche Vermögen Verzicht zu leisten und sowohl dieses als die Lasten desselben den Erben des Mannes zu überlassen.

1525. Den Ehegatten ist es erlaubt, zu verabreden, daß das ganze gemeinschaftliche Vermögen dem Überlebenden, oder einem von ihnen allein zugehören solle, jedoch bleibt den Erben des andern Ehegatten das Recht vorbehalten, die von ihrem Erblasser eingebrachten Güter und Capitalien, welche in die Gemeinschaft gefallen sind, zurückzunehmen.

Diese Verabredung wird nicht als eine Begünstigung angesehen, welche in Ansehung ihres Inhaltes oder ihrer

quant au fond, soit quant à la forme, mais simplement une convention de mariage et entre associés.

SECTION VIII.

De la Communauté à Titre universel.

1526. Les époux peuvent établir par leur contrat de mariage une communauté universelle de leurs biens tant meubles qu'immeubles, présents et à venir, ou de tous leurs biens présents seulement, ou de tous leurs biens à venir seulement.

Dispositions communes aux huit Sections ci-dessus.

1527. Ce qui est dit aux huit sections ci-dessus, ne limite pas à leurs dispositions précises les stipulations dont est susceptible la communauté conventionnelle.

Les époux peuvent faire toutes autres conventions, ainsi qu'il est dit à l'article 1387, et sauf les modifications portées par les articles 1388, 1389 et 1390.

Néanmoins, dans le cas où il y aurait des enfants d'un précédent mariage, toute convention qui tendrait dans ses effets à donner à l'un des époux au-delà de la portion réglée par l'article 1098, au titre *des Donations entre-vifs et des Testaments*, sera sans effet pour tout l'excédant de cette portion; mais les simples bénéfices résultant des travaux communs et des économies faites sur les revenus respectifs, quoique inégaux, des deux époux, ne sont pas considérés comme un avantage fait au préjudice des enfants du premier lit.

1528. La communauté conventionnelle reste soumise aux règles de la communauté légale, pour tous les cas auxquels il n'y a pas été dérogé implicitement ou explicitement par le contrat.

Form den auf Schenkungen sich beziehenden Regeln unterworfen wäre, sondern nur als Theil der Eheveredung und als Ubereinkunft unter Gesellschaftern.

Achter Abschnitt.

Von der allgemeinen Gütergemeinschaft.

1526. Die Ehegatten können in ihrer Eheveredung eine allgemeine Gütergemeinschaft in Ansehung ihres beweglichen und unbeweglichen, gegenwärtigen und zukünftigen Vermögens, oder auch nur in Ansehung ihres ganzen gegenwärtigen, oder ihres ganzen zukünftigen Vermögens allein, festsetzen.

Verfügungen, welche für alle acht vorstehenden Abschnitte gelten.

1527. Durch dasjenige, was in den obigen acht Abschnitten enthalten ist, werden die Verabredungen, welche bey der vertragsmäßigen Gütergemeinschaft Statt finden können, nicht gerade auf die darin vorkommenden Verfügungen beschränkt.

Die Ehegatten dürfen, wie der 1387. Artikel bestimmt, jede andere Ubereinkunft treffen, jedoch unter den in den Artikeln 1388, 1389 und 1390 enthaltenen Einschränkungen.

Wenn jedoch Kinder aus einer vorhergehenden Ehe vorhanden sind, so ist jede Ubereinkunft, welche die Wirkung haben würde, dem einen der Ehegatten mehr als den im 1098. Art. in dem Titel von Schenkungen unter Lebenden und von Testamenten bestimmten Theil zuzuwenden, in Ansehung alles dessen, was diesen Theil übersteigt, ungiltig; doch wird die Zusage des Erwerbes, welcher bloß von dem gemeinschaftlichen Fleiße oder von der Ersparniß an den beyderseitigen, wenn schon ungleichen, Einkünften der beyden Ehegatten herrührt, nicht als eine zum Nachtheile der Kinder erster Ehe geschehene Begünstigung angesehen.

1528. Die vertragsmäßige Gütergemeinschaft bleibt den Regeln der gesetzlichen Gütergemeinschaft in allen Stücken unterworfen, welche durch den Vertrag weder ausdrücklich noch folgerungsweise abgeändert worden sind.

SECTION IX.

Des Conventions exclusives de la Communauté.

1529. Lorsque, sans se soumettre au régime dotal, les époux déclarent qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens, les effets de cette stipulation sont réglés comme il suit.

§. I.

De la Clause portant que les époux se marient sans communauté.

1530. La clause portant que les époux se marient sans communauté, ne donne point à la femme le droit d'administrer ses biens, ni d'en percevoir les fruits: ces fruits sont censés apportés au mari pour soutenir les charges du mariage.

1531. Le mari conserve l'administration des biens meubles et immeubles de la femme, et, par suite, le droit de percevoir tout le mobilier qu'elle apporte en dot, ou qui lui échoit pendant le mariage, sauf la restitution qu'il en doit faire après la dissolution du mariage, ou après la séparation de biens qui serait prononcée par justice.

1532. Si, dans le mobilier apporté en dot par la femme, ou qui lui échoit pendant le mariage, il y a des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, il en doit être joint un état estimatif au contrat de mariage, ou il doit en être fait inventaire lors de l'échéance, et le mari en doit rendre le prix d'après l'estimation.

1533. Le mari est tenu de toutes les charges de l'usufruit.

1534. La clause énoncée au présent paragraphe ne fait point obstacle à ce qu'il soit conve-

Neunter Abschnitt.

Von Verträgen, welche die Gütergemeinschaft ausschließen.

1529. Wenn die Ehegatten, ohne sich dem Rechtsverhältnisse des Brautshages zu unterwerfen, erklären, daß ihre Heirath keine Gemeinschaft der Güter bewirken, oder daß ihr beyderseitiges Vermögen völlig getrennt bleiben solle, so richten sich die Wirkungen dieses Vertrags nach folgenden Regeln.

§. I.

Von der Verabredung der Ehegatten, einander ohne Gemeinschaft der Güter heirathen zu wollen.

1530. Die Verabredung, daß die Ehegatten einander ohne Gemeinschaft der Güter heirathen, berechtigt die Frau nicht, ihr Vermögen zu verwalten, oder die Einkünfte desselben zu beziehen; es wird angenommen, daß sie diese Einkünfte dem Manne zugebracht hat, um die Lasten der Ehe zu bestreiten.

1531. Dem Manne bleibt die Verwaltung des beweglichen und unbeweglichen Vermögens der Frau, und folglich das Recht, das ganze bewegliche Vermögen, das sie als Brautshag einbringt, oder das ihr während der Ehe anfällt, in Empfang zu nehmen, mit Vorbehalt der Wiedererstattung desselben, wozu er nach Auflösung der Ehe oder nach gerichtlich erkannter Güterabsonderung verbunden ist.

1532. Sind unter dem beweglichen Vermögen, das die Frau als Brautshag eingebracht hat, oder das ihr während der Ehe angefallen ist, Sachen begriffen, die man nicht gebrauchen kann, ohne sie zu verbrauchen, so muß der Eheverabredung ein mit der Schätzung versehenes Verzeichniß derselben beygefügt, oder bey deren Anfall ein Inventarium darüber errichtet werden, und der Mann ist verbunden, den Werth derselben nach der Schätzung zu erstatten.

1533. Der Mann hat alle mit dem Nießbrauche verbundene Lasten zu tragen. (*)

1534. Die Verabredung, von welcher der gegenwärtige Paragraph handelt, hindert die Ehegatten nicht, die

(*) S. Art. 608.

nu que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, certaine portion de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels.

1535. Les immeubles constitués en dot dans le cas du présent paragraphe, ne sont point inaliénables.

Néanmoins ils ne peuvent être aliénés sans le consentement du mari, et, à son refus, sans l'autorisation de la justice.

§. II.

De la Clause de séparation de biens.

1536. Lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage qu'ils seraient séparés de biens, la femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles, et la jouissance libre de ses revenus.

1537. Chacun des époux contribue aux charges du mariage, suivant les conventions contenues en leur contrat; et, s'il n'en existe point à cet égard, la femme contribue à ces charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

1538. Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, la femme ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement spécial de son mari, ou, à son refus, sans être autorisée par justice.

Toute autorisation générale d'aliéner les immeubles donnée à la femme, soit par contrat de mariage, soit depuis, est nulle.

1539. Lorsque la femme séparée a laissé la jouissance de ses biens à son mari, celui-ci n'est tenu, soit sur la demande que sa femme pourrait lui faire, soit à la dissolution du mariage, qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.

Übereinkunft zu treffen, daß die Ehefrau jährlich für ihren Unterhalt und ihre persönlichen Bedürfnisse einen gewissen Theil ihrer Einkünfte, bloß gegen ihre Quittung, beziehen solle.

1535. Unbewegliche Güter, welche im Falle des gegenwärtigen Paragraphs als Brautshatz ausgesetzt wurden, sind nicht unveräußerlich.

Sie können jedoch nicht ohne Einwilligung des Mannes, und, wenn dieser sie verweigert, nicht ohne gerichtliche Autorisation veräußert werden.

§. II.

Von der Verabredung, daß das Vermögen der Ehegatten völlig getrennt bleiben solle.

1536. Wenn die Ehegatten in ihrer Eheverabredung festgesetzt haben, daß ihr beyderseitiges Vermögen durchaus getrennt bleiben solle, so behält die Ehefrau die völlige Verwaltung ihres beweglichen und unbeweglichen Vermögens und den freyen Genuß ihrer Einkünfte.

1537. Jeder der beyden Ehegatten trägt nach der in ihrer Eheverabredung enthaltenen Übereinkunft zu den Lasten der Ehe bey; ist deßhalb nichts verabredet, so hat die Ehefrau zu diesen Lasten bis zum Betrage eines Drittels ihrer Einkünfte beyzutragen.

1538. In keinem Falle, auch nicht zufolge irgend einer Übereinkunft, kann die Ehefrau ihre unbeweglichen Güter ohne besondere Einwilligung des Mannes, oder, wenn dieser sie verweigert, ohne gerichtliche Autorisation veräußern. (*)

Jede der Ehefrau in der Eheverabredung, oder nachher, im Allgemeinen ertheilte Autorisation zur Veräußerung ihrer unbeweglichen Güter ist ungiltig. (**)

1539. Hat eine Frau, welche mit ihrem Manne in völlig getrennten Gütern lebt, ihrem Manne den Genuß ihres Vermögens überlassen, so ist dieser, sowohl auf die von der Frau an ihn gemachte Anforderung, als bey Auflösung der Ehe, zu weiter nichts verbunden, als zur Auslieferung der wirklich vorhandenen Früchte; über die bis dahin verzehrten ist er keine Rechenschaft zu geben schuldig.

(*) S. Art. 1449.

(**) S. Art. 223.

CHAPITRE III.

Du Régime dotal.

1540. La dot, sous ce régime comme sous celui du chapitre II, est le bien que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage.

1541. Tout ce que la femme se constitue ou qui lui est donné en contrat de mariage, est dotal s'il n'y a stipulation contraire.

SECTION PREMIÈRE.

De la Constitution de Dot.

1542. La constitution de dot peut frapper tous les biens présents et à venir de la femme, ou tous ses biens présents seulement, ou une partie de ses biens présents et à venir, ou même un objet individuel.

La constitution, en termes généraux, de tous les biens de la femme, ne comprend pas les biens à venir.

1543. La dot ne peut être constituée ni même augmentée pendant le mariage.

1544. Si les père et mère constituent conjointement une dot, sans distinguer la part de chacun, elle sera censée constituée par portions égales.

Si la dot est constituée par le père seul pour droits paternels et maternels, la mère, quoique présente au contrat, ne sera point engagée, et la dot demeurera en entier à la charge du père.

1545. Si le survivant des père ou mère constitue une dot pour biens paternels et maternels, sans spécifier les portions, la dot se prendra d'abord sur les droits du futur époux dans les biens

Drittes Capitel.

Von dem Rechtsverhältnisse des Brautshatzes.

1540. Brautshatz (Heirathsgut, Mitgift) heißt, sowohl bey dem hier, als bey dem im zweyten Capitel vorkommenden Rechtsverhältnisse, dasjenige Vermögen, welches die Frau dem Manne zubringt, um die Lasten der Ehe zu bestreiten.

1541. Alles, was in der Eheveredung entweder die Frau sich selbst aussetzt, oder was ihr darin ausgesetzt wird, gehört zu dem Brautshatz, in so fern nicht ein Anderes verabredet worden ist.

Erster Abschnitt.

Von der Bestellung des Brautshatzes.

1542. Die Bestellung des Brautshatzes kann das gesammte gegenwärtige und zukünftige Vermögen der Frau, oder nur ihr ganzes gegenwärtiges Vermögen, oder einen Theil ihres gegenwärtigen und zukünftigen Vermögens, oder auch nur eine einzelne Sache zum Gegenstande haben.

Wird in allgemeinen Ausdrücken das ganze Vermögen der Frau als Brautshatz bestellt, so ist das zukünftige Vermögen nicht darunter begriffen.

1543. Während der Ehe kann der Brautshatz weder bestellt, noch auch vermehrt werden.

1544. Wenn Vater und Mutter zusammen einen Brautshatz bestellen, ohne den Beytrag eines jeden von ihnen zu bestimmen, so wird angenommen, daß sie ihn zu gleichen Theilen bestellt haben. (*)

Wird der Brautshatz von dem Vater allein für das väterliche und mütterliche Vermögen bestellt, so ist die Mutter, auch wenn sie bey Schließung des Ehevertrags zugegen war, zu nichts verpflichtet, und der ganze Brautshatz bleibt dem Vater zur Last.

1545. Wenn der Überlebende von beyden Eltern für das väterliche und mütterliche Vermögen einen Brautshatz bestellt, ohne die Beyträge zu bestimmen, so wird der Brautshatz zuerst aus dem genommen, was dem künftigen

(*) G. Art. 1438.

du conjoint prédécédé, et le surplus sur les biens du constituant.

1546. Quoique la fille dotée par ses père et mère ait des biens à elle propres dont ils jouissent, la dot sera prise sur les biens des constituants, s'il n'y a stipulation contraire.

1547. Ceux qui constituent une dot, sont tenus à la garantie des objets constitués.

1548. Les intérêts de la dot courent de plein droit, du jour du mariage, contre ceux qui l'ont promise, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.

SECTION II.

Des Droits du mari sur les biens dotaux, et de l'Inaliénabilité du Fonds dotal.

1549. Le mari seul a l'administration des biens dotaux pendant le mariage.

Il a seul le droit d'en poursuivre les débiteurs et détenteurs, d'en percevoir les fruits et les intérêts, et de recevoir le remboursement des capitaux.

Cependant il peut être convenu, par le contrat de mariage, que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, une partie de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels.

1550. Le mari n'est pas tenu de fournir caution pour la réception de la dot, s'il n'y a pas été assujetti par le contrat de mariage.

1551. Si la dot ou partie de la dot consiste en objets mobiliers mis à prix par le contrat, sans dé-

Ehegatten von dem Vermögen seines vorher verstorbenen Vaters oder Mutter zukommt, und der Ueberrest aus dem Vermögen desjenigen, der den Brautscatz bestellt hat.

1546. Wenn gleich die von ihren Eltern ausgestattete Tochter eigenes Vermögen hat, an welchem jenen der Nießbrauch zusteht, so soll demohngeachtet der Brautscatz aus dem Vermögen derjenigen, die ihn bestellt haben, genommen werden, in so fern nicht ein Anderes verabredet worden ist.

1547. Diejenigen, welche einen Brautscatz bestellen, sind für die darunter begriffenen Gegenstände zur Gewährleistung verbunden. (*)

1548. Diejenigen, welche den Brautscatz versprochen haben, sind, selbst wenn für den Brautscatz ein Zahlungstermin festgesetzt ist, von dem Tage der Heirath an kraft des Gesetzes zur Zahlung der Zinsen verbunden, in so fern nicht ein Anderes verabredet worden ist.

Zweyter Abschnitt.

Von den Rechten des Mannes an dem Brautscatze, und der Unveräußerlichkeit der dazu gehörigen unbeweglichen Güter.

1549. Der Mann allein hat während der Ehe die Verwaltung des Brautscates.

Er allein hat das Recht, die Schuldner und Inhaber desselben zu belangen, die Früchte und Zinsen davon zu beziehen, und die zurückgezahlten Capitalien in Empfang zu nehmen.

Doch kann in der Eheveredung die Übereinkunft getroffen werden, daß die Frau jährlich für ihren Unterhalt und ihre persönlichen Bedürfnisse einen Theil ihrer Einkünfte, bloß gegen ihre Quittung, beziehen solle.

1550. Der Mann ist nicht schuldig, für den Brautscatz Bürgschaft zu stellen, wenn ihm nicht die Eheveredung dieses auflegt.

1551. Besteht der Brautscatz ganz oder zum Theile in beweglichen Sachen, welche in der Eheveredung zu ei-

(*) S. Art. 1440.

claration que l'estimation n'en fait pas vente, le mari en devient propriétaire et n'est débiteur que du prix donné au mobilier.

1552. L'estimation donnée à l'immeuble constitué en dot n'en transporte point la propriété au mari, s'il n'y en a déclaration expresse.

1553. L'immeuble acquis des deniers dotaux n'est pas dotal, si la condition de l'emploi n'a été stipulée par le contrat de mariage.

Il en est de même de l'immeuble donné en paiement de la dot constituée en argent.

1554. Les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement; sauf les exceptions qui suivent.

1555. La femme peut, avec l'autorisation de son mari, ou, sur son refus, avec permission de justice, donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un mariage antérieur; mais si elle n'est autorisée que par justice, elle doit réserver la jouissance à son mari.

1556. Elle peut aussi, avec l'autorisation de son mari, donner ses biens dotaux pour l'établissement de leurs enfants communs.

1557. L'immeuble dotal peut être aliéné lorsque l'aliénation en a été permise par le contrat de mariage.

1558. L'immeuble dotal peut encore être aliéné avec permission de justice, et aux enchères, après trois affiches,

Pour tirer de prison le mari ou la femme;

nem gewissen Preis angeschlagen sind, jedoch ohne begehrgte Erklärung, daß die Schätzung nicht für Verkauf gelten solle, so wird der Mann Eigenthümer dieser Sachen, und hat nur für den Preis zu haften, zu welchem sie angeschlagen worden sind.

1552. Die Schätzung eines als Brautschatz bestellten unbeweglichen Gutes überträgt nicht das Eigenthum auf den Mann, wenn dieses nicht ausdrücklich erklärt worden ist.

1553. Ein aus Geldern des Brautschazes erkaufte unbewegliches Gut gehört nicht zu dem Brautschaze, wenn nicht eine solche Verwendung dieser Gelder in der Eheveredung zur Bedingung gemacht worden ist.

Eben so verhält es sich mit einem unbeweglichen Gute, das für einen in baarem Gelde bestellten Brautschatz an Zahlungsstatt gegeben worden ist.

1554. Unbewegliche Güter, welche zum Brautschaze bestellt worden sind, können während der Ehe weder von dem Manne, noch von der Frau, noch auch von beyden zusammen veräußert oder verhypothecirt werden, mit Vorbehalt der hier folgenden Ausnahmen.

1555. Die Frau kann mit Einwilligung ihres Mannes, oder, wenn dieser sie verweigert, mit gerichtlicher Erlaubniß ihre zum Brautschaze bestellten Güter zur Versorgung ihrer aus einer vorhergehenden Ehe entsprossenen Kinder verwenden; wenn sie jedoch die Erlaubniß dazu nur von dem Gerichte erhalten hat, so muß sie ihrem Manne den Nießbrauch vorbehalten.

1556. Auch kann sie mit Einwilligung ihres Mannes ihre zum Brautschaze bestellten Güter zur Versorgung ihrer gemeinschaftlichen Kinder verwenden.

1557. Ein zum Brautschaze bestelltes unbewegliches Gut kann veräußert werden, wenn dessen Veräußerung in der Eheveredung erlaubt worden ist.

1558. Ferner kann ein zum Brautschaze bestelltes unbewegliches Gut mit gerichtlicher Erlaubniß, nach erfolgter Bekanntmachung durch dreymaligen öffentlichen Anschlag, an den Meistbietenden versteigert werden:

um den Mann oder die Frau aus dem Gefängnisse zu befreien;

Pour fournir des aliments à la famille dans les cas prévus par les art. 203, 205 et 206 au titre *du Mariage*;

Pour payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont constitué la dot, lorsque ces dettes ont une date certaine antérieure au contrat de mariage;

Pour faire de grosses réparations indispensables pour la conservation de l'immeuble dotal;

Enfin lorsque cet immeuble se trouve indivis avec des tiers, et qu'il est reconnu impartageable.

Dans tous ces cas, l'excédant du prix de la vente audessus des besoins reconnus restera dotal, et il en sera fait emploi comme tel au profit de la femme.

1559. L'immeuble dotal peut être échangé, mais avec le consentement de la femme, contre un autre immeuble de même valeur, pour les quatre cinquièmes au moins, en justifiant de l'utilité de l'échange, en obtenant l'autorisation en justice, et d'après une estimation par experts nommés d'office par le tribunal.

Dans ce cas, l'immeuble reçu en échange sera dotal; l'excédant du prix, s'il y en a, le sera aussi, et il en sera fait emploi comme tel au profit de la femme.

1560. Si, hors les cas d'exception qui viennent d'être expliqués, la femme ou le mari, ou tous les deux conjointement, aliènent le fonds dotal, la femme ou ses héritiers pourront faire révoquer l'aliénation après la dissolution du mariage, sans qu'on puisse leur opposer aucune prescription pendant sa durée: la femme aura le même droit après la séparation de biens.

Le mari lui-même pourra faire révoquer l'aliénation pendant le mariage, en demeurant néanmoins sujet aux dommages et intérêts de l'ache-

um in den durch die Artikel 203, 205 und 206 in dem Titel von der Ehe bestimmten Fällen der Familie Unterhalt zu verschaffen;

um die Schulden der Frau oder derjenigen zu bezahlen, welche den Brautscatz bestellt haben, in so fern diese Schulden erweislich älter sind, als die Eheveredung;

um an dem zum Brautscatze gehörigen unbeweglichen Gute Hauptreparaturen vorzunehmen, welche zu dessen Erhaltung unumgänglich nothwendig sind;

endlich wenn dieses unbewegliche Gut mit dritten Personen in ungetheilter Gemeinschaft besessen, und als untheilbar befunden wird.

In allen diesen Fällen nimmt das, was von dem Kaufpreise nach Bestreitung der anerkannten Bedürfnisse übrig bleibt, die Natur des Brautscatzes an, und muß als solcher zum Vortheile der Frau wieder angelegt werden.

1559. Ein zum Brautscatze gehöriges unbewegliches Gut kann mit Bewilligung der Frau gegen ein anderes unbewegliches Gut, das jenem wenigstens bis zu vier Fünfteln an Werth gleich kommt, vertauscht werden, wenn die Nützlichkeit des Tausches erwiesen, und nach vorhergegangener Schätzung durch Sachverständige, welche das Gericht von Amtswegen ernennt, die Genehmigung des Gerichtes ausgewirkt wird.

Das eingetauschte unbewegliche Gut wird in diesem Falle Theil des Brautscatzes, wie auch das etwa noch zugelegte baare Geld, welches in dieser Eigenschaft zum Nutzen der Frau wieder angelegt werden muß.

1560. Wenn außer den so eben als Ausnahme angeführten Fällen die Frau oder der Mann oder auch beyde zusammen ein zum Brautscatze gehöriges unbewegliches Gut veräußern, so können die Frau oder ihre Erben nach aufgelöster Ehe die Veräußerung für ungiltig erklären lassen, ohne daß ihnen irgend eine in den Zeitraum der bestandenen Ehe fallende Verjährung entgegengesetzt werden könnte; eben dieses Recht hat die Frau nach erfolgter Güterabsonderung.

Selbst der Mann kann während der Ehe die Veräußerung für ungiltig erklären lassen; dem Käufer bleibt er jedoch zum Schadensersatze verpflichtet, wenn er nicht bey

teur, s'il n'a pas déclaré dans le contrat que le bien vendu était dotal.

1561. Les immeubles dotaux non déclarés aliénables par le contrat de mariage, sont imprescriptibles pendant le mariage, à moins que la prescription n'ait commencé auparavant.

Ils deviennent néanmoins prescriptibles après la séparation de biens, quelle que soit l'époque à laquelle la prescription ait commencé.

1562. Le mari est tenu à l'égard des biens dotaux, de toutes les obligations de l'usufruitier.

Il est responsable de toutes prescriptions acquises et détériorations survenues par sa négligence.

1563. Si la dot est mise en péril, la femme peut poursuivre la séparation de biens, ainsi qu'il est dit aux articles 1443 et suivants.

SECTION III.

De la Restitution de la Dot.

1564. Si la dot consiste en immeubles,

Ou en meubles non estimés par le contrat de mariage, ou bien mis à prix, avec déclaration que l'estimation n'en ôte pas la propriété à la femme,

Le mari ou ses héritiers peuvent être contraints de la restituer sans délai, après la dissolution du mariage.

1565. Si elle consiste en une somme d'argent,

Ou en meubles mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en rend pas le mari propriétaire,

(*) G. Art. 2255.

8) Er ist für jede Verjährung, welche erworben werden könnte, und jede durch seine Nachlässigkeit entstandene Verschlimmerung verantwortlich. L. Er ist für alle inzwischen vollendete Verjährungen, und für alle aus sei-

dem Vertrage erklärt hat, daß das verkaufte Gut zum Brautschafz gehöre.

1561. Zum Brautschafz gehörige unbewegliche Güter, die nicht in der Eheberedung für veräußerlich erklärt wurden, sind während der Ehe keiner Verjährung unterworfen, wenn diese nicht schon früher ihren Anfang genommen hat. (*)

Sie werden jedoch verjährbar nach erfolgter Güterabsonderung, in welchem Zeitpuncte auch die Verjährung ihren Anfang genommen haben mag.

1562. Der Mann hat in Ansehung des Brautschafzes alle Verbindlichkeiten eines Nutznießers zu erfüllen.

Er ist für jede durch seine Nachlässigkeit vollendete Verjährung und entstandene Verschlimmerung verantwortlich. *)

1563. Wenn der Brautschafz in Gefahr ist, so kann die Frau um die Absonderung der Güter nachsuchen, so wie es im 1443. und den folgenden Artikeln bestimmt ist.

Dritter Abschnitt.

Von der Zurückgabe des Brautschafzes.

1564. Besteht der Brautschafz in unbeweglichen Gütern,

oder in beweglichen Sachen, die in der Eheberedung gar nicht, oder mit der Erklärung geschätzt wurden, daß die Schätzung das Eigenthum derselben der Frau nicht entziehen solle,

so kann der Mann oder dessen Erben gezwungen werden, ihn nach Auflösung der Ehe unverzüglich zurückzugeben.

1565. Besteht er in einer Summe Geldes, oder in beweglichen Sachen, die in der Eheberedung zu einem gewissen Preis angeschlagen wurden, ohne beigefügte Erklärung, daß die Schätzung den Mann nicht zum Eigenthümer derselben machen solle,

ner Nachlässigkeit entstandene Verschlimmerungen verantwortlich. S. Er ist für jede Verjährung, die inzwischen vollendet worden, und für alle Verschlimmerungen, die aus seiner Nachlässigkeit entstanden sind, verantwortlich. D. u. M.

La restitution n'en peut être exigée qu'un an après la dissolution.

1566. Si les meubles dont la propriété reste à la femme ont péri par l'usage et sans la faute du mari, il ne sera tenu de rendre que ceux qui resteront, et dans l'état où ils se trouveront.

Et néanmoins, la femme pourra, dans tous les cas, retirer les linges et hardes à son usage actuel, sauf à précompter leur valeur, lorsque ces linges et hardes auront été primitivement constitués avec estimation.

1567. Si la dot comprend des obligations, ou constitutions de rente qui ont péri, ou souffert des retranchements qu'on ne puisse imputer à la négligence du mari, il n'en sera point tenu, et il en sera quitte en restituant les contrats.

1568. Si un usufruit a été constitué en dot, le mari ou ses héritiers ne sont obligés, à la dissolution du mariage, que de restituer le droit d'usufruit, et non les fruits échus durant le mariage.

1569. Si le mariage a duré dix ans depuis l'échéance des termes pris pour le paiement de la dot, la femme ou ses héritiers pourront la répéter contre le mari après la dissolution du mariage, sans être tenus de prouver qu'il l'a reçue, à moins qu'il ne justifiât de diligences inutilement par lui faites pour s'en procurer le paiement.

1570. Si le mariage est dissous par la mort de la femme, l'intérêt et les fruits de la dot à restituer courent de plein droit au profit de ses héritiers depuis le jour de la dissolution.

Si c'est par la mort du mari, la femme a le choix d'exiger les intérêts de sa dot pendant l'an du deuil, ou de se faire fournir des aliments pendant ledit temps aux dépens de la succession du mari; mais, dans les deux cas, l'habitation durant cette année, et les habits de deuil, doivent lui

so kann dessen Zurückgabe erst ein Jahr nach Auflösung der Ehe gefordert werden.

1566. Wenn die in dem Eigenthume der Frau gebliebenen beweglichen Sachen durch den Gebrauch und ohne Verschulden des Mannes abgenutzt worden sind, so ist er nur verbunden, die noch vorhandenen, und in dem Zustande, worin sie sich befinden, zurückzugeben.

In allen Fällen kann jedoch die Frau das Weiszeug und die Kleidungsstücke, die zu ihrem wirklichen Gebrauche dienen, zurücknehmen, doch muß sie, wenn dieses Weiszeug und Kleidungsstücke ursprünglich mit beygefügter Schätzung zum Brautschafe bestellt worden waren, sich deren Werth in Abrechnung bringen lassen.

1567. Wenn der Brautshaf Schuldforderungen oder Renten in sich begreift, die entweder verloren gegangen sind, oder eine Verminderung erlitten haben, welche man der Nachlässigkeit des Mannes nicht zur Last legen kann, so hat er dafür nicht zu haften, und wird durch die Zurückgabe der Vertragsurkunden von aller Verbindlichkeit frey.

1568. Ist der Nießbrauch an einer Sache zum Brautshafe bestellt worden, so ist der Mann oder seine Erben bey Auflösung der Ehe nur verbunden, das Recht des Nießbrauches, nicht aber auch die während der Ehe fällig gewordenen Nutzungen zurückzugeben.

1569. Hat die Ehe seit dem Ablaufe der zur Zahlung des Brautshafes bestimmten Fristen zehn Jahre bestanden, so können die Frau oder ihre Erben nach aufgelöster Ehe den Brautshaf von dem Manne zurückfordern, ohne zu dem Beweise verbunden zu seyn, daß er ihn wirklich empfangen habe; es müßte denn der Mann erweisen, daß er sich vergeblich bemüht habe, die Zahlung desselben zu erlangen.

1570. Ist die Ehe durch den Tod der Ehefrau aufgelöst worden, so gebühren ihren Erben kraft des Gesetzes die Zinsen und Früchte des zurückzugebenden Brautshafes von dem Tage der Auflösung an.

Erfolgte die Auflösung der Ehe durch den Tod des Mannes, so hat die Ehefrau die Wahl, entweder die Zinsen ihres Brautshafes während des Trauerjahres zu fordern, oder sich während dieser Zeit aus dem Nachlasse des Mannes den Unterhalt reichen zu lassen; in beyden Fällen muß ihr aber die Wohnung während dieses Jahrs nebst den

être fournis sur la succession, et sans imputation sur les intérêts à elle dus.

1571. A la dissolution du mariage, les fruits des immeubles dotaux se partagent entre le mari et la femme ou leurs héritiers, à proportion du temps qu'il a duré, pendant la dernière année.

L'année commence à partir du jour où le mariage a été célébré.

1572. La femme et ses héritiers n'ont point de privilège pour la répétition de la dot sur les créanciers antérieurs à elle en hypothèque.

1573. Si le mari était déjà insolvable, et n'avait ni art ni profession lorsque le père a constitué une dot à sa fille, celle-ci ne sera tenue de rapporter à la succession du père que l'action qu'elle a contre celle de son mari, pour s'en faire rembourser.

Mais si le mari n'est devenu insolvable que depuis le mariage,

Ou s'il avait un métier ou une profession qui lui tenait lieu de bien,

La perte de la dot tombe uniquement sur la femme.

SECTION IV.

Des Biens paraphernaux.

1574. Tous les biens de la femme qui n'ont pas été constitués en dot, sont paraphernaux.

1575. Si tous les biens de la femme sont paraphernaux, et s'il n'y a pas de convention dans le contrat pour lui faire supporter une portion des charges du mariage, la femme y contribue jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

1576. La femme a l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux.

Mais elle ne peut les aliéner ni paraître en jugement à raison desdits biens, sans l'autorisation

Erauerkleidern aus dem Nachlasse verschafft werden, ohne daß diese Gegenstände von den ihr gebührenden Zinsen abgerechnet werden dürfen.

1571. Bey erfolgter Auflösung der Ehe werden die Früchte der zum Brautshage bestellten unbeweglichen Güter nach Verhältniß der Zeit, welche die Ehe im letzten Jahre bestanden hat, zwischen dem Manne und der Frau oder ihren Erben getheilt.

Das Jahr nimmt seinen Anfang mit dem Tage, da die Ehe geschlossen worden ist.

1572. Die Frau und ihre Erben haben bey der Zurückerforderung des Brautshages kein Vorzugsrecht vor den mit einer älteren Hypothek versehenen Gläubigern.

1573. Wenn der Mann zu der Zeit, als der Vater seiner Tochter einen Brautshag bestellte, bereits zahlungsunfähig war, und weder eine Kunst noch ein Gewerbe trieb, so ist diese zur väterlichen Erbschaftsmasse weiter nichts zu conferiren verbunden, als das ihr auf Ersatz ihres Brautshages gegen den Nachlaß ihres Mannes zustehende Klagerrecht.

Ist aber der Mann erst nach geschlossener Ehe zahlungsunfähig geworden,

oder trieb er ein Handwerk oder ein Gewerbe, das bey ihm die Stelle des Vermögens ersetzte,

so hat die Frau den Verlust des Brautshages allein zu tragen.

Vierter Abschnitt.

Von dem Paraphernalvermögen.

1574. Alles Vermögen der Frau, das nicht zum Brautshage bestellt wurde, ist Paraphernalvermögen.

1575. Wenn das ganze Vermögen der Frau Paraphernalvermögen ist, und die Eheveredung keine Übereinkunft enthält, vermöge deren sie einen bestimmten Antheil an den Lasten der Ehe übernehmen muß, so trägt sie dazu bis zum Betrage eines Drittels ihrer Einkünfte bey.

1576. Die Frau hat die Verwaltung und den Genuß ihres Paraphernalvermögens.

Sie kann es jedoch weder veräußern noch auch in Ansehung desselben vor Gericht auftreten, ohne dazu von ih-

du mari, ou, à son refus, sans la permission de la justice.

1577. Si la femme donne sa procuration au mari pour administrer ses biens paraphernaux, avec charge de lui rendre compte des fruits, il sera tenu vis-à-vis d'elle comme tout mandataire.

1578. Si le mari a joui des biens paraphernaux de sa femme, sans mandat, et néanmoins sans opposition de sa part, il n'est tenu, à la dissolution du mariage, ou à la première demande de la femme, qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.

1579. Si le mari a joui des biens paraphernaux malgré l'opposition constatée de la femme, il est comptable envers elle de tous les fruits tant existants que consommés.

1580. Le mari qui jouit des biens paraphernaux, est tenu de toutes les obligations de l'usufruitier.

Disposition particulière.

1581. En se soumettant au régime dotal, les époux peuvent néanmoins stipuler une société d'acquêts, et les effets de cette société sont réglés comme il est dit aux articles 1498 et 1499.

(*) G. Art. 217.

9) Aber sie kann es weder veräußern, noch ohne Autorisation des Mannes, oder, wenn dieser sich weigert, ohne Erlaubniß des Gerichtes in Rücksicht dieses Ver-

rem Manne, oder, auf dessen Weigerung, von dem Gerichte ermächtigt zu seyn. 9) (*)

1577. Gibt die Frau dem Manne Vollmacht zur Verwaltung ihres Paraphernalvermögens, unter der Bedingung, ihr die Früchte zu berechnen, so steht er gegen sie in demselben Verhältnisse, wie jeder andere Bevollmächtigte.

1578. Hat der Mann das Paraphernalvermögen seiner Frau zwar ohne Vollmacht, aber auch ohne ihren Widerspruch, benutzt, so ist er bei Auflösung der Ehe oder auf die erste von ihr gemachte Anforderung nur zur Auslieferung der noch vorrätigen Früchte verbunden, aber nicht schuldig, über die bis dahin verbrauchten Rechnung abzulegen.

1579. Hat der Mann, des erwiesenen Widerspruchs seiner Frau ohngeachtet, das Paraphernalvermögen benutzt, so ist er verbunden, ihr alle sowohl noch vorrätigen als bereits verbrauchten Früchte zu berechnen.

1580. Der Mann, welcher das Paraphernalvermögen benutzt, muß alle Verbindlichkeiten eines Nutznießers erfüllen.

Besondere Verfügung.

1581. Die Ehegatten, welche sich dem Rechtsverhältnisse des Brautshages unterwerfen, können demohngeachtet eine Gemeinschaft des Erwerbes verabreden, und die Wirkungen dieser Vereinigung richten sich nach den Bestimmungen des 1498. und 1499. Artikels.

mögens vor Gericht stehen. D. u. M. Aber sie kann es weder veräußern, noch in Ansehung desselben, ohne Genehmigung des Mannes, oder wenn dieser solche verweigert, ohne gerichtliche Genehmigung vor Gericht erscheinen. E.

TITRE SIXIÈME.

De la Vente.

(Décrété le 6 mars 1804. Promulgué le 16 du même mois.)

CHAPITRE PREMIER.

De la Nature et de la Forme de la vente.

1582. La vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose, et l'autre à la payer.

Elle peut être faite par acte authentique, ou sous seing privé.

1583. Elle est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.

1584. La vente peut être faite purement et simplement, ou sous une condition soit suspensive, soit résolutoire.

Elle peut aussi avoir pour objet deux ou plusieurs choses alternatives.

Dans tous ces cas, son effet est réglé par les principes généraux des conventions.

1585. Lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte ou à la mesure, la vente n'est point parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux risques du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées, comptées ou mesurées; mais l'acheteur peut en demander ou la délivrance ou des dommages-intérêts, s'il y a lieu, en cas d'inexécution de l'engagement.

1) so ist der Verkauf nicht soweit vollendet, daß der Verkäufer die Gefahr wegen verkaufter Sachen eher trüge, als bis dieselben abgewogen u. worden sind; E.

Sechster Titel.

Von dem Kaufvertrage.

(Decretirt den 6. März 1804. Promulgirt den 16. desselben Monats.)

Erstes Capitel.

Von der Natur und der Form des Kaufvertrags.

1582. Der Kauf ist ein Vertrag, wodurch ein Theil sich verpflichtet, eine Sache zu überliefern, und der andere, sie zu bezahlen.

Er kann durch eine öffentliche oder durch eine Privat-urkunde geschlossen werden.

1583. Er ist unter den Partheyen vollkommen, und das Eigenthum geht in Rücksicht des Verkäufers kraft des Gesetzes auf den Käufer über, so bald man über die Sache und den Preis übereingekommen ist, wenn gleich die Sache noch nicht überliefert und der Preis noch nicht gezahlt worden ist.

1584. Der Kaufvertrag kann sowohl unbedingt, als unter einer aufschiebenden oder auflösenden Bedingung geschlossen werden.

Er kann auch zwei oder mehrere Sachen alternativ zum Gegenstande haben.

In allen diesen Fällen richten sich seine Wirkungen nach den allgemeinen Grundsätzen von den Verträgen.

1585. Sind Waaren nicht in Bausch und Bogen, sondern nach Gewicht, Zahl oder Maaß verkauft worden, so ist der Verkauf in so fern noch nicht vollkommen, daß der Verkäufer die Gefahr der verkauften Sachen so lange trägt, bis sie zugewogen, gezählt oder zugemessen worden sind ¹⁾; allein der Käufer kann doch entweder ihre Überlieferung, oder, im Falle der Nichterfüllung des Versprechens, nach Beschaffenheit der Umstände, Schadenersatz fordern. ²⁾

2) dennoch aber kann der Käufer, dafern das Versprechen unerfüllt bleibt, entweder die Auslieferung, oder, nach Maaßgabe der Umstände, Schadenersatz fordern. L.

1586. Si, au contraire, les marchandises ont été vendues en bloc, la vente est parfaite, quoique les marchandises n'aient pas encore été pesées, comptées ou mesurées.

1587. A l'égard du vin, de l'huile, et des autres choses que l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, il n'y a point de vente tant que l'acheteur ne les a pas goûtées et agréées.

1588. La vente faite à l'essai est toujours présumée faite sous une condition suspensive.

1589. La promesse de vente vaut vente, lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et sur le prix.

1590. Si la promesse de vendre a été faite avec des arrhes, chacun des contractants est maître de s'en départir,

Celui qui les a données, en les perdant,

Et celui qui les a reçues, en restituant le double.

1591. Le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties.

1592. Il peut cependant être laissé à l'arbitrage d'un tiers: si le tiers ne veut ou ne peut faire l'estimation, il n'y a point de vente.

1593. Les frais d'actes et autres accessoires à la vente, sont à la charge de l'acheteur.

CHAPITRE II.

Qui peut acheter ou vendre.

1594. Tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas, peuvent acheter ou vendre.

1595. Le contrat de vente ne peut avoir lieu entre époux que dans les trois cas suivants:

1586. Sind hingegen die Waaren in Bausch und Bogen verkauft worden, so ist der Verkauf vollkommen ³⁾, wenn gleich die Waaren noch nicht zugewogen, zugezählt oder zugemessen worden sind.

1587. In Ansehung des Weins, Öls und anderer Sachen, die man zu Kosten pflegt, ehe man sie kauft, ist kein gültiger Kauf vorhanden, so lange der Käufer sie nicht gekostet und gut besunden hat.

1588. Ein auf Probe geschlossener Kauf ist immer so anzusehen, als wäre er unter einer aufschiebenden Bedingung eingegangen worden.

1589. Das Versprechen, etwas zu verkaufen, gilt als wirklicher Verkauf, so bald die gegenseitige Einwilligung beyder Theile über die Sache und den Preis vorhanden ist.

1590. Wenn bey dem Versprechen, etwas zu verkaufen, eine Draufgabe gegeben wurde, so ist jeder der Contrahenten berechtigt, davon abzugehen;

derjenige, der die Draufgabe gegeben hat, wenn er ihr entsagt,

und derjenige, der sie empfangen hat, wenn er das Doppelte zurückgibt.

1591. Den Kaufpreis müssen die Partheyen bestimmen und genau angeben.

1592. Doch kann diese Bestimmung dem Gutachten eines Dritten überlassen werden; will oder kann dieser Dritte den Preis nicht bestimmen, so ist kein Verkauf vorhanden.

1593. Die Kosten für die Urkunden, und andere durch den Verkauf veranlaßte Kosten, fallen dem Käufer zur Last.

Zweytes Capitel.

Wer kaufen und verkaufen kann.

1594. Kaufen oder verkaufen kann jeder, dem es das Gesetz nicht untersagt.

1595. Unter Ehegatten kann ein Kaufvertrag nur in folgenden drey Fällen Statt finden:

3) vollzogen. E.

1° Celui où l'un des deux époux cède des biens à l'autre, séparé judiciairement d'avec lui, en paiement de ses droits :

2° Celui où la cession que le mari fait à sa femme, même non séparée, a une cause légitime, telle que le remploi de ses immeubles aliénés, ou de deniers à elle appartenant, si ces immeubles ou deniers ne tombent pas en communauté ;

3° Celui où la femme cède des biens à son mari en paiement d'une somme qu'elle lui aurait promise en dot, et lorsqu'il y a exclusion de communauté ;

Sauf, dans ces trois cas, les droits des héritiers des parties contractantes, s'il y a avantage indirect.

1596. Ne peuvent se rendre adjudicataires, sous peine de nullité, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées,

Les tuteurs, des biens de ceux dont ils ont la tutelle ;

Les mandataires, des biens qu'ils sont chargés de vendre ;

Les administrateurs, de ceux des communes ou des établissements publics confiés à leurs soins ;

Les officiers publics, des biens nationaux dont les ventes se font par leur ministère.

1597. Les juges, leurs suppléants, les magistrats remplissant le ministère public, les greffiers, huissiers, avoués, défenseurs officieux et notaires, ne peuvent devenir cessionnaires des procès, droits et actions litigieux qui sont de la compétence du tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, à peine de nullité, et des dépens, dommages et intérêts.

1.) wenn einer der beyden Ehegatten nach erfolgter gerichtlicher Güterabsonderung dem andern für seine Ansprüche Güter an Zahlungsstatt abtritt;

2.) wenn der von dem Manne an seine, auch nicht abgesonderte, Frau geschehenen Abtretung eine rechtmäßige Ursache zum Grunde liegt, z. B. der Ersatz ihrer veräußerten unbeweglichen Güter oder der ihr zugehörigen Baarschaft, in so fern diese unbeweglichen Güter oder baaren Gelder nicht in die Gütergemeinschaft fallen;

3.) wenn die Frau ihrem Manne einen Theil ihres Vermögens zur Bezahlung der Summe abtritt, welche sie ihm als Brautshatz versprochen hatte, im Falle nämlich die Gütergemeinschaft ausgeschlossen ist;

Doch bleiben in diesen drey Fällen, wenn dabey eine mittelbare Begünstigung eintritt, den Erben der contrahirenden Theile ihre Rechte vorbehalten.

1596. Es dürfen, bey Strafe der Nichtigkeit, weder selbst noch durch Mittelspersonen an sich steigern,

Vormünder die Güter derjenigen, über welche sie die Vormundschaft führen;

Bevollmächtigte die Güter, deren Verkauf ihnen aufgetragen ist;

Verwalter die Güter der Gemeinden oder öffentlichen Anstalten, die ihrer Fürsorge anvertraut sind;

öffentliche Beamte die Nationalgüter, deren Verkauf durch sie geschieht.

1597. Die Richter, deren Stellvertreter, die kaiserlichen Procuratoren und ihre Substituten, die Gerichtsschreiber, Huissiers, Sachwalter, öffentlichen Vertheidiger und Notarien können bey Strafe der Nichtigkeit und des Kosten- und Schadensersatzes sich keine Prozesse, streitigen Rechte und Klagen abtreten lassen, deren Entscheidung vor das Gericht gehört, in dessen Bezirke sie ihre Amtsverrichtungen ausüben.

CHAPITRE III.

Des Choses qui peuvent être vendues.

1598. Tout ce qui est dans le commerce, peut être vendu, lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation.

1599. La vente de la chose d'autrui est nulle : elle peut donner lieu à des dommages-intérêts lorsque l'acheteur a ignoré que la chose fût à autrui.

1600. On ne peut vendre la succession d'une personne vivante, même de son consentement.

1601. Si au moment de la vente la chose vendue était périe en totalité, la vente serait nulle.

Si une partie seulement de la chose est périe, il est au choix de l'acquéreur d'abandonner la vente, ou de demander la partie conservée, en faisant déterminer le prix par la ventilation.

CHAPITRE IV.

Des Obligations du Vendeur.

SECTION PREMIÈRE.

Dispositions générales.

1602. Le vendeur est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige.

Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur.

1603. - Il a deux obligations principales, celle de délivrer et celle de garantir la chose qu'il vend.

Drittes Capitel.

Von den Sachen, welche verkauft werden können.

1598. Alle Sachen, welche dem Verkehre nicht entzogen sind, können verkauft werden, in so fern nicht besondere Gesetze deren Veräußerung verbieten.

1599. Der Verkauf einer fremden Sache ist nichtig; er kann jedoch eine Klage auf Schadensersatz begründen, wenn der Käufer nicht wußte, daß die Sache einem Andern zugehöre.

1600. Den künftigen Nachlaß einer noch lebenden Person kann man, selbst mit ihrer Bewilligung, nicht verkaufen.

1601. War in dem Augenblicke des Verkaufes die verkaufte Sache ganz zu Grunde gegangen, so ist der Verkauf nichtig.

War nur ein Theil der Sache zu Grunde gegangen, so hat der Käufer die Wahl, entweder vom dem Vertrage abzugehen, oder den übrig gebliebenen Theil zu fordern, dessen Preis alsdann nach seinem Verhältnisse zum Ganzen durch Abschätzung bestimmt wird.

Viertes Capitel.

Von den Verbindlichkeiten des Verkäufers.

Erster Abschnitt.

Allgemeine Verfügungen.

1602. Der Verkäufer ist schuldig, dasjenige, wozu er sich verbindlich macht, deutlich auszudrücken.

Jeder dunkle oder zweydeutige Vertrag ist gegen den Verkäufer auszuliegen. (*)

1603. Ihm liegen zwey Hauptverbindlichkeiten ob, nämlich die verkaufte Sache zu überliefern, und die Gewähr dafür zu leisten.

(*) S. Art. 1162.

SECTION II.

De la Délivrance.

1604. La délivrance est le transport de la chose vendue en la puissance et possession de l'acheteur.

1605. L'obligation de délivrer les immeubles est remplie de la part du vendeur lorsqu'il a remis les clefs, s'il s'agit d'un bâtiment, ou lorsqu'il a remis les titres de propriété.

1606. La délivrance des effets mobiliers s'opère,

Ou par la tradition réelle,

Ou par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent,

Ou même par le seul consentement des parties, si le transport ne peut pas s'en faire au moment de la vente, ou si l'acheteur les avait déjà en son pouvoir à un autre titre.

1607. La tradition des droits incorporels se fait, ou par la remise des titres, ou par l'usage que l'acquéreur en fait du consentement du vendeur.

1608. Les frais de la délivrance sont à la charge du vendeur, et ceux de l'enlèvement à la charge de l'acheteur, s'il n'y a eu stipulation contraire.

1609. La délivrance doit se faire au lieu où était, au temps de la vente, la chose qui en a fait l'objet, s'il n'en a été autrement convenu.

1610. Si le vendeur manque à faire la délivrance dans le temps convenu entre les parties, l'acquéreur pourra, à son choix, demander la résolution de la vente, ou sa mise en possession, si le retard ne vient que du fait du vendeur.

1611. Dans tous les cas, le vendeur doit être condamné aux dommages et intérêts, s'il résulte

Zweyter Abschnitt.

Von der Überlieferung.

1604. Die Überlieferung ist die Übergabe der verkauften Sache in die Gewalt und den Besitz des Käufers.

1605. Die Verbindlichkeit zur Überlieferung unbeweglicher Güter ist von dem Verkäufer erfüllt, wenn er die Schlüssel eingehändigt hat, in so fern von einem Gebäude die Rede ist, oder wenn er die das Eigenthum beweisenden Urkunden ausgeliefert hat.

1606. Die Überlieferung beweglicher Sachen geschieht,

entweder durch wirkliche Übergabe;

oder durch Einhändigung der Schlüssel der Gebäude, worin dieselben sich befinden;

oder auch durch die bloße Einwilligung der Partheyen, wenn die Übergabe zur Zeit des Verkaufes nicht geschehen kann, oder wenn der Käufer die Sachen schon aus einem andern Rechtsgrunde in seiner Gewalt hatte.

1607. Die Überlieferung unkörperlicher Rechte geschieht entweder durch Einhändigung der Urkunden (*), oder durch den Gebrauch, welchen der Käufer mit Bewilligung des Verkäufers davon macht.

1608. Die Kosten der Überlieferung hat der Verkäufer, und die der Beschaffung der Käufer zu tragen, wenn nicht das Gegentheil ausgemacht worden ist.

1609. Die Überlieferung muß an dem Orte geschehen, wo die verkaufte Sache sich zur Zeit des Verkaufes befand, wenn nicht ein Anderes ausgemacht worden ist. (**)

1610. Unterläßt der Verkäufer die Überlieferung binnen der von den Partheyen verabredeten Zeit, so kann der Käufer, wenn anders der Verkäufer allein im Verzug ist, nach freyer Wahl verlangen, entweder daß der Vertrag aufgehoben, oder daß er in den Besitz gesetzt werde. (***)

1611. In jedem Falle muß der Verkäufer zum Schadensersatze verurtheilt werden, wenn dem Käufer ein Nach-

(*) S. Art. 1689.

(**) S. Art. 1247.

(***) S. Art. 1184.

un préjudice pour l'acquéreur, du défaut de délivrance au terme convenu.

1612. Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose si l'acheteur n'en paye pas le prix, et que le vendeur ne lui ait pas accordé un délai pour le paiement.

1613. Il ne sera pas non plus obligé à la délivrance, quand même il aurait accordé un délai pour le paiement, si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en faillite ou en état de déconfiture, en sorte que le vendeur se trouve en danger imminent de perdre le prix; à moins que l'acheteur ne lui donne caution de payer au terme.

1614. La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente.

Depuis ce jour, tous les fruits appartiennent à l'acquéreur.

1615. L'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel.

1616. Le vendeur est tenu de délivrer la contenance telle qu'elle est portée au contrat, sous les modifications ci-après exprimées.

1617. Si la vente d'un immeuble a été faite avec indication de la contenance, à raison de tant la mesure, le vendeur est obligé de délivrer à l'acquéreur, s'il l'exige, la quantité indiquée au contrat;

Et si la chose ne lui est pas possible, ou si l'acquéreur ne l'exige pas, le vendeur est obligé de souffrir une diminution proportionnelle du prix.

1618. Si, au contraire, dans le cas de l'article précédent, il se trouve une contenance plus

(*) S. Art. 1146.

4) Wenn der Verkauf eines Immobiles mit Angabe des Flächeninhalts, zu so viel eine bestimmte Größe, geschehen ist, L. Ist ein Grundstück mit Angabe seines Flächeninhalts, die bestimmte Größe für so und so viel, verkauft worden, D. Wenn ein unbewegliches

theil daraus erwächst, daß die Überlieferung nicht zur verabredeten Zeit geschehen ist. (*)

1612. Der Verkäufer ist nicht schuldig, die Sache zu überliefern, wenn der Käufer den Kaufpreis nicht bezahlt, im Falle der Verkäufer ihm keine Zahlungsfrist bewilliget hat.

1613. Selbst in dem Falle, wo er eine Zahlungsfrist bewilliget hatte, ist er dennoch nicht zur Überlieferung verbunden, wenn der Käufer seit dem Verkaufe entweder in Concurs oder in Vermögensverfall gerathen ist, so daß der Verkäufer augenscheinlich Gefahr läuft, den Kaufpreis zu verlieren; es müßte denn der Käufer ihm Bürgschaft dafür stellen, daß die Zahlung zur bestimmten Zeit erfolgen werde.

1614. Die Sache muß in dem Zustande überliefert werden, worin sie in dem Augenblicke des Verkaufs sich befindet.

Von diesem Tage an gehören alle Früchte dem Käufer.

1615. Die Verbindlichkeit zur Überlieferung einer Sache erstreckt sich auf deren Zubehör, und auf alles, was zu ihrem immerwährenden Gebrauche bestimmt ist.

1616. Der Verkäufer ist verbunden, dasjenige Maaß der verkauften Sache zu liefern, welches in dem Vertrage angegeben ist, jedoch unter folgenden Einschränkungen.

1617. Wenn bey dem Verkaufe eines unbeweglichen Gutes dessen Größe angegeben, und dabey der Preis für jedes einzelne Maaß bestimmt worden ist⁴⁾, so ist der Verkäufer verbunden, dem Käufer, auf Verlangen, die in dem Vertrage angegebene Quantität zu überliefern.

Ist ihm dieses unmöglich, oder verlangt es der Käufer nicht, so muß der Verkäufer sich eine verhältnißmäßige Verminderung des Preises gefallen lassen.

1618. Findet sich dagegen in dem Falle des vorhergehenden Artikels eine beträchtlichere Größe, als in dem Ver-

Gut, mit Angabe seines Flächeninhalts, zu so und so viel das Maaß, verkauft worden ist, S. Ist ein Grundstück mit Bemerkung seines Flächeninhalts verkauft, und zwar für jedes bestimmte Maaß ein Gewisses gerechnet worden: E. Ist ein Grundstück mit Bemerkung seines Flächeninhalts, unter Gewährleistung dieses Maaßes, verkauft worden, M.

grande que celle exprimée au contrat, l'acquéreur a le choix de fournir le supplément du prix, ou de se désister du contrat, si l'excédant est d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée.

1619. Dans tous les autres cas,

Soit que la vente soit faite d'un corps certain et limité,

Soit qu'elle ait pour objet des fonds distincts et séparés,

Soit qu'elle commence par la mesure, ou par la désignation de l'objet vendu suivie de la mesure,

L'expression de cette mesure ne donne lieu à aucun supplément de prix, en faveur du vendeur, pour l'excédant de mesure, ni en faveur de l'acquéreur, à aucune diminution du prix pour moindre mesure, qu'autant que la différence de la mesure réelle à celle exprimée au contrat est d'un vingtième en plus ou en moins, eu égard à la valeur de la totalité des objets vendus, s'il n'y a stipulation contraire.

1620. Dans le cas où, suivant l'article précédent, il y a lieu à augmentation de prix pour excédant de mesure, l'acquéreur a le choix ou de se désister du contrat ou de fournir le supplément du prix, et ce avec les intérêts s'il a gardé l'immeuble.

1621. Dans tous les cas où l'acquéreur a le droit de se désister du contrat, le vendeur est tenu de lui restituer, outre le prix, s'il l'a reçu, les frais de ce contrat.

1622. L'action en supplément de prix de la part du vendeur, et celle en diminution de prix ou en résiliation du contrat de la part de l'acquéreur, doivent être intentées dans l'année, à compter du jour du contrat, à peine de déchéance.

1623. S'il a été vendu deux fonds par le même contrat, et pour un seul et même prix, avec

5) gibt der Umstand, daß das Maaß angegeben worden ist, nur dann dem Verkäufer ein Recht, zc. wenn der Unterschied unter dem wahren und dem im Contracte

trage angegeben ist, so hat der Käufer die Wahl, entweder den Preis verhältnißmäßig zu erhöhen, oder, wenn der Überschuß die angegebene GröÙe um den zwanzigsten Theil übersteigt, von dem Vertrage abzugehen.

1619. In allen übrigen Fällen,

es mag nun eine genau bestimmte und begränzte Sache verkauft worden seyn,

oder der Verkauf von einander verschiedene und abgesonderte Grundstücke zum Gegenstande haben,

oder es mag in dem Vertrage zuerst das Maaß, oder zuerst die verkaufte Sache, und nachher das Maaß, genannt seyn,

berechtigt die Angabe des Maaßes, in Ermangelung einer entgegenstehenden Uebereinkunft, weder den Verkäufer, eine Erhöhung des Preises wegen des Übermaasses zu fordern, noch den Käufer zu einer Verminderung des Preises wegen des geringern Maaßes, wenn nicht das wirkliche Maaß, mit Rücksicht auf den Werth sämtlicher verkauften Gegenstände, wenigstens den zwanzigsten Theil mehr oder weniger beträgt, als das in dem Vertrage angegebene. 5)

1620. In dem Falle, wo zufolge des vorhergehenden Artikels eine Erhöhung des Preises wegen des Übermaasses Statt findet, bleibt dem Käufer die Wahl, entweder von dem Vertrage abzugehen, oder die Ergänzungssumme des Preises zu zahlen, und zwar mit Zinsen, wenn er das unbewegliche Gut im Besitze behalten hat.

1621. In allen Fällen, wo der Käufer das Recht hat, von dem Vertrage abzugehen, ist der Verkäufer verbunden, ihm außer dem Preise, wenn er denselben schon empfangen hat, die Kosten dieses Vertrags zu erstatten.

1622. Die Klage des Verkäufers auf Ergänzung des Preises, und die des Käufers auf dessen Verminderung oder auf Aufhebung des Vertrages, müssen, bey Strafe des Verlustes, binnen Jahresfrist, von dem Tage des geschlossenen Vertrages an gerechnet, angestellt werden.

1623. Sind zwey Grundstücke in demselben Vertrage für einen und denselben Preis, mit Angabe des Maaßes

angegebenen Maaße um den zwanzigsten Theil mehr, oder um den zwanzigsten Theil weniger beträgt, als der Werth der gesammten verkauften Gegenstände. E.

désignation de la mesure de chacun, et qu'il se trouve moins de contenance en l'un et plus en l'autre, on fait compensation jusqu'à due concurrence; et l'action, soit en supplément, soit en diminution du prix, n'a lieu que suivant les règles ci-dessus établies.

1624. La question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acquéreur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant la livraison, est jugée d'après les règles prescrites au titre des *Contrats ou des Obligations conventionnelles en général*.

SECTION III.

De la Garantie.

1625. La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur, a deux objets: le premier est la possession paisible de la chose vendue; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices redhibitoires.

§. I.

De la Garantie en cas d'éviction.

1626. Quoique lors de la vente il n'ait été fait aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet, et non déclarées lors de la vente.

1627. Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit ou en diminuer l'effet; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie.

1628. Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie, il demeure cepen-

eines jeden, verkauft worden, und es findet sich bey dem einen derselben ein geringeres, bey dem andern hingegen ein größeres Maaß, so wird das Uebermaaß und der Abgang bis zu der vertragsmäßigen Größe gegen einander aufgehoben, und die Klage auf Ergänzung oder auf Verminderung des Preises hat nur nach den oben aufgestellten Regeln Statt.

1624. Die Frage, wer von beyden Theilen, der Verkäufer oder der Käufer, der Verlust oder die Verschlimmerung der verkauften Sache vor der Überlieferung zu tragen habe, wird nach den in dem Titel von Verträgen oder vertragsmäßigen Verbindlichkeiten im Allgemeinen vorgeschriebenen Regeln entschieden.

Dritter Abschnitt.

Von der Gewährleistung.

1625. Die Gewährleistung, wozu der Verkäufer dem Käufer verbunden ist, hat zwey Gegenstände: der erste besteht in dem ruhigen Besitze der verkauften Sache, der zweyte in den verborgenen Mängeln derselben oder den Fehlern, wegen welcher die Klage auf Zurücknahme Statt findet.

§. I.

Von der Gewährleistung im Falle einer Entwährung.

1626. Wenn gleich bey dem Verkaufe wegen der Gewährleistung nichts ausgemacht wurde, so ist dennoch der Verkäufer kraft des Gesetzes verbunden, dem Käufer sowohl für die Entwährung, wodurch ihm die verkaufte Sache ganz oder zum Theile entzogen wird, als für die in Anspruch genommenen Lasten der Sache, welche bey dem Verkaufe nicht angegeben worden sind, die Gewähr zu leisten.

1627. Die Partheyen können durch besondere Verträge diese kraft des Gesetzes eintretende Verbindlichkeit ausdehnen, oder ihre Wirkung einschränken; sie können sogar verabreden, daß der Verkäufer zu keiner Gewährleistung verbunden seyn solle.

1628. Wenn gleich verabredet worden ist, daß der Verkäufer zu keiner Gewährleistung verbunden seyn solle so bleibt er dennoch für diejenige Entwährung verhaftet

dant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel: toute convention contraire est nulle.

1629. Dans le même cas de stipulation de non-garantie, le vendeur, en cas d'éviction, est tenu à la restitution du prix, à moins que l'acquéreur n'ait connu lors de la vente le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses périls et risques.

1630. Lorsque la garantie a été promise, ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, si l'acquéreur est évincé, il a droit de demander contre le vendeur,

1° La restitution du prix;

2° Celle des fruits, lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince;

3° Les frais faits sur la demande en garantie de l'acheteur, et ceux faits par le demandeur originaire;

4° Enfin les dommages et intérêts, ainsi que les frais et loyaux coûts du contrat.

1631. Lorsqu'à l'époque de l'éviction, la chose vendue se trouve diminuée de valeur, ou considérablement détériorée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidents de force majeure, le vendeur n'en est pas moins tenu de restituer la totalité du prix.

1632. Mais, si l'acquéreur a tiré profit des dégradations par lui faites, le vendeur a droit de retenir sur le prix une somme égale à ce profit.

1633. Si la chose vendue se trouve avoir augmenté de prix à l'époque de l'éviction, indépendamment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de lui payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de la vente.

1634. Le vendeur est tenu de rembourser ou de faire rembourser à l'acquéreur, par celui qui

welche in seiner eigenen Handlung ihren Grund hat; jede hiemit im Widerspruche stehende Übereinkunft ist nichtig.

1629. In demselben Falle, wo es ausbedungen war, daß keine Gewährleistung Statt finden solle, ist der Verkäufer bey eintretender Entwährung zur Erstattung des Kaufpreises verbunden; es müßte denn der Käufer zur Zeit des Kaufes die Gefahr der Entwährung gekannt, oder auf seine eigene Gefahr gekauft haben. ⁶⁾

1630. Wenn die Gewährleistung versprochen, oder in Ansehung derselben nichts verabredet wurde, so ist der Käufer bey eintretender Entwährung berechtigt, von dem Verkäufer zu fordern,

- 1) die Erstattung des Preises;
- 2) den Ersatz der Früchte, in so fern er selbst verbunden ist, sie dem Eigenthümer, der die Entwährung vorgenommen hat, herauszugeben;
- 3) die Kosten der Klage des Käufers auf Gewährleistung, so wie diejenigen, welche der ursprüngliche Kläger verursacht hat;
- 4) endlich Schadenersatz, nebst den Kosten und gesetzmäßigen Gebühren für den Kaufvertrag.

1631. Findet sich zur Zeit der Entwährung die verkaufte Sache entweder durch Nachlässigkeit des Käufers oder durch unabwendbaren Zufall an ihrem Werthe verringert, oder beträchtlich verschlimmert, so ist der Verkäufer dem ohngeachtet verbunden, den ganzen Preis zu erstatten.

1632. Hat aber der Käufer aus den von ihm verursachten Verschlimmerungen Vortheil gezogen, so ist der Verkäufer berechtigt, eine diesem Vortheile gleich kommende Summe von dem Kaufpreise zurück zu behalten.

1633. Findet sich zur Zeit der Entwährung der Werth der verkauften Sache, wenn gleich ohne Zuthun des Käufers, erhöht, so ist der Verkäufer schuldig, ihm auch das zu zahlen, was sie über den Kaufpreis werth ist.

1634. Der Verkäufer ist verbunden, dem Käufer alle an dem Grundstücke etwa vorgenommenen Reparaturen

6) es sene denn daß der Käufer, zur Zeit des Kaufs, die Gefahr der Eviction gekannt, und dennoch auf seine eigene Gefahr gekauft habe. S.

l'évince, toutes les réparations et améliorations utiles qu'il aura faites au fonds.

1635. Si le vendeur avait vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui, il sera obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires ou d'agrément, que celui-ci aura faites au fonds.

1636. Si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose, et qu'elle soit de telle conséquence, relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente.

1637. Si, dans le cas de l'éviction d'une partie du fonds vendu, la vente n'est pas résiliée, la valeur de la partie dont l'acquéreur se trouve évincé, lui est remboursée suivant l'estimation à l'époque de l'éviction, et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté ou diminué de valeur.

1638. Si l'héritage vendu se trouve grevé, sans qu'il en ait été fait de déclaration, de servitudes non apparentes, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acquéreur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité.

1639. Les autres questions auxquelles peuvent donner lieu les dommages et intérêts résultant pour l'acquéreur de l'inexécution de la vente, doivent être décidées suivant les règles générales établies au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général*.

1640. La garantie pour cause d'éviction cesse lorsque l'acquéreur s'est laissé condamner par un jugement en dernier ressort, ou dont l'appel n'est plus recevable, sans appeler son vendeur, si ce-

und nützlichen Verbesserungen entweder selbst zu vergüten, oder zu bewirken, daß sie ihm von dem Entwährenden vergütet werden. (*)

1635. Hatte der Verkäufer wissentlich ein fremdes Grundstück verkauft, so ist er verbunden, dem Käufer alle auf dasselbe verwendeten Kosten, selbst die nur zur Verschönerung und zum Vergnügen dienenden, zu vergüten.

1636. Wenn dem Käufer nur ein Theil der Sache entwährt wurde, dieser Theil aber in Beziehung auf das Ganze von solcher Wichtigkeit ist, daß der Käufer ohne den ihm entwährten Theil durchaus nicht gekauft haben würde, so kann er den Verkauf aufheben lassen.

1637. Wird in dem Falle der Entwährung eines Theils des verkauften Grundstückes der Verkauf nicht aufgehoben, so ist dem Käufer der ihm entwährte Theil nach dem Werthe, worauf er zur Zeit der Entwährung geschätzt wird, nicht aber im Verhältnisse zum ganzen Kaufpreise, zu vergüten, die verkaufte Sache mag an Werthe zugenommen oder abgenommen haben.

1638. Findet sich das verkaufte Grundstück mit nicht sichtbaren Servituten belastet, ohne daß dieses angezeigt wurde, und sind diese Servituten von solcher Wichtigkeit, daß sich vermuthen läßt, der Käufer würde nicht gekauft haben, wenn er davon unterrichtet gewesen wäre, so kann er die Aufhebung des Vertrags verlangen, wenn er sich nicht lieber mit einer Entschädigung begnügen will.

1639. Die übrigen Fragen, zu welchen der dem Käufer wegen Nichterfüllung des Vertrags gebührende Schadensersatz Anlaß geben kann, müssen nach den allgemeinen Regeln entschieden werden, welche in dem Titel von Verträgen oder vertragsmäßigen Verbindlichkeiten im Allgemeinen aufgestellt worden sind.

1640. Die Gewährleistung wegen erfolgter Entwährung fällt weg, wenn der Käufer durch ein Urtheil in letzter Instanz, oder wogegen keine Appellation mehr zulässig ist, sich hat verurtheilen lassen, ohne den Verkäufer zur Theilnahme am Rechtsstreite aufzufordern, dieser aber beweist,

(*) S. Art. 555.

lui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande.

§. II.

De la Garantie des défauts de la chose vendue.

1641. Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

1642. Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même.

1643. Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que dans ce cas il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie.

1644. Dans le cas des articles 1641 et 1643, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts.

1645. Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur.

1646. Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix, et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

1647. Si la chose qui avait des vices a péri par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, qui sera tenu envers l'acheteur à la restitution du prix, et aux autres dédommements expliqués dans les deux articles précédents.

daß hinlängliche Gründe vorhanden waren, um die Verwerfung der Klage zu bewirken.

§. II.

Von der Gewährleistung für die Mängel der verkauften Sache.

1641. Der Verkäufer ist zur Gewährleistung für diejenigen verborgenen Mängel der verkauften Sache verbunden, welche dieselbe zu dem Gebrauche, wozu sie bestimmt ist, entweder untauglich machen, oder ihre Brauchbarkeit so sehr vermindern, daß der Käufer sie nicht gekauft, oder doch nur einen geringern Preis dafür gegeben haben würde, wenn ihm diese Mängel bekannt gewesen wären.

1642. Der Verkäufer haftet nicht für solche Mängel, die ins Auge fallen, und wovon der Käufer sich selbst überzeugen konnte.

1643. Für verborgene Mängel hat er zu haften, selbst wenn sie ihm unbekannt gewesen seyn sollten, er mußte denn in diesem Falle sich ausbedungen haben, daß er zu keiner Gewährleistung verbunden seyn wolle.

1644. In den im 1641 und 1643. Artikel enthaltenen Fällen hat der Käufer die Wahl, entweder die Sache zurückzugeben, und sich den Kaufpreis erstatten zu lassen, oder die Sache zu behalten, und sich einen Theil des Kaufpreises, so wie er durch Sachverständige bestimmt wird, zurückgeben zu lassen.

1645. Waren dem Verkäufer die Mängel der Sache bekannt, so ist er, ausser der Erstattung des dafür erhaltenen Kaufpreises, dem Käufer zu allem Schadensersatze verbunden.

1646. Waren dem Verkäufer die Mängel der Sache unbekannt, so hat er nur den Kaufpreis zu erstatten, und dem Käufer die durch den Kauf verursachten Kosten zu vergüten.

1647. Ist die mit Mängeln behaftete Sache durch ihre schlechte Beschaffenheit zu Grunde gegangen, so trifft der Verlust den Verkäufer, welcher dem Käufer zur Erstattung des Kaufpreises und zu den übrigen in den beyden vorhergehenden Artikeln angegebenen Entschädigungen verbunden ist.

Mais la perte arrivée par cas fortuit sera pour le compte de l'acheteur.

1648. L'action résultant des vices redhibitoires doit être intentée par l'acquéreur, dans un bref délai, suivant la nature des vices redhibitoires, et l'usage du lieu où la vente a été faite.

1649. Elle n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice.

CHAPITRE V.

Des Obligations de l'acheteur.

1650. La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix au jour et au lieu réglés par la vente.

1651. S'il n'a rien été réglé à cet égard lors de la vente, l'acheteur doit payer au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance.

1652. L'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'au paiement du capital, dans les trois cas suivants :

S'il a été ainsi convenu lors de la vente ;

Si la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus ;

Si l'acheteur a été sommé de payer.

Dans ce dernier cas, l'intérêt ne court que depuis la sommation.

1653. Si l'acheteur est troublé ou a juste sujet de craindre d'être troublé par une action soit hypothécaire, soit en revendication, il peut suspendre le paiement du prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le trouble, si mieux n'aime celui-ci donner caution, ou à moins qu'il n'ait été stipulé que, nonobstant le trouble, l'acheteur paiera.

Dagegen hat der Käufer den durch einen Zufall veranlaßten Verlust zu tragen.

1648. Die aus solchen Mängeln, welche zur Rückgabe einer gekauften Sache berechtigen, entspringende Klage muß von dem Käufer binnen kurzer Frist angestellt werden, je nachdem die Beschaffenheit dieser Mängel, und der Gebrauch des Ortes, wo der Kaufvertrag geschlossen wurde, es erfordern.

1649. Sie hat bey den von Gerichts wegen geschehenen Verkäufen nicht Statt.

Fünftes Capitel.

Von den Verbindlichkeiten des Käufers.

1650. Die Hauptverbindlichkeit des Käufers besteht darin, daß er den Kaufpreis an dem durch den Vertrag bestimmten Tage und Orte zahle.

1651. Ist darüber bey dem Verkaufe nichts bestimmt worden, so ist der Käufer verbunden, an dem Orte und zu der Zeit zu zahlen, wo die Überlieferung geschehen soll. (*)

1652. Der Käufer hat den Kaufpreis bis zur Bezahlung des Capitals in folgenden drey Fällen zu verzinsen:

wenn dieß bey dem Verkaufe ausbedungen wurde;

wenn die verkaufte und überlieferte Sache Früchte oder andere Einkünfte trägt;

wenn an den Käufer eine Aufforderung zur Bezahlung ergangen ist.

In diesem letztern Falle laufen die Zinsen nur von der Zeit der Aufforderung an.

1653. Wird der Käufer durch eine hypothecarische oder Eigenthumsklage in seinem Besitze gestört, oder hat er gegründete Ursache, zu befürchten, daß dieß geschehen werde, so kann er so lange, bis der Verkäufer das Aufhören der Störung bewirkt, oder, wenn er dieß vorzieht, deshalb Bürgschaft gestellt hat, die Zahlung des Kaufpreises aussetzen, in so fern nicht besonders verabredet worden ist, daß der Störung ungeachtet der Käufer bezahlen solle.

(*) C. Art. 1247 u. 1609.

1654. Si l'acheteur ne paye pas le prix, le vendeur peut demander la résolution de la vente.

1655. La résolution de la vente d'immeubles est prononcée de suite si le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix.

Si ce danger n'existe pas, le juge peut accorder à l'acquéreur un délai plus ou moins long suivant les circonstances.

Ce délai passé sans que l'acquéreur ait payé, la résolution de la vente sera prononcée.

1656. S'il a été stipulé lors de la vente d'immeubles, que faute de paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, l'acquéreur peut néanmoins payer après l'expiration du délai, tant qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation: mais après cette sommation, le juge ne peut pas lui accorder de délai.

1657. En matière de vente de denrées et effets mobiliers, la résolution de la vente aura lieu de plein droit et sans sommation, au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retirement.

CHAPITRE VI.

De la Nullité et de la Résolution de la Vente.

1658. Indépendamment des causes de nullité ou de résolution déjà expliquées dans ce titre, et de celles qui sont communes à toutes les conventions, le contrat de vente peut être résolu par l'exercice de la faculté de rachat et par la vilité du prix.

1654. Wenn der Käufer den Kaufpreis nicht zahlt, so kann der Verkäufer die Aufhebung des Verkaufes verlangen. (*)

1655. Die Aufhebung eines Verkaufes unbeweglicher Güter wird sogleich erkannt, wenn der Verkäufer in Gefahr ist, die Sache und den Preis zu verlieren.

Ist diese Gefahr nicht vorhanden, so kann der Richter dem Käufer eine nach Beschaffenheit der Umstände mehr oder weniger lange Frist gestatten.

Ist diese Frist verstrichen, ohne daß der Käufer gezahlt hat, so wird die Aufhebung des Verkaufes erkannt.

1656. Ist bey einem Verkaufe unbeweglicher Güter ausgemacht worden, daß, wenn die Zahlung des Kaufpreises binnen der verabredeten Zeit nicht erfolgen würde, der Verkauf schon hierdurch allein (*ipso jure*) aufgehoben seyn solle, so kann der Käufer dennoch auch nach Ablauf der Frist Zahlung leisten, so lange er nicht durch eine Aufforderung in Verzug gesetzt ist; nach dieser Aufforderung aber kann der Richter ihm keine Frist gestatten.

1657. Bey dem Verkaufe von Lebensmitteln und beweglichen Sachen tritt die Auflösung des Verkaufes zum Vortheile des Verkäufers kraft des Gesetzes und ohne vorhergegangene Aufforderung ein, sobald die zur Abholung durch den Vertrag bestimmte Zeit verfloßen ist.

Sechstes Capitel.

Von der Nichtigkeit und der Aufhebung des Kaufvertrages.

1658. Ausser den in dem gegenwärtigen Titel bereits angeführten Ursachen der Nichtigkeit oder Aufhebung, und ausser denen, welche allen Verträgen gemein sind, kann der Kaufvertrag auch noch durch Ausübung des Wiederkaufsrechtes, und wegen unverhältnismäßiger Niedrigkeit des Preises aufgehoben werden.

(*) S. Art. 1184 u. 1612.

SECTION PREMIÈRE.

De la Faculté de rachat.

1659. La faculté de rachat ou de réméré est un pacte par lequel le vendeur se réserve de reprendre la chose vendue, moyennant la restitution du prix principal, et le remboursement dont il est parlé à l'article 1673.

1660. La faculté de rachat ne peut être stipulée pour un terme excédant cinq années.

Si elle a été stipulée pour un terme plus long, elle est réduite à ce terme.

1661. Le terme fixé est de rigueur, et ne peut être prolongé par le juge.

1662. Faute par le vendeur d'avoir exercé son action de réméré dans le terme prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable.

1663. Le délai court contre toutes personnes, même contre le mineur, sauf, s'il y a lieu, le recours contre qui de droit.

1664. Le vendeur à pacte de rachat peut exercer son action contre un second acquéreur, quand même la faculté de réméré n'aurait pas été déclarée dans le second contrat.

1665. L'acquéreur à pacte de rachat exerce tous les droits de son vendeur; il peut prescrire tant contre le véritable maître que contre ceux qui prétendraient des droits ou hypothèques sur la chose vendue.

1666. Il peut opposer le bénéfice de la discussion aux créanciers de son vendeur.

1667. Si l'acquéreur à pacte de réméré d'une partie indivise d'un héritage, s'est rendu adjudicataire de la totalité sur une licitation provoquée contre lui, il peut obliger le vendeur à retirer le tout lorsque celui-ci veut user du pacte.

Erster Abschnitt.

Von dem Wiederkaufsrechte.

1659. Die Ausbedingung des Wiederkaufs ist eine Übereinkunft, durch welche der Verkäufer sich vorbehält, gegen Wiedererstattung des Kaufpreises und gegen die im 1673. Artikel erwähnte Vergütung die verkaufte Sache zurückzunehmen.

1660. Das Wiederkaufsrecht kann nicht auf längere Zeit, als fünf Jahre, vorbehalten werden.

Ist es auf eine längere Zeit vorbehalten worden, so wird es auf diese Frist eingeschränkt.

1661. Die festgesetzte Frist ist streng zu beobachten, und kann von dem Richter nicht verlängert werden.

1662. Hat der Verkäufer seine Klage auf Wiederkauf binnen der vorgeschriebenen Frist nicht angestellt, so bleibt der Käufer unwiderruflicher Eigenthümer.

1663. Die Frist läuft gegen alle Personen, selbst gegen Minderjährige, mit Vorbehalt des etwa Statt findenden Regresses gegen jeden dazu Verbundenen.

1664. Der Verkäufer, der sich das Wiederkaufsrecht vorbehalten hat, kann seine Klage gegen einen zweyten Erwerber geltend machen, wenn gleich in dem zweyten Vertrage von dem Wiederkaufsrechte keine Erwähnung geschehen ist.

1665. Der Käufer, gegen welchen das Wiederkaufsrecht vorbehalten wurde, übt alle Rechte seines Verkäufers aus; er kann sowohl gegen den wahren Eigenthümer, als gegen diejenigen verfahren, welche etwa Rechte oder Hypotheken auf die verkaufte Sache zu haben behaupten.

1666. Er kann den Gläubigern seines Verkäufers die Einrede der Vorausklage entgegensetzen. (*)

1667. Wenn der Käufer eines nicht abgesonderten Theiles eines in Gemeinschaft stehenden Grundstückes, gegen welchen das Wiederkaufsrecht vorbehalten wurde, bey einer wider ihn ausgewirkten Versteigerung das Ganze erstanden hat, so kann er den Verkäufer, wenn dieser von dem Wiederkaufsrechte Gebrauch machen will, nöthigen, das Ganze zurückzukaufen.

(*) C. Art. 2021.

1668. Si plusieurs ont vendu conjointement et par un seul contrat un héritage commun entre eux, chacun ne peut exercer l'action en réméré que pour la part qu'il y avait.

1669. Il en est de même, si celui qui a vendu seul un héritage a laissé plusieurs héritiers.

Chacun de ces cohéritiers ne peut user de la faculté de rachat que pour la part qu'il prend dans la succession.

1670. Mais, dans le cas des deux articles précédents, l'acquéreur peut exiger que tous les co-vendeurs ou tous les cohéritiers soient mis en cause, afin de se concilier entre eux pour la reprise de l'héritage entier; et, s'ils ne se concilient pas, il sera renvoyé de la demande.

1671. Si la vente d'un héritage appartenant à plusieurs n'a pas été faite conjointement et de tout l'héritage ensemble, et que chacun n'ait vendu que la part qu'il y avait, ils peuvent exercer séparément l'action en réméré sur la portion qui leur appartenait;

Et l'acquéreur ne peut forcer celui qui l'exercera de cette manière, à retirer le tout.

1672. Si l'acquéreur a laissé plusieurs héritiers, l'action en réméré ne peut être exercée contre chacun d'eux que pour sa part, dans le cas où elle est encore indivise, et dans celui où la chose vendue a été partagée entre eux.

Mais s'il y a eu partage de l'hérédité, et que la chose vendue soit échue au lot de l'un des héritiers, l'action en réméré peut être intentée contre lui pour le tout.

1673. Le vendeur qui use du pacte de rachat, doit rembourser non-seulement le prix principal, mais encore les frais et loyaux coûts de la vente, les réparations nécessaires, et celles qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de

1668. Wenn durch einen und denselben Vertrag Mehrere zusammen ein ihnen gemeinschaftlich zustehendes Grundstück verkauft haben, so kann ein jeder von ihnen nur in Ansehung des ihm zugehörig gewesenen Antheils das Wiederkaufsrecht ausüben.

1669. Ein Gleiches gilt, wenn derjenige, der für sich allein ein Grundstück verkauft hat, mehrere Erben hinterlassen hat.

Ein jeder dieser Miterben kann das Wiederkaufsrecht nur für den Theil ausüben, welcher ihm an dem Nachlasse zusteht.

1670. In den Fällen der beyden vorhergehenden Artikeln kann jedoch der Käufer verlangen, daß alle Mitverkäufer oder alle Miterben zur Theilnahme an dem Rechtsstreite aufgefordert werden, um sich unter einander über die Zurücknahme des ganzen Grundstückes zu vereinigen; erfolgt keine Vereinigung, so ist er von der Klage zu entbinden.

1671. Wenn der Verkauf eines Grundstückes, das Mehreren gehörte, nicht von ihnen gemeinschaftlich und nicht über das Grundstück im Ganzen abgeschlossen, sondern von jedem Einzelnen nur der ihm daran zugestandene Theil verkauft worden ist, so kann jeder von ihnen für sich besonders die Klage auf Wiederkauf in Ansehung des Theiles anstellen, der ihm gehörte;

und der Käufer kann denjenigen, der sie auf diese Weise anstellt, nicht zwingen, das Ganze zu nehmen.

1672. Hat der Käufer mehrere Erben hinterlassen, so kann, wenn sie die verkaufte Sache noch in Gemeinschaft besitzen oder unter sich vertheilt haben, die Klage auf Wiederkauf gegen einen jeden derselben nur für seinen Antheil angestellt werden.

Ist aber bey der Theilung der Erbschaft die verkaufte Sache ganz in das Loos Eines der Erben gefallen, so hat gegen diesen die Klage auf Wiederkauf in Ansehung des Ganzen Statt.

1673. Der Verkäufer, der den Vorbehalt des Wiederkaufes geltend macht, muß nicht allein den Kaufpreis zurückgeben, sondern auch die Kosten und gesetzmäßigen Gebühren des Kaufvertrags, dann die nothwendigen Reparaturen, und diejenigen, welche den Werth des Grundstückes erhöht haben, bis zum Betrage dieses erhöhten

cette augmentation. Il ne peut entrer en possession qu'après avoir satisfait à toutes ces obligations.

Lorsque le vendeur rentre dans son héritage par l'effet du pacte de rachat, il le reprend exempt de toutes les charges et hypothèques dont l'acquéreur l'aurait grevé; il est tenu d'exécuter les baux faits sans fraude par l'acquéreur.

SECTION II.

De la Rescision de la Vente pour cause de lésion.

1674. Si le vendeur a été lésé de plus de sept douzièmes dans le prix d'un immeuble, il a le droit de demander la rescision de la vente, quand même il aurait expressément renoncé dans le contrat à la faculté de demander cette rescision, et qu'il aurait déclaré donner la plus-value.

1675. Pour savoir s'il y a lésion de plus de sept douzièmes, il faut estimer l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente.

1676. La demande n'est plus recevable après l'expiration de deux années, à compter du jour de la vente.

Ce délai court contre les femmes mariées, et contre les absents, les interdits, et les mineurs venant du chef d'un majeur qui a vendu.

Ce délai court aussi et n'est pas suspendu pendant la durée du temps stipulé pour le pacte de rachat.

1677. La preuve de la lésion ne pourra être admise que par jugement, et dans le cas seulement où les faits articulés seraient assez vraisemblables et assez graves pour faire présumer la lésion.

1678. Cette preuve ne pourra se faire que par un rapport de trois experts, qui seront tenus

Werths, vergüten. Er kann nicht eher in den Besitz eintreten, bis er alle diese Verbindlichkeiten erfüllt hat.

Wenn ein Verkäufer durch den vorbehaltenen Wiederkauf wieder zu seinem Grundstücke gelangt, so erhält er es frey von allen Lasten und Hypotheken zurück, womit der Käufer es etwa beschwert hat; doch ist er verbunden, die von dem Käufer ohne Gefährde geschlossenen Pachtverträge zu halten.

Zweyter Abschnitt.

Von Aufhebung des Kaufvertrags wegen Verletzung.

1674. Ist der Verkäufer in dem Kaufpreise eines unbeweglichen Gutes um mehr als sieben Zwölftel verletzt worden, so hat er das Recht, die Aufhebung des Verkaufes zu verlangen, selbst wenn er in dem Vertrage auf die Befugniß, diese Aufhebung zu fordern, Verzicht geleistet und erklärt haben sollte, daß er dasjenige, was die Sache mehr werth ist, (dem Käufer) schenke.

1675. Um auszumitteln, ob eine Verletzung über sieben Zwölftel vorhanden seye, muß das unbewegliche Gut nach seinem Zustande und Werthe zur Zeit des Verkaufes abgeschätzt werden. (*)

1676. Nach Ablauf von zwey Jahren, von dem Tage des Verkaufes an zu rechnen, ist diese Klage nicht mehr zulässig.

Diese Frist läuft gegen verheirathete Frauen, gegen Abwesende und Interdicirte, wie auch gegen Minderjährige, welche in die Rechte eines volljährigen Verkäufers getreten sind.

Diese Frist läuft auch unausgesetzt während der zur Ausübung des Wiederkaufsrechtes bedungenen Zeit.

1677. Der Beweis der Verletzung kann nicht anders, als durch ein Urtheil, und zwar nur dann zugelassen werden, wenn die angeführten Thatfachen wahrscheinlich und erheblich genug sind, um eine Verletzung vermuthen zu lassen.

1678. Dieser Beweis kann nicht anders geführt werden, als durch einen Bericht dreyer Sachverständigen, wel-

(*) S. Art. 890.

de dresser un seul procès-verbal commun, et de ne former qu'un seul avis à la pluralité des voix.

1679. S'il y a des avis différents, le procès-verbal en contiendra les motifs, sans qu'il soit permis de faire connaître de quel avis chaque expert a été.

1680. Les trois experts seront nommés d'office; à moins que les parties ne se soient accordées pour les nommer tous les trois conjointement.

1681. Dans le cas où l'action en rescision est admise, l'acquéreur a le choix ou de rendre la chose en retirant le prix qu'il en a payé, ou de garder le fonds en payant le supplément du juste prix, sous la déduction du dixième du prix total.

Le tiers possesseur a le même droit, sauf sa garantie contre son vendeur.

1682. Si l'acquéreur préfère garder la chose en fournissant le supplément réglé par l'article précédent, il doit l'intérêt du supplément, du jour de la demande en rescision.

S'il préfère la rendre et recevoir le prix, il rend les fruits du jour de la demande.

L'intérêt du prix qu'il a payé, lui est aussi compté du jour de la même demande, ou du jour du paiement, s'il n'a touché aucuns fruits.

1683. La rescision pour lésion n'a pas lieu en faveur de l'acheteur.

1684. Elle n'a pas lieu en toutes ventes qui, d'après la loi, ne peuvent être faites que d'autorité de justice.

1685. Les règles expliquées dans la section précédente pour les cas où plusieurs ont vendu conjointement ou séparément, et pour celui où le vendeur ou l'acheteur a laissé plusieurs héritiers,

che nur Ein gemeinschaftliches Protokoll aufnehmen, und nur Ein Gutachten nach der Mehrheit der Stimmen abgeben dürfen.

1679. Sind die Meinungen verschieden, so muß das Protokoll die Gründe derselben enthalten, ohne daß es jedoch erlaubt wäre, anzuführen, welcher Meinung jeder Sachverständige gewesen ist.

1680. Die drey Sachverständigen werden von Amts wegen ernannt; die Parthenen müßten sich denn vereinigt haben, sie alle drey gemeinschaftlich zu ernennen.

1681. Im Falle die Klage auf Aufhebung zugelassen wird, hat der Käufer die Wahl, entweder die Sache zurückzugeben, und den dafür bezahlten Preis wieder in Empfang zu nehmen, oder das Grundstück zu behalten, und die an dem wahren Werthe fehlende Summe, jedoch mit Abzug eines Zehntels des vollen Werthes, nachzuzahlen.

Der dritte Besizer hat das nämliche Recht, mit Vorbehalt seines Anspruchs auf Gewährleistung gegen seinen Verkäufer.

1682. Zieht es der Käufer vor, die Sache zu behalten, und die in dem vorhergehenden Artikel bestimmte Nachzahlung zu leisten, so muß er die Zinsen der nachzuzahlenden Summe von dem Tage der angestellten Aufhebungs-Klage an entrichten.

Zieht er die Zurückgabe der Sache und die Wiedernahme des Kaufpreises vor, so hat er die Früchte von dem Tage der angestellten Klage an zu erstatten.

Dagegen müssen die Zinsen des von ihm bezahlten Kaufpreises ihm gleichfalls vergütet werden, und zwar entweder von dem Tage der angestellten Klage, oder, wenn er gar keine Früchte bezogen hat, von dem Tage der geschehenen Zahlung an.

1683. Zum Vortheile des Käufers findet die Aufhebung wegen Verlegung nicht Statt.

1684. Sie findet auch bey allen denjenigen Verkäufen nicht Statt, welche den Gesetzen nach nur unter gerichtlicher Autorität vorgenommen werden können.

1685. Die in dem vorhergehenden Abschnitte aufgestellten Regeln, sowohl für die Fälle, wo mehrere zusammen oder abgesondert verkauft haben, als auch für den Fall, wo der Verkäufer oder der Käufer mehrere Erben

sont pareillement observées pour l'exercice de l'action en rescision.

CHAPITRE VII.

De la Licitation.

1686. Si une chose commune à plusieurs ne peut être partagée commodément et sans perte;

Ou si, dans un partage fait de gré à gré de biens communs, il s'en trouve quelques-uns qu'aucun des copartageants ne puisse ou ne veuille prendre,

La vente s'en fait aux enchères, et le prix en est partagé entre les copropriétaires.

1687. Chacun des copropriétaires est le maître de demander que les étrangers soient appelés à la licitation: ils sont nécessairement appelés lorsque l'un des copropriétaires est mineur.

1688. Le mode et les formalités à observer pour la licitation sont expliqués au titre *des Successions* et au Code judiciaire.

CHAPITRE VIII.

Du Transport des Créances et autres Droits incorporels.

1689. Dans le transport d'une créance, d'un droit ou d'une action sur un tiers, la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre.

hinterlassen haben, sind auch bey Anstellung der Aufhebungs-klage zu beobachten.

Siebentes Capitel.

Von der Versteigerung gemeinschaftlicher Güter.

1686. Wenn eine Mehreren gemeinschaftlich zugehörige Sache nicht füglich und ohne Verlust getheilt werden kann;

oder wenn bey einer freywilligen Theilung gemeinschaftlicher Güter sich einige vorfinden, die keiner der Theilenden annehmen kann oder will;

so werden diese Sachen an den Meistbietenden versteigert, und der Kaufpreis wird unter die Miteigenthümer vertheilt.

1687. Ein jeder der Miteigenthümer ist berechtigt, zu verlangen, daß Fremde zur Theilnahme an der Versteigerung aufgefordert werden; diese Aufforderung muß nothwendig geschehen, wenn einer der Miteigenthümer noch minderjährig ist. (*)

1688. Die Art und Weise der Versteigerung und die dabey zu beobachtenden Formlichkeiten werden in dem Titel von der Erbfolge, und in dem Gesetzbuche über das gerichtliche Verfahren angegeben. (**)

Achtes Capitel.

Von der Abtretung der Forderungen und anderer unförperlichen Rechte.

1689. Bey der Abtretung einer Forderung, eines Rechtes oder einer Klage gegen einen Dritten geschieht die Überlieferung zwischen dem Cedenten (den Abtretenden) und dem Cessionar (dem, an welchen abgetreten wird) durch Einhändigung der darüber vorhandenen Urkunde. (***)

(*) S. Art. 839.

(**) S. C. G. D. Art. 966. u. f.

(***) S. Art. 1607.

1690. Le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur.

Néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique.

1691. Si, avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé le cédant, il sera valablement libéré.

1692. La vente ou cession d'une créance comprend les accessoires de la créance, tels que caution, privilège et hypothèque.

1693. Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie.

1694. Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence seulement du prix qu'il a retiré de la créance.

1695. Lorsqu'il a promis la garantie de la solvabilité du débiteur, cette promesse ne s'entend que de la solvabilité actuelle, et ne s'étend pas au temps à venir, si le cédant ne l'a expressément stipulé.

1696. Celui qui vend une hérédité sans en spécifier en détail les objets, n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier.

1697. S'il avait déjà profité des fruits de quelque fonds, ou reçu le montant de quelque créance appartenant à cette hérédité, ou vendu quelques effets de la succession, il est tenu de les rembourser à l'acquéreur, s'il ne les a expressément réservés lors de la vente.

1590. In Ansehung dritter Personen erlangt der Cessionar den Besitz erst durch die dem Schuldner geschehene Bekanntmachung der Abtretung. (*)

Der Cessionar kann jedoch auch dadurch zum Besitze gelangen, daß der Schuldner in einer öffentlichen Urkunde die Abtretung annimmt.

1591. Wenn der Schuldner an den Cedenten gezahlt hat, eh ihm dieser oder der Cessionar die Abtretung bekannt gemacht hatten, so ist er gültigerweise befreit.

1592. Der Verkauf oder die Abtretung einer Forderung begreift auch die Zubehörungen der Forderung in sich, wie z. B. Bürgschaften, Privilegien und Hypotheken. (**)

1593. Wer eine Forderung oder ein anderes unkörperliches Recht verkauft, der muß für deren wirkliches Daseyn zur Zeit der Abtretung haften, wenn gleich bey der Abtretung keine Gewährleistung versprochen wurde.

1594. Für die Zahlungsfähigkeit des Schuldners hat er nur dann zu haften, wenn er sich dazu verbindlich gemacht hat, und nur bis zum Betrage des Preises, den er für die Forderung empfangen hat.

1595. Wenn er die Gewährleistung für die Zahlungsfähigkeit des Schuldners versprochen hat, so ist dieses Versprechen nur von der gegenwärtigen Zahlungsfähigkeit zu verstehen, und es erstreckt sich nicht auf die Zukunft, wenn nicht der Cedent sich ausdrücklich dazu verbindlich gemacht hat.

1596. Wer eine Erbschaft verkauft, ohne die Gegenstände derselben einzeln anzugeben, der hat nur dafür zu haften, daß er der rechtmäßige Erbe sey.

1597. Hatte er schon die Früchte des einen oder andern Grundstückes bezogen, oder den Betrag einer zur Erbschaft gehörigen Forderung in Empfang genommen, oder einige Erbschaftssachen veräußert, so ist er verbunden, alles dieß dem Käufer zu ersetzen, wenn er es bey dem Verkaufe nicht ausdrücklich ausgenommen hat.

(*) C. Art. 2214.

(**) C. Art. 2112.

1698. L'acquéreur doit de son côté rembourser au vendeur ce que celui-ci a payé pour les dettes et charges de la succession, et lui faire raison de tout ce dont il était créancier, s'il n'y a stipulation contraire.

1699. Celui contre lequel on a cédé un droit litigieux peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession avec les frais et loyaux coûts, et avec les intérêts à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite.

1700. La chose est censée litigieuse dès qu'il y a procès et contestation sur le fond du drat.

1701. La disposition portée en l'article 1699 cesse,

1° Dans le cas où la cession a été faite à un cohéritier ou copropriétaire du droit cédé;

2° Lorsqu'elle a été faite à un créancier en paiement de ce qui lui est dû;

3° Lorsqu'elle a été faite au possesseur de l'héritage sujet au droit litigieux.

TITRE SEPTIÈME.

De l'Échange.

(Décrété le 7 mars 1804. Promulgué le 17 du même mois.)

1702. L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

1703. L'échange s'opère par le seul consentement, de la même manière que la vente.

1698. Der Käufer muß dagegen, in Ermangelung einer entgegenstehenden Uebereinkunft, dem Verkäufer alles dasjenige erstatten, was dieser an Schulden und Lasten der Erbschaft getilgt hat, und ihm alles vergüten, was er als Gläubiger zu fordern hatte.

1699. Wenn ein Streitiges Recht abgetreten wurde, so kann der, gegen welchen dasselbe zusteht, sich seiner Verbindlichkeit gegen den Cessionar dadurch entledigen, daß er ihm den wirklichen Preis der Abtretung nebst den Kosten und gesetzmäßigen Gebühren, so wie auch die Zinsen von dem Tage an vergütet, da der Cessionar den Preis der an ihn geschehenen Abtretung gezahlt hat.

1700. Die Sache wird von dem Augenblicke an als Streitig angesehen, wo über das Recht selbst ein Rechtsstreit und gerichtlicher Widerspruch entstanden ist.

1701. Die im 1699. Artikel enthaltene Verfügung fällt weg,

1) wenn die Abtretung an einen Miterben oder an einen Miteigenthümer des abgetretenen Rechtes geschehen ist;

2) wenn sie an einen Gläubiger als Zahlung für das, was man ihm schuldig war, geschehen ist;

3) wenn sie an den Besitzer des dem Streitigen Rechte unterworfenen Grundstückes geschehen ist.

Siebenter Titel.

Von dem Tauschvertrage.

(Decretirt den 7. März 1804. Promulgirt den 17. desselben Monats.)

1702. Der Tausch ist ein Vertrag, wodurch die Partheyen sich wechselseitig eine Sache für die andere geben.

1703. Der Tausch kommt auf gleiche Art, wie der Kauf, durch bloße Einwilligung zu Stande.

1704. Si l'un des copermutants a déjà reçu la chose à lui donnée en échange, et qu'il prouve ensuite que l'autre contractant n'est pas propriétaire de cette chose, il ne peut pas être forcé à livrer celle qu'il a promise en contreéchange, mais seulement à rendre celle qu'il a reçue.

1705. Le copermutant qui est évincé de la chose qu'il a reçue en échange, a le choix de conclure à des dommages et intérêts, ou de répéter sa chose.

1706. La rescision pour cause de lésion n'a pas lieu dans le contrat d'échange.

1707. Toutes les autres règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent d'ailleurs à l'échange.

TITRE HUITIÈME.

Du Contrat de Louage.

(Décrété le 7 mars 1804. Promulgué le 17 du même mois.)

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

1708. Il y a deux sortes de contrats de louage:

Celui des choses,
Et celui d'ouvrage.

1709. Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer.

1710. Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

1704. Hat einer der Tauschenden die von ihm eingetauschte Sache wirklich empfangen, und er beweist nachher, daß der andere Contrahent nicht Eigenthümer dieser Sache war, so kann er nicht gezwungen werden, die dagegen versprochene zu überliefern, sondern nur die empfangene zurückzugeben.

1705. Der Contrahent, dem die gegen die seinige eingetauschte Sache entwährt wurde, hat die Wahl, entweder Schadensersatz zu verlangen, oder seine Sache zurückzufordern.

1706. Bey dem Tauschvertrage findet die Aufhebung wegen Verletzung nicht Statt.

1707. Außerdem sind alle übrigen für den Kaufvertrag vorgeschriebenen Regeln auch auf den Tausch anwendbar.

Achter Titel.

Von dem Miethvertrage.

(Decretirt den 7. März 1804. Promulgirt den 17. desselben Monats.)

Erstes Capitel.

Allgemeine Verfügungen.

1708. Es gibt zwey Gattungen des Miethvertrages:

den Miethvertrag über Sachen,
und den über Arbeit.

1709. Der Miethvertrag über Sachen ist derjenige Vertrag, wodurch die eine Parthey sich verbindlich macht, der andern auf eine bestimmte Zeit und gegen einen bestimmten Preis, den diese letztere zu zahlen verspricht, die Benutzung einer Sache zu überlassen.

1710. Der Miethvertrag über Arbeit ist derjenige Vertrag, wodurch die eine Parthey sich verpflichtet, für die andere, gegen einen unter ihnen verabredeten Preis, etwas zu thun.

1711. Ces deux genres de louage se subdivisent encore en plusieurs espèces particulières:

On appelle *bail à loyer*, le louage des maisons et celui des meubles;

Bail à ferme, celui des héritages ruraux;

Loyer, le louage du travail ou du service;

Bail à cheptel, celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui il les confie.

Les *devis*, *marché* ou *prix fait*, pour l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, sont aussi un louage, lorsque la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage se fait.

Ces trois dernières espèces ont des règles particulières.

1712. Les baux des biens nationaux, des biens des communes et des établissements publics, sont soumis à des règlements particuliers.

CHAPITRE II.

Du Louage des choses.

1713. On peut louer toutes sortes de biens meubles ou immeubles.

SECTION PREMIÈRE.

Des Règles communes aux Baux des Maisons et des Biens ruraux.

1714. On peut louer ou par écrit, ou verbalement.

1715. Si le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et que l'une des parties le nie, la preuve ne peut être reçue par témoins,

1) Auch die Bauüberschläge, Handel und Preisbestimmungen, mittelst welcher Jemand ein Werk für eine bestimmte Summe auszuführen übernimmt, sind Miethcontracte, L. Unternehmungen eines auszuführenden Werkes für einen bestimmten Preis, devis, marché oder prix fait, sind gleichfalls Gattungen des Miethcontractes.

1711. Diese beyden Gattungen des Miethvertrages werden noch ferner in mehrere besondere Arten abgetheilt:

Man nennt *Miethe*, den Miethvertrag über Häuser und Mobilien;

Pacht, den über Feldgüter;

Verdingung, den über Arbeit oder Dienste;

Biehpacht, den über Vieh, dessen Nutzen zwischen dem Eigenthümer, und dem, welchem er dasselbe anvertraut, getheilt wird.

Die Übernahme einer bestimmten Arbeit für einen gewissen Preis nach einem *Anschlage* oder *Accorde* ist gleichfalls ein Miethvertrag ¹⁾, wenn derjenige, für welchen die Arbeit gemacht wird, die Materialien dazu liefert.

Diese letztern drey Arten haben ihre besondern Regeln.

1712. Die Verpachtungen der Nationalgüter, und der den Gemeinden und öffentlichen Anstalten gehörigen Güter richtet sich nach besonderen Verordnungen.

Zweytes Capitel.

Von dem Miethvertrage über Sachen.

1713. Man kann jede Art beweglicher oder unbeweglicher Sachen vermietthen.

Erster Abschnitt.

Von den für die Vermietthung der Häuser und der Feldgüter gemeinschaftlichen Regeln.

1714. Man kann den Miethvertrag sowohl schriftlich, als mündlich, schließen.

1715. Wenn der ohne schriftlichen Aufsatz geschlossene Miethvertrag noch gar nicht in Vollziehung gesetzt ist, und von einem der beyden Theile abgeleugnet wird, so ist

tes, D. u. M. Die Uebernahme eines Werkes nach einem Bauanschlag, nach einem Accord, oder um einen gewissen Preis, ist auch Vermietthung, S. Anschlag, Accord, oder Verdingung, wodurch man die Ausführung eines Werkes unternimmt, sind gleichfalls Gattungen des Miethcontracts, E.

quelque modique qu'en soit le prix, et quoiqu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données.

Le serment peut seulement être déféré à celui qui nie le bail.

1716. Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé, et qu'il n'existera point de quittance, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts; auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

1717. Le preneur a le droit de sous-louer, et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite.

Elle peut être interdite pour le tout ou partie. Cette clause est toujours de rigueur.

1718. Les articles du titre du *Contrat de mariage, et des Droits respectifs des Époux*, relatifs aux baux des biens des femmes mariées, sont applicables aux baux des biens des mineurs.

1719. Le bailleur est obligé, par la nature du contrat, et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière,

1° De délivrer au preneur la chose louée;
2° D'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée;

3° D'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail.

1720. Le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce.

(*) G. Art. 1763.

(**) G. Art. 1429 u. 1430.

Kein Beweis durch Zeugen zulässig, so gering auch immer der Miethzins seyn mag, und wenn man gleich behauptet, daß eine Draufgabe gegeben worden seye.

Es kann bloß demjenigen, welcher den Miethvertrag ableugnet, der Eid zugeschoben werden.

1716. Wenn bey einem mündlich geschlossenen Miethvertrage, dessen Vollziehung schon angefangen hat, über den Betrag des Miethzinses Streit entsteht, so wird, falls keine Quittung vorhanden ist, dem Eigenthümer auf seinen Eid geglaubt; es müßte denn der Miether die Schätzung durch Sachverständige vorziehen, in welchem Falle die Kosten der Schätzung ihm zur Last fallen, wenn der Anschlag den von ihm angegebenen Miethzins übersteigt.

1717. Der Miether ist zur Untervermietung, und selbst zur Abtretung seiner Mieth an einen Andern berechtigt, wenn ihm diese Befugniß nicht entzogen worden ist. 2)

Sie kann ihm ganz oder zum Theile entzogen werden.

Diese Bestimmung ist immer streng zu beobachten. (*)

1718. Die in dem Titel von dem Ehevertrage und den wechselseitigen Rechten der Ehegatten vorkommenden Artikel, welche sich auf die Vermietung der Güter verheiratheter Frauen beziehen, sind auch auf die Vermietung der Güter der Minderjährigen anwendbar. (**)

1719. Der Vermiether ist nach der Natur des Vertrages, und ohne daß es deßhalb einer besondern Übereinkunft bedürfte, verbunden,

1) dem Miether die vermietete Sache zu überliefern;

2) diese Sache in dem Zustande zu erhalten, daß sie den Gebrauch, wozu sie vermietet worden ist, zu gewähren fähig bleibt;

3) dem Miether während der Dauer der Miethzeit die ruhige Benutzung der Sache zu verschaffen.

1720. Der Vermiether ist schuldig, die Sache in einem solchen Zustande zu überliefern, daß die Ausbesserungen jeder Art zuvor geschehen sind.

2) Der Miether ist zur Astervermietung berechtigt; er hat sogar das Recht, seine Mieth an einen andern zu übertragen, wenn die Befugniß dazu ihm nicht untersagt worden ist. L.

Il doit y faire, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les locatives.

1721. Il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail.

S'il résulte de ces vices ou défauts quelque perte pour le preneur, le bailleur est tenu de l'indemniser.

1722. Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander ou une diminution du prix, ou la résiliation même du bail. Dans l'un et l'autre cas, il n'y a lieu à aucun dédommagement.

1723. Le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée.

1724. Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes, et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommode qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée.

Mais, si ces réparations durent plus de quarante jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.

Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, celui-ci pourra faire résilier le bail.

1725. Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par voies de fait à sa jouissance, sans prétendre

Während der Dauer der Miethzeit muß er alle daran etwa nothwendig gewordenen Ausbesserungen vornehmen, mit Ausnahme derjenigen, welche dem Miether zur Last fallen. (*)

1721. Dem Miether gebührt die Gewährleistung für alle Fehler oder Mängel der vermiethteten Sache, welche den Gebrauch derselben verhindern, selbst wenn der Vermietther sie bey Eingehung des Miethvertrages nicht gekannt haben sollte.

Entsteht aus diesen Fehlern oder Mängeln irgend ein Verlust für den Miether, so ist der Vermietther verbunden, ihn zu entschädigen.

1722. Ist die vermiethtete Sache während der Miethzeit durch Zufall ganz zerstört worden, so ist der Miethvertrag kraft des Gesetzes aufgehoben; wurde sie nur zum Theile zerstört, so kann der Miether, nach Beschaffenheit der Umstände, entweder eine Verminderung des Miethzinses, oder selbst die Aufhebung des Miethvertrages verlangen. In dem einen wie in dem andern Falle hat keine Entschädigung Statt.

1723. Der Vermietther darf während der Miethzeit die Gestalt der vermiethteten Sache nicht verändern.

1724. Wenn die vermiethtete Sache während der Miethzeit dringender Ausbesserungen bedarf, die sich nicht bis zu Ende derselben aufschieben lassen, so muß der Miether dieselben zugeben, so beschwerlich sie ihm auch immer seyn mögen, und wenn sie ihm gleich, während sie geschehen, einen Theil der gemiethteten Sache entziehen sollten.

Dauern jedoch diese Ausbesserungen länger als vierzig Tage, so wird der Miethzins nach Verhältniß der Zeit und des dem Miether entzogenen Theiles der gemiethteten Sache vermindert.

Sind die Ausbesserungen von der Art, daß sie die dem Miether für sich und seine Familie nöthige Wohnung unbewohnbar machen, so kann dieser den Miethvertrag aufheben lassen.

1725. Der Vermietther ist dem Miether keine Gewährleistung für solche Störungen seiner Benutzung schuldig, welche dritte Personen durch eigenmächtige Handlungen

(*) S. Art. 1754 — 1756.

d'ailleurs aucun droit sur la chose louée; sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel.

1726. Si, au contraire, le locataire ou le fermier ont été troublés dans leur jouissance par suite d'une action concernant la propriété du fonds, ils ont droit à une diminution proportionnée sur le prix du bail à loyer ou à ferme, pourvu que le trouble et l'empêchement aient été dénoncés au propriétaire.

1727. Si ceux qui ont commis les voies de fait, prétendent avoir quelque droit sur la chose louée, ou si le preneur est lui-même cité en justice pour se voir condamner au délaissement de la totalité ou de partie de cette chose, ou à souffrir l'exercice de quelque servitude, il doit appeler le bailleur en garantie, et doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nommant le bailleur pour lequel il possède,

1728. Le preneur est tenu de deux obligations principales,

1^o D'user de la chose louée en bon père de famille, et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention;

2^o De payer le prix du bail aux termes convenus.

1729. Si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

1730. S'il a été fait un état des lieux entre le bailleur et le preneur, celui-ci doit rendre

gen verursachen, ohne jedoch ein Recht auf die vermietete Sache zu behaupten; dem Miether bleibt es aber vorbehalten, dieselben in eigenem Namen gerichtlich zu belangen.

1726. Wenn hingegen der Miether oder Pächter durch eine das Eigenthum des Grundstückes betreffende Klage in seiner Benutzung gestört wird, so ist er berechtigt, eine verhältnißmäßige Verminderung des Mieth- oder Pachtzinses zu fordern, vorausgesetzt, daß dem Eigenthümer von der Störung und Verhinderung Anzeige geschehen ist.

1727. Wenn diejenigen, welche die eigenmächtigen Handlungen unternommen haben, irgend ein Recht auf die vermietete Sache zu haben behaupten, oder wenn der Miether selbst vor Gericht gefordert ist, um zur gänzlichen oder theilweisen Räumung dieser Sache, oder zur Gestattung der Ausübung irgend einer Servitut verurtheilt zu werden, so muß er den Vermiether zur Gewährleistung auffordern, und sobald er den Vermiether, in dessen Namen er besitzt, genannt hat, auf Verlangen aus dem Processe entlassen werden.

1728. Dem Miether liegen zwei Hauptverbindlichkeiten ob:

1) die gemietete Sache als ein guter Hausvater, und der Bestimmung gemäß zu gebrauchen, welche ihr entweder durch den Miethvertrag gegeben worden ist, oder welche sich, in Ermangelung einer besondern Übereinkunft, den Umständen nach vermuthen läßt;

2) den Miethzins zu den bestimmten Zeiten zu bezahlen.

1729. Wenn der Miether die gemietete Sache zu einem andern Gebrauche anwendet, als wozu sie bestimmt worden ist, oder zu einem solchen, woraus für den Vermiether ein Nachtheil entstehen könnte³⁾, so kann dieser nach Beschaffenheit der Umstände den Miethvertrag aufheben lassen.

1730. Wenn durch den Vermiether und Miether eine örtliche Beschreibung der vermieteten Sache aufgenommen worden ist, so muß letzterer dieselbe in dem Zustande

3) zu einem andern Gebrauche, als zu welchem sie bestimmt ist, und so, daß daraus für den Vermiether oder Verpächter Nachtheil erwachsen könnte: E.

la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure.

1731. S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire.

1732. Il répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

1733. Il répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve,

Que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction,

Ou que le feu a été communiqué par une maison voisine.

1734. S'il y a plusieurs locataires, tous sont solidairement responsables de l'incendie;

A moins qu'ils ne prouvent que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-là seul en est tenu;

Ou que quelques-uns ne prouvent que l'incendie n'a pu commencer chez eux, auquel cas ceux-là n'en sont pas tenus.

1735. Le preneur est tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires.

1736. Si le bail a été fait sans écrit, l'une des parties ne pourra donner congé à l'autre qu'en observant les délais fixés par l'usage des lieux.

1737. Le bail cesse de plein droit à l'expiration du terme fixé, lorsqu'il a été fait par écrit, sans qu'il soit nécessaire de donner congé.

zurückliefern, in welchem er sie, zufolge dieser Beschreibung, empfangen hat, mit Ausnahme dessen, was durch Alter oder unabwendbare Gewalt zu Grunde gegangen oder verschlimmert worden ist. (*)

1731. Ist keine solche Beschreibung aufgenommen worden, so wird, wiewohl mit Vorbehalt des Gegenbeweises, vermuthet, daß der Miether die Sache in einem solchen Zustande erhalten habe, daß alle einem Miether obliegenden Ausbesserungen zuvor geschehen waren, und in diesem Zustande muß er sie auch wieder zurückliefern.

1732. Er haftet für alles, was während seiner Benutzung verschlimmert wird oder zu Grunde geht, in so fern er nicht beweist, daß es ohne sein Verschulden geschehen sey. (**)

1733. Er haftet für jeden Brandschaden, in so fern er nicht beweist,

daß die Feuersbrunst durch Zufall, oder durch unabwendbare Gewalt, oder durch einen Fehler an der Bauart verursacht worden seye,

oder daß das Feuer sich aus einem benachbarten Hause mitgetheilt habe.

1734. Sind mehrere Miether da, so haften sie alle solidarisch für den Brandschaden;

sie müßten denn beweisen, daß das Feuer in der Wohnung eines von ihnen ausgebrochen ist, in welchem Falle dieser allein dafür verantwortlich bleibt;

oder es müßten einige von ihnen den Beweis führen, daß das Feuer bey ihnen nicht ausbrechen konnte, in welchem Falle diese nicht dafür verantwortlich sind.

1735. Der Miether hat für die Verschlimmerungen und die Schäden zu haften, welche von Personen seines Hauses oder von seinen Untermiethern herrühren.

1736. Ist der Miethvertrag nicht schriftlich abgefaßt worden, so kann ein Theil dem andern nur mit Beobachtung der durch den Ortsgebrauch bestimmten Fristen aufkündigen.

1737. Ist der Miethvertrag schriftlich verfaßt worden, so erlischt er kraft des Gesetzes mit dem Ablaufe der darin bestimmten Zeit, ohne daß es einer Aufkündigung bedarf.

(*) S. Art. 607 u. 1755.

(**) S. Art. 1148.

1738. Si, à l'expiration des baux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article relatif aux locations faites sans écrit.

1739. Lorsqu'il y a un congé signifié, le preneur, quoiqu'il ait continué sa jouissance, ne peut invoquer la tacite réconduction.

1740. Dans le cas des deux articles précédents, la caution donnée pour le bail ne s'étend pas aux obligations résultant de la prolongation.

1741. Le contrat de louage se résout par la perte de la chose louée, et par le défaut respectif du bailleur et du preneur, de remplir leurs engagements.

1742. Le contrat de louage n'est point résolu par la mort du bailleur, ni par celle du preneur.

1743. Si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine, à moins qu'il ne se soit réservé ce droit par le contrat de bail.

1744. S'il a été convenu, lors du bail, qu'en cas de vente l'acquéreur pourrait expulser le fermier ou locataire, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages et intérêts, le bailleur est tenu d'indemniser le fermier ou le locataire de la manière suivante.

1745. S'il s'agit d'une maison, appartement ou boutique, le bailleur paye, à titre de dommages et intérêts, au locataire évincé, une somme égale

1738. Wenn nach dem Ablaufe der in einem schriftlich verfaßten Miethvertrage bestimmten Zeit der Miether im Besitze bleibt, und darin gelassen wird, so entsteht hierdurch eine neue Miethe, deren Wirkung nach dem Inhalte des auf nicht schriftlich verfaßte Miethverträge sich beziehenden Artikels zu beurtheilen ist.

1739. Ist dem Miether die Aufkündigung bekannt gemacht worden ⁴⁾, so kann sich derselbe, wenn er gleich in der Benutzung geblieben ist, auf eine stillschweigende Erneuerung des Miethvertrages nicht berufen.

1740. In dem Falle der beyden vorhergehenden Artikel erstreckt sich die für den Miethvertrag bestellte Bürgschaft nicht auf die aus der Verlängerung desselben entstehenden Verbindlichkeiten.

1741. Der Miethvertrag erlischt durch den Untergang der gemietheten Sache, wie auch dadurch, daß der Vermiether oder der Miether seine Verbindlichkeit nicht erfüllt. (*)

1742. Der Miethvertrag wird durch den Tod des Vermiethers oder Miethers nicht aufgehoben.

1743. Wenn der Vermiether die vermietete Sache verkauft, so ist der Käufer nicht berechtigt, den Pächter oder Miether, dessen Pacht- oder Miethvertrag in einer öffentlichen Urkunde enthalten, oder mit einem glaubwürdigen Datum versehen ist, zu vertreiben, wenn dieses Recht nicht in dem Miethvertrage vorbehalten worden ist.

1744. Wenn bey Eingehung des Miethvertrags ausgemacht worden ist, daß im Falle eines Verkaufes der Käufer berechtigt seyn solle, den Pächter oder Miether zu vertreiben, wegen des zu leistenden Schadensersatzes aber keine Übereinkunft Statt gefunden hat, so ist der Vermiether schuldig, den Pächter oder Miether auf folgende Weise zu entschädigen.

1745. Ist die Rede von einem Hause, Wohnzimmer oder Kramladen, so zahlt der Vermiether seinem ausgewiesenen Miether als Schadensersatz so viel, als der Mieth-

(*) C. Art. 1184.

4) zugestellt worden, L. insinuiert worden, D. förmlich significirt worden, S. Ist eine gerichtlich angedeutete Aufkündigung erfolgt: E.

au prix du loyer, pendant le temps qui, suivant l'usage des lieux, est accordé entre le congé et la sortie.

1746. S'il s'agit de biens ruraux, l'indemnité que le bailleur doit payer au fermier, est du tiers du prix du bail pour tout le temps qui reste à courir.

1747. L'indemnité se réglera par experts, s'il s'agit de manufactures, usines, ou autres établissements qui exigent de grandes avances.

1748. L'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail, d'expulser le fermier ou locataire en cas de vente, est, en outre, tenu d'avertir le locataire au temps d'avance usité dans le lieu pour les congés.

Il doit aussi avertir le fermier de biens ruraux, au moins un an à l'avance.

1749. Les fermiers ou les locataires ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés par le bailleur, ou à son défaut, par le nouvel acquéreur, des dommages et intérêts ci-dessus expliqués.

1750. Si le bail n'est pas fait par acte authentique, ou n'a point de date certaine, l'acquéreur n'est tenu d'aucuns dommages et intérêts.

1751. L'acquéreur à pacte de rachat ne peut user de la faculté d'expulser le preneur, jusqu'à ce que, par l'expiration du délai fixé pour le réméré, il devienne propriétaire incommutable.

SECTION II.

Des Règles particulières aux Baux à loyer.

1752. Le locataire qui ne garnit pas la maison de meubles suffisants, peut être expulsé, à moins

zins für die Zeit beträgt, welche nach dem Ortsgebrauche zwischen der Aufkündigung und der wirklichen Räumung gestattet ist.

1746. Ist von Feldgütern die Rede, so besteht die Entschädigung, welche der Verpachter dem Pächter zu zahlen hat, in einem Drittel des Pachtzinses für die ganze noch übrige Pachtzeit.

1747. Die Entschädigung wird durch Sachverständige bestimmt, wenn von Manufacturen, Hüttenwerken oder andern Anlagen die Rede ist, die einen großen Vorschuß erfordern.

1748. Der Käufer, welcher sich des im Miethvertrage vorbehaltenen Rechtes bedienen will, den Pächter oder Miether im Falle eines Verkaufes zu vertreiben, ist überdies verbunden, den Miether so lange Zeit vorher zu benachrichtigen, als es bey Aufkündigungen an dem Orte gebräuchlich ist.

Eben so muß er, wenn von Feldgütern die Rede ist, dem Pächter wenigstens ein Jahr zuvor aufkündigen.

1749. Der Pächter oder Miether kann nicht eher zur wirklichen Räumung gezwungen werden, als bis ihm von dem Vermiether, oder, in dessen Ermangelung, von dem neuen Erwerber der oben bestimmte Schadensersatz geleistet worden ist.

1750. Ist der Miethvertrag nicht in einer öffentlichen Urkunde enthalten, oder hat derselbe kein glaubwürdiges Datum, so ist der Käufer zu keinem Schadensersatz verbunden.

1751. Der Käufer, gegen welchen der Wiederkauf vorbehalten wurde, kann sich des Rechtes, den Miether zu vertreiben, nicht eher bedienen, als bis er durch den Ablauf der zum Wiederkaufe bestimmten Zeit unwiderruflicher Eigenthümer geworden ist.

Zweyter Abschnitt.

Von den dem Miethvertrage über Häuser und Mobilien eigenthümlichen Regeln.

1752. Ein Miether, welcher das gemiethete Haus nicht hinlänglich mit Mobilien versieht, kann vertrieben

qu'il ne donne des sûretés capables de répondre du loyer.

1753. Le sous-locataire n'est tenu envers le propriétaire que jusqu'à concurrence du prix de sa sous-location dont il peut être débiteur au moment de la saisie, et sans qu'il puisse opposer des paiements faits par anticipation.

Les paiements faits par le sous-locataire, soit en vertu d'une stipulation portée en son bail, soit en conséquence de l'usage des lieux, ne sont pas réputés faits par anticipation.

1754. Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux, et, entre autres, les réparations à faire,

Aux âtres, contre-coeurs, chambranles et tablettes des cheminées;

Au recrépiment du bas des murailles des appartements et autres lieux d'habitation, à la hauteur d'un mètre;

Aux pavés et carreaux des chambres, lorsqu'il y en a seulement quelques-uns de cassés;

Aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle, ou autres accidents extraordinaires et de force majeure, dont le locataire ne peut être tenu;

Aux portes, croisées, planches de cloison ou de fermeture de boutiques, gonds, targettes et sursures.

1755. Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des locataires, quand elles ne sont occasionnées que par vétusté ou force majeure.

1756. Le curement des puits et celui des fosses d'aisance sont à la charge du bailleur, s'il n'y a clause contraire.

1757. Le bail des meubles fournis pour garnir une maison entière, un corps de logis entier,

werden, wenn er nicht hinreichende Sicherheit für die Zahlung des Miethzinses stellt. (*)

1753. Der Untermiether haftet dem Eigenthümer nur bis zum Betrage des in dem Augenblicke des angelegten Arrestes noch schuldigen Untermiethzinses, ohne sich jedoch auf eine geschehene Vorauszahlung berufen zu dürfen.

Zahlungen, welche der Untermiether zufolge einer in seinem Miethvertrage enthaltenen Bestimmung, oder dem Ortsgebrauche gemäß geleistet hat, sind nicht als Vorauszahlungen zu betrachten.

1754. Die dem Miether obliegenden Ausbesserungen oder kleinen Unterhaltungsreparaturen, welche derselbe in Ermangelung einer entgegenstehenden Übereinkunft zu tragen hat, sind diejenigen, welche durch den Ortsgebrauch als solche anerkannt sind, und unter andern die Ausbesserungen,

an dem Boden, den Rück- und Seitenwänden, Einfassungen und Gesimsen der Kamine;

an der Lünche des untern Theils der Mauern in den Zimmern und andern zur Wohnung bestimmten Orten, bis zur Höhe eines Meters (etwas über drey Fuß);

an den Steinen und Platten der Fußböden in den Zimmern, wenn nur einige derselben zerbrochen sind;

an den Fensterscheiben, wenn dieselben nicht durch Schloßen oder andere außerordentliche und von unabwendbarer Gewalt herrührende Zufälle, wofür der Miether nicht zu haften hat, zerbrochen wurden;

an den Thüren, Fensterrahmen und den Brettern, welche zu Scheidewänden oder zum Verschließen der Kramläden dienen, an dem Thürangeln, Riegeln und Schlössern.

1755. Keine der Ausbesserungen, welche dem Miether sonst obliegen, fällt demselben zur Last, wenn bloß Alter oder unabwendbare Gewalt sie veranlaßt hat.

1756. Das Reinigen der Brunnen und Abtritte fällt dem Vermiether zur Last, wenn nicht das Gegentheil ausbedungen worden ist.

1757. Bey der Vermiethung von Mobilien, welche geliefert werden, um ein ganzes Haus, eine ganze Wohnung,

(*) S. Art. 1766.

une boutique, ou tous autres appartements, est censé fait pour la durée ordinaire des baux de maisons, corps de logis, boutiques ou autres appartements, selon l'usage des lieux.

1758. Le bail d'un appartement meublé est censé fait à l'année, quand il a été fait à tant par an;

Au mois, quand il a été fait à tant par mois;

Au jour, s'il a été fait à tant par jour.

Si rien ne constate que le bail soit fait à tant par an, par mois ou par jour, la location est censée faite suivant l'usage des lieux.

1759. Si le locataire d'une maison ou d'un appartement continue sa jouissance après l'expiration du bail par écrit, sans opposition de la part du bailleur, il sera censé les occuper aux mêmes conditions, pour le terme fixé par l'usage des lieux, et ne pourra plus en sortir ni en être expulsé qu'après un congé donné suivant le délai fixé par l'usage des lieux.

1760. En cas de résiliation par la faute du locataire, celui-ci est tenu de payer le prix du bail pendant le temps nécessaire à la relocation, sans préjudice des dommages et intérêts qui ont pu résulter de l'abus.

1761. Le bailleur ne peut résoudre la location, encore qu'il déclare vouloir occuper par lui-même la maison louée, s'il n'y a eu convention contraire.

1762. S'il a été convenu dans le contrat de louage, que le bailleur pourrait venir occuper la maison, il est tenu de signifier d'avance un congé aux époques déterminées par l'usage des lieux.

einen Laden oder jedes andere Wohnzimmer damit zu versehen, ist anzunehmen, daß dieselbe für die gewöhnliche Zeit geschehen sey, auf welche man nach dem Ortsgebrauche Häuser, Wohnungen, Läden und andere Wohnzimmer zu vermietthen pflegt.

1758. Bey der Vermiethung einer möblirten Wohnung wird angenommen, daß sie auf ein Jahr geschehen seye, wenn dafür ein jährlicher Miethzins verabredet ist; auf einen Monat, wenn der Miethzins monatweise; auf einen Tag, wenn er tageweise bestimmt wurde.

Wenn aber nichts darüber Gewißheit gibt, daß der Miethzins jahrweise, monatweise oder tageweise bestimmt seye, so ist anzunehmen, daß der Miethvertrag dem Ortsgebrauche gemäß geschlossen worden seye.

1759. Wenn der Miether eines Hauses oder einer Wohnung nach dem Ablaufe der in einem schriftlichen Miethvertrage bestimmten Zeit ohne Widerspruch von Seiten des Vermiethers in der Benutzung bleibt, so ist anzunehmen, daß er das Haus oder die Wohnung auf die durch den Ortsgebrauch bestimmte Zeit unter den vorigen Bedingungen behalte, und er kann dieselbe weder verlassen noch daraus vertrieben werden, ohne daß zu der durch den Ortsgebrauch bestimmten Zeit eine Aufkündigung vorhergegangen ist.

1760. Wird der Vertrag wegen eines Verschuldens des Miethers aufgehoben, so ist dieser verbunden, während der zur Wiedervermiethung erforderlichen Zeit den Miethzins zu zahlen, mit Vorbehalt der Schadloshaltung für den aus dem Mißbrauche der Sache etwa entstandenen Nachtheil.

1761. Der Vermiether kann selbst in dem Falle den Miethvertrag nicht aufheben, wenn er das vermiethete Haus selbst beziehen zu wollen erklärt; es müßte denn das Gegentheil verabredet worden seyn.

1762. Ist in dem Miethvertrage verabredet worden, daß es dem Vermiether frey stehen solle, das Haus selbst zu beziehen, so ist er verbunden, vorher zu der durch den Ortsgebrauch bestimmten Zeit aufzukündigen.

SECTION III.

Des Règles particulières aux Baux à ferme.

1763. Celui qui cultive sous la condition d'un partage de fruits avec le bailleur, ne peut ni sous-louer ni céder, si la faculté ne lui en a été expressément accordée par le bail.

1764. En cas de contravention, le propriétaire a droit de rentrer en jouissance, et le preneur est condamné aux dommages-intérêts résultant de l'inexécution du bail.

1765. Si, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, il n'y a lieu à augmentation ou diminution de prix pour le fermier, que dans les cas et suivant les règles exprimés au titre de la Vente.

1766. Si le preneur d'un héritage rural ne le garnit pas des bestiaux et des ustensiles nécessaires à son exploitation, s'il abandonne la culture, s'il ne cultive pas en bon père de famille, s'il emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou, en général, s'il n'exécute pas les clauses du bail, et qu'il en résulte un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

En cas de résiliation provenant du fait du preneur, celui-ci est tenu des dommages et intérêts, ainsi qu'il est dit en l'article 1764.

1767. Tout preneur de bien rural est tenu d'engranger dans les lieux à ce destinés d'après le bail.

1768. Le preneur d'un bien rural est tenu, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, d'avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur les fonds.

Dritter Abschnitt.

Von den dem Pachtvertrage über Feldgüter eigenthümlichen Regeln.

1763. Wer Land unter der Bedingung bauet, die Früchte mit dem Verpachter zu theilen, der ist weder zur Unterverpachtung, noch zur Abtretung seines Pachtes an einen Andern berechtigt, wenn ihm nicht diese Befugniß ausdrücklich in dem Pachtvertrage eingeräumt worden ist.

1764. Wenn der Pächter dieser Verfügung entgegen handelt, so hat der Eigenthümer das Recht, in die Benutzung wieder einzutreten, und der Pächter wird zum Ersatze des aus der Nichterfüllung des Pachtvertrages entstandenen Schadens verurtheilt.

1765. Ist in einem Pachtvertrage ein geringeres oder größeres Maafß der Grundstücke angegeben, als dieselben wirklich haben, so findet nur in den im Titel von dem Kaufvertrage bestimmten Fällen und nach den dort aufgestellten Regeln eine Erhöhung oder eine Verminderung des Pachtzinses Statt.

1766. Wenn der Pächter eines Feldgutes dasselbe nicht mit dem zu dessen Bewirthschaftung erforderlichen Viehe und Geräthe versieht, wenn er den Anbau desselben ganz unterläßt oder nicht als ein guter Hauswirth betreibt, wenn er von der gepachteten Sache einen andern Gebrauch macht, als wozu sie bestimmt war, oder überhaupt, wenn er den Bestimmungen des Pachtvertrages kein Genüge leistet, und daraus für den Verpachter ein Schaden erwächst, so kann dieser, nach Beschaffenheit der Umstände, den Pachtvertrag aufheben lassen.

Erfolgt die Aufhebung durch Verschulden des Pächters, so ist dieser nach Maafßgabe des 1764. Artikels zum Schadensersatz verpflichtet.

1767. Jeder Pächter eines Feldgutes ist verbunden, die Erzeugnisse an den durch den Pachtvertrag dazu bestimmten Orten aufzubewahren.

1768. Jeder Pächter eines Feldgutes ist bey Strafe des Kosten- und Schadensersatzes schuldig, dem Eigenthümer von den gegen seine Grundstücke etwa unternommenen Eingriffen Nachricht zu ertheilen.

Cet avertissement doit être donné dans le même délai que celui qui est réglé en cas d'assignation suivant la distance des lieux.

1769. Si le bail est fait pour plusieurs années, et que, pendant la durée du bail, la totalité ou la moitié d'une récolte au moins soit enlevée par des cas fortuits, le fermier peut demander une remise du prix de sa location, à moins qu'il ne soit indemnisé par les récoltes précédentes.

S'il n'est pas indemnisé, l'estimation de la remise ne peut avoir lieu qu'à la fin du bail, auquel temps il se fait une compensation de toutes les années de jouissance;

Et cependant le juge peut provisoirement dispenser le preneur de payer une partie du prix en raison de la perte soufferte.

1770. Si le bail n'est que d'une année, et que la perte soit de la totalité des fruits, ou au moins de la moitié, le preneur sera déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location.

Il ne pourra prétendre aucune remise, si la perte est moindre de moitié.

1771. Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature; auquel cas le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui délivrer sa portion de récolte.

Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé.

1772. Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse.

1773. Cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure.

Elle ne s'entend point des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre, ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement exposé.

Diese Nachricht muß binnen der nämlichen Frist gegeben werden, welche für gerichtliche Vorladungen mit Rücksicht auf die Entfernung der Orte bestimmt ist.

1769. Wenn der Pachtvertrag auf mehrere Jahre geschlossen, und während der Pachtzeit durch Zufall eine Ernte ganz oder wenigstens zur Hälfte zu Grunde gegangen ist, so kann der Pächter einen Nachlaß an seinem Pachtzinse verlangen, in so fern er nicht schon durch die vorhergehenden Ernten entschädiget ist.

Ist er nicht entschädiget, so kann der Nachlaß nicht eher bestimmt werden, als am Ende der Pachtzeit, wo dann der Verlust gegen den Gewinn sämtlicher übrigen Pachtjahre ausgeglichen wird;

doch kann der Richter den Pächter einstweilen von der Zahlung eines mit dem erlittenen Schaden in Verhältniß stehenden Theils des Pachtzinses freysprechen.

1770. Ist der Pachtvertrag nur auf Ein Jahr geschlossen, und der Verlust erstreckt sich auf alle, oder doch wenigstens auf die Hälfte der Früchte, so wird dem Pächter ein verhältnißmäßiger Theil seines Pachtzinses erlassen.

Er ist nicht befugt einen Nachlaß zu fordern, wenn der Verlust unter der Hälfte ist.

1771. Dem Pächter gebührt kein Nachlaß, wenn der Verlust der Früchte sich erst ereignet, nachdem sie schon von der Erde abgesondert waren; es müßte denn in dem Pachtvertrage dem Eigenthümer eine Quote der Ernte in Natur vorbehalten worden seyn, in welchem Falle dieser seinen Theil am Verluste zu tragen hat, wenn anders der Pächter nicht im Verzuge war, ihm seinen Antheil an der Ernte abzuliefern.

Der Pächter kann gleichfalls keinen Nachlaß fordern, wenn die Ursache des Schadens zur Zeit der Abschließung des Pachtvertrages schon vorhanden und bekannt war.

1772. Der Pächter kann durch eine ausdrückliche Übereinkunft verpflichtet werden, die Zufälle zu tragen.

1773. Eine solche Übereinkunft erstreckt sich nur auf gewöhnliche Zufälle, als Hagel, Blitz, Frost und das Abfallen der Traubenbeeren.

Sie erstreckt sich nicht auf außerordentliche Zufälle, als Kriegsschäden oder Überschwemmung, welchen das Land gewöhnlicher Weise nicht ausgesetzt ist; der Pächter müßte

rement sujet, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus.

1774. Le bail, sans écrit, d'un fonds rural, est censé fait pour le temps qui est nécessaire afin que le preneur recueille tous les fruits de l'héritage affermé.

Ainsi le bail à ferme d'un pré, d'une vigne, et de tout autre fonds dont les fruits se recueillent en entier dans le cours de l'année, est censé fait pour un an.

Le bail des terres labourables, lorsqu'elles se divisent par soles ou saisons, est censé fait pour autant d'années qu'il y a de soles.

1775. Le bail des héritages ruraux, quoique fait sans écrit, cesse de plein droit à l'expiration du temps pour lequel il est censé fait, selon l'article précédent.

1776. Si, à l'expiration des baux ruraux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'art. 1774.

1777. Le fermier sortant doit laisser à celui qui lui succède dans la culture, les logements convenables et autres facilités pour les travaux de l'année suivante; et réciproquement, le fermier entrant doit procurer à celui qui sort les logements convenables et autres facilités pour la consommation des fourrages, et pour les récoltes restant à faire.

Dans l'un et l'autre cas, on doit se conformer à l'usage des lieux.

1778. Le fermier sortant doit aussi laisser les pailles et engrais de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance; et quand même il ne les aurait pas reçus, le propriétaire pourra les retenir suivant l'estimation.

denn alle vorhergesehenen und unvorhergesehenen Zufälle übernommen haben.

1174. Bey der mündlichen Verpachtung eines Feldgutes wird angenommen, daß sie auf so lange Zeit geschlossen worden seye, als erforderlich ist, damit der Pächter alle Früchte des gepachteten Grundstückes beziehen könne.

So nimmt man an, daß die Verpachtung einer Wiese, eines Weinberges, und jedes andern Grundstückes, dessen Früchte binnen Jahresfrist ganz gewonnen werden, auf ein Jahr geschehen seye.

Bey der Verpachtung des Ackerlandes, wenn es nach Fluren gebaut wird, nimmt man an, daß sie auf so viele Jahre geschehen seye, als dieser Fluren sind.

1775. Die Verpachtung der Feldgüter, wenn sie gleich mündlich geschehen ist, hört kraft des Gesetzes auf, sobald die Zeit verstrichen ist, auf welche man zufolge des vorhergehenden Artikels annimmt, daß sie geschlossen worden seye.

1776. Bleibt der Pächter eines Feldgutes nach Ablauf der schriftlich bestimmten Pachtzeit im Besitze, und wird er darin gelassen, so entsteht hierdurch eine neue Pachtung, deren Wirkungen sich nach dem 1774. Artikel richten.

1777. Der abziehende Pächter muß seinem Nachfolger in dem Feldbau eine angemessene Wohnung und andere Bequemlichkeiten zur Bestellung für das folgende Jahr verstatten; dagegen muß auch der antretende Pächter dem abziehenden eine angemessene Wohnung und andere Bequemlichkeiten verschaffen, damit er das Futter für das Vieh verbrauchen, und die noch übrige Ernte einbringen kann.

In dem einen wie im andern Falle hat man sich nach dem Ortsgebrauche zu richten.

1778. Der abziehende Pächter muß auch das Stroh und den Dünger vom letzten Jahre zurücklassen, wenn er dergleichen bey seinem Eintritt in den Genuß vorgefunden hat; und selbst dann, wenn er diese Gegenstände nicht empfangen hatte, kann doch der Eigenthümer dieselben nach einer Schätzung zurückbehalten.

CHAPITRE III.

Du Louage d'ouvrage et d'industrie.

1779. Il y a trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie :

1° Le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un ;

2° Celui des voituriers, tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes ou des marchandises ;

3° Celui des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis ou marchés.

SECTION PREMIÈRE.

Du Louage des Domestiques et Ouvriers.

1780. On ne peut engager ses services qu'à temps, ou pour une entreprise déterminée.

1781. Le maître est cru sur son affirmation,

Pour la quotité des gages ;

Pour le paiement du salaire de l'année échue ;

Et pour les à-comptes donnés pour l'année courante.

SECTION II.

Des Voituriers par terre et par eau.

1782. Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes, dont il est parlé au titre du Dépôt et du Séquestre.

1783. Ils répondent non-seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou

Drittes Capitel.

Von dem Miethvertrage über Arbeiten und Gewerbfleiß.

1779. Es gibt drey Hauptgattungen der Miethverträge über Arbeit und Gewerbfleiß:

- 1) den Vertrag mit Dienstboten und Handarbeitern, welche sich zur Leistung von Diensten gegen jemand verbindlich machen;
- 2) den Vertrag mit Landfuhrleuten und Schiffern, welche die Fortbringung der Personen oder Waaren übernehmen;
- 3) den Vertrag mit Unternehmern einer bestimmten Arbeit nach einem Anschlage oder Accorde.

Erster Abschnitt.

Von Verdingung der Dienstboten und Handarbeiter.

1780. Man kann seine Dienste nur auf bestimmte Zeit oder für eine bestimmte Unternehmung verdingen.

1781. Dem Dienstherrn wird auf seine eidliche Versicherung geglaubt:

- 1) in Ansehung des Betrages des ausbedungenen Lohnes;
- 2) in Ansehung der Bezahlung desselben vom verflossenen Jahre;
- 3) in Ansehung der geschehenen Abschlagszahlungen für das laufende Jahr.

Zweyter Abschnitt.

Von den Landfuhrleuten und Schiffern.

1782. Landfuhrleute und Schiffer haben in Ansehung der Aufbewahrung und Erhaltung der ihnen anvertrauten Sachen die nämlichen Verbindlichkeiten, wie die Gastwirthe, von denen in dem Titel von dem Niederlegungsvertrage und der Sequestration gehandelt wird.

1783. Sie haften nicht nur für dasjenige, was sie in ihr Schiff oder Fuhrwerk schon aufgenommen haben, sondern auch für dasjenige, was ihnen im Hafen oder an

dans l'entrepôt, pour être placé dans leur bâtiment ou voiture.

1784. Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par cas fortuit ou force majeure.

1785. Les entrepreneurs de voitures publiques par terre et par eau, et ceux des roulages publics, doivent tenir registre de l'argent, des effets et des paquets dont ils se chargent.

1786. Les entrepreneurs et directeurs de voitures et roulages publics, les maîtres de barques et navires, sont en outre assujettis à des réglemens particuliers, qui font la loi entre eux et les autres citoyens.

SECTION III.

Des Devis et des Marchés.

1787. Lorsqu'on charge quelqu'un de faire un ouvrage, on peut convenir qu'il fournira seulement son travail ou son industrie, ou bien qu'il fournira aussi la matière.

1788. Si, dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose.

1789. Dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail ou son industrie, si la chose vient à périr, l'ouvrier n'est tenu que de sa faute.

1790. Si, dans le cas de l'article précédent, la chose vient à périr, quoique sans aucune faute de la part de l'ouvrier, avant que l'ouvrage ait été reçu, et sans que le maître fût en demeure de le vérifier, l'ouvrier n'a point de salaire à réclamer, à moins que la chose n'ait péri par le vice de la matière.

dem zur Niederlage dienenden Orte überliefert worden ist, um in ihr Schiff oder Fuhrwerk geladen zu werden.

1784. Sie haften für den Verlust und die Beschädigung der ihnen anvertrauten Sachen, wenn sie nicht beweisen, daß dieselben durch Zufall oder unabwendbare Gewalt verloren oder beschädigt worden sind.

1785. Die Unternehmer öffentlicher Landkutschen oder Marktschiffe, so wie die Unternehmer öffentlicher Frachtwagen, müssen über das Geld, die Sachen und Pakete, welche sie aufnehmen, ein Register führen.

1786. Die Unternehmer und Aufseher öffentlicher Landkutschen und Frachtwagen, so wie die Eigenthümer der Kähne und Schiffe sind überdies an besondere Verordnungen gebunden, welche zwischen ihnen und den übrigen Staatsbürgern als Entscheidungsnorm dienen.

Dritter Abschnitt.

Von der Übernahme bestimmter Arbeiten nach einem Anschlage oder Accorde.

1787. Wird jemanden die Verfertigung einer Sache oder eines Werkes übertragen, so kann man entweder übereinkommen, daß er nur seine Arbeit oder seinen Gewerbefleiß dabey anwenden, oder daß er zugleich die Materialien dazu liefern solle.

1788. Geht in dem Falle, wo der Arbeiter die Materialien liefert, die Sache vor der Ablieferung auf irgend eine Art zu Grunde, so trifft der Verlust den Arbeiter, wenn nicht der Besteller mit der Annahme derselben im Verzuge war.

1789. Im Falle der Arbeiter nichts als seine Arbeit oder seinen Gewerbefleiß liefert, ist derselbe, wenn die Sache zu Grunde geht, nur für sein Versehen verantwortlich.

1790. Geht in dem Falle des vorhergehenden Artikels die Sache, wenn gleich ohne irgend ein Versehen von Seiten des Arbeiters, zu Grunde, ehe der Besteller dieselbe angenommen hatte, und ohne daß er mit deren Prüfung im Verzuge war, so kann der Arbeiter keinen Anspruch auf Arbeitslohn machen, es müßte denn die Sache durch einen Fehler der Materialien zu Grunde gegangen seyn.

1791. S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vérification peut s'en faire par parties: elle est censée faite pour toutes les parties payées, si le maître paye l'ouvrier en proportion de l'ouvrage fait.

1792. Si l'édifice construit à prix fait, périt en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architecte et entrepreneur en sont responsables pendant dix ans.

1793. Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte d'augmentation de la main-d'oeuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit, et le prix convenu avec le propriétaire.

1794. Le maître peut résilier, par sa seule volonté, le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux, et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans cette entreprise.

1795. Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou entrepreneur.

1796. Mais le propriétaire est tenu de payer en proportion du prix porté par la convention, à leur succession, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés, lors seulement que ces travaux ou ces matériaux peuvent lui être utiles.

1797. L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie.

1798. Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un

1791. Ist von einer Arbeit die Rede, welche stückweise oder nach dem Maaße verdungen worden ist, so kann die Prüfung und Genehmigung auch theilweise geschehen, und es wird angenommen, daß dieselbe in Ansehung aller bezahlten Theile erfolgt seye, wenn der Besteller den Arbeiter nach Verhältniß der schon fertigen Arbeit bezahlt hat.

1792. Wenn ein für einen im Ganzen bestimmten Preis aufgeführtes Gebäude durch die fehlerhafte Bauart, oder auch nur durch einen Fehler des Bodens zu Grunde geht, so sind Baumeister und Bauunternehmer in den ersten zehn Jahren dafür verantwortlich.

1793. Hat ein Baumeister oder Bauunternehmer die Aufführung eines Gebäudes in Bausch und Bogen nach einem festgesetzten, und mit dem Eigenthümer des Bodens verabredeten Plane übernommen, so kann er weder unter dem Vorwande, daß der Arbeitslohn oder der Preis der Materialien gestiegen sey, noch aus dem Grunde, weil an dem ersten Plane Änderungen oder Zusätze gemacht worden sind, eine Erhöhung des Preises verlangen, wenn nicht diese Änderungen oder Zusätze schriftlich genehmiget sind, und der Preis mit dem Eigenthümer verabredet worden ist.

1794. Der Besteller kann nach eigener Willkühr von einem in Bausch und Bogen geschlossenen Vertrage wieder abgehen, wenn gleich das Werk schon angefangen ist, jedoch muß er den Unternehmer für alle seine Auslagen, für seine ganze Arbeit, und für alles, was er bey dieser Unternehmung hätte gewinnen können, entschädigen.

1795. Ein Miethvertrag über Arbeit erlischt durch den Tod des Arbeiters, des Baumeisters oder des Unternehmers.

1796. Doch ist der Besteller verbunden, deren Erben den Werth der bereits fertigen Arbeit und den Werth der wirklich zubereiteten Materialien, nach Verhältniß des in dem Vertrage bestimmten Preises, in dem Falle zu bezahlen, wenn diese Arbeit oder diese Materialien ihm nützlich seyn können.

1797. Der Unternehmer haftet für die Handlungen der Personen, deren er sich bey der Arbeit bedient.

1798. Den Maurern, Zimmerleuten und anderen Arbeitern, die bey der Aufführung eines Gebäudes oder zu

bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée.

1799. Les maçons, charpentiers, serruriers, et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section: ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

CHAPITRE IV.

Du Bail à cheptel.

SECTION PREMIÈRE.

Dispositions générales.

1800. Le bail à cheptel est un contrat par lequel l'une des parties donne à l'autre un fonds de bétail pour le garder, le nourrir et le soigner, sous les conditions convenues entre elles.

1801. Il y a plusieurs sortes de cheptels:

Le cheptel simple ou ordinaire,

Le cheptel à moitié,

Le cheptel donné au fermier ou au colon partiaire.

Il y a encore une quatrième espèce de contrat improprement appelée *cheptel*.

1802. On peut donner à cheptel toute espèce d'animaux susceptibles de croître ou de profit pour l'agriculture ou le commerce.

1803. A défaut de conventions particulières, ces contrats se règlent par les principes qui suivent.

SECTION II.

Du Cheptel simple.

1804. Le bail à cheptel simple est un contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux

einer andern von jemand im Ganzen übernommenen Arbeit gebraucht worden sind, steht gegen denjenigen, für welchen das Werk aufgeführt worden ist, nur bis zum Betrage dessen, was er zur Zeit der angestellten Klage dem Unternehmer noch schuldig ist, eine Klage zu.

1799. Die Maurer, Zimmerleute, Schlosser und andern Arbeiter, welche über ihre Arbeit unmittelbar mit dem Eigenthümer einen Accord im Ganzen abschließen, sind an die in dem gegenwärtigen Abschnitte vorgeschriebenen Regeln gebunden; sie sind Unternehmer in Ansehung derjenigen Arbeit, deren Ausführung sie unternommen haben.

Viertes Capitel.

Von dem Viehpacht.

Erster Abschnitt.

Allgemeine Verfügungen.

1800. Der Viehpacht ist ein Vertrag, durch welchen ein Theil dem andern unter den zwischen ihnen verabredeten Bedingungen eine gewisse Anzahl Vieh überläßt, um dasselbe zu hüten, zu füttern, und zu warten.

1801. Es gibt mehrere Arten des Viehpachtes:
den einfachen oder gewöhnlichen Viehpacht,
den Viehpacht zur Hälfte,
den mit einem Pächter oder Theilpächter eingegangenen Viehpacht.

Es gibt endlich noch eine vierte Gattung dieses Vertrages, die nur uneigentlich Viehpacht genannt wird.

1802. Man kann jede Art von Thieren, welche sich vermehren, oder für Ackerbau oder Handel nützlich seyn können, in Viehpacht geben.

1803. In Ermangelung besonderer Verabredungen richten sich diese Verträge nach folgenden Grundsätzen.

Zweyter Abschnitt.

Von dem einfachen Viehpacht.

1804. Der einfache Viehpacht ist ein Vertrag, wodurch man einem Andern Vieh zu hüten, zu füttern

à garder, nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié du croît, et qu'il supportera aussi la moitié de la perte.

1805. L'estimation donnée au cheptel dans le bail n'en transporte pas la propriété au preneur; elle n'a d'autre objet que de fixer la perte ou le profit qui pourra se trouver à l'expiration du bail.

1806. Le preneur doit les soins d'un bon père de famille à la conservation du cheptel.

1807. Il n'est tenu du cas fortuit que lorsqu'il a été précédé de quelque faute de sa part, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée.

1808. En cas de contestation, le preneur est tenu de prouver le cas fortuit, et le bailleur est tenu de prouver la faute qu'il impute au preneur.

1809. Le preneur qui est déchargé par le cas fortuit, est toujours tenu de rendre compte des peaux des bêtes.

1810. Si le cheptel périt en entier sans la faute du preneur, la perte en est pour le bailleur.

S'il n'en périt qu'une partie, la perte est supportée en commun, d'après le prix de l'estimation originaire, et celui de l'estimation à l'expiration du cheptel.

1811. On ne peut stipuler,

Que le preneur supportera la perte totale du cheptel, quoique arrivée par cas fortuit et sans sa faute,

Ou qu'il supportera, dans la perte, une part plus grande que dans le profit,

Ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni.

Toute convention semblable est nulle.

Le preneur profite seul des laitages, du fumier et du travail des animaux donnés à cheptel.

La laine et le croît se partagent.

1812. Le preneur ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit du fonds, soit du croît,

und zu warten überläßt, unter der Bedingung, daß der Pächter die Hälfte des Zuwachses durch junges Vieh erhalten, dagegen aber auch den Verlust zur Hälfte tragen solle.

1805. Die in dem Pachtvertrage enthaltene Schätzung des Viehes überträgt nicht das Eigenthum desselben auf den Pächter; sie hat keinen andern Zweck, als die Bestimmung des am Ende der Pachtung sich etwa ergebenden Verlustes oder Gewinnes.

1806. Der Pächter ist schuldig, wie ein guter Hauswirth für die Erhaltung des Viehes zu sorgen.

1807. Für einen Zufall hat er nur dann zu haften, wenn von seiner Seite ein Versehen vorherging, ohne welches der Verlust nicht erfolgt seyn würde.

1808. Wenn hierüber ein Rechtsstreit entsteht, so muß der Pächter den Zufall beweisen, der Verpächter aber das Versehen, dessen er den Pächter beschuldigt.

1809. Der wegen Zufälligkeit des Verlustes freigesprochene Pächter muß demohngeachtet die Häute der Thiere berechnen.

1810. Wenn alles Vieh ohne Verschulden des Pächters umkommt, so hat der Verpächter den Verlust zu tragen.

Kommt nur ein Theil desselben um, so wird der Verlust nach der ursprünglichen Taxe und nach der bey Ablauf des Pachtes gemachten Abschätzung gemeinschaftlich getragen.

1811. Man kann nicht ausbedingen, daß der Pächter den, selbst durch bloßen Zufall und ohne sein Verschulden eingetretenen, gänzlichen Verlust des Viehes tragen solle;

oder daß sein Antheil am Verluste größer seyn solle, als sein Antheil am Gewinn;

oder daß der Verpächter am Ende des Pachtes etwas mehr, als das von ihm hergegebene Vieh, zum Voraus erhalten solle.

Jeder Vertrag dieser Art ist nichtig.

Der Pächter allein zieht den Nutzen von der Milch, dem Dünger und der Arbeit des ihm in Pacht gegebenen Viehes.

Die Wolle und der Zuwachs an jungem Vieh werden getheilt.

1812. Der Pächter darf über kein Stück Vieh aus der Heerde, es mag zum Hauptstamme oder zum Zuwachse

sans le consentement du bailleur, qui ne peut lui-même en disposer sans le consentement du preneur.

1813. Lorsque le cheptel est donné au fermier d'autrui, il doit être notifié au propriétaire de qui ce fermier tient; sans quoi il peut le saisir et le faire vendre pour ce que son fermier lui doit.

1814. Le preneur ne pourra tondre sans en prévenir le bailleur.

1815. S'il n'y a pas de temps fixé par la convention pour la durée du cheptel, il est censé fait pour trois ans.

1816. Le bailleur peut en demander plus tôt la résolution, si le preneur ne remplit pas ses obligations.

1817. A la fin du bail, ou lors de sa résolution, il se fait une nouvelle estimation du cheptel.

Le bailleur peut prélever des bêtes de chaque espèce, jusqu'à concurrence de la première estimation: l'excédant se partage.

S'il n'existe pas assez de bêtes pour remplir la première estimation, le bailleur prend ce qui reste, et les parties se font raison de la perte.

SECTION III.

Du Cheptel à moitié.

1818. Le cheptel à moitié est une société dans laquelle chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux, qui demeurent communs pour le profit ou pour la perte.

1819. Le preneur profite seul, comme dans le cheptel simple, des laitages, du fumier et des travaux des bêtes.

Le bailleur n'a droit qu'à la moitié des laines et du croît.

gehören, ohne Einwilligung des Verpächters verfügen; aber auch diesem letztern ist solches ohne Einwilligung des Pächters nicht gestattet.

1813. Wird das Vieh einem fremden Pächter in Viehpacht gegeben, so muß dieses dem Eigenthümer, von welchem derselbe das Gut gepachtet hat, angezeigt werden; geschah dieß nicht, so kann letzterer das Vieh für seine Forderung an den Pächter mit Arrest belegen und verkaufen lassen.

1814. Der Pächter darf die Schur nicht vornehmen, ohne zuvor den Verpächter davon zu benachrichtigen.

1815. Ist in dem Vertrage über die Dauer des Viehpachtes nichts bestimmt, so wird angenommen, daß derselbe auf drey Jahre geschlossen seye.

1816. Der Verpächter kann auch früher dessen Aufhebung verlangen, wenn der Pächter seine Verbindlichkeiten nicht erfüllt.

1817. Am Ende oder bey Aufhebung des Pachtes wird eine neue Schätzung des Viehes vorgenommen,

Der Verpächter kann so viel Vieh von jeder Gattung zum Voraus wegnehmen, als dem Werthe des in Pacht gegebenen nach der ersten Schätzung gleich kommt; das übrige wird getheilt.

Ist nicht mehr so viel Vieh übrig, um den Betrag des Werthes nach der ersten Schätzung zu ersetzen, so nimmt der Verpächter alles übrig gebliebene, und beyde Theile berechnen sich über den Verlust.

Dritter Abschnitt.

Von dem Viehpacht zur Hälfte.

1818. Der Viehpacht zur Hälfte ist ein Gesellschaftsvertrag, bey welchem jeder der Contrahenten die Hälfte des Viehes zu gemeinschaftlichem Gewinne und Verluste liefert.

1819. Der Pächter allein benutzt, wie bey dem gewöhnlichen Viehpacht, die Milch, den Dünger und die Arbeit des Viehes.

Der Verpächter hat nur ein Recht auf die Hälfte der Wolle und des Zuwachses an jungem Vieh.

Toute convention contraire est nulle, à moins que le bailleur ne soit propriétaire de la métairie dont le preneur est fermier ou colon partiaire.

1820. Toutes les autres règles du cheptel simple s'appliquent au cheptel à moitié.

SECTION IV.

Du Cheptel donné par le Propriétaire à son Fermier ou Colon partiaire.

§. I.

Du Cheptel donné au fermier.

1821. Ce cheptel (aussi appelé *Cheptel de fer*) est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail, le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus.

1822. L'estimation du cheptel donné au fermier ne lui en transfère pas la propriété, mais néanmoins le met à ses risques.

1823. Tous les profits appartiennent au fermier pendant la durée de son bail, s'il n'y a convention contraire.

1824. Dans les cheptels donnés au fermier, le fumier n'est point dans les profits personnels des preneurs, mais appartient à la métairie, à l'exploitation de laquelle il doit être uniquement employé.

1825. La perte, même totale et par cas fortuit, est en entier pour le fermier, s'il n'y a convention contraire.

1826. A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en payant l'estimation originale; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu.

S'il y a du déficit, il doit le payer; et c'est seulement l'excédant qui lui appartient.

Jede entgegenstehende Übereinkunft ist nichtig, wenn nicht etwa der Verpachter des Viehes zugleich Eigenthümer des Landgutes ist, welches der Viehpachter als Pächter oder Theilpächter baut.

1820. Alle übrigen Regeln des einfachen Viehpachtes sind auf den Viehpacht zur Hälfte ebenfalls anwendbar.

Vierter Abschnitt.

Von dem Viehpacht, welchen der Eigenthümer mit seinem Pächter oder Theilpächter eingegangen ist.

§. I.

Von dem mit dem Pächter eingegangenen Viehpacht.

1821. Dieser Viehpacht (auch Eisern = Vieh-Vertrag genannt) ist derjenige, wodurch der Eigenthümer eines Landgutes dasselbe unter der Bedingung in Pacht gibt, daß der Pächter am Ende der Pachtzeit einen Viehstand zurücklassen solle, welcher der Taxe desjenigen, den er empfangen hat, am Werthe gleich kommt.

1822. Die Schätzung des dem Pächter überlassenen Viehes macht ihn nicht zu dessen Eigenthümer, überträgt aber auf ihn die Gefahr desselben.

1823. Dem Pächter gehört während der Dauer seines Pachtes aller Nutzen, wenn nicht ein Anderes ausgemacht worden ist.

1824. Bey dem mit dem Gutspächter eingegangenen Viehpacht gehört der Dünger nicht unter die demselben für seine Person zustehenden Nutzungen; er gehört dem Gute, und muß ausschließlich zu dessen Nutzen verwendet werden.

1825. Jeden Verlust, selbst wenn er sich auf den ganzen Viehstand erstreckt und von einem bloßen Zufalle herrührt, hat ohne Ausnahme der Pächter zu tragen, wenn nicht ein Anderes ausgemacht ist.

1826. Der Pächter ist nicht berechtigt, am Ende der Pachtung das Vieh gegen Zahlung der ursprünglichen Taxe zu behalten; er muß einen Viehstand zurücklassen, der demjenigen, den er empfangen hat, am Werthe gleich kommt.

Was etwa fehlt, das muß er bezahlen, und nur der Überschuß gehört ihm.

§. II.

Du Cheptel donné au colon partiaire.

1827. Si le cheptel périt en entier sans la faute du colon, la perte est pour le bailleur.

1828. On peut stipuler que le colon délaissera au bailleur sa part de la toison à un prix inférieur à la valeur ordinaire;

Que le bailleur aura une plus grande part du profit;

Qu'il aura la moitié des laitages :

Mais on ne peut pas stipuler que le colon sera tenu de toute la perte.

1829. Ce cheptel finit avec le bail à métairie.

1830. Il est d'ailleurs soumis à toutes les règles du cheptel simple.

SECTION V.

Du Contrat improprement appelé Cheptel.

1831. Lorsqu'une ou plusieurs vaches sont données pour les loger et les nourrir, le bailleur en conserve la propriété ; il a seulement le profit des veaux qui en naissent.

§. II.

Von dem mit dem Theilpachter eingegangenen Viehpacht.

1827. Geht ohne Verschulden des Theilpachters der ganze Viehstand zu Grunde, so trifft der Verlust den Verpachter.

1828. Man kann übereinkommen, daß der Pächter seinen Antheil an der geschorenen Wolle dem Verpachter für einen Preis überlassen solle, der unter dem gewöhnlichen ist;

daß der Verpachter einen grösseren Antheil am Nutzen haben solle;

daß er die Hälfte der Milch erhalten solle.

Man kann aber nicht verabreden, daß der Pächter allen Verlust tragen müsse.

1829. Dieser Viehpacht geht zugleich mit dem Pachte des Gutes zu Ende.

1830. Ubrigens ist derselbe allen Regeln des einfachen Viehpachtes unterworfen.

Fünfter Abschnitt.

Von dem uneigentlich so genannten Viehpacht.

1831. Wenn jemand eine oder mehrere Kühe einem Andern gibt, um sie in seinen Stall aufzunehmen und zu füttern, so behält der Verpachter das Eigenthum, und sein ganzer Vortheil beschränkt sich auf die von denselben geworfenen Kälber.

TITRE NEUVIÈME.

Du Contrat de Société.

(Décrété le 8 mars 1804. Promulgué le 18 du même mois.)

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

1832. La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

1833. Toute société doit avoir un objet licite, et être contractée pour l'intérêt commun des parties.

Chaque associé doit y apporter ou de l'argent, ou d'autres biens, ou son industrie.

1834. Toutes sociétés doivent être rédigées par écrit, lorsque leur objet est d'une valeur de plus de cent cinquante francs.

La preuve testimoniale n'est point admise contre et outre le contenu en l'acte de société, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis cet acte, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs.

CHAPITRE II.

Des diverses Espèces de Sociétés.

1835. Les sociétés sont universelles ou particulières.

Neunter Titel.

Von dem Gesellschaftsvertrage.

(Decretirt den 8. März 1804. Promulgirt den 18. desselben Monats.)

Erstes Capitel.

Allgemeine Verfügungen.

1832. Der Gesellschaftsvertrag ist derjenige Vertrag, durch welchen zwey oder mehrere Personen übereinkommen, einen gewissen Beytrag in der Absicht zusammen zu schießen, um den daraus entspringenden Vortheil unter sich zu theilen.

1833. Jeder Gesellschaftsvertrag muß einen erlaubten Zweck haben, und für das gemeinschaftliche Interesse der Contrahenten geschlossen seyn.

Jeder Gesellschafter muß entweder Geld oder andere Güter, oder seine Bemühung und Arbeit dazu beytragen.

1834. Jeder Gesellschaftsvertrag muß schriftlich abgefaßt werden, wenn sein Gegenstand den Werth von hundert fünfzig Franken übersteigt.

Kein Beweis durch Zeugen wird zugelassen, so wenig über etwas, das gegen den Inhalt der Vertragsurkunde läuft oder nicht in derselben enthalten ist, als über Äußerungen, die vor, während oder nach deren Abfassung vorgefallen seyn sollen, selbst wenn hierbey von einer Summe oder einem Werthe unter hundert fünfzig Franken die Rede wäre. (*)

Zweytes Capitel.

Von den verschiedenen Gattungen der Gesellschaften.

1835. Die Gesellschaften sind entweder allgemeine oder besondere.

(*) S. Art. 1341.

SECTION PREMIÈRE.

Des Sociétés universelles.

1836. On distingue deux sortes de sociétés universelles, la société de tous biens présents, et la société universelle de gains.

1837. La société de tous biens présents est celle par laquelle les parties mettent en commun tous les biens meubles et immeubles qu'elles possèdent actuellement, et les profits qu'elles pourront en tirer.

Elles peuvent aussi y comprendre toute autre espèce de gains; mais les biens qui pourraient leur avenir par succession, donation ou legs, n'entrent dans cette société que pour la jouissance: toute stipulation tendant à y faire entrer la propriété de ces biens est prohibée, sauf entre époux, et conformément à ce qui est réglé à leur égard.

1838. La société universelle de gains renferme tout ce que les parties acquerront par leur industrie, à quelque titre que ce soit, pendant le cours de la société: les meubles que chacun des associés possède au temps du contrat, y sont aussi compris; mais leurs immeubles personnels n'y entrent que pour la jouissance seulement.

1839. La simple convention de société universelle, faite sans autre explication, n'emporte que la société universelle de gains.

1840. Nulle société universelle ne peut avoir lieu qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre, et auxquelles il n'est point défendu de s'avantager au préjudice d'autres personnes.

Erster Abschnitt.

Von allgemeinen Gesellschaften.

1836. Man unterscheidet zwei Arten der allgemeinen Gesellschaften, diejenige, welche sich auf das ganze gegenwärtige Vermögen erstreckt, und die allgemeine Gesellschaft in Ansehung des Gewinnes.

1837. Die das ganze gegenwärtige Vermögen begreifende Gesellschaft besteht darin, daß die Contrahenten das gesammte bewegliche und unbewegliche Vermögen, das sie gegenwärtig besitzen, und den Gewinn, den sie davon ziehen können, zusammen schießen.

Sie können auch jede andere Art des Gewinnes darunter begreifen; das Vermögen aber, das ihnen etwa noch künftig durch Erbfolge, durch Schenkung oder Vermächtniß zufallen könnte, gehört nur in Ansehung der Benutzung in diese Gesellschaft; jede Übereinkunft, welche den Zweck hat, auch das Eigenthum dieses Vermögens in dieselbe einzuschießen, ist verboten, ausgenommen unter Ehegatten, in Gemäßheit dessen, was in Rücksicht ihrer bestimmt ist.

1838. Die allgemeine Gesellschaft in Ansehung des Gewinnes umfaßt alles, was die Contrahenten während der Dauer der Gesellschaft durch ihren Fleiß aus irgend einem Grunde erwerben; auch das bewegliche Vermögen, welches ein jeder der Gesellschafter zur Zeit der Eingehung des Vertrages besitzt, ist darunter begriffen, das dem einen oder dem andern für seine Person zustehende unbewegliche Vermögen aber gehört nur in Ansehung der Benutzung in dieselbe.

1839. Die einfache, und ohne weitere Erklärung geschene Verabredung einer allgemeinen Gesellschaft bewirkt nur eine allgemeine Gesellschaft in Ansehung des Gewinnes.

1840. Eine allgemeine Gesellschaft kann nur unter solchen Personen Statt finden, welche sämmtlich die Fähigkeit haben, einander zu schenken, oder Geschenke von einander anzunehmen, und denen es nicht verboten ist, sich zum Nachtheile anderer Personen zu begünstigen.

SECTION II.

De la Société particulière.

1841. La société particulière est celle qui ne s'applique qu'à certaines choses déterminées, ou à leur usage, ou aux fruits à en percevoir.

1842. Le contrat par lequel plusieurs personnes s'associent, soit pour une entreprise désignée, soit pour l'exercice de quelque métier ou profession, est aussi une société particulière.

CHAPITRE III.

Des Engagements des Associés entre eux et à l'égard des tiers.

SECTION PREMIÈRE.

Des Engagements des Associés entre eux.

1843. La société commence à l'instant même du contrat, s'il ne désigne une autre époque.

1844. S'il n'y a pas de convention sur la durée de la société, elle est censée contractée pour toute la vie des associés, sous la modification portée en l'article 1869 : ou, s'il s'agit d'une affaire dont la durée soit limitée, pour tout le temps que doit durer cette affaire.

1845. Chaque associé est débiteur envers la société, de tout ce qu'il a promis d'y apporter.

Lorsque cet apport consiste en un corps certain, et que la société en est évincée, l'associé en est garant envers la société, de la même manière qu'un vendeur l'est envers son acheteur.

1846. L'associé qui devait apporter une somme dans la société, et qui ne l'a point fait, devient, de plein droit et sans demande, débiteur des in-

Zweyter Abschnitt.

Von der besondern Gesellschaft.

1841. Eine besondere Gesellschaft ist diejenige, welche nur gewisse bestimmte Sachen; oder deren Gebrauch, oder die davon zu ziehenden Nutzungen zum Gegenstande hat.

1842. Der Vertrag, wodurch sich mehrere Personen entweder zu einer bestimmten Unternehmung oder zur Ausübung eines Handwerks oder Gewerbes vereinigen, ist gleichfalls eine besondere Gesellschaft.

Drittes Capitel.

Von den Verbindlichkeiten der Gesellschafter unter sich und gegen dritte Personen.

Erster Abschnitt.

Von den Verbindlichkeiten der Gesellschafter unter sich.

1843. Die Gesellschaft nimmt ihren Anfang in dem Augenblicke, da der Vertrag geschlossen wird, wenn nicht darin ein anderer Zeitpunkt bestimmt ist.

1844. Ist über die Dauer der Gesellschaft nichts verabredet, so wird angenommen, daß dieselbe, wiewohl mit Vorbehalt der im 1869. Artikel enthaltenen Einschränkung, für die ganze Lebenszeit der Gesellschafter, oder, wenn von einem Geschäfte von beschränkter Dauer die Rede ist, für die ganze Zeit, welche dieses Geschäft dauern wird, eingegangen seye.

1845. Jeder Gesellschafter wird in Ansehung alles dessen, was er zu der Gesellschaft beizutragen versprochen hat, als deren Schuldner betrachtet.

Besteht dieser Vertrag in einer genau bestimmten Sache, und ist diese der Gesellschaft entwährt worden, so ist der Gesellschafter auf eben die Weise der Gesellschaft zur Gewährleistung verbunden, wie ein Verkäufer seinem Käufer.

1846. Ein Gesellschafter, der eine gewisse Summe in die Gesellschaft einschießen sollte, und dieses nicht gethan hat, ist kraft des Gesetzes und ohne vorherige Anforderung

térêts de cette somme, à compter du jour où elle devait être payée.

Il en est de même à l'égard des sommes qu'il a prises dans la caisse sociale, à compter du jour où il les en a tirées pour son profit particulier.

Le tout sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

1847. Les associés qui se sont soumis à apporter leur industrie à la société, lui doivent compte de tous les gains qu'ils ont faits par l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette société.

1848. Lorsque l'un des associés est, pour son compte particulier, créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur, doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne dans la proportion des deux créances, encore qu'il eût par sa quittance dirigé l'imputation intégrale sur sa créance particulière: mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée.

1849. Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune ce qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement donné quittance *pour sa part*.

1850. Chaque associé est tenu envers la société, des dommages qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui aurait procurés dans d'autres affaires.

1851. Si les choses dont la jouissance seulement a été mise dans la société sont des corps certains et déterminés, qui ne se consomment

schuldig, die Zinsen dieser Summe von dem Tage an zu vergüten, wo sie hätte bezahlt werden sollen.

Dasselbe gilt von denjenigen Summen, die er aus der gemeinschaftlichen Kasse genommen hat, von dem Tage an zu rechnen, wo er sie zu seinem besondern Vortheile daraus erhoben hat.

Alles jedoch unbeschadet einer weitern Entschädigung, in so fern sie den Umständen nach Statt hat.

1847. Die Gesellschafter, die sich verbindlich gemacht haben, ihre Arbeit zu der Gesellschaft beizutragen, müssen derselben jeden Gewinn berechnen, den sie durch die Art von Arbeit, welche den Gegenstand dieser Gesellschaft ausmacht, gemacht haben.

1848. Hat einer der Gesellschafter für seine besondere Rechnung eine wirklich fällige Summe an jemand zu fordern, welcher eine ebenfalls fällige Summe der Gesellschaft schuldig ist, so muß dasjenige, was der Gesellschafter von diesem Schuldner empfängt, auf die Forderung der Gesellschaft und die seinige nach dem Verhältnisse der beyden Forderungen abgerechnet werden, wenn er gleich in seiner Quittung das Ganze auf seine persönliche Forderung in Abrechnung gebracht hat; enthält aber seine Quittung die ausdrückliche Erklärung, daß die ganze Zahlung auf die Forderung der Gesellschaft abgerechnet werden solle, so muß diese Bestimmung vollzogen werden.

1849. Wenn einer der Gesellschafter seinen ganzen Antheil an einer gemeinschaftlichen Forderung erhoben hat, und der Schuldner nachher zahlungsunfähig geworden ist, so ist dieser Gesellschafter verbunden, das Empfangene zur gemeinschaftlichen Masse herzugeben, selbst wenn er die Quittung ausdrücklich nur auf seinen Antheil ausgestellt hätte.

1850. Jeder Gesellschafter ist verbunden, der Gesellschaft allen Schaden zu ersetzen, den er ihr durch sein Verschulden verursacht hat, ohne daß er berechtigt wäre, gegen diesen Schaden die Vortheile in Anrechnung zu bringen, welche er ihr durch seinen Fleiß in andern Fällen verschafft hat.

1851. Bestehen die Gegenstände, welche bloß in Ansehung der Benutzung in die Gesellschaft eingebracht worden sind, in gewissen und genau bestimmten Sachen, die durch den Gebrauch nicht verbraucht werden, so hat der

point par l'usage, elles sont aux risques de l'associé propriétaire.

Si ces choses se consomment, si elles se détériorent en les gardant, si elles ont été destinées à être vendues, ou si elles ont été mises dans la société sur une estimation portée par un inventaire, elles sont aux risques de la société.

Si la chose a été estimée, l'associé ne peut répéter que le montant de son estimation.

1852. Un associé a action contre la société, non-seulement à raison des sommes qu'il a déboursées pour elle, mais encore à raison des obligations qu'il a contractées de bonne foi pour les affaires de la société, et des risques inséparables de sa gestion.

1853. Lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société.

A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eût été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

1854. Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux ou à un tiers pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être attaqué s'il n'est évidemment contraire à l'équité.

Nulle réclamation n'est admise à ce sujet, s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se prétend lésée a eu connaissance du règlement, ou si ce règlement a reçu de sa part un commencement d'exécution.

1855. La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices, est nulle.

Il en est de même de la stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes, les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés.

1856. L'associé chargé de l'administration par une clause spéciale du contrat de société, peut

Gesellschafter, welcher Eigenthümer dieser Sachen ist, die Gefahr derselben zu tragen.

Sind es aber verbrauchbare Sachen, oder solche, die sich durch das Aufbewahren verschlimmern, oder sind sie zum Verkaufe bestimmt, oder nach einer vorhergegangenen in einem Inventarium enthaltenen Schätzung in die Gesellschaft eingebracht worden, so trägt die Gesellschaft die Gefahr.

Ist die Sache geschätzt worden, so kann der Gesellschafter nur den Betrag ihrer Tare zurückfordern.

1852. Ein Gesellschafter hat eine Klage gegen die Gesellschaft, nicht nur wegen der Summen, welche er für sie auslegt, sondern auch wegen der Verbindlichkeiten, welche er redlicher Weise in Angelegenheiten der Gesellschaft übernommen hat, und wegen des von seiner Geschäftsführung unzertrennlichen Verlustes.

1853. Wenn die Vertragsurkunde über den Antheil eines jeden Gesellschafters am Gewinne und Verluste nichts bestimmt, so richtet sich derselbe für einen jeden nach dem Verhältniß seines Beytrages zu dem Gesellschaftscapital.

In Ansehung dessen, welcher nur seine Arbeit beygetragen hat, wird der ihm gebührende Antheil am Gewinne und Verluste so berechnet, als wenn er einen eben so starken Beytrag geleistet hätte, wie derjenige Gesellschafter, welcher am wenigsten eingeschossen hat.

1854. Sind die Gesellschafter übereingekommen, daß sie einem von ihnen oder einer dritten Person die Bestimmung der Antheile überlassen wollen, so kann diese Bestimmung nur dann angefochten werden, wenn sie der Billigkeit offenbar zuwider ist.

Kein Einspruch wird in dieser Hinsicht mehr zugelassen, wenn von dem Zeitpuncte an, da dem angeblich verletzten Theile die Bestimmung bekannt geworden ist, mehr als drey Monate verstrichen sind, oder wenn er schon angefangen hat, diese Bestimmung seinerseits zu vollziehen.

1855. Jede Übereinkunft, wodurch Einem der Gesellschafter der ganze Gewinn zugewendet würde, ist nichtig.

Dasselbe gilt von derjenigen Übereinkunft, wodurch die von einem oder von mehreren der Gesellschafter zum Gesellschaftscapital geschlossenen Summen oder Sachen von allem Beytrage zum Verluste befreit würden.

1856. Der Gesellschafter, dem durch eine besondere Bestimmung des Gesellschaftsvertrages die Verwaltung auf-

faire, nonobstant l'opposition des autres associés, tous les actes qui dépendent de son administration, pourvu que ce soit sans fraude.

Ce pouvoir ne peut être révoqué sans cause légitime, tant que la société dure; mais s'il n'a été donné que par acte postérieur au contrat de société, il est révocable comme un simple mandat.

1857. Lorsque plusieurs associés sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déterminées, ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne pourrait agir sans l'autre, ils peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration.

1858. S'il a été stipulé que l'un des administrateurs ne pourra rien faire sans l'autre, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de l'autre, lors même que celui-ci serait dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes d'administration.

1859. A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, l'on suit les règles suivantes:

1° Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait est valable même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement; sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux, de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue.

2° Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société, ou de manière à empêcher ses associés d'en user selon leur droit.

3° Chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société.

getragen ist, kann, des Widerspruches der übrigen Gesellschaften ohngeachtet, alle zu seiner Verwaltung gehörigen Handlungen vornehmen, in so fern dieses ohne betrügliche Absicht geschieht.

Dieser Auftrag kann während der Dauer der Gesellschaft ohne rechtmäßige Ursache nicht zurückgenommen werden; ist er aber erst nach Eingehung des Gesellschaftsvertrages erteilt worden, so kann er, wie jede bloße Vollmacht, widerrufen werden.

1857. Ist die Verwaltung mehreren Gesellschaftern aufgetragen worden, ohne daß man ihre Verrichtungen bestimmt oder dabey ausgedrückt hätte, daß einer ohne den andern nicht handeln solle, so kann jeder von ihnen allein alle Verwaltungshandlungen vornehmen.

1858. Ist man übereingekommen, daß einer der Verwalter ohne den andern nichts unternehmen solle, so kann, ohne neue Übereinkunft, einer allein in Abwesenheit des andern nichts vornehmen, selbst wenn es diesem zur Zeit unmöglich seyn sollte, zu den Verwaltungshandlungen mitzuwirken.

1859. In Ermangelung einer besondern Übereinkunft über die Art der Verwaltung sind folgende Regeln zu befolgen:

1) Man nimmt an, daß die Gesellschafter sich wechselseitig die Befugniß eingeräumt haben, für einander zu verwalten. Was ein jeder von ihnen vornimmt, ist gültig, selbst für den Antheil seiner Mitgesellschafter, wenn er gleich ihre Einwilligung nicht eingeholt hat; jedoch bleibt diesen letztern oder auch einem von ihnen das Recht vorbehalten, sich dem Geschäfte zu widersetzen, ehe es abgeschlossen ist.

2) Jeder Gesellschafter darf die der Gesellschaft zugehörigen Sachen gebrauchen; vorausgesetzt, daß er sich derselben ihrer gewöhnlichen Bestimmung gemäß, und nicht gegen das Interesse der Gesellschaft, noch sonst auf eine Weise bedient, wodurch seine Mitgesellschafter verhindert werden, von denselben gleichfalls ihrem Rechte gemäß Gebrauch zu machen.

3) Jeder Gesellschafter ist berechtigt, seine Mitgesellschafter anzuhalten, gemeinschaftlich mit ihm die Kosten zu bestreiten, welche erforderlich sind, um die der Gesellschaft gehörigen Sachen in gutem Stande zu erhalten.

4° L'un des associés ne peut faire d'innovations sur les immeubles dépendants de la société, même quand il les soutiendrait avantageuses à cette société, si les autres associés n'y consentent.

1860. L'associé qui n'est point administrateur, ne peut aliéner ni engager les choses même mobilières qui dépendent de la société.

1861. Chaque associé peut, sans le consentement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société : il ne peut pas ; sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration.

SECTION II.

Des Engagements des Associés à l'égard des Tiers.

1862. Dans les sociétés autres que celles de commerce, les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales, et l'un des associés ne peut obliger les autres si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir.

1863. Les associés sont tenus envers le créancier avec lequel ils ont contracté, chacun pour une somme et part égales, encore que la part de l'un d'eux dans la société fût moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part.

1864. La stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société, ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir, ou que la chose n'ait tourné au profit de la société.

4) Keiner der Gesellschafter darf ohne Einwilligung der übrigen an den der Gesellschaft zugehörigen unbeweglichen Gütern Neuerungen vornehmen, selbst wenn er behaupten sollte, daß sie der Gesellschaft vortheilhaft wären.

1860. Ein Gesellschafter, dem die Verwaltung nicht aufgetragen ist, kann die der Gesellschaft zugehörigen, selbst beweglichen, Sachen weder veräußern noch verpfänden.

1861. Jeder Gesellschafter kann in Ansehung seines Antheils an der Gesellschaft, ohne Einwilligung seiner Mitgesellschafter, mit einer dritten Person in Gesellschaft treten; in die Hauptgesellschaft kann er sie aber ohne diese Einwilligung nicht aufnehmen, selbst wenn er die Verwaltung derselben haben sollte.

Zweyter Abschnitt.

Von den Verbindlichkeiten der Gesellschafter gegen dritte Personen.

1862. Bey Gesellschaften, die keine Handelsgesellschaften sind, haben die Gesellschafter für die gemeinschaftlichen Schulden nicht solidarisch zu haften, und Ein Gesellschafter kann die übrigen nicht verpflichten, wenn diese ihn nicht dazu bevollmächtigt haben.

1863. Die Gesellschafter haften dem Gläubiger, mit welchem sie contrahirt haben, zu gleichen Summen und Theilen, selbst wenn der Antheil eines derselben an der Gesellschaft geringer seyn sollte, in so fern nicht die Verbindlichkeit dieses Letztern durch das Geschäft¹⁾ selbst nur auf das Verhältniß seines Antheils ausdrücklich beschränkt worden ist.

1864. Die Erklärung, daß eine Verbindlichkeit für Rechnung der Gesellschaft übernommen worden seye, bindet nur denjenigen Gesellschafter, der contrahirt hat, nicht aber die übrigen, wenn nicht etwa diese ihm Vollmacht gegeben haben, oder die Sache zum Nutzen der Gesellschaft verwendet worden ist.

1) Act. L. u. D. Urkunde. M. Gesellschaftsvertrag. S. u. E.

CHAPITRE IV.

Des différentes manières dont finit la Société.

1865. La société finit,

1° Par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée;

2° Par l'extinction de la chose, ou la consommation de la négociation;

3° Par la mort naturelle de quelqu'un des associés;

4° Par la mort civile, l'interdiction ou la déconfiture de l'un d'eux;

5° Par la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de n'être plus en société.

1866. La prorogation d'une société à temps limité ne peut être prouvée que par un écrit revêtu des mêmes formes que le contrat de société.

1867. Lorsque l'un des associés a promis de mettre en commun la propriété d'une chose, la perte survenue avant que la mise en soit effectuée, opère la dissolution de la société par rapport à tous les associés.

La société est également dissoute dans tous les cas par la perte de la chose, lorsque la jouissance seule a été mise en commun, et que la propriété en est restée dans la main de l'associé.

Mais la société n'est pas rompue par la perte de la chose dont la propriété a déjà été apportée à la société.

1868. S'il a été stipulé qu'en cas de mort de l'un des associés, la société continuerait avec son héritier, ou seulement entre les associés survivants, ces dispositions seront suivies : au second cas, l'héritier du décédé n'a droit qu'au partage de la société, eu égard à la situation de cette société lors du décès, et ne participe aux droits ultérieurs qu'autant qu'ils sont une suite nécessaire de ce qui s'est fait avant la mort de l'associé auquel il succède.

Viertes Capitel.

Von den verschiedenen Arten, wie die Gesellschaft sich endiget.

1865. Die Gesellschaft endiget sich

1) durch den Ablauf der Zeit, auf welche sie eingegangen wurde;

2) durch den Untergang der Sache oder die Vollendung des Geschäftes;

3) durch den natürlichen Tod eines der Gesellschafter;

4) durch den bürgerlichen Tod, die Interdiction oder den Vermögensverfall eines derselben;

5) durch die Willenserklärung eines oder mehrerer, daß sie nicht mehr in der Gesellschaft bleiben wollen.

1866. Die Verlängerung einer auf bestimmte Zeit eingegangenen Gesellschaft kann nicht anders erwiesen werden, als durch eine Urkunde, welche in der nämlichen Form abgefaßt ist, wie der Gesellschaftsvertrag selbst.

1867. Hat einer der Gesellschafter versprochen, das Eigenthum einer Sache in die Gemeinschaft einzubringen, so wird die Gesellschaft in Ansehung aller Gesellschafter aufgelöst, wenn die Sache zu Grunde geht, ehe sie in die Gemeinschaft wirklich eingebracht worden ist.

Auf gleiche Weise wird die Gesellschaft durch den Untergang der Sache in allen Fällen aufgelöst, wo nur die Benutzung derselben in die Gemeinschaft eingebracht worden, das Eigenthum aber dem Gesellschafter geblieben ist.

Die Gesellschaft wird aber durch den Untergang der Sache nicht aufgelöst, wenn das Eigenthum derselben schon wirklich in die Gesellschaft eingebracht war.

1868. Ist verabredet worden, daß im Falle des Absterbens eines der Gesellschafter die Gesellschaft mit seinem Erben fortgesetzt werden, oder daß sie bloß unter den überlebenden Gesellschaftern fort dauern solle, so müssen diese Verabredungen befolgt werden; im zweiten Falle hat der Erbe des Verstorbenen nur ein Recht auf Theilung des gemeinschaftlichen Vermögens, mit Rücksicht auf den Zustand, in welchem sich dasselbe zur Zeit des Absterbens befand, und er nimmt an den spätern Vortheilen nur in so fern Antheil, als sie eine nothwendige Folge dessen sind, was vor dem Tode des Gesellschafter, welchen er beerbt, geschehen war.

1869. La dissolution de la société par la volonté de l'une des parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illimitée, et s'opère par une renonciation notifiée à tous les associés, pourvu que cette renonciation soit le bonne foi, et non faite à contre-temps.

1870. La renonciation n'est pas de bonne foi lorsque l'associé renonce pour s'approprier à lui seul le profit que les associés s'étaient proposé de retirer en commun.

Elle est faite à contre-temps lorsque les choses ne sont plus entières, et qu'il importe à la société que sa dissolution soit différée.

1871. La dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il y en a de justes motifs, comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagements, ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres cas semblables, dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des juges.

1872. Les règles concernant le partage des successions, la forme de ce partage, et les obligations qui en résultent entre les cohéritiers, s'appliquent aux partages entre associés.

Disposition relative aux Sociétés de Commerce.

1873. Les dispositions du présent titre ne s'appliquent aux sociétés de commerce que dans les points qui n'ont rien de contraire aux lois et usages du commerce.

1869. Die Auflösung der Gesellschaft durch den Willen eines der Contrahenten findet nur bey Gesellschaften von uneingeschränkter Dauer Statt, und wird durch eine den sämmtlichen Gesellschaftern bekannt gemachte Entsagung bewirkt, vorausgesetzt, daß diese Entsagung redlicher Weise und nicht zur Unzeit geschieht.

1870. Die Entsagung geschieht nicht redlicher Weise, wenn der Gesellschafter der Gesellschaft entsagt, um sich allein einen Gewinn zuzueignen, den die Gesellschafter gemeinschaftlich zu machen die Absicht hatten.

Sie geschieht zur Unzeit, wenn die Sachen sich nicht mehr im vorigen Zustande befinden ²⁾ (wenn es nicht mehr res integra ist), und der Gesellschaft daran gelegen ist, daß ihre Auflösung verschoben werde.

1871. Die Auflösung der auf bestimmte Zeit eingegangenen Gesellschaften kann von einem der Gesellschafter nur dann vor Ablauf der vertragsmäßigen Zeit verlangt werden, wenn eine gerechte Ursache dazu vorhanden ist, wie z. B. wenn ein anderer Gesellschafter seine Verbindlichkeiten nicht erfüllt, oder eine anhaltende Krankheit ihn zu den Geschäften der Gesellschaft unfähig macht, oder in andern ähnlichen Fällen, deren Rechtmäßigkeit und Erheblichkeit der Beurtheilung des Richters überlassen bleibt.

1872. Die Regeln, welche sich auf Erbschaftstheilungen, auf die Form dieser Theilungen und auf die unter den Miterben hieraus entspringenden Verbindlichkeiten beziehen, finden bey Theilungen unter Gesellschaftern ebenfalls Anwendung.

Verfügung in Betreff der Handelsgesellschaften.

1873. Die Verfügungen des gegenwärtigen Titels sind auf Handelsgesellschaften nur in denjenigen Puncten anwendbar, die mit den Handelsgesetzen und Gebräuchen nicht im Widerspruche stehen. (*)

(*) S. Handelsgesetzbuch Art. 18. u. f.

2) wenn die Gesellschaft einen wesentlichen Verlust erlitten hat, S. wenn der Zustand der Sache es nicht mehr erlaubt. E.

TITRE DIXIÈME.

Du Prêt.

(Décrété le 9 mars 1804. Promulgué le 19 du même mois.)

1874. Il y a deux sortes de prêt :

Celui des choses dont on peut user sans les détruire ,

Et celui des choses qui se consomment par l'usage qu'on en fait.

La première espèce s'appelle *prêt à usage*, ou *commodat* ;

La deuxième s'appelle *prêt de consommation*, ou simplement *prêt*.

CHAPITRE PREMIER.

Du Prêt à usage, ou Commodat.

SECTION PREMIÈRE.

De la nature du Prêt à usage.

1875. Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi.

1876. Ce prêt est essentiellement gratuit.

1877. Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée.

1878. Tout ce qui est dans le commerce, et qui ne se consomme pas par l'usage, peut être l'objet de cette convention.

1879. Les engagements qui se forment par le commodat, passent aux héritiers de celui qui prête, et aux héritiers de celui qui emprunte.

Zehnter Titel.

Von dem Leih- und Darlehnsvertrage.

(Decretirt den 9. März 1804. Promulgirt den 19. desselben Monats.)

1874. Es gibt zweyerley Gattungen von Verträgen, wodurch man seine Sache einem Andern leiht:
denjenigen über Sachen, die man gebrauchen kann, ohne sie zu zerstören;
und den über Sachen, die durch den von ihnen gemachten Gebrauch verbraucht werden.

Die erste Gattung nennt man Leihvertrag oder *Commodat*;
die zweyte nennt man Darlehnsvertrag.

Erstes Capitel.

Von dem Leihvertrage.

Erster Abschnitt.

Von der Natur des Leihvertrages.

1875. Der Leihvertrag ist derselbige Vertrag, wodurch ein Theil dem andern eine Sache unter der Bedingung zum Gebrauche übergibt, daß der Empfänger nach geendigtem Gebrauche dieselbe zurückgeben solle.

1876. Der Leihvertrag ist seinem Wesen nach unentgeltlich.

1877. Der Verleiher bleibt Eigenthümer der verliehenen Sache.

1878. Alles, was dem Verkehre nicht entzogen ist, und durch den Gebrauch nicht verbraucht wird, kann Gegenstand dieses Vertrags seyn.

1879. Die aus dem Leihvertrage entstehenden Verbindlichkeiten gehen sowohl auf die Erben des Verleihers, als auf die des Leihers über.

Mais si l'on n'a prêté qu'en considération de l'emprunteur, et à lui personnellement, alors ses héritiers ne peuvent continuer de jouir de la chose prêtée.

SECTION II.

Des Engagements de l'Emprunteur.

1880. L'emprunteur est tenu de veiller, en bon père de famille, à la garde et à la conservation de la chose prêtée. Il ne peut s'en servir qu'à l'usage déterminé par sa nature ou par la convention; le tout à peine de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

1881. Si l'emprunteur emploie la chose à un autre usage, ou pour un temps plus long qu'il ne le devait, il sera tenu de la perte arrivée, même par cas fortuit.

1882. Si la chose prêtée perit par cas fortuit dont l'emprunteur aurait pu la garantir en employant la sienne propre, ou si, ne pouvant conserver que l'une des deux, il a préféré la sienne, il est tenu de la perte de l'autre.

1883. Si la chose a été estimée en la prêtant, la perte qui arrive, même par cas fortuit, est pour l'emprunteur, s'il n'y a convention contraire.

1884. Si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle a été empruntée, et sans aucune faute de la part de l'emprunteur, il n'est pas tenu de la détérioration.

1885. L'emprunteur ne peut pas retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit.

1886. Si, pour user de la chose, l'emprunteur a fait quelque dépense, il ne peut pas la répéter.

Hat man jedoch nur aus Rücksicht auf den Leih- und bloß ihm für seine Person geliehen, so können dessen Erben den Gebrauch der geliehenen Sache nicht fortsetzen.

Zweiter Abschnitt.

Von den Verbindlichkeiten des Leihers.

1880. Der Leih- ist schuldig, für die Aufbewahrung und Erhaltung der ihm geliehenen Sache als ein guter Hausvater zu sorgen; er darf sie nur zu dem Gebrauche anwenden, wozu sie ihrer Natur nach oder durch die Ubereinkunft bestimmt ist; alles bey Strafe des nach Beschaffenheit der Umstände Statt findenden Schadensersatzes.

1881. Wenn der Leih- die Sache zu einem andern Zwecke, oder längere Zeit gebraucht, als er berechtigt war, so hat er selbst für den zufälligen Verlust zu haften.

1882. Geht die geliehene Sache durch einen Zufall zu Grunde, vor dem der Leih- sie hätte bewahren können, wenn er seine eigene Sache gebraucht hätte; oder hat er, im Falle nur eine von beyden erhalten werden konnte, die seinige vorgezogen, so muß er für den Verlust der andern haften.

1883. Ist die Sache bey der Verleihung geschätzt worden, so hat der Leih-, in Ermangelung einer entgegenstehenden Ubereinkunft, selbst den durch Zufall verursachten Verlust zu tragen.

1884. Verschlimmert sich die Sache bloß durch den Gebrauch, wozu sie geliehen wurde, und ohne alles Verschulden des Leihers, so hat er für die Verschlimmerung nicht zu haften.

1885. Der Leih- kann die Sache nicht zurückbehalten, um sie gegen das, was der Verleiher ihm schuldig ist, in Anrechnung zu bringen. (*)

1886. Hat der Leih-, um die Sache gebrauchen zu können, einige Kosten aufgewendet, so kann er dieselben nicht zurückfordern.

(*) C. Art. 1293. 2)

1887. Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur.

SECTION III.

Des Engagements de celui qui prête à usage.

1888. Le prêteur ne peut retirer la chose prêtée qu'après le terme convenu, ou, à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée.

1889. Néanmoins, si, pendant ce délai, ou avant que le besoin de l'emprunteur ait cessé, il survient au prêteur un besoin pressant et imprévu de sa chose, le juge peut, suivant les circonstances, obliger l'emprunteur à la lui rendre.

1890. Si, pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été obligé, pour la conservation de la chose, à quelque dépense extraordinaire, nécessaire, et tellement urgente qu'il n'ait pas pu en prévenir le prêteur, celui-ci sera tenu de la lui rembourser.

1891. Lorsque la chose prêtée a des défauts tels, qu'elle puisse causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable, s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur.

CHAPITRE II.

Du Prêt de consommation, ou simple Prêt.

SECTION PREMIÈRE.

De la Nature du prêt de consommation.

1892. Le prêt de consommation est un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une

1887. Haben mehrere zusammen eine und dieselbe Sache geliehen, so sind sie deshalb dem Verleiher solidarisch verpflichtet. (*)

Dritter Abschnitt.

Von den Verbindlichkeiten des Verleiher's.

1888. Der Verleiher kann die verliehene Sache nicht eher zurückfordern, als nach Ablauf der verabredeten Zeit, oder, im Falle hierüber nichts verabredet worden ist, nachdem sie zu dem Zwecke, wozu sie geliehen wurde, gebraucht worden ist.

1889. Wenn jedoch während jener Zeit, oder noch eher das Bedürfnis des Leihers aufgehört hat, ein unvorhergesehener Fall eintritt, wodurch der Verleiher selbst seiner Sache dringend bedarf, so kann der Richter, nach Beschaffenheit der Umstände, den Leih anhalten, ihm dieselbe zurückzugeben.

1890. Wenn der Leih während der Dauer des Leihvertrages sich zu außerordentlichen, zur Erhaltung der Sache nothwendigen Ausgaben genöthiget sah, und diese so dringend waren, daß er den Verleiher nicht vorher davon benachrichtigen konnte, so ist dieser verbunden, sie ihm zu ersetzen.

1891. Hat die geliehene Sache solche Fehler, daß sie demjenigen, der sie gebraucht, Nachtheil bringen kann, so ist der Verleiher dafür verantwortlich, wenn er die Fehler kannte und den Leih nicht davon benachrichtiget hat.

Zweites Capitel.

Von dem Darlehnsvertrage.

Erster Abschnitt.

Von der Natur des Darlehns.

1892. Das Darlehn ist ein Vertrag, wodurch ein Theil dem andern eine gewisse Quantität verbrauchbarer

(*) S. Art. 1202.

certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage, à la charge par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité.

1893. Par l'effet de ce prêt, l'emprunteur devient le propriétaire de la chose prêtée; et c'est pour lui qu'elle périt, de quelque manière que cette perte arrive.

1894. On ne peut pas donner à titre de prêt de consommation, des choses qui, quoique de même espèce, diffèrent dans l'individu, comme les animaux: alors c'est un prêt à usage.

1895. L'obligation qui résulte d'un prêt en argent, n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat.

S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement.

1896. La règle portée en l'article précédent n'a pas lieu, si le prêt a été fait en lingots.

1897. Si ce sont des lingots ou des denrées qui ont été prêtés, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de leur prix, le débiteur doit toujours rendre la même quantité et qualité, et ne doit rendre que cela.

SECTION II.

Des Obligations du Prêteur.

1898. Dans le prêt de consommation, le prêteur est tenu de la responsabilité établie par l'article 1891 pour le prêt à usage.

1899. Le prêteur ne peut pas redemander les choses prêtées, avant le terme convenu.

1900. S'il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, le juge peut accorder à l'emprunteur un délai suivant les circonstances.

1901. S'il a été seulement convenu que l'emprunteur paierait quand il le pourrait, ou quand il

Sachen unter der Bedingung übergibt, daß Letzterer ihm eben so viel von gleicher Art und Beschaffenheit einst wieder geben solle.

1893. Durch das Darlehn wird der Empfänger Eigenthümer der dargeliehenen Sache; und er muß den Verlust tragen, wenn dieselbe auf irgend eine Art zu Grunde geht.

1894. Sachen, die, wenn gleich von einerley Gattung, doch im Einzelnen von einander verschieden sind, wie z. B. Thiere, können nicht als Darlehn gegeben werden; in diesem Falle ist das Geschäft ein Leihvertrag.

1895. Die aus einem Gelddarlehn entstehende Verbindlichkeit beschränkt sich stets auf die in dem Vertrage ausgedrückte Summe.

Sind vor dem Zeitpunkte der Zurückzahlung die Münzsorten im Werthe gestiegen oder gefallen, so hat der Schuldner weder weniger noch mehr, als die ihm dargeliehene Summe, und zwar in den zur Zeit der Zahlung geltenden Münzsorten, zurückzuzahlen.

1896. Die in dem vorhergehenden Artikel enthaltene Regel findet keine Anwendung, wenn das Darlehn in Barren (Gold- oder Silberstangen) gegeben worden ist.

1897. Wenn solche Barren, oder Waaren und Lebensmittel dargeliehen worden sind, so muß der Schuldner dieselben stets in der nämlichen Menge und Beschaffenheit zurückgeben, und zwar ohne Rücksicht auf den erhöhten oder verminderten Werth derselben.

Zweyter Abschnitt.

Von den Verbindlichkeiten des Darleihers.

1898. Bey dem Darlehn hat der Darleiher eben die Verantwortlichkeit, die im 1891. Artikel in Ansehung des Leihvertrages festgesetzt ist.

1899. Der Darleiher kann die dargeliehenen Sachen nicht vor der verabredeten Zeit zurückfordern.

1900. Ist für die Zurückgabe keine Zeit bestimmt worden, so kann der Richter, nach Beschaffenheit der Umstände, dem Schuldner eine Frist zugestehen.

1901. Ist man bloß übereingekommen, daß der Schuldner zahlen solle, wann er dazu im Stande seyn

en aurait les moyens, le juge lui fixera un terme de paiement suivant les circonstances.

SECTION III.

Des Engagements de l'Emprunteur.

1902. L'emprunteur est tenu de rendre les choses prêtées, en même quantité et qualité, et au terme convenu.

1903. S'il est dans l'impossibilité d'y satisfaire, il est tenu d'en payer la valeur eu égard au temps et au lieu où la chose devait être rendue d'après la convention.

Si ce temps et ce lieu n'ont pas été réglés, le paiement se fait au prix du temps et du lieu où l'emprunt a été fait.

1904. Si l'emprunteur ne rend pas les choses prêtées ou leur valeur au terme convenu, il en doit l'intérêt du jour de la demande en justice.

CHAPITRE III.

Du Prêt à intérêt.

1905. Il est permis de stipuler des intérêts pour simple prêt, soit d'argent, soit de denrées, ou autres choses mobilières.

1906. L'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, ne peut ni les répéter ni les imputer sur le capital.

1907. L'intérêt est légal ou conventionnel. L'intérêt légal est fixé par la loi. L'intérêt conventionnel peut excéder celui de la loi toutes les fois que la loi ne le prohibe pas.

Le taux de l'intérêt conventionnel doit être fixé par écrit.

oder die Mittel haben würde, so bestimmt der Richter eine Zahlungsfrist nach Beschaffenheit der Umstände.

Dritter Abschnitt.

Von den Verbindlichkeiten des Schuldners.

1902. Der Schuldner muß die dargeliehenen Sachen in derselben Quantität und Qualität, und zu der bedungenen Zeit, zurückgeben.

1903. Befindet er sich außer Stande, dieser Verbindlichkeit ein Genüge zu leisten, so ist er verbunden, den Werth der Sachen, mit Rücksicht auf die Zeit und den Ort, wo sie nach dem Inhalte des Vertrags zurückgegeben werden sollten, zu zahlen.

Sind Zeit und Ort der Zurückgabe nicht bestimmt worden, so geschieht die Bezahlung in dem Preise, den die Sachen zu der Zeit und an dem Orte hatten, wo sie dargeliehen wurden.

1904. Wenn der Schuldner die ihm dargeliehenen Sachen oder deren Werth zur verabredeten Zeit nicht zurückgibt, so muß er sie von dem Tage der gerichtlichen Klage an verzinsen.

Drittes Capitel.

Von dem verzinslichen Darlehn.

1905. Es ist erlaubt, bey dem Darlehn sich Zinsen auszubedingen, es mag dasselbe in Geld, in Lebensmitteln oder in andern beweglichen Sachen bestehen.

1906. Wenn der Schuldner Zinsen bezahlt hat, ohne daß sie ausbedungen waren, so kann er sie weder zurückfordern, noch auf das Capital abrechnen.

1907. Die Zinsen sind entweder gesetzliche oder vertragsmäßige. Die gesetzlichen Zinsen werden durch das Gesetz bestimmt. Die vertragsmäßigen Zinsen können in allen Fällen, wo das Gesetz es nicht verbietet, die gesetzlichen übersteigen.

Der Betrag der vertragsmäßigen Zinsen muß schriftlich festgesetzt werden.

1908. La quittance du capital donnée sans réserve des intérêts, en fait présumer le paiement, et en opère la libération.

1909. On peut stipuler un intérêt moyennant un capital que le prêteur s'interdit d'exiger.

Dans ce cas, le prêt prend le nom de *constitution de rente*.

1910. Cette rente peut être constituée de deux manières, en perpétuel ou en viager.

1911. La rente constituée en perpétuel est essentiellement rachetable.

Les parties peuvent seulement convenir que le rachat ne sera pas fait avant un délai qui ne pourra excéder dix ans, ou sans avoir averti le créancier au terme d'avance qu'elles auront déterminé.

1912. Le débiteur d'une rente constituée en perpétuel peut être contraint au rachat,

1° S'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années;

2° S'il manque à fournir au prêteur les sûretés promises par le contrat.

1913. Le capital de la rente constituée en perpétuel devient aussi exigible en cas de faillite ou de déconfiture du débiteur.

1914. Les règles concernant les rentes viagères sont établies au titre *des Contrats aléatoires*.

1908. Eine über das Capital ohne Vorbehalt der Zinsen ausgestellte Quittung begründet die Vermuthung, daß auch diese bezahlt seyen, und bewirkt die Befreyung von denselben.

1909. Der Darleiher kann sich Zinsen von einem Capital ausbedingen, auf dessen Zurückforderung er Verzicht leistet.

In diesem Falle wird das Darlehn Rentenkauf genannt.

1910. Eine Rente kann auf zweyerley Weise bestellt werden, für beständig oder auf Lebenszeit (als Erbrente oder als Leibrente.)

1911. Die Erbrente ist ihrem Wesen nach rückkäuflich. (*)

Die Partheyen können bloß die Übereinkunft treffen, daß der Rückkauf nicht eher sollte geschehen können, als nach Ablauf einer bestimmten Zeit, welche jedoch nicht über zehn Jahre betragen darf, oder daß er nicht geschehen solle, ohne daß der Gläubiger eine zwischen ihnen verabredete Zeit vorher davon benachrichtiget worden ist.

1912. Der Schuldner einer Erbrente kann zum Rückkauf gezwungen werden,

1) wenn er während zweyer Jahre seine Verbindlichkeiten nicht erfüllt;

2) wenn er dem Darleiher die im Vertrage versprochene Sicherheit nicht verschafft.

1913. Das Capital einer Erbrente kann gleichfalls zurückgefordert werden, wenn der Schuldner in Concurs oder in Vermögensverfall gerathen ist.

1914. Die Regeln, welche die Leibrenten betreffen, werden in dem Titel von gewagten Verträgen aufgestellt.

(*) S. Art. 530.

TITRE ONZIÈME.

Du Dépôt et du Séquestre.

(Décrété le 14 mars 1804. Promulgué le 24 du même mois.)

CHAPITRE PREMIER.

Du Dépôt en général et de ses diverses espèces.

1915. Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

1916. Il y a deux espèces de dépôt: le dépôt proprement dit, et le séquestre.

CHAPITRE II.

Du Dépôt proprement dit.

SECTION PREMIÈRE.

De la Nature et de l'Essence du Contrat de dépôt.

1917. Le dépôt proprement dit est un contrat essentiellement gratuit.

1918. Il ne peut avoir pour objet que des choses mobilières.

1919. Il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée.

La tradition feinte suffit, quand le dépositaire se trouve déjà nanti, à quelque autre titre,

Filfter Titel.

Von dem Niederlegungsvertrage und der Sequestration.

(Decretirt den 14. März 1804. Promulgirt den 24. desselben Monats.)

Erstes Capitel.

Von dem Niederlegungsvertrage im Allgemeinen, und dessen verschiedenen Gattungen.

1915. Der Niederlegungsvertrag (Verwahrungsvertrag) im Allgemeinen ist ein Geschäft, wodurch man die Sache eines Andern unter der Verbindlichkeit in Empfang nimmt, dieselbe aufzubewahren und in Natur zurückzugeben.

1916. Es gibt zwey Gattungen des Niederlegungsvertrages; den Niederlegungsvertrag im eigentlichen Sinne und die Sequestration.

Zweytes Capitel.

Von dem Niederlegungsvertrage im eigentlichen Sinne.

Erster Abschnitt.

Von der Natur und dem Wesen des Niederlegungsvertrages.

1917. Der Niederlegungsvertrag im eigentlichen Sinne ist seinem Wesen nach unentgeltlich.

1918. Er kann nur bewegliche Sachen zum Gegenstande haben.

1919. Er wird erst durch die wirkliche oder uneigentliche Übergabe der anvertrauten Sache vollkommen.

Die uneigentliche Übergabe ist hinreichend, wenn der Verwahrer die Sache, welche man seiner Verwahrung an-

318 L. III. T. XI. Du Dépôt et du Séquestre.

de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de dépôt.

1920. Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

SECTION II.

Du Dépôt volontaire.

1921. Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit.

1922. Le dépôt volontaire ne peut régulièrement être fait que par le propriétaire de la chose déposée, ou de son consentement exprès ou tacite.

1923. Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs.

1924. Lorsque le dépôt, étant au-dessus de cent cinquante francs, n'est point prouvé par écrit, celui qui est attaqué comme dépositaire, en est cru sur sa déclaration, soit pour le fait même du dépôt, soit pour la chose qui en faisait l'objet, soit pour le fait de sa restitution.

1925. Le dépôt volontaire ne peut avoir lieu qu'entre personnes capables de contracter.

Néanmoins, si une personne capable de contracter accepte le dépôt fait par une personne incapable, elle est tenue de toutes les obligations d'un véritable dépositaire; elle peut être poursuivie par le tuteur ou administrateur de la personne qui a fait le dépôt.

1926. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe

vertrauen will, schon aus einem andern Rechtsgrunde im Besitze hat.

1920. Die Niederlegung geschieht entweder freywillig oder im Nothfalle.

Zweiter Abschnitt.

Von der freywilligen Niederlegung.

1921. Die freywillige Niederlegung entsteht durch die gegenseitige Einwilligung der Person, welche etwas in Verwahrung gibt, und derjenigen, die es empfängt.

1922. Die freywillige Niederlegung kann in der Regel nur durch den Eigenthümer der in Verwahrung gegebenen Sache, oder mit dessen ausdrücklicher oder stillschweiger Einwilligung geschehen.

1923. Die freywillige Niederlegung kann nur durch Urkunden erwiesen werden. Der Beweis durch Zeugen wird nicht zugelassen, wenn der Werth der niedergelegten Sache hundert fünfzig Franken übersteigt.

1924. Kann ein Niederlegungsvertrag, dessen Gegenstand hundert fünfzig Franken übersteigt, nicht durch Urkunden erwiesen werden, so glaubt man demjenigen, welcher als Verwahrer in Anspruch genommen wird, auf seine Versicherung, sowohl in Ansehung der geschehenen Niederlegung selbst, als der den Gegenstand derselben ausmachenden Sache, als auch in Ansehung der erfolgten Zurückgabe.

1925. Eine freywillige Niederlegung kann nur unter solchen Personen Statt finden, die fähig sind, Verträge zu schließen.

Wenn jedoch eine zur Eingehung eines Vertrages fähige Person von einer andern dazu unfähigen etwas in Verwahrung nimmt, so hat sie alle Verbindlichkeiten eines wirklichen Verwahrers zu erfüllen (*), und kann von dem Vormunde oder dem Verwalter der Person, welche ihr die Sache anvertraut hat, gerichtlich belangt werden.

1926. Ist hingegen von einer dazu fähigen Person bey einer unfähigen etwas niedergelegt worden, so hat der Niederleger nur eine Klage auf Zurückgabe der niedergelegten Sache, oder, wenn dieselbe sich nicht mehr in den

(*) S. Art. 1125.

dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier.

SECTION III.

Des Obligations du Dépositaire.

1927. Le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent.

1928. La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur, 1° si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt; 2° s'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt; 3° si le dépôt a été fait uniquement pour l'intérêt du dépositaire; 4° s'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute.

1929. Le dépositaire n'est tenu, en aucun cas, des accidents de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée.

1930. Il ne peut se servir de la chose déposée, sans la permission expresse ou présumée du déposant.

1931. Il ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui lui ont été déposées, si elles lui ont été confiées dans un coffre fermé ou sous une enveloppe cachetée.

1932. Le dépositaire doit rendre identiquement la chose même qu'il a reçue.

Ainsi, le dépôt des sommes monnayées doit être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait, soit dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

(*) G. Art. 1293.

1) So muß ein Depositum in flingender Münze in denselben Münzsorten, worin es gemacht worden, zurück-
erstattet werden, L. Auf diese Weise muß also ein De-
positum, das in flingender Münze bestand, in eben

Händen des Verwahrers befindet, eine Klage auf Ersatz bis zum Betrage dessen, was zum Nutzen dieses Letztern verwendet worden ist.

Dritter Abschnitt.

Von den Verbindlichkeiten des Verwahrers.

1927. Der Verwahrer muß die ihm anvertraute Sache mit eben der Sorgfalt verwahren, welche er auf die Verwahrung seiner eigenen Sachen verwendet.

1928. Die Verfügung des vorhergehenden Artikels muß mit noch grösserer Strenge angewandt werden, 1) wenn der Verwahrer sich selbst zur Verwahrung der Sache angeboten hat; 2) wenn er für die Verwahrung der Sache sich eine Vergeltung ausbedungen hat; 3) wenn die Niederlegung einzig zum Vortheile des Verwahrers geschehen ist; 4) wenn ausdrücklich verabredet worden ist, daß der Verwahrer für jede Art des Versehens haften solle.

1929. In keinem Falle ist der Verwahrer für unabwendbare Zufälle verantwortlich, wenn er nicht in Ansehung der Zurückgabe der anvertrauten Sache in Verzug gesetzt worden ist.

1930. Er darf die ihm in Verwahrung gegebene Sache ohne ausdrückliche oder vermuthliche Einwilligung des Niederlegers nicht gebrauchen.

1931. Er darf nicht zu erforschen suchen, was es für Sachen seyen, die bey ihm niedergelegt wurden, wenn dieselben in einem verschlossenen Kasten oder in einem versiegelten Umschlage ihm anvertraut worden sind.

1932. Der Verwahrer muß eben dieselbe Sache zurückgeben, die er empfangen hat.

Wenn daher baares Geld in Verwahrung gegeben wurde, so müssen die nämlichen Stücke, welche hingegeben wurden, wieder zurückgegeben werden ¹⁾, es mag nun deren Werth gestiegen oder gefallen seyn. (*)

den Sorten, worin es geschehen ist (bestanden hat M.), zurückgegeben werden, D. u. M. Daher muß die bey ihm in gemünzten Geldsorten hinterlegte Summe in den nämlichen Münzen, in welchen er sie empfangen

1933. Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait, sont à la charge du déposant.

1934. Le dépositaire auquel la chose a été enlevée par une force majeure, et qui a reçu un prix ou quelque chose à la place, doit restituer ce qu'il a reçu en échange.

1935. L'héritier du dépositaire, qui a vendu de bonne foi la chose dont il ignorait le dépôt, n'est tenu que de rendre le prix qu'il a reçu, ou de céder son action contre l'acheteur, s'il n'a pas touché le prix.

1936. Si la chose déposée a produit des fruits qui aient été perçus par le dépositaire, il est obligé de les restituer. Il ne doit aucun intérêt de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution.

1937. Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée, qu'à celui qui la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir.

1938. Il ne peut pas exiger de celui qui a fait le dépôt, la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée.

Néanmoins, s'il découvre que la chose a été volée, et quel en est le véritable propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui a été fait, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant. Si celui auquel la dénonciation a été faite, néglige de réclamer le dépôt, le

1933. Der Verwahrer hat die bey ihm niedergelegte Sache nur in dem Zustande zurückzugeben, in welchem dieselbe sich zur Zeit der Zurückgabe befindet. Verschlimmerungen, die er nicht verursacht hat, muß der Niederleger tragen.

1934. Der Verwahrer, welcher die Sache durch unabwehrbaren Zufall verloren, dafür aber einen Preis oder sonst etwas empfangen hat, muß dasjenige, was er zum Ersatze erhalten hat, zurückgeben.

1935. Wenn der Erbe des Verwahrers die Sache redlicher Weise, und ohne zu wissen, daß sie anvertrautes Gut seye, verkauft hat, so ist er zu weiter nichts verbunden, als zur Erstattung des empfangenen Kaufpreises, oder, wenn ihm dieser noch nicht bezahlt worden ist, zur Abtretung seiner Klage gegen den Käufer.

1936. Wenn die in Verwahrung gegebene Sache Früchte hervorgebracht, und der Verwahrer diese bezogen hat, so ist er verbunden, dieselben zu erstatten. Von dem bey ihm niedergelegten Gelde braucht er nicht eher Zinsen zu zahlen, als von dem Tage an, wo er in Ansehung der Zurückgabe in Verzug gesetzt worden ist.

1937. Der Verwahrer darf die bey ihm niedergelegte Sache keinem andern ausliefern, als dem, welcher sie ihm anvertraut hat, oder in dessen Namen die Niederlegung geschehen ist, oder der zum Empfange derselben angewiesen ist.

1938. Er kann nicht verlangen, daß der Niederleger sein Eigenthum an der niedergelegten Sache beweisen solle.

Wenn er jedoch entdeckt, daß die Sache entwendet worden, und wer der wahre Eigenthümer derselben seye, so muß er diesem von der bey ihm geschehenen Niederlegung Nachricht geben, und ihn auffordern, die Sache binnen einer bestimmten und hinlänglichen Frist in Anspruch zu nehmen. Versäumt derjenige, dem diese Anzeige geschehen ist, die niedergelegte Sache in Anspruch zu nehmen, so

hat, wieder erstattet werden, S. Auf diese Weise muß also ein Depositum, das in klingender Münze bestand, in eben den Sorten, in denen es übergeben ist, zurückgestellt werden, L.

dépositaire est valablement déchargé par la tradition qu'il en fait à celui duquel il l'a reçu.

1939. En cas de mort naturelle ou civile de la personne qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier.

S'il y a plusieurs héritiers, elle doit être rendue à chacun d'eux pour leur part et portion.

Si la chose déposée est indivisible, les héritiers doivent s'accorder entre eux pour la recevoir.

1940. Si la personne qui a fait le dépôt, a changé d'état; par exemple, si la femme, libre au moment où le dépôt a été fait, s'est mariée depuis et se trouve en puissance de mari; si le majeur déposant se trouve frappé d'interdiction; dans tous ces cas et autres de même nature, le dépôt ne peut être restitué qu'à celui qui a l'administration des droits et des biens du déposant.

1941. Si le dépôt a été fait par un tuteur, par un mari ou par un administrateur, dans l'une de ces qualités, il ne peut être restitué qu'à la personne que ce tuteur, ce mari ou cet administrateur représentaient, si leur gestion ou leur administration est finie.

1942. Si le contrat de dépôt désigne le lieu dans lequel la restitution doit être faite, le dépositaire est tenu d'y porter la chose déposée. S'il y a des frais de transport, ils sont à la charge du déposant.

1943. Si le contrat ne désigne point le lieu de la restitution, elle doit être faite dans le lieu même du dépôt.

1944. Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution; à moins qu'il n'existe, entre les mains du dépositaire, une saisie-arrêt ou une oppo-

wird der Verwahrer durch die Auslieferung derselben an denjenigen, von welchem er sie empfangen hat, seiner Verbindlichkeit gültiger Weise entlediget.

1939. Im Falle des natürlichen oder bürgerlichen Todes des Niederlegers kann die niedergelegte Sache nur an dessen Erben zurückgegeben werden.

Sind mehrere Erben vorhanden, so muß einem jeden von ihnen sein Antheil an derselben zurückgegeben werden.

Ist die niedergelegte Sache untheilbar, so müssen die Erben sich über deren Empfang mit einander vereinigen. (*)

1940. Wenn der Niederleger seinen persönlichen Zustand verändert hat, wenn z. B. die zur Zeit der geschehenen Niederlegung noch unverheirathete Frauensperson nachher in die Ehe getreten ist und sich nun unter der Gewalt ihres Mannes befindet, oder wenn dem volljährigen Niederleger nachher die Verwaltung seines Vermögens durch Interdiction entzogen worden ist, so kann in allen diesen und andern gleichartigen Fällen die niedergelegte Sache nur demjenigen zurückgegeben werden, der die Verwaltung der Rechte und des Vermögens des Niederlegers hat.

1941. Wenn die Niederlegung von einem Vermunde, Ehemanne oder Verwalter, in einer von diesen Eigenschaften, geschehen ist, so kann, wenn deren Geschäftsführung oder Verwaltung aufgehört hat, die niedergelegte Sache nur derjenigen Person zurückgegeben werden, deren Stelle dieser Vermund, Ehemann oder Verwalter vertrat.

1942. Wenn in dem Niederlegungsvertrage der Ort bestimmt ist, wo die Zurückgabe geschehen soll, so ist der Verwahrer verbunden, die bey ihm niedergelegte Sache dahin zu bringen. Verursacht die Fortbringung Kosten, so fallen diese dem Niederleger zur Last.

1943. Ist in dem Vertrage kein Ort für die Zurückgabe bestimmt, so muß sie an eben dem Orte geschehen, wo die Niederlegung geschehen ist.

1944. Die in Verwahrung gegebene Sache muß dem Niederleger, so bald er es verlangt, zurückgegeben werden, selbst wenn in dem Vertrage eine bestimmte Zeit für die Zurückgabe festgesetzt wäre; es müßte denn bey dem Verwahrer Arrest auf die anvertraute Sache gelegt, oder

(*) S. Art. 1224.

sition à la restitution et au déplacement de la chose déposée.

1945. Le dépositaire infidèle n'est point admis au bénéfice de cession.

1946. Toutes les obligations du dépositaire cessent, s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée.

SECTION IV.

Des Obligations de la personne par laquelle le Dépôt a été fait.

1947. La personne qui a fait le dépôt, est tenue de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose déposée, et de l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées.

1948. Le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt.

SECTION V.

Du Dépôt nécessaire.

1949. Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage ou autre événement imprévu.

1950. La preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt nécessaire, même quand il s'agit d'une valeur au-dessus de cent cinquante francs.

1951. Le dépôt nécessaire est d'ailleurs régi par toutes les règles précédemment énoncées.

gegen deren Zurückgabe und Ortsveränderung Einspruch gemacht worden seyn.

1945. Einem ungetreuen Verwahrer wird die Rechtswohlthat der Vermögensabtretung nicht gestattet. (*)

1946. Alle Verbindlichkeiten des Verwahrers hören auf, wenn er entdeckt und beweist, daß er selbst Eigenthümer der niedergelegten Sache sey.

Vierter Abschnitt.

Von den Verbindlichkeiten des Niederlegers.

1947. Der Niederleger ist schuldig, dem Verwahrer die Kosten zu ersetzen, die er auf Erhaltung der niedergelegten Sache verwendet hat, und denselben für allen Verlust zu entschädigen, der ihm aus der Verwahrung etwa entstanden ist.

1948. Der Verwahrer ist berechtigt, bis zu seiner völligen Befriedigung für das, was ihm in Hinsicht des Niederlegungsvertrages gebührt, die ihm in Verwahrung gegebene Sache zurückzubehalten.

Fünfter Abschnitt.

Von der im Nothfalle geschehenen Niederlegung.

1949. Eine im Nothfalle geschehene Niederlegung ist eine solche, zu welcher man durch ein zufälliges Ereigniß, z. B. durch eine Feuersbrunst, durch Einsturz eines Gebäudes, Plünderung, Schiffbruch oder irgend eine andere unvorhergesehene Begebenheit genöthiget worden ist.

1950. Bey einer im Nothfalle geschehenen Niederlegung ist der Zeugenbeweis zulässig, selbst wenn von einem Werthe über hundert fünfzig Franken die Rede wäre. (**)

1951. Im übrigen wird eine im Nothfalle geschehene Niederlegung nach allen vorstehend aufgestellten Regeln beurtheilt.

(*) S. Art. 1268.

(**) S. Art. 1348.

1952. Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux: le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

1953. Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

1954. Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure.

CHAPITRE III.

Du Séquestre.

SECTION PREMIÈRE.

Des diverses espèces de Séquestre.

1955. Le séquestre est ou conventionnel ou judiciaire.

SECTION II.

Du Séquestre conventionnel.

1956. Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes, d'une chose contentieuse, entre les mains d'un tiers qui s'oblige de la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

1957. Le séquestre peut n'être pas gratuit.

1958. Lorsqu'il est gratuit, il est soumis aux règles du dépôt proprement dit, sauf les différences ci-après énoncées.

1952. Die Gastwirthe sind als Verwahrer für die Sachen verantwortlich, welche der bey ihnen eingekehrte Reisende mitgebracht hat; das Einbringen solcher Sachen ist als eine im Nothfalle geschehene Niederlegung anzusehen.

1953. Sie müssen für die Entwendung oder Beschädigung der Sachen des Reisenden haften, es mag nun durch das Gesinde und die der Wirthschaft vorstehenden Personen (*), oder durch Fremde, die in dem Gasthose aus- und eingehen, die Entwendung geschehen oder der Schaden verursacht worden seyn. (**)

1954. Sie haften nicht für die mit gewaffneter Hand verübten oder sonstigen gewaltsamen Diebstähle.

Drittes Capitel.

Von der Sequestration.

Erster Abschnitt.

Von den verschiedenen Gattungen der Sequestration.

1955. Die Sequestration geschieht entweder zufolge eines Vertrags, oder sie wird von dem Gerichte verfügt.

Zweiter Abschnitt.

Von der vertragsmäßigen Sequestration.

1956. Die vertragsmäßige Sequestration ist die von einer oder mehreren Personen vorgenommene Niederlegung einer streitigen Sache in die Hände eines Dritten, welcher sich verpflichtet, dieselbe nach geendigtem Streite an denjenigen auszuliefern, welchem sie zuerkannt wird.

1957. Die Sequestration kann auch gegen Vergeltung geschehen.

1958. Geschieht sie unentgeltlich, so ist sie den Regeln des eigentlich so genannten Niederlegungsvertrages unterworfen, jedoch mit Ausnahme nachstehender Abweichungen.

(*) S. Art. 1384.

(**) S. Art. 2069.

1959. Le séquestre peut avoir pour objet, non-seulement des effets mobiliers, mais même des immeubles.

1960. Le dépositaire chargé du séquestre ne peut être déchargé avant la contestation terminée, que du consentement de toutes les parties intéressées, ou pour une cause jugée légitime.

SECTION III.

Du Séquestre ou Dépôt judiciaire.

1961. La justice peut ordonner le séquestre,

1° Des meubles saisis sur un débiteur;

2° D'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes;

3° Des choses qu'un débiteur offre pour sa libération.

1962. L'établissement d'un gardien judiciaire produit, entre le saisissant et le gardien, des obligations réciproques. Le gardien doit apporter pour la conservation des effets saisis, les soins d'un bon père de famille.

Il doit les représenter, soit à la décharge du saisissant pour la vente, soit à la partie contre laquelle les exécutions ont été faites, en cas de main-levée de la saisie.

L'obligation du saisissant consiste à payer au gardien le salaire fixé par la loi.

1963. Le séquestre judiciaire est donné, soit à une personne dont les parties intéressées sont convenues entre elles, soit à une personne nommée d'office par le juge.

1959. Die Sequestration kann nicht nur bewegliche, sondern auch unbewegliche Sachen zum Gegenstande haben.

1960. Der Verwahrer einer sequestrirten Sache (der Sequester) kann vor Beendigung des Streits nur mit Einwilligung sämtlicher Interessenten oder aus einer von dem Gerichte für rechtmäßig erkannten Ursache von seiner Verbindlichkeit befreit werden.

Dritter Abschnitt.

Von der gerichtlichen Sequestration oder Niederlegung.

1961. Das Gericht kann die Sequestration verfügen,

1.) in Ansehung der mit Arrest belegten beweglichen Sachen eines Schuldners;

2.) in Ansehung einer unbeweglichen oder beweglichen Sache, deren Eigenthum oder Besitz unter zweyen oder mehreren Personen streitig ist;

3.) in Ansehung der Sachen, welche ein Schuldner anbietet, um sich von seiner Schuld zu befreien.

1962. Die Anordnung eines gerichtlichen Verwahrers begründet zwischen demjenigen, der den Arrest ausgesetzt hat, und dem Verwahrer gegenseitige Verbindlichkeiten. Der Verwahrer muß für die Erhaltung der mit Arrest belegten Sachen als guter Hausvater sorgen.

Er muß sie wieder abliefern, entweder zum Verkaufe, gegen Quittung ²⁾ desjenigen, der den Arrest angelegt hat, oder, im Falle der Arrest wieder aufgehoben ist, an den, gegen welchen die Vollziehung (Execution) erkannt war.

Die Verbindlichkeit dessen, der den Arrest angelegt hat, besteht darin, daß er dem Verwahrer die gesetzlich bestimmte Vergeltung bezahle.

1963. Die gerichtliche Sequestration wird entweder einer von den Interessenten gemeinschaftlich gewählt, oder einer von dem Richter von Amtswegen ernannten Person übertragen.

2.) zur Entlastung. L. u. D. zur Entladung. S. zu Befreyung. M.

Dans l'un et l'autre cas, celui auquel la chose a été confiée, est soumis à toutes les obligations qu'emporte le séquestre conventionnel.

TITRE DOUZIÈME.

Des Contrats aléatoires.

(Décrété le 10 mars 1804. Promulgué le 20 du même mois.)

1964. Le contrat aléatoire est une convention réciproque dont les effets, quant aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain.

Tels sont,

Le contrat d'assurance;

Le prêt à grosse aventure;

Le jeu et le pari;

Le contrat de rente viagère.

Les deux premiers sont régis par les lois maritimes.

CHAPITRE PREMIER.

Du Jeu et du Pari.

1965. La loi n'accorde aucune action pour une dette du jeu ou pour le paiement d'un pari.

1966. Les jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à pied ou à cheval, les courses de chariot, le jeu de paume et autres jeux de même nature qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps, sont exceptés de la disposition précédente.

In dem einen wie in dem andern Falle hat derjenige, dem die Sache anvertraut worden ist, alle Verbindlichkeiten zu erfüllen, welche aus der vertragsmäßigen Sequestration entspringen.

Zwölfter Titel.

Von gewagten Verträgen.

(Decretirt den 10. März 1804. Promulgirt den 20. desselben Monats.)

1964. Ein gewagter Vertrag ist eine wechselseitige Übereinkunft, deren Wirkungen in Ansehung des Gewinnes und Verlustes entweder für alle Partheien, oder für eine oder mehrere derselben, von einem ungewissen Ereignisse abhängen.

Vergleichen sind:

- der Versicherungsvertrag (Assicuranzvertrag);
- das Darlehn auf Bodmerey;
- das Spiel und die Wette;
- der Leibrentenvertrag.

Die beyden ersten werden nach den Seegesetzen beurtheilt. (*)

Erstes Capitel.

Von dem Spiele und der Wette.

1965. Das Gesetz gestattet keine Klage wegen einer Spielschuld oder wegen Bezahlung einer Wette.

1966. Spiele, welche zur Übung im Gebrauche der Waffen dienen, Wettrennen zu Fuß oder zu Pferde, das Wettfahren, das Ballspiel, und andere gleichartige Spiele, wobey es auf Gewandtheit und Leibesübung ankommt, sind von vorstehender Verfügung ausgenommen.

(*) S. Handelsgesetzbuch Art. 332 u. f. und Art. 311 u. f.

Néanmoins, le tribunal peut rejeter la demande, quand la somme lui paraît excessive.

1967. Dans aucun cas, le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu, de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie.

CHAPITRE II.

Du Contrat de rente viagère.

SECTION PREMIÈRE.

Des Conditions requises pour la validité du Contrat.

1968. La rente viagère peut être constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble.

1969. Elle peut être aussi constituée, à titre purement gratuit, par donation entre-vifs ou par testament. Elle doit être alors revêtue des formes requises par la loi.

1970. Dans le cas de l'article précédent, la rente viagère est réductible, si elle excède ce dont il est permis de disposer: elle est nulle, si elle est au profit d'une personne incapable de recevoir.

1971. La rente viagère peut être constituée, soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers qui n'a aucun droit d'en jouir.

1972. Elle peut être constituée sur une ou plusieurs têtes.

1973. Elle peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne.

Das Gericht kann jedoch die Klage verwerfen, wenn ihm die Summe übermäßig zu seyn scheint.

1967. In keinem Falle kann der Verlierer das, was er freiwillig bezahlt hat, zurückfordern (*), wenn nicht von Seiten des Gewinners Betrug, Überlistung oder Prellerey Statt gefunden hat.

Zwentes Capitel. Von dem Leibrentenvertrage.

Erster Abschnitt.

Von den zur Gültigkeit dieses Vertrags erforderlichen Bedingungen.

1968. Eine Leibrente kann gegen eine Vergeltung, und zwar entweder gegen eine Summe Geldes, oder gegen eine bewegliche Sache, deren Werth sich schätzen läßt, oder gegen ein unbewegliches Gut bestellt werden.

1969. Sie kann auch ganz unentgeltlich durch Schenkung unter Lebenden oder durch Testament bestellt werden. In diesem Falle sind die von dem Gesetze vorgeschriebenen Förmlichkeiten dabey zu beobachten.

1970. In dem Falle des vorhergehenden Artikels kann die Leibrente herabgesetzt werden, wenn sie den Vermögenstheil übersteigt, über welchen zu verfügen erlaubt ist; sie ist ungültig, wenn sie zum Vortheile einer Person bestellt wurde, die unfähig ist, durch Vermächtniß oder Schenkung zu erwerben.

1971. Die Leibrente kann sowohl auf die Lebenszeit desjenigen, der den Preis dafür hergibt, als auf die Lebenszeit einer dritten Person, welche auf den Genuß derselben kein Recht hat, bestellt werden.

1972. Sie kann auf die Lebenszeit einer oder mehrerer Personen bestellt werden.

1973. Sie kann zum Vortheile eines Dritten bestellt werden, wenn gleich eine andere Person den Preis dafür hergibt.

(*) S. Art. 1235.

Dans ce dernier cas, quoiqu'elle ait les caractères d'une libéralité, elle n'est point assujettie aux formes requises pour les donations; sauf les cas de réduction et de nullité énoncés dans l'article 1970.

1974. Tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat, ne produit aucun effet.

1975. Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat.

1976. La rente viagère peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties contractantes de fixer.

SECTION II.

Des Effets du Contrat entre les Parties contractantes.

1977. Celui au profit duquel la rente viagère a été constituée moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat, si le constituant ne lui donne pas les sûretés stipulées pour son exécution.

1978. Le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'autorise point celui en faveur de qui elle est constituée, à demander le remboursement du capital, ou à rentrer dans le fonds par lui aliéné: il n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur, et de faire ordonner ou consentir, sur le produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages.

1979. Le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente, en offrant de rembourser le capital, et en renonçant à la répétition des arrérages payés; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes sur

In diesem letztern Falle ist dieselbe, wenn sie gleich die Kennzeichen einer Freygebigkeit hat, den bey Schenkungen erforderlichen Förmlichkeiten nicht unterworfen, jedoch mit Ausnahme der im 1970. Artikel erwähnten Fälle der Herabsetzung oder Ungiltigkeit.

1974. Jeder Leibrentenvertrag, der auf die Lebenszeit einer am Tage der Eingehung des Vertrages schon verstorbenen Person geschlossen wurde, ist ohne alle Wirkung.

1975. Ein Gleiches gilt von dem Vertrage, wodurch eine Leibrente auf die Lebenszeit einer Person versprochen wurde, die bereits von der Krankheit befallen war, an welcher sie binnen zwanzig Tagen nach der Eingehung des Vertrages gestorben ist.

1976. Der Betrag der Leibrente im Verhältniß zu dem dafür zu zahlenden Preise kann ganz nach der Willkühr der Contrahenten bestimmt werden.

Zweyter Abschnitt.

Von den Wirkungen des Vertrages zwischen den contrahirenden Theilen.

1977. Derjenige, zu dessen Vortheile eine Leibrente gegen einen gewissen Preis versprochen worden ist, kann die Aufhebung des Vertrages verlangen, wenn ihm der, welcher die Leibrente versprochen hat, die wegen Erfüllung des Vertrages ausbedungene Sicherheit nicht verschafft.

1978. Der Umstand allein, daß die fälligen Termine der Rente nicht gezahlt werden, gibt demjenigen, zu dessen Vortheile sie bestellt ist, noch kein Recht, die Wiedererstattung des Capitals oder die Zurückgabe des von ihm veräußerten Grundstückes zu verlangen; er ist bloß berechtigt, das Vermögen seines Schuldners mit Arrest belegen und verkaufen zu lassen, und eine Verfügung oder Bewilligung auszuwirken, daß von dem Kaufpreise eine zur fortwährenden Zahlung der Rente hinreichende Summe angelegt werde.

1979. Derjenige, welcher die Rente versprochen hat, kann sich nicht von deren Zahlung dadurch befreien, daß er sich zur Wiedererstattung des Capitals er bietet, und auf die Zurückforderung der schon bezahlten Termine Verzicht leistet; vielmehr ist derselbe verbunden, während der gan-

la tête desquelles la rente a été constituée, quelle que soit la durée de la vie de ces personnes, et quelque onéreux qu'ait pu devenir le service de la rente.

1980. La rente viagère n'est acquise au propriétaire que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu.

Néanmoins, s'il a été convenu qu'elle serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé, est acquis du jour où le paiement a dû en être fait.

1981. La rente viagère ne peut être stipulée insaisissable, que lorsqu'elle a été constituée à titre gratuit.

1982. La rente viagère ne s'éteint pas par la mort civile du propriétaire; le paiement doit en être continué pendant sa vie naturelle.

1983. Le propriétaire d'une rente viagère n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence, ou de celle de la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée.

TITRE TREIZIÈME.

Du Mandat.

(Décrété le 10 mars 1804. Promulgué le 20 du même mois.)

CHAPITRE PREMIER.

De la Nature et de la Forme du Mandat.

1984. Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom.

zen Dauer des Lebens der Person oder der Personen, auf deren Lebenszeit die Rente bestellt wurde, dieselbe zu zahlen, so lange auch immer diese Personen leben mögen, und so lästig ihm auch die Zahlung der Rente geworden seyn mag.

1980. Die Leibrente gebührt dem Eigenthümer nur nach Verhältniß der Anzahl der Tage, die er gelebt hat.

War man jedoch übereingekommen, daß sie zum Voraus gezahlt werden sollte, so erwirbt er den zu zahlenden Termin an dem Tage, wo die Zahlung hätte geschehen sollen.

1981. Nur bei einer unentgeltlich bestellten Leibrente kann ausbedungen werden, daß dieselbe nicht solle mit Arrest belegt werden können.

1982. Eine Leibrente erlischt nicht durch den bürgerlichen Tod des dazu Berechtigten; vielmehr muß mit der Zahlung fortgefahren werden, so lange derselbe wirklich am Leben bleibt.

1983. Der zu einer Leibrente Berechtigte kann die fälligen Termine nur dann fordern, wenn er beweist, daß er, oder diejenige Person, auf deren Lebenszeit die Rente bestellt wurde, nach am Leben ist.

Dreizehnter Titel.

Von dem Vollmachtsvertrage.

(Decretirt den 10. März 1804. Promulgirt den 20. desselben Monats.)

Erstes Capitel.

Von der Natur und der Form des Vollmachtsvertrages.

1984. Der Auftrag oder die Vollmacht ist eine Handlung, wodurch Einer einen Anderen ermächtigt, für ihn, den Machtgeber, und in seinem Namen etwas zu thun.

Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire.

1985. Le mandat peut être donné ou par acte public, ou par écrit sous seing privé, même par lettre. Il peut aussi être donné verbalement; mais la preuve testimoniale n'en est reçue que conformément au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général*.

L'acceptation du mandat peut n'être que tacite, et résulter de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire.

1986. Le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire.

1987. Il est ou spécial et pour une affaire ou certaines affaires seulement, ou général et pour toutes les affaires du mandant.

1988. Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.

S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès.

1989. Le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat: le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre.

1990. Les femmes et les mineurs émancipés peuvent être choisis pour mandataires; mais le mandant n'a d'action contre le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs, et contre la femme mariée et qui a accepté le mandat sans autorisation de son mari, que d'après les règles établies au titre du *Contrat de mariage et des Droits respectifs des époux*.

Der Vertrag kommt erst durch die Annahme des Bevollmächtigten zu Stande.

1985. Eine Vollmacht kann entweder durch eine öffentliche Urkunde, oder durch eine Privaturkunde, ja selbst in einem Briefe ertheilt werden. Man kann sie auch mündlich geben; allein der Beweis durch Zeugen wird darüber nur in Gemäßheit der Bestimmungen zugelassen, welche im Titel von Verträgen oder vertragsmäßigen Verbindlichkeiten im Allgemeinen enthalten sind.

Die Annahme einer Vollmacht kann auch stillschweigend geschehen, und aus deren durch den Bevollmächtigten geschehenen Vollziehung hervorgehen.

1986. Der Vollmachtsvertrag ist unentgeltlich, wenn nicht das Gegentheil ausgemacht worden ist.

1987. Die Vollmacht ist entweder eine besondere, welche sich auf Ein Geschäft oder auf gewisse Geschäfte beschränkt, oder eine allgemeine für alle Geschäfte des Machtgebers.

1988. Eine in allgemeinen Ausdrücken ertheilte Vollmacht begreift bloß Verwaltungshandlungen. (*)

Soll etwas veräußert, mit einer Hypothek belastet, oder sonst eine nur dem Eigenthümer zukommende Handlung vorgenommen werden, so muß die Vollmacht ausdrücklich darauf gerichtet seyn. (**)

1989. Der Bevollmächtigte darf nichts vornehmen, was nicht in seiner Vollmacht enthalten ist; die Vollmacht zum Vergleiche begreift die zur Wahl eines Schiedsrichters nicht in sich.

1990. Frauenspersonen und emancipirte Minderjährige können zu Bevollmächtigten erwählt werden; dem Machtgeber steht aber gegen den bevollmächtigten Minderjährigen nur in Gemäßheit der allgemeinen Regeln über die Verbindlichkeiten der Minderjährigen ein Klagerecht zu, und gegen eine verheirathete Frau, welche die Vollmacht ohne Genehmigung ihres Mannes angenommen hat, nur in Gemäßheit der Regeln, die in dem Titel von dem Ehevertrage und den wechselseitigen Rechten der Ehegatten aufgestellt sind.

(*) S. Art. 223.

(**) S. Art. 1538.

CHAPITRE II.

Des Obligations du Mandataire.

1991. Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution.

Il est tenu de même d'achever la chose commencée au décès du mandant, s'il y a péril en la demeure.

1992. Le mandataire répond non seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

Néanmoins la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire.

1993. Tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion, et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût point été dû au mandant.

1994. Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans la gestion, 1° quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un; 2° quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation d'une personne, et que celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable.

Dans tous les cas, le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée.

1995. Quand il y a plusieurs fondés de pouvoir ou mandataires établis par le même acte, il n'y a de solidarité entre eux qu'autant qu'elle est exprimée.

1996. Le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées à son usage, à dater de cet

Zweytes Capitel.

Von den Verbindlichkeiten des Bevollmächtigten.

1991. Der Bevollmächtigte ist verbunden, das ihm aufgetragene Geschäft, so lange sein Auftrag dauert, zu vollziehen, und hat für allen aus der Nichtvollziehung desselben etwa entstehenden Schaden zu haften.

Er ist auch verbunden, das bey dem Absterben des Machtgebers angefangene Geschäft zu vollenden, wenn Gefahr im Verzuge ist.

1992. Der Bevollmächtigte ist bey seiner Geschäftsführung nicht allein für den bösen Vorsatz, sondern auch für sein Versehen verantwortlich.

Doch liegt demjenigen, welcher den Auftrag unentgeltlich übernommen hat, eine minder strenge Verantwortlichkeit ob, als dem, welcher eine Belohnung erhält.

1993. Jeder Bevollmächtigte ist verbunden, über seine Geschäftsführung Rechenschaft abzulegen, und dem Machtgeber alles, was er vermöge seiner Vollmacht empfangen hat, zu berechnen, selbst wenn das Empfangene dem Machtgeber nicht gebührt haben sollte.

1994. Der Bevollmächtigte haftet für denjenigen, welchem er statt seiner die Geschäftsführung übertragen (den er substituirt) hat, 1) wenn ihm das Recht einen Andern zu substituiren nicht ertheilt worden ist; 2) wenn ihm dieses Recht ohne Bestimmung einer Person gegeben wurde, und die von ihm gewählte kundsbar untüchtig oder zahlungsunfähig war.

In allen Fällen kann der Machtgeber unmittelbar gegen die Person klagen, welche der Bevollmächtigte sich substituirt hat.

1995. Sind Mehrere zugleich ¹⁾ bevollmächtigt oder beauftragt worden, so sind sie nur dann solidarisch verpflichtet, wenn dieses ausdrücklich bestimmt ist.

1996. Der Bevollmächtigte muß die Summen, welche er in seinen Nutzen verwendet hat, von dem Tage die-

¹⁾ Sind in demselben Act mehrere r. D. u. S. durch denselben Act. L. in einer und derselben Urkunde. E. u. M.

emploi; et de celles dont il est reliquataire, à compter du jour qu'il est mis en demeure.

1997. Le mandataire qui a donné à la partie avec laquelle il contracte en cette qualité, une suffisante connaissance de ses pouvoirs, n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait au-delà, s'il ne s'y est personnellement soumis.

CHAPITRE III.

Des Obligations du Mandant.

1998. Le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné.

Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au-delà, qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement.

1999. Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires lorsqu'il en a été promis.

S'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursement et paiement, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais et avances sous le prétexte qu'ils pouvaient être moindres.

2000. Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable.

2001. L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est dû par le mandant, à dater du jour des avances constatées.

2) von dem Tage der erwiesenen Vorsage an, L. von dem Tage an, da der Vorschuß constatirt worden. D. von dem Tage an, da der Vorschuß erweislich gemacht

fer Verwendung an, und diejenigen, welche er aus seiner Rechnung schuldig bleibt, von dem Tage an, wo er in Verzug gesetzt worden ist, verzinzen.

1997. Hat der Bevollmächtigte demjenigen, mit welchem er in dieser Eigenschaft contrahirt, eine hinlängliche Kenntniß von seiner Vollmacht gegeben, so ist er in Rücksicht dessen, wodurch dieselbe überschritten wurde, zu keiner Gewährleistung verbunden, wenn er diese nicht persönlich übernommen hat.

Drittes Capitel.

Von den Verbindlichkeiten des Machtgebers.

1998. Der Machtgeber ist schuldig, die Verbindlichkeiten zu erfüllen, welche der Bevollmächtigte der ihm erteilten Vollmacht gemäß eingegangen ist.

Durch diejenigen Handlungen, welche etwa die Grenzen dieser Vollmacht überschreiten, wird er nur in so fern verpflichtet, als er sie ausdrücklich oder stillschweigend genehmiget hat.

1999. Der Machtgeber muß dem Bevollmächtigten die Auslagen und Kosten erstatten, welche ihm die Vollziehung des Auftrages verursachte, und ihm seine Belohnung auszahlen, wenn eine versprochen worden ist.

Wenn kein dem Bevollmächtigten zuzurechnendes Versehen vorgefallen ist, so kann der Machtgeber jene Erstattung und Auszahlung selbst dann nicht verweigern, wenn das Geschäft den beabsichtigten Erfolg nicht gehabt haben sollte, noch auch den Betrag der Kosten und Auslagen unter dem Vorwande ermäßigen lassen, daß sie hätten geringer seyn können.

2000. Der Machtgeber muß ferner den Bevollmächtigten für den Verlust entschädigen, welchen dieser bey Gelegenheit seiner Geschäftsführung, ohne eine ihm zuzurechnende Unvorsichtigkeit, erlitten hat.

2001. Die von dem Bevollmächtigten gemachten Auslagen muß ihm der Machtgeber von dem Tage an verzinzen, wo dieselben erweislich geschehen sind. ²⁾

worden ist. M. von dem Tage an, wo dieselben (Auslagen) constatirt sind. S. Von dem Tage an, da der Bevollmächtigte seinen geleisteten Vorschuß darthut, F.

2002. Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat.

CHAPITRE IV.

Des différentes Manières dont le Mandat finit.

2003. Le mandat finit,
Par la révocation du mandataire,
Par la renonciation de celui-ci au mandat,

Par la mort naturelle ou civile, l'interdiction ou la déconfiture, soit du mandant, soit du mandataire.

2004. Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble, et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre, soit l'écrit sous seing privé qui la contient, soit l'original de la procuration, si elle a été délivrée en brevet, soit l'expédition, s'il en a été gardé minute.

2005. La révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire.

2006. La constitution d'un nouveau mandataire pour la même affaire, vaut révocation du premier, à compter du jour où elle a été notifiée à celui-ci.

2007. Le mandataire peut renoncer au mandat, en notifiant au mandant sa renonciation.

Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra en être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat sans en éprouver lui-même un préjudice considérable.

2002. Ist der Bevollmächtigte von mehreren Personen für eine gemeinschaftliche Angelegenheit bestellt worden, so ist eine jede für alle Wirkungen des Auftrages ihm solidarisch verhaftet.

Viertes Capitel.

Von den verschiedenen Arten, wie die Vollmacht erlischt.

2003. Die Vollmacht erlischt,
durch den Widerruf des Auftrags,
durch die Aufkündigung von Seiten des Bevollmächtigten,

durch den natürlichen oder bürgerlichen Tod, die Interdiction oder den Vermögensverfall, sowohl des Machtgebers, als des Bevollmächtigten.

2004. Der Machtgeber kann seine Vollmacht nach Gutdünken widerrufen, und, erforderlichen Falls, den Bevollmächtigten zwingen, ihm den dieselbe enthaltenden Privataufsatz, oder, wenn die darüber abgefaßte öffentliche Urkunde im Original abgegeben worden ist, dieß Original, oder endlich, wenn das Original davon zurückbehalten wurde, die förmliche Ausfertigung derselben zurückzugeben.

2005. Der dem Bevollmächtigten allein bekannt gemachte Widerruf kann einem Dritten, welcher, unbekannt mit diesem Widerrufe, sich mit demselben in ein Geschäft eingelassen hat, nicht entgegengesetzt werden; doch bleibt dem Machtgeber sein Regreß gegen den Bevollmächtigten vorbehalten.

2006. Die Bestellung eines neuen Bevollmächtigten für dasselbe Geschäft gilt als Widerruf in Ansehung des ersten, von dem Tage an, wo sie diesem bekannt gemacht worden ist.

2007. Der Bevollmächtigte kann die Vollmacht aufkündigen, indem er den Machtgeber hiervon benachrichtiget.

Wenn jedoch diese Aufkündigung dem Machtgeber Nachtheil bringt, so muß ihn der Bevollmächtigte deshalb entschädigen; es müßte denn diesem unmöglich seyn, sich dem Auftrage länger zu unterziehen, ohne selbst einen beträchtlichen Nachtheil dadurch zu erleiden.

2008. Si le mandataire ignore la mort du mandant ou l'une des autres causes qui font cesser le mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance est valide.

2009. Dans les cas ci-dessus, les engagements du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi.

2010. En cas de mort du mandataire, ses héritiers doivent en donner avis au mandant, et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent pour l'intérêt de celui-ci.

TITRE QUATORZIÈME.

Du Cautionnement.

(Décrété le 14 février 1804. Promulgué le 24 du même mois.)

CHAPITRE PREMIER.

De la Nature et de l'Étendue du Cautionnement.

2011. Celui qui se rend caution d'une obligation, se soumet envers le créancier à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.

2012. Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.

On peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé ; par exemple, dans le cas de minorité.

2013. Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses.

2008. Wenn der Bevollmächtigte nicht wußte, daß der Machtgeber gestorben, oder daß eine der übrigen die Vollmacht aufhebenden Ursachen eingetreten seye, so ist alles das gültig, was er in dieser Unwissenheit vorgenommen hat.

2009. In den oben erwähnten Fällen müssen die von dem Bevollmächtigten übernommenen Verbindlichkeiten in Ansehung dritter Personen, die redlich dabey zu Werke giengen, erfüllt werden.

2010. Wenn der Bevollmächtigte stirbt, so sind dessen Erben verbunden, den Machtgeber davon zu benachrichtigen, und inzwischen dasjenige zu besorgen, was die Umstände für das Interesse dieses Letztern erfordern.

Vierzehnter Titel.

Von der Bürgschaft.

(Decretirt den 14. Februar 1804. Promulgirt den 24. desselben Monats.)

Erstes Capitel.

Von der Natur und dem Umfange der Bürgschaft.

2011. Wer für eine Verbindlichkeit Bürge wird, der verpflichtet sich gegen den Gläubiger, diese Verbindlichkeit zu erfüllen, wenn der Schuldner ihr nicht selbst Genüge leistet.

2012. Die Bürgschaft kann nur in Ansehung einer gültigen Verbindlichkeit Statt finden.

Man kann sich jedoch für eine Verbindlichkeit verbürgen, welche durch eine dem Verpflichteten bloß für seine Person zustehende Einrede, z. B. die der Minderjährigkeit, wieder aufgehoben werden könnte.

2013. Die Verbürgung kann sich weder auf etwas Mehreres erstrecken, als wozu der Schuldner selbst verpflichtet ist, noch auch unter lästigern Bedingungen übernommen werden.

Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.

Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est point nul: il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.

2014. On peut se rendre caution sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.

On peut aussi se rendre caution; non seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné.

2015. Le cautionnement ne se présume point; il doit être exprès, et on ne peut pas l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté.

2016. Le cautionnement indéfini d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de la première demande, et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution.

2017. Les engagements des cautions passent à leurs héritiers, à l'exception de la contrainte par corps, si l'engagement était tel que la caution y fût obligée.

2018. Le débiteur obligé à fournir une caution doit en présenter une qui ait la capacité de contracter, qui ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation, et dont le domicile soit dans le ressort de la cour d'appel où elle doit être donnée.

2019. La solvabilité d'une caution ne s'estime qu'en égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce, ou lorsque la dette est modique.

(*) G. Art. 1740.

(**) G. Art. 2059. II. f.

Sie kann aber auf einen Theil der Schuld beschränkt, und unter minder lästigen Bedingungen übernommen werden.

Eine Verbürgung, welche die Hauptschuld überschreitet oder unter lästigern Bedingungen geschehen ist, ist nicht ganz ungiltig; sie ist nur einer Herabsetzung bis zum Betrage der Hauptschuld unterworfen.

2014. Man kann sich ohne Auftrag, und selbst ohne Vorwissen desjenigen verbürgen, für welchen man sich verbindlich macht.

Man kann nicht nur für den Hauptschuldner Bürge werden; sondern auch für denjenigen, welcher sich für diesen verbürgt hat.

2015. Eine Verbürgung wird nicht vermuthet; sie muß ausdrücklich geschehen, und darf nicht über die Grenzen ausgedehnt werden, innerhalb welcher sie übernommen worden ist.

2016. Eine Bürgschaft, welche man unbestimmt für eine Hauptverbindlichkeit übernommen hat, erstreckt sich auf alle Nebenverbindlichkeiten, selbst auf die Kosten der ersten Klage, und auf alle diejenigen, welche nach der dem Bürgen davon erteilten Nachricht entstanden sind. ¹) (*)

2017. Die Verbindlichkeiten der Bürgen gehen auf ihre Erben über, jedoch mit der Ausnahme, daß gegen sie kein Personalarrest Statt findet, wenn die Beschaffenheit der Verbindlichkeit den Bürgen demselben unterworfen hätte. (**)

2018. Ein Schuldner, der zur Stellung eines Bürgen verpflichtet ist, muß einen solchen in Vorschlag bringen, der Verträge zu schließen fähig ist, dessen Vermögen hinreicht, um für den Gegenstand der Schuld Sicherheit zu leisten, und der seinen Wohnsitz in dem Gerichtsbezirke des Appellationsgerichtes hat, wo die Bürgschaft geleistet werden soll.

2019. Die Zahlungsfähigkeit eines Bürgen wird bloß nach seinem Grundeigenthume beurtheilt, ausgenommen in Handelsfachen, oder wenn die Schuld geringfügig ist.

¹) und auf alle diejenigen, die nach der dem Bürgen gemachten Aufkündigung entstanden sind. L.

On n'a point égard aux immeubles litigieux, ou dont la discussion deviendrait trop difficile par l'éloignement de leur situation.

2020. Lorsque la caution reçue par le créancier, volontairement ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre.

Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.

CHAPITRE II.

De l'Effet du Cautionnement.

SECTION PREMIÈRE.

De l'Effet du Cautionnement entre le Créancier et la Caution.

2021. La caution n'est obligée envers le créancier à le payer qu'à défaut du débiteur, qui doit être préalablement discuté dans ses biens, à moins que la caution n'ait renoncé au bénéfice de discussion, ou à moins qu'elle ne se soit obligée solidairement avec le débiteur; auquel cas l'effet de son engagement se règle par les principes qui ont été établis pour les dettes solidaires.

2022. Le créancier n'est obligé de discuter le débiteur principal que lorsque la caution le requiert, sur les premières poursuites dirigées contre elle.

2023. La caution qui requiert la discussion, doit indiquer au créancier les biens du débiteur principal, et avancer les deniers suffisants pour faire la discussion.

Elle ne doit indiquer ni des biens du débiteur principal situés hors de l'arrondissement de la cour d'appel du lieu où le paiement doit être fait, ni

Auf unbewegliche Güter, über welche ein Rechtsstreit obwaltet, oder welche, der Entfernung ihrer Lage wegen, zu schwierig anzugreifen sind, wird keine Rücksicht genommen.

2020. Wenn der vom Gläubiger freywillig oder zufolge richterlicher Verfügung angenommene Bürge nachher zahlungsunfähig wird, so muß ein anderer gestellt werden.

Diese Regel leidet nur in dem einzigen Falle eine Ausnahme, wo der Bürge nur zufolge einer Übereinkunft gestellt worden ist, in welcher der Gläubiger diese bestimmte Person zum Bürgen verlangt hatte.

Zwentes Capitel.

Von den Wirkungen der Bürgschaft.

Erster Abschnitt.

Von den Wirkungen der Bürgschaft zwischen dem Gläubiger und dem Bürgen.

2021. Der Bürge ist nur dann den Gläubiger zu bezahlen verbunden, wenn es der Schuldner nicht selbst thut; dieser muß zuerst in seinem Vermögen angegriffen und ausgeklagt werden, wenn nicht der Bürge auf die Rechtswohlthat der Vorausklage Verzicht geleistet, oder sich mit dem Schuldner solidarisch verpflichtet hat, in welchem letztern Falle die Wirkungen seiner Verbindlichkeit nach den für solidarische Verbindlichkeiten aufgestellten Grundsätzen zu beurtheilen sind.

2022. Der Gläubiger ist nur dann verbunden, den Hauptschuldner auszuklagen, wenn es der Bürge sogleich nach der gegen ihn angestellten Klage verlangt.

2023. Der Bürge, welcher die Ausklagung verlangt, muß dem Gläubiger das Vermögen des Hauptschuldners anzeigen, und eine zur Bestreitung der Ausklagungskosten hinreichende Geldsumme vorschießen.

Er darf weder solches Vermögen des Hauptschuldners anzeigen, welches ausserhalb des Gerichtsbezirkes des Appellationsgerichtes des Ortes, wo die Zahlung geschehen

des biens litigieux, ni ceux hypothéqués à la dette qui ne sont plus en la possession du débiteur.

2024. Toutes les fois que la caution a fait l'indication de biens autorisée par l'article précédent, et qu'elle a fourni les deniers suffisants pour la discussion, le créancier est, jusqu'à concurrence des biens indiqués, responsable, à l'égard de la caution, de l'insolvabilité du débiteur principal survenue par le défaut de poursuites.

2025. Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur pour une même dette, elles sont obligées chacune à toute la dette.

2026. Néanmoins chacune d'elles peut, à moins qu'elle n'ait renoncé au bénéfice de division, exiger que le créancier divise préalablement son action, et la réduise à la part et portion de chaque caution.

Lorsque, dans le temps où une des cautions a fait prononcer la division, il y en avait d'insolvables, cette caution est tenue proportionnellement de ces insolvabilités; mais elle ne peut plus être recherchée à raison des insolvabilités survenues depuis la division.

2027. Si le créancier a divisé lui-même et volontairement son action, il ne peut revenir contre cette division, quoiqu'il y eût, même antérieurement au temps où il l'a ainsi consentie, des cautions insolvables.

sell, gelegen, oder welches in einem Rechtsstreite befangen ist, noch auch solche Güter, die zwar für die Schuld verhypothecirt, aber nicht mehr im Besitze des Schuldners sind.

2024. So oft der Bürge das Vermögen des Hauptschuldners der Vorschrift des vorhergehenden Artikels gemäß angezeigt, und eine zur Bestreitung der Ausklagungskosten hinreichende Summe vorgeschossen hat, ist der Gläubiger, wenn er den Hauptschuldner zu belangen unterlassen hat, für dessen nachher eingetretene Zahlungsunfähigkeit dem Bürgen bis zum Betrage des angezeigten Vermögens verantwortlich.

2025. Wenn mehrere Personen für den nämlichen Schuldner wegen einer und derselben Schuld sich verbürgt haben, so ist ein jeder von ihnen für die ganze Schuld verpflichtet.

2026. Doch kann ein jeder derselben, wenn er anders nicht auf die Rechtswohlthat der Theilung Verzicht geleistet hat, fordern, daß der Gläubiger zuvörderst seine Klage theile, und sie auf den Antheil eines jeden Bürgen beschränke.

Wenn zu der Zeit, wo einer der Bürgen ein Erkenntniß auf Theilung der Klage ausgewirkt hat, bereits ein oder der andere Mitbürge zahlungsunfähig war, so bleibt jener Bürge für die Antheile dieser Zahlungsunfähigen verhältnißmäßig verhaftet²⁾; wegen der erst nach der Theilung eingetretenen Zahlungsunfähigkeit des einen oder des andern derselben kann er aber nicht mehr in Anspruch genommen werden.

2027. Hat der Gläubiger selbst und freywillig seine Klage getheilt, so kann er von dieser Theilung nicht wieder abgehen, selbst wenn schon vor der Zeit der auf diese Art bewilligten Theilung ein oder der andere Bürge zahlungsunfähig gewesen seyn sollte.

2) so bleibt dieser Bürge nach Verhältniß der Antheile derjenigen, die nicht zahlen können, verpflichtet; D. so bleibt dieser Bürge nach Verhältniß der auf solche Weise nicht einzutreibenden Antheile verpflichtet; M. so ist der Bürge, nach Verhältniß dieser Insolvenz (der übrigen Bürgen), verantwortlich; E.

SECTION II.

De l'Effet du Cautionnement entre le Débiteur et la Caution.

2028. La caution qui a payé, a son recours contre le débiteur principal, soit que le cautionnement ait été donné au su ou à l'insu du débiteur.

Ce recours a lieu tant pour le principal que pour les intérêts et les frais; néanmoins la caution n'a de recours que pour les frais par elle faits depuis qu'elle a dénoncé au débiteur principal les poursuites dirigées contre elle.

Elle a aussi recours pour les dommages et intérêts, s'il y a lieu.

2029. La caution qui a payé la dette, est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.

2030. Lorsqu'il y avait plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution qui les a tous cautionnés, a, contre chacun d'eux, le recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé.

2031. La caution qui a payé une première fois, n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois, lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait; sauf son action en répétition contre le créancier.

Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte; sauf son action en répétition contre le créancier.

2032. La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur pour être par lui indemnisée,

Zweyter Abschnitt.

Von den Wirkungen der Bürgschaft zwischen dem Schuldner und dem Bürgen.

2028. Dem Bürgen, welcher Zahlung geleistet hat, steht der Regreß gegen den Hauptschuldner zu, es mag die Bürgschaft mit oder ohne Vorwissen des Schuldners übernommen worden seyn.

Dieser Regreß hat sowohl in Ansehung des Capitals, als auch der Zinsen und Kosten Statt; doch hat der Bürge den Regreß nur in Ansehung derjenigen Kosten, welche von ihm ausgelegt worden sind, seitdem er von der gegen ihn angestellten Klage dem Hauptschuldner Nachricht gegeben hatte.

Er hat auch, nach Beschaffenheit der Umstände, seinen Regreß wegen alles erlittenen Schadens.

2029. Der Bürge, welcher die Schuld bezahlt hat, tritt in alle Rechte ein, welche der Gläubiger gegen den Schuldner hatte. (*)

2030. Waren mehrere für die nämliche Schuld solidariß verpflichtet Hauptschuldner vorhanden, so hat der Bürge, der sich für alle verbürgt hat, gegen einen jeden derselben den Regreß wegen der ganzen von ihm bezahlten Summe.

2031. Dem Bürgen, welcher die Schuld zuerst bezahlt hatte, steht gegen den Hauptschuldner, der sie nochmals bezahlt hat, kein Regreß zu, wenn er denselben nicht von der durch ihn geschehenen Zahlung benachrichtiget hat; doch bleibt ihm die Klage auf Zurückzahlung gegen den Gläubiger vorbehalten.

Hat der Bürge Zahlung geleistet, ohne daß gegen ihn geklagt war, und ohne den Hauptschuldner benachrichtiget zu haben, so hat er keinen Regreß gegen den Schuldner, wenn dieser zur Zeit der geleisteten Zahlung Gründe gehabt hatte, die Schuld für erloschen erklären zu lassen; doch bleibt ihm die Klage auf Zurückzahlung gegen den Gläubiger vorbehalten.

2032. Der Bürge kann, selbst ehe er Zahlung geleistet hat, gegen den Schuldner auf Entschädigung klagen,

(*) S. Art. 1251. 3)

1° Lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement;

2° Lorsque le débiteur a fait faillite, ou est en déconfiture;

3° Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter sa décharge dans un certain temps;

4° Lorsque la dette est devenue exigible par l'échéance du terme sous lequel elle avait été contractée;

5° Au bout de dix années, lorsque l'obligation principale n'a point de terme fixe d'échéance, à moins que l'obligation principale, telle qu'une tutelle, ne soit pas de nature à pouvoir être éteinte avant un temps déterminé.

SECTION III.

De l'Effet du Cautionnement entre les Cofidéjusseurs.

2033. Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, la caution qui a acquitté la dette, a recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion;

Mais ce recours n'a lieu que lorsque la caution a payé dans l'un des cas énoncés en l'article précédent.

CHAPITRE III.

De l'Extinction du Cautionnement.

2034. L'obligation qui résulte du cautionnement, s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations.

2035. La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution.

- 1) wenn er auf die Zahlung gerichtlich belangt wird;
- 2) wenn der Schuldner in Concurs oder in Vermögensverfall gerathen ist;
- 3) wenn der Schuldner sich verbindlich gemacht hat, ihm binnen einer bestimmten Frist die Befreyung von seiner Verbindlichkeit zu verschaffen;
- 4) wenn die Schuld durch Ablauf des verabredeten Zahlungstermins einklagbar geworden ist;
- 5) nach Ablauf von zehn Jahren, wenn für die Hauptverbindlichkeit keine Verfallzeit bestimmt ist; es müßte denn die Hauptverbindlichkeit ihrer Natur nach nicht vor einer bestimmten Zeit aufhören können, wie dieses bey einer Vormundschaft der Fall ist.

Dritter Abschnitt.

Von den Wirkungen der Bürgschaft unter den Mitbürgen.

2033. Wenn mehrere Personen sich für den nämlichen Schuldner wegen einer und derselben Schuld verbürgt haben, so hat der Bürge, welcher die Schuld bezahlt hat, seinen Regreß gegen die übrigen Bürgen, und zwar gegen einen jeden für seinen Antheil.

Dieser Regreß hat jedoch nur dann Statt, wenn der Bürge in einem der im vorhergehenden Artikel angegebenen Fälle bezahlt hat.

Drittes Capitel.

Von Erlöschung der Bürgschaft.

2034. Die aus einer Verbürgung entstehende Verbindlichkeit erlischt aus eben den Ursachen, wie jede andere Verbindlichkeit.

2035. Die Confusion, welche sich in der Person des Hauptschuldners und seines Bürgen ereignet, indem einer von ihnen der Erbe des andern wird, hebt die Klage des Gläubigers gegen denjenigen nicht auf, welcher sich für den Bürgen verbürgt hat.

2036. La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, et qui sont inhérentes à la dette;

Mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur.

2037. La caution est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution.

2038. L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à en être évincé.

2039. La simple prorogation de terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge point la caution, qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement.

CHAPITRE IV.

De la Caution légale et de la Caution judiciaire.

2040. Toutes les fois qu'une personne est obligée, par la loi ou par une condamnation, à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 2018 et 2019.

Lorsqu'il s'agit d'un cautionnement judiciaire, la caution doit en outre être susceptible de contrainte par corps.

2041. Celui qui ne peut pas trouver une caution, est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant.

2042. La caution judiciaire ne peut point demander la discussion du débiteur principal.

(*) C. Art. 1740.

3) welche der Schuld anflehen. L. D. u. E. welche aus der Schuld herfließen. M. welche in der Natur der Schuld gegründet sind. S.

2036. Der Bürge kann dem Gläubiger alle dem Hauptschuldner zustehenden Einreden entgegensetzen, welche die Schuld selbst betreffen. ³⁾

Diejenigen Einreden kann er aber nicht vorschützen, welche dem Schuldner bloß für seine Person zustehen.

2037. Der Bürge ist seiner Verbindlichkeit entlediget, wenn die Einsetzung des Bürgen in die Rechte, Hypotheken und Privilegien des Gläubigers durch diesen Gläubiger selbst unmöglich gemacht worden ist.

2038. Wenn der Gläubiger freiwillig ein unbewegliches Gut oder irgend eine andere Sache für die Hauptschuld an Zahlungsstatt annimmt, so wird der Bürge dadurch befreit, wenn gleich diese Sache dem Gläubiger nachher entwährt werden sollte.

2039. Eine bloße Verlängerung der Zahlungsfrist, welche der Gläubiger dem Hauptschuldner bewilliget, befreit den Bürgen nicht (*); doch kann letzterer in diesem Falle den Schuldner belangen, um ihn zur Zahlung zu zwingen.

Viertes Capitel.

Von der gesetzlichen und der gerichtlichen Bürgschaft.

2040. So oft das Gesetz oder ein richterliches Erkenntniß jemanden die Verbindlichkeit auflegt, einen Bürgen zu stellen, müssen bey der dazu vorgeschlagenen Person die im 2018 und 2019. Artikel vorgeschriebenen Bedingungen eintreten.

Ist von einer gerichtlichen Bürgschaft die Rede, so muß der Bürge noch überdieß eine solche Person seyn, gegen welche ein Personalarrest verfügt werden kann. ⁴⁾

2041. Dem, welcher keinen Bürger finden kann, wird es gestattet, an dessen Stelle ein hinlängliches Unterpfand auszuliefern.

2042. Der gerichtliche Bürge kann nicht verlangen, daß der Hauptschuldner zuerst ausgeklagt werde.

4) so muß der Bürge noch überdem fähig seyn, sich zum persönlichen Arrest zu verpflichten. E.

2043. Celui qui a simplement cautionné la caution judiciaire, ne peut demander la discussion du débiteur principal et de la caution.

TITRE QUINZIÈME.

Des Transactions.

(Décrété le 20 mars 1804. Promulgué le 30 du même mois.)

2044. La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

Ce contrat doit être rédigé par écrit.

2045. Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction.

Le tuteur ne peut transiger pour le mineur ou l'interdit que conformément à l'article 467 au titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation*; et il ne peut transiger avec le mineur devenu majeur, sur le compte de tutelle, que conformément à l'article 472 au même titre.

Les communes et établissements publics ne peuvent transiger qu'avec l'autorisation expresse de l'Empereur.

2046. On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit.

La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public.

2047. On peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter.

2048. Les transactions se renferment dans leur objet: la renonciation qui y est faite à tous

2043. Wer für einen gerichtlichen Bürgen sich unbedingt verbürgt hat, der kann weder die Ausklagung des Hauptschuldners noch die des Bürgen verlangen.

Fünftehnter Titel.

Von dem Vergleiche.

(Decretirt den 20. März 1804. Promulgirt den 30. desselben Monats.)

2044. Der Vergleich ist ein Vertrag, wodurch die Partheyen entweder einen schon entstandenen Rechtsstreit beylegen, oder einem bevorstehenden Rechtsstreite zuvorkommen.

Dieser Vertrag muß schriftlich abgefaßt werden.

2045. Um sich vergleichen zu können, muß man fähig seyn, über die im Vergleiche begriffenen Gegenstände zu verfügen.

Ein Vormund kann Namens des Minderjährigen oder Interdicirten nur in Gemäßheit des 467. Artikels in dem Titel von der Minderjährigkeit, der Vormundschaft und der Emancipation einen Vergleich schließen; auch kann er sich mit dem volljährig gewordenen Minderjährigen über die Vormundschaftsrechnung nur nach Vorschrift des 472. Artikels in dem erwähnten Titel vergleichen.

Gemeinden und öffentliche Anstalten können sich nur mit ausdrücklicher Ermächtigung des Kaisers vergleichen.

2046. Man kann sich über das aus einem Verbrechen entstehende Privatinteresse vergleichen.

Doch wird durch einen solchen Vergleich die Verfolgung des Verbrechers in Beziehung auf die öffentliche Strafe nicht verhindert.

2047. Man kann einem Vergleiche die Bestimmung beifügen, daß derjenige, welcher ihn nicht erfüllen wird, eine Conventionalstrafe erlegen solle.

2048. Vergleiche beschränken sich auf ihren Gegenstand; die darin enthaltene Verzichtleistung auf alle Rechte, Klagen und Ansprüche erstreckt sich nur auf dasjenige,

droits, actions et prétentions; ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu.

2049. Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui est exprimé.

2050. Si celui qui avait transigé sur un droit qu'il avait de son chef, acquiert ensuite un droit semblable du chef d'une autre personne, il n'est point, quant au droit nouvellement acquis, lié par la transaction antérieure.

2051. La transaction faite par l'un des intéressés ne lie point les autres intéressés, et ne peut être opposée par eux.

2052. Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

2053. Néanmoins, une transaction peut être rescindée, lorsqu'il y a erreur dans la personne ou sur l'objet de la contestation.

Elle peut l'être dans tous les cas où il y a dol ou violence.

2054. Il y a également lieu à l'action en rescision contre une transaction, lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité.

2055. La transaction faite sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses, est entièrement nulle.

2056. La transaction sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée, dont les parties ou l'une d'elles n'avaient point connaissance, est nulle.

1) wenn er zum Vollzug eines nichtigen Rechtstitels geschlossen worden ist, L. wenn ein ungiltiger Rechtstitel dabey zum Grunde liegt, und um ihn zu vollziehen, der Vergleich zu Stande gekommen ist, D. wenn

was auf die Streitigkeit Bezug hat, welche den Vergleich veranlaßte.

2049. Vergleiche dienen nur den darin begriffenen Streitigkeiten zur Entscheidung, es mögen nun die Partheyen ihre Absicht durch besondere oder allgemeine Ausdrücke geoffenbart haben, oder es mag diese Absicht aus den gebrachten Ausdrücken als eine nothwendige Folge hervorgehen.

2050. Wenn derjenige, welcher sich über ein ihm selbst zustehendes Recht verglichen hatte, in der Folge ein gleiches Recht, das einer andern Person zustand, erwirbt, so ist er in Ansehung des neu erworbenen Rechtes an den vorherigen Vergleich nicht gebunden.

2051. Ein von einem der Interessenten geschlossener Vergleich bindet die übrigen Interessenten nicht, und kann auch von ihnen nicht vorgeschützt werden.

2052. Vergleiche haben unter den Partheyen die Kraft eines in letzter Instanz ergangenen Urtheils.

Sie können weder wegen eines Rechtsirrhums, noch wegen einer Verletzung angefochten werden.

2053. Ein Vergleich kann jedoch aufgehoben werden, wenn ein Irrthum in der Person oder über den Gegenstand des Streits Statt gefunden hat.

Er kann in allen Fällen aufgehoben werden, wo Betrug oder Zwang Statt gefunden hat.

2054. Gegen einen Vergleich hat gleichfalls die Klage auf Aufhebung Statt, wenn er zur Vollziehung des Inhalts einer nichtigen Urkunde geschlossen wurde¹⁾; es müßten denn die Partheyen sich ausdrücklich über diese Nichtigkeit verglichen haben.

2055. Ein Vergleich, der auf Urkunden geschlossen wurde, die nachher für falsch erkannt worden sind, ist gänzlich nichtig.

2056. Ein Vergleich, welcher über einen Rechtsstreit geschlossen wurde, der bereits durch ein rechtskräftiges, beyden Partheyen oder einer derselben noch unbekannt gewesenes Urtheil entschieden war, ist nichtig.

ein ungiltiger Rechtstitel dabey zum Grunde liegt, und der Vergleich zu Folge dessen zu Stande gekommen, M. wenn sie durch einen Anspruch veranlaßt ward, der den Rechten nach nichtig ist; E.

Si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel, la transaction sera valable.

2057. Lorsque les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, les titres qui leur étaient alors inconnus, et qui auraient été postérieurement découverts, ne sont point une cause de rescision, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'une des parties :

Mais la transaction serait nulle si elle n'avait qu'un objet sur lequel il serait constaté, par des titres nouvellement découverts, que l'une des parties n'avait aucun droit.

2058. L'erreur de calcul dans une transaction doit être réparée.

TITRE SEIZIÈME.

De la Contrainte par corps en Matière civile.

(Décrété le 13 février 1804. Promulgué le 23 du même mois.)

2059. La contrainte par corps a lieu, en matière civile, pour le stellionat.

Il y a stellionat,

Lorsqu'on vend ou qu'on hypothèque un immeuble dont on sait n'être pas propriétaire;

Lorsqu'on présente comme libres des biens hypothéqués, ou que l'on déclare des hypothèques moindres que celles dont ces biens sont chargés.

2060. La contrainte par corps a lieu pareillement,

1° Pour dépôt nécessaire;

2° En cas de réintégration, pour le délaissement, ordonné par justice, d'un fonds dont le propriétaire a été dépouillé par voies de fait; pour la

War jedoch gegen das den Partheyen unbekannte Urtheil noch Appellation zulässig, so ist der Vergleich gültig.

2057. Haben die Partheyen sich im Allgemeinen über alle Angelegenheiten, die sie mit einander haben könnten, verglichen, so geben die ihnen damals unbekannten und erst späterhin aufgefundenen Urkunden keinen Grund zur Aufhebung ab, wenn nicht etwa diese Urkunden durch eine der Partheyen zurückgehalten worden sind.

Der Vergleich ist aber ungültig, wenn er nur eine Sache betraf, in Ansehung deren es durch neu aufgefundenen Urkunden in Gewißheit gesetzt wird, daß einer der Partheyen gar kein Recht darauf zustand.

2058. Ein Rechnungsfehler in einem Vergleiche muß verbessert werden.

Sechzehnter Titel.

Von dem Personalarreste in bürgerlichen Rechtsfachen.

(Decretirt den 13. Februar 1804. Promulgirt den 23. desselben Monats.)

2059. In bürgerlichen Rechtsfachen hat wegen eines Stellionats Personalarrest Statt;

Ein Stellionat ist vorhanden,

wenn jemand ein unbewegliches Gut, von welchem er weiß, daß er nicht dessen Eigenthümer ist, verkauft oder verhypothecirt;

wenn jemand mit Hypotheken beschwerte Grundstücke für frey, oder die darauf haftenden Hypotheken für geringer angibt, als sie wirklich sind.

2060. Der Personalarrest hat ferner Statt,

1) wegen einer im Nothfalle geschehenen Niederlegung;

2) im Falle einer Wiedereinsetzung in den Besitz, um nämlich sowohl die von dem Gerichte befohlene Räumung eines Grundstückes, dessen der Eigenthümer durch Thätlich-

restitution des fruits qui en ont été perçus pendant l'indue possession, et pour le paiement des dommages et intérêts adjugés au propriétaire ;

3° Pour répétition des deniers consignés entre les mains de personnes publiques établies à cet effet ;

4° Pour la représentation des choses déposées aux séquestres, commissaires et autres gardiens ;

5° Contre les cautions judiciaires et contre les cautions des contraignables par corps, lorsqu'elles se sont soumises à cette contrainte ;

6° Contre tous officiers publics, pour la représentation de leurs minutes, quand elle est ordonnée ;

7° Contre les notaires, les avoués et les huissiers, pour la restitution des titres à eux confiés, et des deniers par eux reçus pour leurs clients, par suite de leurs fonctions.

2061. Ceux qui, par un jugement rendu au pétitoire, et passé en force de chose jugée, ont été condamnés à désemparer un fonds, et qui refusent d'obéir, peuvent, par un second jugement, être contraints par corps, quinzaine après la signification du premier jugement à personne ou domicile.

Si le fonds ou l'héritage est éloigné de plus de cinq myriamètres du domicile de la partie condamnée, il sera ajouté au délai de quinzaine, un jour par cinq myriamètres.

2062. La contrainte par corps ne peut être ordonnée contre les fermiers pour le paiement des fermages des biens ruraux, si elle n'a été stipulée formellement dans l'acte de bail. Néanmoins, les fermiers et les colons partiaires peuvent être

keiten entsezt wurde, als die Erstattung der während des widerrechtlichen Besizes bezogenen Früchte, und die Leistung des dem Eigenthümer zuerkannten Schadensersatzes zu bewirken;

3) im Falle der Zurückforderung von Geldern, welche bey den dazu angestellten öffentlichen Personen hinterlegt worden sind;

4) wegen Zurückgabe ¹⁾ der bey einem Sequester, Commissar oder andern gerichtlichen Verwahrer niedergelegten Sachen;

5) gegen gerichtliche Bürgen, so wie auch gegen die Bürgen der dem Personalarreste unterworfenen Personen, wenn diese letztern Bürgen sich diesem Arreste unterwerfen haben;

6) gegen alle öffentlichen Beamten wegen der ihnen befohlenen Vorlegung der in ihrer Verwahrung befindlichen Originalurkunden;

7) gegen Notarien, Anwälde und Huissiers wegen Zurückgabe der zufolge ihrer Amtsverrichtungen ihnen anvertrauten Urkunden und der für ihre Clienten von ihnen erhobenen Gelder.

2061. Gegen diejenigen, welche durch ein im petitorischen Prozesse ergangenes und rechtskräftig gewordenes Erkenntniß zur Räumung eines Grundstückes verurtheilt worden sind, und sich weigern, demselben Folge zu leisten, kann vierzehn Tage nach der ihnen in Person oder an ihrem Wohnorte geschehenen Insinuation dieses Erkenntnisses durch ein zweytes Erkenntniß der Personalarrest verfügt werden.

Wenn das Grundstück oder Gut mehr als fünf Myriameter von dem Wohnorte der verurtheilten Parthey entfernt ist, so soll dieser vierzehntägigen Frist für jede fünf Myriameter ein Tag zugesetzt werden.

2062. Gegen die Pächter kann wegen Zahlung des Pachtzinses von Feldgütern kein Personalarrest verfügt werden, wenn dieses nicht in der Pachtvertragsurkunde ausdrücklich ausbedungen worden ist. Wenn aber die Pächter oder Theilpächter am Ende der Pachtzeit das ihnen in Vieh-

¹⁾ wegen Vorzeigung. S.

contraints par corps, faute par eux de représenter, à la fin du bail, le cheptel de bétail, les semences et les instruments aratoires qui leur ont été confiés; à moins qu'ils ne justifient que le déficit de ces objets ne procède point de leur fait.

2063. Hors les cas déterminés par les articles précédents, ou qui pourraient l'être à l'avenir par une loi formelle, il est défendu à tous juges de prononcer la contrainte par corps; à tous notaires et greffiers de recevoir des actes dans lesquels elle serait stipulée, et à tous Français de consentir pareils actes, encore qu'ils eussent été passés en pays étranger; le tout à peine de nullité, dépens, dommages et intérêts.

2064. Dans les cas même ci-dessus énoncés, la contrainte par corps ne peut être prononcée contre les mineurs.

2065. Elle ne peut être prononcée pour une somme moindre de trois cents francs.

2066. Elle ne peut être prononcée contre les septuagénaires, les femmes et les filles, que dans les cas de stellionat.

Il suffit que la soixante-dixième année soit commencée, pour jouir de la faveur accordée aux septuagénaires.

La contrainte par corps pour cause de stellionat pendant le mariage, n'a lieu contre les femmes mariées que lorsqu'elles sont séparées de biens, ou lorsqu'elles ont des biens dont elles se sont réservé la libre administration, et à raison des engagements qui concernent ces biens.

Les femmes qui, étant en communauté, se seraient obligées conjointement ou solidairement avec leur mari, ne pourront être réputées stellionnaires à raison de ces contrats.

Pacht gegebene Vieh, oder die ihnen überlieferten Saatsfrüchte oder Ackergeräthe nicht zurückliefern, so kann gegen sie der Personalarrest erkannt werden, in so fern sie nicht beweisen, daß der Abgang an diesen Gegenständen ihrem Verschulden nicht beizumessen seye.

2063. Ausser den Fällen, die in den vorhergehenden Artikeln bestimmt sind, oder die etwa noch in der Zukunft durch ein förmliches Gesetz bestimmt werden, ist allen Richtern die Erkennung eines Personalarrestes, allen Notarien und Gerichtsschreibern die Aufnahme von Urkunden, worin derselbe verabredet wäre, und allen Franzosen die Einwilligung in solche Verabredungen, selbst wenn sie im Auslande eingegangen seyn sollten, verboten; alles bey Strafe der Nichtigkeit und des Kosten- und Schadensersatzes.

2064. Gegen Minderjährige kann selbst in den oben angeführten Fällen kein Personalarrest verfügt werden.

2065. Wegen einer Summe unter dreihundert Franken kann er ebenfalls nicht erkannt werden.

2066. Gegen siebenzigjährige Personen, gegen Frauen und Mädchen kann nur in dem Falle eines Stellionats darauf erkannt werden.

Um der den siebenzigjährigen Personen zugestandenen Begünstigung zu genießen, ist es hinreichend, daß man das siebenzigste Jahr angetreten habe.

Gegen verheyrathete Frauen hat wegen eines während der Ehe begangenen Stellionats der Personalarrest nur dann Statt ²⁾, wenn ihr Vermögen von dem ihres Mannes völlig getrennt ist, oder wenn sie Vermögen besitzen, dessen freye Verwaltung sie sich vorbehalten haben, und nur in Rücksicht der auf dieses Vermögen sich beziehenden Verbindlichkeiten.

In Gütergemeinschaft lebende Frauen, welche gemeinschaftlich oder solidarisch mit ihrem Manne eine Verbindlichkeit übernommen haben, können in Rücksicht dieser niemals als des Stellionats schuldig angesehen werden. (*)

(*) G. Art. 1431.

2) Wegen Stellionats hat während der Ehe die Verhaftnehmung gegen Ehefrauen nur dann Statt, E.

2067. La contrainte par corps, dans les cas même où elle est autorisée par la loi, ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement.

2068. L'appel ne suspend pas la contrainte par corps prononcée par un jugement provisoirement exécutoire en donnant caution.

2069. L'exercice de la contrainte par corps n'empêche ni ne suspend les poursuites et les exécutions sur les biens.

2070. Il n'est point dérogé aux lois particulières qui autorisent la contrainte par corps dans les matières de commerce, ni aux lois de police correctionnelle, ni à celles qui concernent l'administration des deniers publics.

TITRE DIX-SEPTIÈME.

Du Nantissement.

(Décrété le 16 mars 1804. Promulgué le 26 du même mois.)

2071. Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

2072. Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle *gage*.

Celui d'une chose immobilière s'appelle *anti-chrèse*.

CHAPITRE PREMIER.

Du Gage.

2073. Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers.

2067. Der Personalarrest kann selbst in den Fällen, wo das Gesetz ihn zuläßt, nur vermöge eines Erkenntnisses verhängt werden.

2068. Die Appellation hat keine aufschiebende Kraft in Ansehung des Personalarrestes, wenn er durch ein solches Erkenntniß verfügt worden ist, welches gegen Bürgschaftsbestellung einstweilen vollstreckt werden kann.

2069. Durch Vollstreckung des Personalarrestes wird das gerichtliche Verfahren und die Execution in Ansehung des Vermögens nicht verhindert oder aufgeschoben.

2070. Die besondern Gesetze, welche den Personalarrest in Handelsfachen zulassen, die Gesetze der Besserungspolizen, so wie diejenigen, welche die Verwaltung öffentlicher Gelder betreffen, erleiden hiedurch keine Abänderung.

Siebenzehnter Titel.

Von dem Pfandvertrage.

(Decretirt den 16. März 1804. Promulgirt den 26. desselben Monats.)

2071. Der Pfandvertrag ist derjenige Vertrag, wodurch ein Schuldner seinem Gläubiger zur Sicherheit der Forderung eine Sache überliefert.

2072. Die Verpfändung einer beweglichen Sache heißt Faustpfand.

Die Verpfändung einer unbeweglichen Sache heißt Nutzungspfand (antichretischer Vertrag.)

Erstes Capitel.

Von dem Faustpfande.

2073. Das Faustpfand gibt dem Gläubiger das Recht, seine Bezahlung aus der ihm verpfändeten Sache vorzugsweise vor den übrigen Gläubigern zu verlangen. (*)

(*) S. Art. 2102. 2)

2074. Ce privilège n'a lieu qu'autant qu'il y a un acte public ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leur qualité, poids et mesure.

La rédaction de l'acte par écrit et son enregistrement ne sont néanmoins prescrits qu'en matière excédant la valeur de cent cinquante francs.

2075. Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous seing privé, aussi enregistré, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage.

2076. Dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties.

2077. Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur.

2078. Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage; sauf à lui à faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une esti-

(*) S. Art. 1286.

1) als ein gehörig einregistrirter, öffentlicher, oder unter Privatunterschrift gefertigter Act vorhanden ist, L. als ein öffentlicher oder Privat-Act, der gehörig registrirt worden, vorhanden ist, S. als ein öffentlicher oder unter Privatunterschrift gefertigter, gehörig einregistrirter Act vorhanden ist, D. als eine öffentliche oder unter Privatunterschrift ausgefertigte, gehörig einregistrirte Urkunde vorhanden ist, M.

2) durch einen, gleichfalls einregistrirten, öffentlichen oder unter Privatunterschrift gefertigten und dem Schuldner — zugestellten, Act. L. durch einen öffentlichen,

2074. Dieses Vorzugsrecht findet nur dann Statt, wenn eine öffentliche oder eine gehörig einregistrierte Privat-Urkunde vorhanden ist ¹⁾, worin der Betrag der Schuld, und die Art und Beschaffenheit der zum Unterpfande überlieferten Sachen angegeben, oder welcher eine Beschreibung der Beschaffenheit, des Gewichtes und des Maasses derselben beigefügt ist.

Die schriftliche Abfassung und die Einregistrierung des Geschäftes wird jedoch nur bei solchen Gegenständen erfordert, deren Werth hundert fünfzig Franken übersteigt.

2075. Das in dem vorhergehenden Artikel erwähnte Vorzugsrecht wird in Ansehung unkörperlicher beweglicher Sachen, wie z. B. Forderungen, die bewegliche Sachen zum Gegenstande haben, nur durch öffentliche oder gleichfalls einregistrierte Privat-Urkunden, welche dem Schuldner der zum Unterpfande gegebenen Forderung insinuirt worden sind ²⁾, begründet.

2076. In allen Fällen hat das Vorzugsrecht an dem Faustpfande nur dann Statt, wenn der Gläubiger oder ein von den Partheyen gewählter Dritter in den Besitz dieses Faustpfandes gesetzt worden, und darin geblieben ist. (*)

2077. Das Faustpfand kann von einem Dritten für den Schuldner gegeben werden.

2078. Der Gläubiger kann nicht, wenn die Zahlung ausbleibt, über das Faustpfand verfügen; doch kann er eine gerichtliche Verfügung auswirken, entweder daß dasselbe ihm bis zum Betrage seiner Forderung nach einer von Sachverständigen vorgenommenen Schätzung an Zah-

oder Privat-Act, welcher gleichfalls registriert und noch überdies dem Schuldner — significirt werden muß. S. durch einen öffentlichen, oder unter Privatunterschrift gefertigten, gleichfalls einregistrierten Act, der überdies dem Schuldner — insinuirt worden ist. D. durch eine öffentliche, oder unter Privatunterschrift ausgefertigte, gleichfalls einregistrierte Urkunde, welche überdies dem Schuldner — bekannt gemacht werden muß. M. mittelst einer öffentlichen Urkunde, oder einer mit Privatunterschrift versehenen Verschreibung, welche gleichfalls einregistriert, und demjenigen, welcher die verpfändete Forderung schuldig ist, bekannt gemacht worden seyn muß. E.

mation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus, est nulle.

2079. Jusqu'à l'expropriation du débiteur, s'il y a lieu, il reste propriétaire du gage, qui n'est, dans la main du créancier, qu'un dépôt assurant le privilège de celui-ci.

2080. Le créancier répond, selon les règles établies au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général*, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

De son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

2081. S'il s'agit d'une créance donnée en gage, et que cette créance porte intérêts, le créancier impute ces intérêts sur ceux qui peuvent lui être dus.

Si la dette pour sûreté de laquelle la créance a été donnée en gage, ne porte point elle-même intérêts, l'imputation se fait sur le capital de la dette.

2082. Le débiteur ne peut, à moins que le détenteur du gage n'en abuse, en réclamer la restitution qu'après avoir entièrement payé, tant en principal qu'intérêts et frais, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été donné.

S'il existait de la part du même débiteur, envers le même créancier, une autre dette contractée postérieurement à la mise en gage, et devenue exigible avant le paiement de la première dette, le créancier ne pourra être tenu de se dessaisir du gage avant d'être entièrement payé de l'une et de l'autre dette, lors même qu'il n'y aurait eu aucune stipulation pour affecter le gage au paiement de la seconde.

lungstatt gelassen, oder daß es durch eine Versteigerung verkauft werde.

Jede Verabredung, welche dem Gläubiger das Recht einräumt, ohne Beobachtung der obigen Förmlichkeiten das Faustpfand eigenthümlich zu behalten oder darüber zu verfügen, ist nichtig.

2079. Der Schuldner bleibt bis zum öffentlichen Verkaufe, in so fern dieser Statt findet, Eigenthümer des Faustpfandes, welches in den Händen des Gläubigers nur als eine ihm zur Sicherheit seines Vorzugsrechtes in Verwahrung gegebene Sache zu betrachten ist.

2080. Der Gläubiger haftet nach den in dem Titel von Verträgen oder vertragmäßigen Verbindlichkeiten im Allgemeinen aufgestellten Regeln für den Verlust oder die Verschlimmerung des Faustpfandes, welche eine Folge seiner Nachlässigkeit war.

Seiner Seits hat dagegen der Schuldner dem Gläubiger die von demselben auf Erhaltung des Faustpfandes verwendeten nützlichen und nothwendigen Kosten zu ersetzen.

2081. Ist eine Schuldforderung, welche Zinsen trägt, zum Unterpfande gegeben worden, so muß der Gläubiger diese Zinsen auf diejenigen abrechnen, welche ihm etwa gebühren.

Wenn die Schuld, wofür die Forderung zum Unterpfande gegeben worden ist, selbst keine Zinsen trägt, so geschieht die Abrechnung auf das Capital der Schuld.

2082. Wenn der Inhaber des Unterpfandes dasselbe nicht mißbraucht, so kann der Schuldner dessen Zurückgabe nicht eher verlangen, als nachdem er die Schuld, zu deren Sicherheit das Unterpfand gegeben worden ist, sowohl in Ansehung des Capitals, als der Zinsen und Kosten vollständig getilget hat.

Wenn jedoch der nämliche Schuldner nach Überlieferung des Faustpfandes gegen den nämlichen Gläubiger noch eine andere Schuld übernommen hatte, welche schon vor der Zahlung der ersten fällig war, so ist der Gläubiger nicht eher zur Herausgabe des Unterpfandes verbunden, als bis er wegen beider Forderungen vollständig befriediget ist, wenn gleich nicht verabredet worden war, daß das Unterpfand auch für die Zahlung der zweyten Schuld haften sollte.

2083. Le gage est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier.

L'héritier du débiteur, qui a payé sa portion de la dette, ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'héritier du créancier, qui a reçu sa portion de la dette, ne peut remettre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

2084. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables ni aux matières de commerce, ni aux maisons de prêt sur gage autorisées, et à l'égard desquelles on suit les lois et règlements qui les concernent.

CHAPITRE II.

De l'Antichrèse.

2085. L'antichrèse ne s'établit que par écrit.

Le créancier n'acquiert par ce contrat, que la faculté de percevoir les fruits de l'immeuble, à la charge de les imputer annuellement sur les intérêts, s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

2086. Le créancier est tenu, s'il n'en est autrement convenu, de payer les contributions et les charges annuelles de l'immeuble qu'il tient en antichrèse.

Il doit également, sous peine de dommages et intérêts, pourvoir à l'entretien et aux réparations utiles et nécessaires de l'immeuble, sauf à prélever sur les fruits toutes les dépenses relatives à ces divers objets.

2087. Le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse.

Mais le créancier qui veut se décharger des obligations exprimées en l'article précédent, peut

2083. Das Faustpfand ist untheilbar, wenn gleich die Schuld sich unter den Erben des Schuldners oder unter denen des Gläubigers theilen läßt.

Der Erbe des Schuldners, welcher seinen Antheil an der Schuld bezahlt hat, kann die Zurückgabe seines Antheils an dem Unterpfande nicht verlangen, so lange nicht die ganze Schuld getilgt ist.

Eben so wenig kann der Erbe des Gläubigers, welcher seinen Antheil an der Forderung erhalten hat, zum Nachtheile seiner noch nicht befriedigten Miterben das Unterpfand zurückgeben.

2084. Die obigen Verfügungen sind weder auf Handelsfachen, noch auf öffentlich gebilligte Leih- und Pfandhäuser anwendbar, in Rücksicht derer man sich nach den sie besonders betreffenden Gesetzen und Verordnungen richtet.

Zweytes Capitel.

Von dem Nutzungspfande.

2085. Das Nutzungspfand kann nur schriftlich bestellt werden.

Der Gläubiger erhält durch diesen Vertrag nur das Recht, die Früchte eines unbeweglichen Gutes zu beziehen, unter der Bedingung, dieselben jährlich auf die Zinsen, wenn ihm deren gebühren, und sodann auf das Capital abzurechnen.

2086. Der Gläubiger ist, in Ermangelung einer entgegenstehenden Übereinkunft, verbunden, die Steuern und jährlichen Lasten des unbeweglichen Gutes, welches er als Nutzungspfand besitzt, zu bezahlen.

Er muß auch, bey Strafe des Schadensersatzes, für die Unterhaltung und die nützlichen und nothwendigen Ausbesserungen des unbeweglichen Gutes sorgen; doch kann er alle auf diese verschiedenen Gegenstände sich beziehenden Auslagen aus dem Ertrage der Früchte zuerst bestreiten.

2087. Der Schuldner kann die Benutzung des als Nutzungspfand gegebenen unbeweglichen Gutes nicht eher wieder in Anspruch nehmen, als bis die Schuld gänzlich getilgt ist.

Wenn aber der Gläubiger sich von den im vorhergehenden Artikel angegebenen Verbindlichkeiten befreien will,

toujours, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit, contraindre le débiteur à reprendre la jouissance de son immeuble.

2088. Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble, par le seul défaut de paiement au terme convenu; toute clause contraire est nulle: en ce cas, il peut poursuivre l'expropriation de son débiteur par les voies légales.

2089. Lorsque les parties ont stipulé que les fruits se compenseront avec les intérêts, ou totalement, ou jusqu'à une certaine concurrence, cette convention s'exécute comme toute autre qui n'est point prohibée par les lois.

2090. Les dispositions des articles 2077 et 2083 s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

2091. Tout ce qui est statué au présent chapitre ne préjudicie point aux droits que des tiers pourraient avoir sur le fonds de l'immeuble remis à titre d'antichrèse.

Si le créancier, muni à ce titre, a d'ailleurs sur le fonds, des privilèges ou hypothèques légalement établis et conservés, il les exerce à son ordre et comme tout autre créancier.

TITRE DIX-HUITIÈME.

Des Privilèges et Hypothèques.

(Décrété le 19 mars 1804. Promulgué le 29 du même mois.)

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

2092. Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses

so kann er jederzeit den Schuldner zur Zurücknahme der Benützung seines unbeweglichen Gutes zwingen, in so fern er nicht auf dieses Recht Verzicht geleistet hat.

2088. Dadurch, daß die Zahlung zur verabredeten Zeit nicht erfolgt, wird der Gläubiger noch nicht Eigenthümer des unbeweglichen Gutes; jede hiermit im Widerspruche stehende Verabredung ist nichtig; er kann in diesem Falle gegen seinen Schuldner auf dem gesetzlichen Wege den öffentlichen Verkauf des unbeweglichen Gutes auswirken.

2089. Wenn die Partheyen verabredet haben, daß die Früchte entweder ganz oder bis zu einem gewissen Betrage gegen die Zinsen compensirt werden sollen, so wird diese Übereinkunft vollzogen, wie jede andere, welche nicht durch die Gesetze verboten ist.

2090. Die Verfügungen des 2077 und 2083. Artikels sind auf das Nutzungspfand eben so anwendbar, wie auf das Faustpfand.

2091. Alle Bestimmungen des gegenwärtigen Capitels reichen nicht zum Nachtheile derjenigen Rechte, welche etwa dritten Personen auf das als Nutzungspfand gegebene unbewegliche Gut selbst zustehen.

Wenn der Gläubiger, welcher ein unbewegliches Gut als Nutzungspfand besitzt, ausserdem noch gesetzlich begründete und gesicherte Privilegien oder Hypotheken auf dasselbe hat, so kann er dieselben in seiner Ordnung und wie jeder andere Gläubiger geltend machen.

Achtzehnter Titel.

Von Privilegien (Vorzugsrechten) und Hypotheken.

(Decretirt den 19. März 1804. Promulgirt den 29. desselben Monats.)

Erstes Capitel.

Allgemeine Verfügungen.

2092. Ein jeder, der sich persönlich verpflichtet hat, muß für die Erfüllung seiner Verbindlichkeit mit seinem ge-

biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir.

2093. Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers; et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers de causes légitimes de préférence.

2094. Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques.

CHAPITRE II.

Des Privilèges.

2095. Le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.

2096. Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

2097. Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.

2098. Le privilège, à raison des droits du trésor public, et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois qui les concernent.

Le trésor public ne peut cependant obtenir de privilège au préjudice des droits antérieurement acquis à des tiers.

2099. Les privilèges peuvent être sur les meubles ou sur les immeubles.

SECTION PREMIÈRE.

Des Privilèges sur les meubles.

2100. Les privilèges sont ou généraux ou particuliers sur certains meubles.

samnten beweglichen und unbeweglichen, gegenwärtigen und zukünftigen Vermögen haften.

2093. Das Vermögen des Schuldners ist das gemeinschaftliche Unterpfand seiner Gläubiger, und der Preis desselben wird unter sie nach Verhältniß ihrer Forderungen vertheilt, wenn nicht rechtmäßige Ursachen eines Vorzugs unter ihnen eintreten.

2094. Rechtmäßige Ursachen eines Vorzugs sind die Privilegien und Hypotheken.

Zweytes Capitel. Von den Privilegien.

2095. Ein Privilegium ist ein in der Beschaffenheit einer Forderung gegründetes Recht des Gläubigers, den übrigen, selbst hypothecarischen, Gläubigern vorgezogen zu werden.

2096. Unter mehreren privilegierten Gläubigern richtet sich der Vorzug nach der verschiedenen Beschaffenheit ihrer Privilegien.

2097. Mehrere privilegierte Gläubiger von gleichem Range werden zusammen nach Verhältniß ihrer Forderungen bezahlt.

2098. Das Privilegium, welches der Staatskasse in Ansehung ihrer Ansprüche zusteht, und die Ordnung, worin dasselbe geltend gemacht wird, werden durch die darüber vorhandenen besonderen Gesetze bestimmt.

Die Staatskasse kann jedoch zum Nachtheile der von dritten Personen früher erworbenen Rechte kein Privilegium erlangen.

2099. Die Privilegien können auf beweglichen oder auf unbeweglichen Sachen haften.

Erster Abschnitt.

Von den Privilegien auf bewegliche Sachen.

2100. Die Privilegien sind entweder allgemeine, oder besondere, die nur auf gewissen beweglichen Sachen haften.

§. I.

Des Privilèges généraux sur les meubles.

2101. Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant :

- 1° Les frais de justice ;
- 2° Les frais funéraires ;
- 3° Les frais quelconques de la dernière maladie, concurremment entre ceux à qui ils sont dus ;
- 4° Les salaires des gens de service, pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante ;
- 5° Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille ; savoir, pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres ; et pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands en gros.

§. II.

Des Privilèges sur certains meubles.

2102. Les créances privilégiées sur certains meubles sont :

- 1° Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme ; savoir, pour tout ce qui est échu, et pour tout ce qui est à échoir, si les baux sont authentiques, ou si, étant sous signature privée, ils ont une date certaine ; et, dans ces deux cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme pour le restant du bail, et de faire leur profit des

§. I.

Von den allgemeinen Privilegien auf bewegliche Sachen.

2101. Privilegirte Forderungen, deren Vorzugsrecht sich auf das gesammte bewegliche Vermögen erstreckt, sind die hier unten benannten, welche in folgender Ordnung geltend gemacht werden:

- 1) die Gerichtskosten;
- 2) die Beerdigungskosten;
- 3) alle und jede Kosten der letzten Krankheit, nach Verhältniß der einzelnen Forderungen;
- 4) der Siedlohn, welchen die Dienstboten für das verflossene und auf das laufende Jahr zu fordern haben;
- 5) die Forderungen für Lebensbedürfnisse, die dem Schuldner und seiner Familie von denen, welche im Kleinen verkaufen, wie z. B. von Beckern, Messgern und andern, während der letzten sechs Monate, und von Kostgebern und Großhändlern, während des letzten Jahres, geliefert worden sind.

§. II.

Von den Privilegien auf gewisse bewegliche Sachen.

2102. Privilegirte Forderungen, deren Vorzugsrecht sich nur auf gewisse bewegliche Sachen erstreckt, sind folgende:

- 1) die Forderung an Mieth- und Pachtzins von unbeweglichen Gütern auf den Ertrag der Ernte des laufenden Jahres, und auf den Preis alles dessen, womit das gemiethete Haus oder das gepachtete Gut versehen worden ist, so wie auch derjenigen Gegenstände, welche zur Bewirthschaftung des letztern dienen; und zwar in Ansehung alles sowohl verfallenen als noch fällig werdenden Mieth- oder Pachtzinses, wenn über den Mieth- oder Pachtvertrag eine öffentliche oder eine mit einem glaubwürdigen Datum versehene Privat-Urkunde vorhanden ist, in welchen beyden Fällen die andern Gläubiger das Recht haben, das Haus oder Gut für die noch übrige Zeit des Vertrages wieder zu vermieten und den Mieth- oder Pachtzins zu beziehen, jedoch

baux ou fermages, à la charge toutefois de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû ;

Et, à défaut de baux authentiques, ou lorsqu'étant sous signature privée, ils n'ont pas une date certaine, pour une année à partir de l'expiration de l'année courante ;

Le même privilège a lieu pour les réparations locatives, et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail ;

Néanmoins les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année, sont payées sur le prix de la récolte, et celles dues pour ustensiles, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au propriétaire, dans l'un et l'autre cas ;

Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la revendication ; savoir, lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours, et dans celui de quinzaine, s'il s'agit des meubles garnissant une maison ;

2° La créance sur le gage dont le créancier est saisi ;

3° Les frais faits pour la conservation de la chose ;

4° Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme ;

Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer ces effets tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la revente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison, et que les effets

unter der Bedingung, alles, was der Eigenthümer noch zu fordern hat, an denselben zu bezahlen;

wenn hingegen der Mieth- oder Pachtvertrag nicht in einer öffentlichen Urkunde enthalten ist, und die darüber vorhandene Privaturkunde noch kein glaubwürdiges Datum hat, nur für Ein Jahr, von dem Ende des laufenden an zu rechnen.

Dasselbe Vorzugsrecht findet Statt wegen der dem Miether obliegenden Ausbesserungen und wegen alles dessen, was zur Vollziehung des Mieth- oder Pachtvertrages gehört.

In dem einen wie in dem andern Falle werden jedoch die für die Aussaat und für die Erntekosten des laufenden Jahres noch schuldigen Summen aus dem Preise der Ernte, und dasjenige, was für Ackergeräthschaften noch rückständig ist, aus dem Preise dieser Geräthschaften vorzugsweise vor dem Eigenthümer bezahlt.

Der Eigenthümer kann die Mobilien, womit sein Haus oder Gut versehen worden ist, wenn sie ohne seine Bewilligung weggebracht worden sind, mit Arrest belegen, und er behält sein Vorzugsrecht auf dieselben, wenn er nur seine Ansprüche in Ansehung der auf seinem verpachteten Gute befindlich gewesenen Mobilien binnen einer Frist von vierzig Tagen, in Ansehung derjenigen aber, welche sich in seinem vermiethteten Hause befanden, binnen einer Frist von vierzehn Tagen geltend macht. (*)

2.) jede Forderung auf das dafür gegebene Faustpfand, in so fern der Gläubiger sich in dessen Besitze befindet;

3.) die auf die Erhaltung der Sache verwendeten Kosten;

4.) der rückständige Kaufpreis beweglicher Sachen, welche der Schuldner noch im Besitze hat, es mag nun für die Zahlung eine Frist gestattet seyn oder nicht.

Ist bey dem Verkaufe keine Zahlungsfrist gestattet worden, so kann der Verkäufer diese Sachen, so lange sie noch im Besitze des Käufers sind, sogar als sein Eigenthum zurückerfordern und deren weiteren Verkauf verhindern, vorausgesetzt, daß die Zurückerforderung binnen acht Tagen nach

(*) C. C. O. D. Art. 819 u. f.

se trouvent dans le même état dans lequel cette livraison a été faite ;

Le privilège du vendeur ne s'exerce toutefois qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, à moins qu'il ne soit prouvé que le propriétaire avait connaissance que les meubles et autres objets garnissant sa maison ou sa ferme n'appartenaient pas au locataire ;

Il n'est rien innové aux lois et usages du commerce sur la revendication ;

5° Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge ;

6° Les frais de voiture et les dépenses accessoires, sur la chose voiturée ;

7° Les créances résultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur les fonds de leur cautionnement, et sur les intérêts qui en peuvent être dus.

SECTION II.

Des Privilèges sur les immeubles.

2103. Les créanciers privilégiés sur les immeubles sont,

1° Le vendeur, sur l'immeuble vendu, pour le paiement du prix ;

S'il y a plusieurs ventes successives dont le prix soit dû en tout ou en partie, le premier vendeur est préféré au second, le deuxième au troisième, et ainsi de suite ;

2° Ceux qui ont fourni les deniers pour l'acquisition d'un immeuble, pourvu qu'il soit authentiquement constaté, par l'acte d'emprunt, que la

geschehener Überlieferung erfolgt, und daß die Sachen sich noch in demselben Zustande befinden, worin sie überliefert wurden.

Das Vorzugsrecht des Verkäufers steht jedoch demjenigen nach, welches dem Eigenthümer des Hauses oder des Pachtgutes eingeräumt ist, wenn nicht etwa bewiesen wird, daß es dem Eigenthümer bekannt war, daß die in seinem Hause oder verpachteten Gute befindlichen Mobilien und andern Gegenstände dem Miether nicht zugehörten.

Hierdurch wird jedoch an dem, was die Handelsgesetze und Handelsgewohnheiten über die Eigenthumsklage bestimmen, nichts geändert. (*)

5.) das, was ein Gastwirth einem Reisenden geliefert hat, auf die von letztem in das Gasthaus gebrachten Sachen.

6.) der Fuhrlohn und die damit verbundenen Nebenkosten, auf die Ladung;

7.) Forderungen, welche durch die von öffentlichen Beamten bey Ausübung ihrer Amtsverrichtungen begangenen Mißbräuche und pflichtwidrigen Handlungen entstehen, auf das Capital der von ihnen gestellten Caution und die ihnen davon etwa gebührenden Zinsen.

Zweyter Abschnitt.

Von den Privilegien auf unbewegliche Sachen.

2103. Ein Privilegium auf unbewegliche Sachen haben folgende Gläubiger:

1.) der Verkäufer auf die verkaufte unbewegliche Sache, wegen Bezahlung des Kaufpreises.

Sind mehrere Verkäufe nach einander geschehen, wovon der Preis ganz oder zum Theile noch rückständig ist, so wird der erste Verkäufer dem zweyten vorgezogen, der zweyte dem dritten, und so weiter;

2.) derjenige, welcher zum Ankaufe einer unbeweglichen Sache Geld dargeliehen hat, in so fern die Darlehnsurkunde und die Quittung des Verkäufers vor Notarien

(*) S. Handelsgesetzbuch Art. 576. u. f.

somme était destinée à cet emploi, et, par la quittance du vendeur, que ce paiement a été fait des deniers empruntés;

3° Les cohéritiers, sur les immeubles de la succession, pour la garantie des partages faits entre eux et des soulte ou retour de lots;

4° Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux, ou autres ouvrages quelconques, pourvu néanmoins que, par un expert nommé d'office par le tribunal de première instance dans le ressort duquel les bâtiments sont situés, il ait été dressé préalablement un procès-verbal, à l'effet de constater l'état des lieux relativement aux ouvrages que le propriétaire déclarera avoir dessein de faire, et que les ouvrages aient été, dans les six mois au plus de leur perfection, reçus par un expert également nommé d'office;

Mais le montant du privilège ne peut excéder les valeurs constatées par le second procès-verbal, et il se réduit à la plus-value existante à l'époque de l'aliénation de l'immeuble et résultant des travaux qui y ont été faits;

5° Ceux qui ont prêté les deniers pour payer ou rembourser les ouvriers, jouissent du même privilège, pourvu que cet emploi soit authentiquement constaté par l'acte d'emprunt, et par la quittance des ouvriers, ainsi qu'il a été dit ci-dessus pour ceux qui ont prêté les deniers pour l'acquisition d'un immeuble.

4) vorausgesetzt, daß durch den Act des Darlehns authentisch erwiesen sey, daß die Summe zu dieser Verwendung bestimmt war, und daß es durch die Quittung des Verkäufers authentisch erwiesen sey, daß die Zahlung 10. L. wenn nur durch den Anlehnsact authentisch dargethan ist, daß — war, und, durch die

ausgefertiget sind, und durch erstere bewiesen wird ¹⁾), daß das Geld zu diesem Ankaufe bestimmt war, durch letztere aber, daß die Bezahlung mit dem erborgten Gelde wirklich geschehen ist;

3.) die Miterben auf die zur Erbschaft gehörigen unbeweglichen Sachen, wegen der Gewährleistung für die unter ihnen geschehenen Theilungen, und wegen desjenigen, was ein Miterbe dem andern auf sein Loos herauszugeben hat;

4.) Baumeister, Bauunternehmer, Maurer und andere Arbeiter, welche zur Errichtung, Wiederherstellung oder Ausbesserung eines Gebäudes, Canals oder irgend eines anderen Werkes gebraucht worden sind, jedoch nur unter der Voraussetzung, daß nicht nur ein von dem Gerichte erster Instanz, in dessen Bezirke jene Gebäude gelegen sind, von Amtswegen ernannter Sachverständiger vorher ein Protokoll aufgenommen hat, um die Beschaffenheit der Baustelle in Beziehung auf die Arbeiten, welche der Eigenthümer vornehmen zu wollen erklärt, zu bewahren, sondern daß auch ein ebenfalls von Amtswegen ernannter Sachverständiger die gemachten Arbeiten spätestens sechs Monate nach deren Vollendung durch ein Protokoll beurkundet hat;

das Vorzugsrecht kann sich jedoch nicht weiter erstrecken, als auf den durch das zweite Protokoll beurkundeten Werth, und beschränkt sich auf die Summe, um welche der Werth des Grundstückes zur Zeit der Veräußerung sich durch die daran gemachten Arbeiten erhöht findet;

5.) derjenige, welcher Geld dargeliehen hat, um die Arbeiter zu bezahlen oder ihnen ihre Auslagen zu erstatten, hat das nämliche Vorzugsrecht, in so fern diese Verwendung durch die vor Notarien ausgefertigte Darlehnsurkunde und Quittung der Arbeiter eben so erwiesen wird, wie es oben in Ansehung derer bestimmt ist, welche zum Ankaufe einer unbeweglichen Sache Geld dargeliehen haben.

Quittung des Verkäufers, daß ic. S. vorausgesetzt, daß es durch den über das Darlehn errichteten Act (abgefaßte Urkunde M.) authentisch erwiesen sey, daß — war, und durch die Quittung des Verkäufers, daß ic. D. u. M. dasern nämlich durch die Schuldverschreibung glaubwürdig erwiesen ist, daß — war, und durch die Quittung des Verkäufers, daß ic. E.

SECTION III.

Des Privilèges qui s'étendent sur les meubles et les immeubles.

2104. Les privilèges qui s'étendent sur les meubles et les immeubles sont ceux énoncés en l'article 2101.

2105. Lorsqu'à défaut de mobilier les privilégiés énoncés en l'article précédent se présentent pour être payés sur le prix d'un immeuble en concurrence avec les créanciers privilégiés sur l'immeuble, les paiements se font dans l'ordre qui suit :

1° Les frais de justice et autres énoncés en l'article 2101 ;

2° Les créances désignées en l'article 2103.

SECTION IV.

Comment se conservent les Privilèges.

2106. Entre les créanciers, les privilèges ne produisent d'effets à l'égard des immeubles qu'autant qu'ils sont rendus publics par inscription sur les registres du conservateur des hypothèques, de la manière déterminée par la loi, et à compter de la date de cette inscription, sous les seules exceptions qui suivent.

2107. Sont exceptées de la formalité de l'inscription les créances énoncées en l'article 2101.

2108. Le vendeur privilégié conserve son privilège par la transcription du titre qui a transféré la propriété à l'acquéreur, et qui constate que la totalité ou partie du prix lui est due ; à l'effet de quoi la transcription du contrat faite par l'acquéreur vaudra inscription pour le vendeur et pour le prêteur qui lui aura fourni les deniers payés, et qui sera subrogé aux droits du vendeur par le même contrat : sera néanmoins le conservateur des hypothèques tenu, sous peine de tous dommages

Dritter Abschnitt.

Von den Privilegien, welche sich auf bewegliche und unbewegliche Sachen zugleich erstrecken.

2104. Die auf bewegliche und unbewegliche Sachen sich zugleich erstreckenden Privilegien sind dieselben, welche im 2101. Artikel angeführt sind.

2105. Wenn bey Unzulänglichkeit des beweglichen Vermögens die in dem vorhergehenden Artikel erwähnten privilegierten Gläubiger sich melden, um aus dem Preise eines unbeweglichen Gutes zugleich mit den Gläubigern, welche auf dieses unbewegliche Gut ein Privilegium haben, befriediget zu werden, so geschieht die Zahlung in folgender Ordnung:

- 1.) die Gerichtskosten und die anderen im 2101. Artikel angeführten Forderungen;
- 2.) die im 2103. Artikel bezeichneten Forderungen.

Vierter Abschnitt.

Wie die Privilegien gesichert werden.

2106. Unter den Gläubigern bringen die Privilegien rücksichtlich der unbeweglichen Sachen nur in so fern Wirkung hervor, als sie durch Einschreibung (inscription) in die Hypothekenbücher auf die gesetzlich bestimmte Weise öffentlich bekannt gemacht worden sind, und auch nur von dem Tage dieser Einschreibung an; jedoch mit Vorbehalt folgender Ausnahmen.

2107. Die im 2101 Artikel erwähnten Forderungen sind der Förmlichkeit der Einschreibung nicht unterworfen.

2108. Dem mit einem Privilegium versehenen Verkäufer wird dasselbe durch die Eintragung (transcription) der Urkunde, wodurch das Eigenthum auf den Erwerber übertragen ist, und woraus sich ergibt, daß der Kaufpreis ganz oder zum Theile noch rückständig ist, gesichert, indem nämlich diese von dem Käufer veranstaltete Eintragung des Vertrages sowohl für den Verkäufer, als für den Darleiher, welcher jenem das bereits bezahlte Geld vorgeschossen hat und durch denselben Vertrag in die Rechte des Verkäufers eingesetzt worden ist, als Einschreibung des Privilegiums gilt. Demohngeachtet ist der Hypothekenbuchführer,

et intérêts envers les tiers, de faire d'office l'inscription sur son registre, des créances résultant de l'acte translatif de propriété, tant en faveur du vendeur qu'en faveur des prêteurs, qui pourront aussi faire faire, si elle ne l'a été, la transcription du contrat de vente, à l'effet d'acquiescer l'inscription de ce qui leur est dû sur le prix.

2109. Le cohéritier ou copartageant conserve son privilège sur les biens de chaque lot ou sur le bien licité, pour les soulte et retour de lots, ou pour le prix de la licitation, par l'inscription faite à sa diligence, dans soixante jours, à dater de l'acte de partage ou de l'adjudication par licitation; durant lequel temps aucune hypothèque ne peut avoir lieu sur le bien chargé de soulte ou adjudgé par licitation, au préjudice du créancier de la soulte ou du prix.

2110. Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux, ou autres ouvrages, et ceux qui ont, pour les payer et rembourser, prêté les deniers dont l'emploi a été constaté, conservent, par la double inscription faite, 1^o du procès-verbal qui constate l'état des lieux, 2^o du procès-verbal de réception, leur privilège à la date de l'inscription du premier procès-verbal.

2111. Les créanciers et légataires qui demandent la séparation du patrimoine du défunt, conformément à l'art. 878 au titre *des Successions*, conservent à l'égard des créanciers des héritiers ou représentants du défunt, leur privilège sur les immeubles de la succession, par les inscriptions faites sur chacun de ses biens, dans les six mois à compter de l'ouverture de la succession.

bey Strafe des dritten Personen zu leistenden Schadensersatzes, verbunden, die aus dem Geschäfte, wodurch das Eigenthum übertragen wird, entstehenden Forderungen von Amtswegen in sein Hypothekenbuch einzuschreiben, und zwar sowohl zum Vortheile des Verkäufers, als des Darleihers, welchen es jedoch auch unbenommen bleibt, die Eintragung des Kaufvertrages, wenn sie noch nicht geschehen ist, vornehmen zu lassen, um dadurch in Ansehung dessen, was sie noch auf den Kaufpreis zu fordern haben, die Rechte der Einschreibung zu erlangen.

2109. Ein Miterbe oder Theilhaber sichert sein Privilegium auf die in jedes Loos gefallenen Güter oder auf die versteigerten Sachen, in Rücksicht dessen, was zur Gleichstellung der Loose herausgegeben werden muß, oder in Ansehung des Versteigerungspreises, durch die binnen sechzig Tagen, von der Theilung oder dem Zuschlage bey der Versteigerung an zu rechnen, auf sein Betreiben geschehene Einschreibung. Während dieser Zeit kann auf die Güter, worauf etwas herausgegeben werden muß, oder auf die bey der Versteigerung zugeschlagenen Sachen, zum Nachtheile dessen, welcher die Herausgabe oder den Kaufpreis zu fordern hat, keine Hypothek bestellt werden.

2110. Baumeister, Bauunternehmer, Maurer, und andere Arbeiter, welcher zur Errichtung, Wiederherstellung oder Ausbesserung eines Gebäudes, Canals oder irgend eines anderen Werkes gebraucht worden sind, und diejenigen, welche um jene zu bezahlen, oder ihnen ihre Auslagen zu erstatten, Geld dargeliehen haben, dessen wirkliche Verwendung gehörig erwiesen ist, sichern durch die doppelte Einschreibung 1) des Protokolls, wodurch die Beschaffenheit der Baustellen bewährt, und 2) des Protokolls, welches über die vollendete Arbeit aufgenommen wurde, ihr Privilegium von dem Tage an, wo das erste Protokoll eingeschrieben worden ist.

2111. Die Gläubiger und Legatarien, welche in Gemäßheit des 878. Artikels in dem Titel von der Erbfolge auf Absonderung des Vermögens des Verstorbenen antragen, sichern ihr Privilegium auf die unbeweglichen Erbschaftsgüter gegen die Gläubiger der Erben oder Stellvertreter des Verstorbenen, durch die binnen sechs Monaten, von dem Anfalle der Erbschaft an gerechnet, auf ein jedes dieser Güter bewirkte Einschreibung.

Avant l'expiration de ce délai, aucune hypothèque ne peut être établie avec effet sur ces biens par les héritiers ou représentants au préjudice de ces créanciers ou légataires.

2112. Les cessionnaires de ces diverses créances privilégiées exercent tous, les mêmes droits que les cédants, en leur lieu et place.

2113. Toutes créances privilégiées soumises à la formalité de l'inscription, à l'égard desquelles les conditions ci-dessus prescrites pour conserver le privilège n'ont pas été accomplies, ne cessent pas néanmoins d'être hypothécaires; mais l'hypothèque ne date, à l'égard des tiers, que de l'époque des inscriptions qui auront dû être faites ainsi qu'il sera ci-après expliqué.

CHAPITRE III.

Des Hypothèques.

2114. L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation.

Elle est, de sa nature, indivisible, et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles.

Elle les suit dans quelques mains qu'ils passent.

2115. L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisés par la loi.

2116. Elle est ou légale, ou judiciaire, ou conventionnelle.

2117. L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi.

L'hypothèque judiciaire est celle qui résulte des jugements ou actes judiciaires.

Vor Ablauf dieser Frist können die Erben oder Stellvertreter zum Nachtheile dieser Gläubiger oder Legatarien keine wirksame Hypothek auf diese Güter bestellen.

2112. Diejenigen, welchen diese verschiedenen privilegierten Forderungen abgetreten worden sind, üben die nämlichen Rechte, wie die Cedenten, an deren Stelle und in derselben Ordnung, aus. (*)

2113. Alle privilegierten und der Förmlichkeit der Einschreibung unterworfenen Forderungen, in Ansehung welcher die zur Sicherung des Vorzugsrechtes oben vorgeschriebenen Bedingungen nicht beobachtet worden sind, bleiben demohngeachtet immer hypothecarische Forderungen, aber die Hypothek ist in Ansehung dritter Personen erst von dem Zeitpunkte an von Wirkung, wo die Einschreibung auf die unten bestimmte Weise vorgenommen seyn wird.

Drittes Capitel.

Von den Hypotheken.

2114. Die Hypothek ist ein dingliches Recht auf unbewegliche Sachen, welche für die Erfüllung einer Verbindlichkeit haften.

Sie ist ihrer Natur nach untheilbar, und haftet im Ganzen sowohl auf sämtlichen verhypothecirten unbeweglichen Sachen, als auch auf jeder einzelnen, und auf jedem Theile derselben.

Sie dauert fort, in welche Hände diese Sachen auch übergehen mögen.

2115. Die Hypothek findet nur in den Fällen und nach den Formen Statt, welche das Gesetz bestimmt.

2116. Sie ist entweder gesetzlich, oder gerichtlich, oder vertragsmäßig.

2117. Die gesetzliche Hypothek ist diejenige, welche unmittelbar aus dem Gesetze entsteht.

Die gerichtliche Hypothek ist diejenige, welche aus Urtheilen oder gerichtlichen Handlungen entspringt.

(*) S. Art. 1692.

L'hypothèque conventionnelle est celle qui dépend des conventions, et de la forme extérieure des actes et des contrats.

2118. Sont seuls susceptibles d'hypothèques,

1° Les biens immobiliers qui sont dans le commerce, et leurs accessoires réputés immeubles;

2° L'usufruit des mêmes biens et accessoires pendant le temps de sa durée.

2119. Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque.

2120. Il n'est rien innové par le présent Code aux dispositions des lois maritimes concernant les navires et bâtimens de mer.

SECTION PREMIÈRE.

Des Hypothèques légales.

2121. Les droits et créances auxquels l'hypothèque légale est attribuée, sont,

Ceux des femmes mariées, sur les biens de leur mari;

Ceux des mineurs et interdits, sur les biens de leur tuteur;

Ceux de l'Etat, des communes et des établissemens publics, sur les biens des receveurs et administrateurs comptables.

2122. Le créancier qui a une hypothèque légale peut exercer son droit sur tous les immeubles appartenant à son débiteur et sur ceux qui pourront lui appartenir dans la suite, sous les modifications qui seront ci-après exprimées.

Die vertragsmäßige Hypothek ist diejenige, welche von einer Übereinkunft und der äußern Form der Vertragsurkunde abhängt.

2118. Eine Hypothek kann nur bestellt werden,

1.) auf unbewegliche, dem Verkehre unterworfenen Sachen, und deren für unbeweglich zu achtende Zubehörungen;

2.) auf den Nießbrauch eben dieser Sachen und Zubehörungen, während der Dauer desselben.

2119. Eine Hypothek auf bewegliche Sachen kann gegen einen dritten Besitzer nicht geltend gemacht werden. 2)

2120. Durch das gegenwärtige Gesetzbuch wird an den die Seeschiffe und Fahrzeuge betreffenden Verfügungen der Seegesetze nichts geändert. (*)

Erster Abschnitt.

Von den gesetzlichen Hypotheken.

2121. Die Rechte und Forderungen, welchen eine gesetzliche Hypothek beigelegt ist, sind:

die der Ehefrauen auf das Vermögen ihrer Männer;

die der Minderjährigen und Interdicirten auf das Vermögen ihrer Vormünder;

die des Staates, der Gemeinden und öffentlichen Anstalten auf das Vermögen ihrer rechnungspflichtigen Einnahmer und Verwalter.

2122. Der mit einer gesetzlichen Hypothek versehene Gläubiger kann sein Recht auf alle unbeweglichen Güter, welche sein Schuldner schon jetzt besitzt, und die er in der Folge noch erwirbt, jedoch unter den unten bestimmten Einschränkungen (**), geltend machen.

(*) S. Handelsgesetzbuch Art. 190 u. f.

(**) S. Art. 2161 u. f.

2) Möbel kann man nicht kraft eines hypothecarischen Rechtes verfolgen. L. Auf bewegliche Güter kann keine Hypothek bestellt werden. S u. E. Mobilien können keine Gegenstände der Hypotheken seyn. M.

SECTION II.

Des Hypothèques judiciaires.

2123. L'hypothèque judiciaire résulte des jugements, soit contradictoires, soit par défaut, définitifs ou provisoires, en faveur de celui qui les a obtenus. Elle résulte aussi des reconnaissances ou vérifications, faites en jugement, des signatures apposées à un acte obligatoire sous seing privé.

Elle peut s'exercer sur les immeubles actuels du débiteur et sur ceux qu'il pourra acquérir, sauf aussi les modifications qui seront ci-après exprimées.

Les décisions arbitrales n'emportent hypothèque qu'autant qu'elles sont revêtues de l'ordonnance judiciaire d'exécution.

L'hypothèque ne peut pareillement résulter des jugements rendus en pays étranger, qu'autant qu'ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français; sans préjudice des dispositions contraires qui peuvent être dans les lois politiques ou dans les traités.

SECTION III.

Des Hypothèques conventionnelles.

2124. Les hypothèques conventionnelles ne peuvent être consenties que par ceux qui ont la

3) Sie fließt auch aus, vor Gericht vorgenommenen Anerkennungen, oder Verifikationen von Unterschriften, unter einem obligatorischen Act unter Privatunterschrift, her. L. Sie entsteht gleichfalls aus den bey Gerichte erfolgten Anerkennungen oder Bewährungen der Unterschriften, die sich bey einem unter Privatunterschrift ausgefertigten verbindlichen Acte befinden. D. Sie entsteht gleichfalls aus den vor Gerichte erfolgten Beglaubigungen der Unterschriften, die sich bey

Zweiter Abschnitt.

Von den gerichtlichen Hypotheken.

2123. Die gerichtliche Hypothek entsteht aus Urtheilen, zum Vortheile desjenigen, welcher sie ausgewirkt hat, es mögen nun dieselben nach vorgängiger Anhörung des andern Theils oder auf dessen Nichterscheinen ergangen seyn, sie mögen eine endliche oder nur eine vorläufige Entscheidung enthalten. Sie entsteht auch daraus, daß die unter einer Privatschuldurkunde befindliche Unterschrift durch Anerkennung oder Beweisführung ausser Zweifel gesetzt ist, und der Richter hierüber ein Erkenntniß ertheilt hat. ³⁾

Sie kann auf die unbeweglichen Güter, welche der Schuldner schon jetzt besitzt, und die er noch erwerben wird, geltend gemacht werden, jedoch ebenfalls unter den unten bestimmten Einschränkungen.

Schiedsrichterliche Entscheidungen bewirken nur dann eine Hypothek, wenn ein gerichtlicher Vollziehungsbefehl hinzugekommen ist.

Auf gleiche Weise entsteht aus Urtheilen, welche im Auslande ergangen sind, nur dann eine Hypothek, wenn ein französisches Gericht erklärt hat, daß sie vollzogen werden können; hierdurch werden jedoch die etwa entgegenstehenden Bestimmungen der Staatsgesetze und Staatsverträge nicht aufgehoben.

Dritter Abschnitt.

Von den vertragsmäßigen Hypotheken.

2124. Vertragsmäßige Hypotheken können nur von solchen Personen bestellt werden, welche fähig sind, die

einer unter Privatunterschrift ausgefertigten Urkunde befinden, welche Verbindlichkeiten enthält. M. Sie geht auch aus den gerichtlich geschehenen Anerkennungen und Untersuchungen der Unterschriften hervor, welche sich unter Privatverschreibungen befinden. S. Sie entsteht auch aus der gerichtlichen Anerkennung und Bewährung der Unterschriften einer unter Privatsignatur deshalb ausgestellten, verbindlichen Verschreibung. E.

capacité d'aliéner les immeubles qu'ils y soumettent.

2125. Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.

2126. Les biens des mineurs, des interdits, et ceux des absents, tant que la possession n'en est déferée que provisoirement, ne peuvent être hypothéqués que pour les causes et dans les formes établies par la loi, ou en vertu de jugements.

2127. L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte passé en forme authentique devant deux notaires, ou devant un notaire et deux témoins.

2128. Les contrats passés en pays étranger ne peuvent donner d'hypothèque sur les biens de France, s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités.

2129. Il n'y a d'hypothèque conventionnelle valable que celle qui, soit dans le titre authentique constitutif de la créance, soit dans un acte authentique postérieur, déclare spécialement la nature et la situation de chacun des immeubles actuellement appartenant au débiteur, sur lesquels il consent l'hypothèque de la créance. Chacun de tous ses biens présents peut être nominativement soumis à l'hypothèque.

Les biens à venir ne peuvent pas être hypothéqués.

2130. Néanmoins, si les biens présents et libres du débiteur sont insuffisants pour la sûreté de la créance, il peut, en exprimant cette insuffisance, consentir que chacun des biens qu'il acquerra

unbeweglichen Güter, welche sie mit der Hypothek beschweren wollen, zu veräußern.

2125. Diejenigen, welche auf das unbewegliche Gut nur ein von einer aufschiebenden Bedingung abhängiges; oder in gewissen Fällen auflösbares, oder der Wiederaufhebung unterworfenenes Recht haben, können auch nur unter denselben Bedingungen, oder mit dem Vorbehalte der nämlichen Wiederaufhebung, eine Hypothek bestellen.

2126. Das Vermögen der Minderjährigen, der Interdicirten, wie auch das der Abwesenden, so lange dessen Besitz bloß provisorisch eingeräumt ist, kann nur aus den Ursachen und unter den Formen, die das Gesetz bestimmt, oder zufolge eines richterlichen Erkenntnisses, mit Hypotheken beschwert werden. (*)

2127. Eine vertragsmäßige Hypothek kann nur durch eine von zwey Notarien, oder von einem Notar in Gegenwart zweyer Zeugen, aufgenommene öffentliche Urkunde bestellt werden.

2128. Verträge, welche im Auslande geschlossen wurden, können auf die in Frankreich gelegenen Güter keine Hypothek verleihen, wenn nicht die Staatsgesetze oder Staatsverträge von diesem Grundsatz abweichende Bestimmungen enthalten.

2129. Eine vertragsmäßige Hypothek ist nur dann gültig, wenn entweder in der öffentlichen Urkunde, welche die Forderung begründet, oder in einer spätern öffentlichen Urkunde, die Eigenschaft und die Lage eines jeden dem Schuldner wirklich zugehörigen unbeweglichen Gutes, worauf die Hypothek zur Sicherheit der Forderung bewilliget wird, besonders angegeben ist. Eine jede dem Schuldner gegenwärtig zugehörige unbewegliche Sache kann namentlich mit der Hypothek beschwert werden.

Das zukünftige Vermögen aber kann nicht verhypothecirt werden.

2130. Wenn jedoch das gegenwärtige und noch freye Vermögen des Schuldners zur Sicherheit der Forderung nicht hinreicht, so kann derselbe, unter Beziehung auf diese Unzulänglichkeit, darein willigen, daß ein jedes Gut,

(*) S. Art. 128 und 457.

par la suite, y demeure affecté à mesure des acquisitions.

2131. Pareillement, en cas que l'immeuble ou les immeubles présents, assujettis à l'hypothèque, eussent péri, ou éprouvé des dégradations, de manière qu'ils fussent devenus insuffisants pour la sûreté du créancier, celui-ci pourra ou poursuivre dès-à-présent son remboursement, ou obtenir un supplément d'hypothèque.

2132. L'hypothèque conventionnelle n'est valable qu'autant que la somme pour laquelle elle est consentie, est certaine et déterminée par l'acte: si la créance résultant de l'obligation est conditionnelle pour son existence, ou indéterminée dans sa valeur, le créancier ne pourra requérir l'inscription dont il sera parlé ci-après, que jusqu'à concurrence d'une valeur estimative par lui déclarée expressément, et que le débiteur aura droit de faire réduire, s'il y a lieu.

2133. L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué.

SECTION IV.

Du rang que les Hypothèques ont entre elles.

2134. Entre les créanciers, l'hypothèque, soit légale, soit judiciaire, soit conventionnelle, n'a de rang que du jour de l'inscription prise par le créancier sur les registres du conservateur, dans la forme et de la manière prescrite par la loi, sauf les exceptions portées en l'article suivant.

2135. L'hypothèque existe, indépendamment de toute inscription,

1° Au profit des mineurs et interdits, sur les immeubles appartenant à leur tuteur, à raison de sa gestion, du jour de l'acceptation de la tutelle;

2° Au profit des femmes, pour raison de leurs dot et conventions matrimoniales, sur les

das er in der Folge erwerben wird, so wie er es erwirbt, für die Forderung haften solle.

2131. Auch kann in dem Falle, wenn das unbewegliche Gut oder die unbeweglichen Güter, worauf die Hypothek bestellt wurde, zu Grunde gegangen sind, oder sich so verschlimmert haben, daß sie zur Sicherheit des Gläubigers nicht mehr hinreichen, dieser letztere entweder sogleich seine Befriedigung fordern, oder eine Ergänzung der Hypothek verlangen.

2132. Eine vertragsmäßige Hypothek ist nur dann gültig, wenn die Summe, wofür sie bestellt wurde, gewiß und in der Urkunde bestimmt ist. Ist die Forderung, welche sich aus der Schuldurkunde ergibt, entweder in Ansehung ihrer Existenz bedingt, oder dem Betrage nach unbestimmt, so kann der Gläubiger um die Einschreibung, wovon unten die Rede seyn wird, nur bis zum Betrage des Werthes nachsuchen, den er schätzungsweise ausdrücklich angibt, und den der Schuldner erforderlichen Falls ermäßigen lassen kann.

2133. Eine einmal erworbene Hypothek erstreckt sich auf alle an dem verhypothecirten unbeweglichen Gute erfolgten Verbesserungen.

Vierter Abschnitt.

Von dem Range der Hypotheken unter einander.

2134. Eine Hypothek, sie mag gesetzlich, gerichtlich oder vertragsmäßig seyn, hat unter den Gläubigern erst von dem Tage an einen Rang, wo der Gläubiger ihre Einschreibung in das Hypothekenbuch nach der gesetzlich vorgeschriebenen Form und Art bewirkt hat, jedoch mit Vorbehalt der in dem folgenden Artikel enthaltenen Ausnahmen.

2135. Unabhängig von aller Einschreibung findet die Hypothek Statt,

1) zum Vortheile der Minderjährigen und Interdicirten, auf das unbewegliche Vermögen ihrer Vormünder, wegen der aus ihrer Geschäftsführung entstehenden Forderungen, und zwar von dem Tage an, da sie die Vormundschaft übernommen haben;

2) zum Vortheile der Ehefrauen, wegen ihres Braut-schatzes und alles dessen, was ihnen nach der Eheveredung

immeubles de leur mari, et à compter du jour du mariage.

La femme n'a hypothèque pour les sommes dotales qui proviennent de successions à elle échues, ou de donations à elle faites pendant le mariage, qu'à compter de l'ouverture des successions ou du jour que les donations ont eu leur effet.

Elle n'a hypothèque pour l'indemnité des dettes qu'elle a contractées avec son mari, et pour le remploi de ses propres aliénés, qu'à compter du jour de l'obligation ou de la vente.

Dans aucun cas, la disposition du présent article ne pourra préjudicier aux droits acquis à des tiers avant la publication du présent titre.

2136. Sont toutefois les maris et les tuteurs tenus de rendre publiques les hypothèques dont leurs biens sont grevés, et, à cet effet, de requérir eux-mêmes, sans aucun délai, inscription aux bureaux à ce établis, sur les immeubles à eux appartenant, et sur ceux qui pourront leur appartenir par la suite.

Les maris et les tuteurs qui, ayant manqué de requérir et de faire faire les inscriptions ordonnées par le présent article, auraient consenti ou laissé prendre des privilèges ou des hypothèques sur leurs immeubles, sans déclarer expressément que lesdits immeubles étaient affectés à l'hypothèque légale des femmes et des mineurs, seront réputés stellionataires, et comme tels contraignables par corps.

2137. Les subrogés tuteurs seront tenus, sous leur responsabilité personnelle, et sous peine de tous dommages et intérêts, de veiller à ce que les inscriptions soient prises sans délai sur les biens du tuteur, pour raison de sa gestion, même de faire faire lesdites inscriptions.

gebührt, auf das unbewegliche Vermögen ihrer Männer, und zwar von dem Tage der Abschließung der Ehe an.

Die Frau hat in Ansehung der Brautschatzgelder, welche von den während der Ehe ihr angefallenen Erbschaften oder gemachten Schenkungen herrühren, nur von dem Tage an eine Hypothek, wo die Erbschaften ihr angefallen oder die Schenkungen zur Wirksamkeit gekommen sind.

Wegen der Entschädigung für die mit ihrem Manne gemachten Schulden und wegen des Ersatzes für ihr veräußertes persönliches Vermögen hat sie nur von dem Tage an eine Hypothek, wo die Schuld entstanden, oder der Verkauf geschehen ist.

In keinem Falle soll die Verfügung des gegenwärtigen Artikels den von dritten Personen vor der Verkündigung des gegenwärtigen Titels erworbenen Rechten zum Nachtheile gereichen. (*)

2136. Die Ehemänner und Vormünder sind jedoch verbunden, die auf ihrem Vermögen haftenden Hypotheken zur öffentlichen Kenntniß zu bringen, und zu dem Ende die Einschreibung auf das ihnen gegenwärtig zugehörige unbewegliche Vermögen, so wie auch auf dasjenige, welches sie etwa in der Folge noch erwerben, bey dem hierzu angeordneten Bureau unverzüglich selbst nachzusuchen.

Die Ehemänner und Vormünder, welche unterlassen haben, die in dem gegenwärtigen Artikel befohlenen Einschreibungen nachzusuchen und vornehmen zu lassen, in der Folge aber Privilegien oder Hypotheken auf ihre unbeweglichen Güter bewilligen oder zulassen, ohne ausdrücklich zu erklären, daß auf diesen Gütern schon die gesetzliche Hypothek der Frauen und der Minderjährigen hafte, sollen des Stellionats schuldig geachtet werden, und es kann deshalb der Personalarrest gegen sie verfügt werden.

2137. Die Nebenvormünder sind, unter persönlicher Verantwortlichkeit und bey Strafe des vollständigen Schadensersatzes, nicht nur verbunden, dafür zu sorgen, daß die Einschreibungen auf die Güter des Vormundes in Rücksicht seiner Geschäftsführung unverzüglich geschehen, sondern sie müssen auch diese Einschreibungen selbst vornehmen lassen.

(*) S. Art. 1572.

2138. A défaut par les maris, tuteurs, subrogés tuteurs, de faire faire les inscriptions ordonnées par les articles précédents, elles seront requises par le procureur impérial au tribunal de première instance du domicile des maris et tuteurs, ou du lieu de la situation des biens.

2139. Pourront les parents, soit du mari, soit de la femme, et les parents du mineur, ou, à défaut de parents, ses amis, requérir lesdites inscriptions; elles pourront aussi être requises par la femme et par les mineurs.

2140. Lorsque, dans le contrat de mariage, les parties majeures seront convenues qu'il ne sera pris d'inscription que sur un ou certains immeubles du mari, les immeubles qui ne seraient pas indiqués pour l'inscription resteront libres et affranchis de l'hypothèque pour la dot de la femme, et pour ses reprises et conventions matrimoniales. Il ne pourra pas être convenu qu'il ne sera pris aucune inscription.

2141. Il en sera de même pour les immeubles du tuteur, lorsque les parents, en conseil de famille, auront été d'avis qu'il ne soit pris d'inscription que sur certains immeubles.

2142. Dans le cas des deux articles précédents, le mari, le tuteur et le subrogé tuteur, ne seront tenus de requérir inscription que sur les immeubles indiqués.

2143. Lorsque l'hypothèque n'aura pas été restreinte par l'acte de nomination du tuteur, celui-ci pourra, dans le cas où l'hypothèque générale sur ses immeubles excéderait notoirement les sûretés suffisantes pour sa gestion, demander que cette hypothèque soit restreinte aux immeubles suffisants pour opérer une pleine garantie en faveur du mineur.

2138. Wenn die Ehemänner, Vormünder und Nebenvormünder die in den vorhergehenden Artikeln befohlenen Einschreibungen zu bewirken unterlassen, so soll der kaiserliche Procurator bey dem Gerichte erster Instanz des Ortes, wo die Männer und Vormünder ihren Wohnsitz haben, oder des Ortes, wo die Güter gelegen sind, darauf antragen.

2139. Auch die Verwandten des Mannes oder der Frau, und die Verwandten des Minderjährigen, oder, in deren Ermangelung, seine Freunde ⁴⁾, können um die erwähnte Einschreibung nachsuchen; ausserdem sind auch die Frau und die Minderjährigen selbst darum nachzusuchen berechtigt.

2140. Wenn die volljährigen Partheyen in der Eheveredung die Übereinkunft getroffen haben, daß die Einschreibung nur auf ein oder auf gewisse unbewegliche Güter des Mannes geschehen solle, so bleiben die dazu nicht bestimmten unbeweglichen Güter gänzlich befreit von der Hypothek, welche der Frau für ihren Brautschatz, für das ihr aus der Gütergemeinschaft zum Voraus Gebührende, und für die in der Eheveredung enthaltenen Zusagen zusteht. Daß gar keine Einschreibung geschehen solle, kann nicht verabredet werden.

2141. Eben dieß gilt von dem unbeweglichen Vermögen eines Vormundes, wenn die Verwandten in dem Familienrathe der Meinung gewesen sind, daß die Einschreibung nur auf gewisse unbewegliche Güter geschehen solle.

2142. In dem Falle der beyden vorhergehenden Artikel sind der Mann, der Vormund und Nebenvormund nur um die Einschreibung auf die bestimmten unbeweglichen Güter nachzusuchen verbunden.

2143. Wenn die Hypothek nicht durch die Ernennungsurkunde des Vormundes eingeschränkt wurde, so kann dieser, im Falle die allgemeine Hypothek auf sein unbewegliches Vermögen die für seine Verwaltung hinreichende Sicherheit offenbar übersteigt, darum nachsuchen, daß diese Hypothek auf so viele unbewegliche Güter eingeschränkt werde, als hinreichend sind, um dem Minderjährigen vollkommene Sicherheit zu verschaffen.

4) oder, in Ermangelung von Verwandten, deren Freunde, L. u. E.

La demande sera formée contre le subrogé tuteur, et elle devra être précédée d'un avis de famille.

2144. Pourra pareillement le mari, du consentement de sa femme, et après avoir pris l'avis des quatre plus proches parents d'icelle, réunis en assemblée de famille, demander que l'hypothèque générale sur tous ses immeubles, pour raison de la dot, des reprises et conventions matrimoniales, soit restreinte aux immeubles suffisants pour la conservation entière des droits de la femme.

2145. Les jugements sur les demandes des maris et des tuteurs ne seront rendus qu'après avoir entendu le procureur impérial, et contradictoirement avec lui.

Dans le cas où le tribunal prononcera la réduction de l'hypothèque à certains immeubles, les inscriptions prises sur tous les autres seront rayées.

CHAPITRE IV.

Du mode de l'Inscription des Privilèges et Hypothèques.

2146. Les inscriptions se font au bureau de conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel sont situés les biens soumis au privilège ou à l'hypothèque. Elles ne produisent aucun effet si elles sont prises dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls.

Il en est de même entre les créanciers d'une succession, si l'inscription n'a été faite par l'un d'eux que depuis l'ouverture, et dans le cas où la succession n'est acceptée que par bénéfice d'inventaire.

5) Eben dieses findet in Ansehung der Erbschaftsgläubiger Statt, wenn die Einzeichnung von einem unter

Die Klage muß gegen den Nebenvormund gerichtet werden, und derselben ein Gutachten des Familienrathes vorausgehen.

2144. Eben so kann der Mann mit Bewilligung seiner Frau, und nach Einholung eines Gutachtens ihrer vier nächsten in einem Familienrathe versammelten Verwandten, darum nachsuchen, daß die auf seinem gesammten unbeweglichen Vermögen haftende allgemeine Hypothek der Frau wegen ihres Brautschazes, des ihr aus der Gütergemeinschaft zum Voraus Gebührenden, und der in der Eheveredung enthaltenen Zusagen, auf so viele unbewegliche Güter eingeschränkt werde, als zur völligen Sicherstellung der Rechte der Frau hinreichen.

2145. Die Erkenntnisse auf die Gesuche der Ehemänner und Vormünder dürfen nur nach Anhörung des kaiserlichen Procurators, und auf eine Verhandlung zwischen ihm und jenen Personen, erlassen werden.

Erkennt das Gericht, daß die Hypothek auf gewisse unbewegliche Güter beschränkt werden solle, so sind die auf alle übrigen Güter geschehenen Einschreibungen zu löschen.

Viertes Capitel.

Von der Art und Weise der Einschreibung der Privilegien und Hypotheken.

2146. Die Einschreibungen geschehen auf dem Hypothekenbureau desjenigen Bezirkes, in welchem die mit dem Privilegium oder der Hypothek beschwerten Güter gelegen sind. Sie bringen keine Wirkung hervor, wenn sie vor dem Ausbruche eines Concurse, und zwar in dem Zeitraume geschehen, während dessen die Handlungen des Schuldners für ungiltig erklärt sind.

Ein Gleiches gilt in Ansehung der Gläubiger einer nur unter Vorbehalt der Rechtswohlthat des Inventariums angenommenen Erbschaft, wenn einer von ihnen erst nach dem Anfalle der Erbschaft die Einschreibung hat vornehmen lassen. ⁵⁾

ihnen erst nach dem Erbschaftsanfalle besorgt, und dann, wenn die Erbschaft nur unter Vorbehalt der Rechtswohlthat des Inventariums angetreten worden ist. E.

2147. Tous les créanciers inscrits le même jour exercent en concurrence une hypothèque de la même date, sans distinction entre l'inscription du matin et celle du soir, quand cette différence serait marquée par le conservateur.

2148. Pour opérer l'inscription, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, l'original en brevet ou une expédition authentique du jugement ou de l'acte qui donne naissance au privilège ou à l'hypothèque.

Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre; ils contiennent:

1° Les nom, prénom, domicile du créancier, sa profession, s'il en a une, et l'élection d'un domicile pour lui dans un lieu quelconque de l'arrondissement du bureau;

2° Les nom, prénom, domicile du débiteur, sa profession, s'il en a une connue, ou une désignation individuelle et spéciale, telle, que le conservateur puisse reconnaître et distinguer dans tous les cas l'individu grevé d'hypothèque;

3° La date et la nature du titre;

4° Le montant du capital des créances exprimées dans le titre, ou évaluées par l'inscrivant, pour les rentes et prestations, ou pour les droits éventuels, conditionnels ou indéterminés, dans les cas où cette évaluation est ordonnée; comme aussi le montant des accessoires de ces capitaux, et l'époque de l'exigibilité;

5° L'indication de l'espèce et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son privilège ou son hypothèque.

Cette dernière disposition n'est pas nécessaire dans le cas des hypothèques légales ou judiciaires: à défaut de convention, une seule inscription,

2147. Alle an Einem Tage eingeschriebenen Gläubiger haben eine Hypothek von gleichem Alter, die sie nach Verhältniß ihrer Forderungen geltend machen, ohne Unterschied, ob die Einschreibung am Morgen oder am Abend geschehen ist, wenn der Hypothekenbuchführer diese Verschiedenheit der Zeit etwa angemerkt haben sollte.

2148. Um die Einschreibung zu bewirken, überreicht der Gläubiger, entweder selbst oder durch einen Dritten, dem Hypothekenbuchführer das Original oder eine beglaubigte Ausfertigung des Urtheils oder der Urkunde, worauf sich das Privilegium oder die Hypothek gründet.

Er legt zwey auf gestempeltes Papier geschriebene Aufsätze bey, wovon der eine auf die Ausfertigung des Urtheils oder der Urkunde selbst gesetzt werden kann; diese Aufsätze enthalten:

1) den Namen, Vornamen und Wohnort des Gläubigers, sein Gewerbe, wenn er eines treibt, und die Wahl eines Wohnsitzes an irgend einem Orte des Bezirkes dieses Hypothekenbüreaus;

2) den Namen, Vornamen und Wohnort des Schuldners, sein Gewerbe, wenn eines von ihm bekannt ist, oder eine persönliche und genaue Beschreibung von der Art, daß der Hypothekenbuchführer die mit der Hypothek beschwerte Person in allen Fällen erkennen und unterscheiden kann;

3) das Datum und die Beschaffenheit der das Privilegium oder die Hypothek begründenden Urkunde;

4) den Capitalbetrag der Forderungen, so wie sie entweder in dieser Urkunde selbst ausgedrückt sind, oder, wenn von Renten und Leistungen, oder von künftigen, bedingten oder unbestimmten Rechten die Rede ist, und zwar in einem solchen Falle, wo deren Anschlag auf einen gewissen Werth vorgeschrieben ist, so wie sie derjenige, welcher die Einschreibung verlangt, angeschlagen hat; sodann auch den Betrag der Zubehörungen dieser Capitalien, und die Verfallzeit;

5) die Angabe der Gattung und der Lage der Güter, worauf er sein Privilegium oder seine Hypothek zu sichern die Absicht hat.

Bei gesetzlichen oder gerichtlichen Hypotheken ist dieses Letztere nicht nöthig; in Ansehung ihrer erstreckt sich, in Ermangelung einer besondern Verabredung, eine einzige Ein-

pour ces hypothèques, frappe tous les immeubles compris dans l'arrondissement du bureau.

2149. Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée, pourront être faites sous la simple désignation du défunt, ainsi qu'il est dit au n° 2 de l'article précédent.

2150. Le conservateur fait mention, sur son registre, du contenu aux bordereaux, et remet au requérant, tant le titre ou l'expédition du titre, que l'un des bordereaux, au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription.

2151. Le créancier inscrit pour un capital produisant intérêt ou arrérages, a droit d'être colloqué pour deux années seulement, et pour l'année courante, au même rang d'hypothèque que pour son capital; sans préjudice des inscriptions particulières à prendre, portant hypothèque à compter de leur date, pour les arrérages autres que ceux conservés par la première inscription.

2152. Il est loisible à celui qui a requis une inscription, ainsi qu'à ses représentants, ou cessionnaires par acte authentique, de changer sur le registre des hypothèques le domicile par lui élu, à la charge d'en choisir et indiquer un autre dans le même arrondissement.

2153. Les droits d'hypothèque purement légale de l'Etat, des communes et des établissements publics sur les biens des comptables, ceux des mineurs ou interdits sur les tuteurs, des femmes mariées sur leurs époux, seront inscrits sur la représentation de deux bordereaux, contenant seulement,

1° Les nom, prénom, profession et domicile réel du créancier, et le domicile qui sera par lui, ou pour lui, élu dans l'arrondissement;

2° Les nom, prénom, profession, domicile, ou désignation précise du débiteur;

schreibung auf alle in dem Bezirke des Büreaus gelegenen unbeweglichen Güter.

2149. Die Einschreibungen auf Güter einer verstorbenen Person können unter bloßer Bezeichnung des Verstorbenen, auf die in der zweiten Nummer des vorhergehenden Artikels bestimmte Art, geschehen.

2150. Der Hypothekenbuchführer bemerkt in seinem Buche den Inhalt der oben erwähnten Aufsätze, und gibt dem, welcher die Einschreibung verlangt hatte, das Original oder die Ausfertigung der Urkunde, nebst einem der beyden Aufsätze, unter welchen er die durch ihn geschehene Einschreibung bescheiniget, zurück.

2151. Ein Gläubiger, der wegen eines Capitals eingeschrieben ist, das Zinsen oder Renten trägt, kann verlangen, daß die von dem laufenden und den zwey letztverflossenen Jahren rückständigen Zinsen oder Renten mit dem Capitale selbst in gleiche Classe gesetzt werden; überdieß bleibt es ihm vorbehalten, in Ansehung der übrigen, durch die erste Einschreibung nicht gesicherten, Rückstände besondere Einschreibungen vornehmen zu lassen, welche aber nur von dem Tage an, wo sie geschahen, eine Hypothek begründen.

2152. Sowohl dem, welcher eine Einschreibung ausgewirkt hat, als auch seinen Stellvertretern, oder denen, welchen durch eine öffentliche Urkunde seine Rechte abgetreten wurden, steht es frey, den von ihm gewählte Wohnsitz in dem Hypothekenbuche zu ändern, jedoch unter der Bedingung, einen andern in demselben Bezirke zu erwählen und anzuzeigen.

2153. Die bloß gesetzlichen Hypothekenrechte des Staates, der Gemeinden und der öffentlichen Anstalten auf das Vermögen ihrer Rechnungsführer, die der Minderjährigen oder Interdicirten auf das ihre Vormünder, und die der Ehefrauen auf das ihrer Ehemänner, werden eingeschrieben nach Vorlegung zweyer Aufsätze, welche bloß zu enthalten brauchen:

- 1) den Namen, den Vornamen, das Gewerbe und den wirklichen Wohnort des Gläubigers, nebst dem von ihm oder für ihn in dem Bezirke gewählten Wohnsitz;
- 2) den Namen, den Vornamen, das Gewerbe, den Wohnort, oder eine ganz genaue Bezeichnung des Schuldners;

3° La nature des droits à conserver, et le montant de leur valeur quant aux objets déterminés, sans être tenu de le fixer quant à ceux qui sont conditionnels, éventuels ou indéterminés.

2154. Les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège pendant dix années, à compter du jour de leur date; leur effet cesse, si les inscriptions n'ont été renouvelées avant l'expiration de ce délai.

2155. Les frais des inscriptions sont à la charge du débiteur, s'il n'y a stipulation contraire; l'avance en est faite par l'inscrivant, si ce n'est quant aux hypothèques légales, pour l'inscription desquelles le conservateur a son recours contre le débiteur. Les frais de la transcription, qui peut être requise par le vendeur, sont à la charge de l'acquéreur.

2156. Les actions auxquelles les inscriptions peuvent donner lieu contre les créanciers, seront intentées devant le tribunal compétent, par exploits faits à leur personne, ou au dernier des domiciles élus sur le registre, et ce nonobstant le décès soit des créanciers, soit de ceux chez lesquels ils auront fait élection de domicile.

CHAPITRE V.

De la Radiation et Réduction des Inscriptions.

2157. Les inscriptions sont rayées du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.

2158. Dans l'un et l'autre cas, ceux qui requièrent la radiation déposent au bureau du conservateur l'expédition de l'acte authentique portant consentement, ou celle du jugement.

3) die Beschaffenheit der durch die Einschreibung zu sichernden Rechte, und, rücksichtlich bestimmter Gegenstände, den Betrag ihres Werthes, ohne daß man jedoch in Ansehung der bedingten, auf einen künftigen Fall zustehenden oder unbestimmten Gegenstände zur Bestimmung dieses Betrages verbunden wäre.

2154. Die Einschreibungen sichern das Hypothekenrecht und das Privilegium auf zehn Jahre, von dem Tage an zu rechnen, wo sie geschahen; ihre Wirkung hört auf, wenn sie nicht vor Ablauf dieser Frist erneuert wurden.

2155. Die Kosten der Einschreibung fallen, in Ermangelung einer entgegenstehenden Übereinkunft, dem Schuldner zur Last; doch muß sie derjenige, welcher um die Einschreibung nachsucht, vorschießen, nur mit Ausnahme der gesetzlichen Hypotheken, in Rücksicht deren Einschreibung der Hypothekenbuchführer sich an den Schuldner hält. Die Kosten der etwa von dem Verkäufer verlangten Eintragung hat der Käufer zu tragen.

2156. Die durch die Einschreibungen etwa veranlaßten Klagen gegen die Gläubiger werden bey dem zuständigen Gerichte angebracht, und zwar durch Vorladungen, welche ihnen in Person oder an dem in dem Hypothekenbuche zuletzt gewählten Wohnsitze insinuiert werden, wenn gleich die Gläubiger, oder diejenigen, bey welcher sie ihren Wohnsitz gewählt hatten, inzwischen verstorben seyn sollten.

Fünftes Capitel.

Von der Löschung und Einschränkung der eingeschriebenen Privilegien und Hypotheken.

2157. Eingeschriebene Privilegien und Hypotheken werden entweder mit Einwilligung der dazu fähigen Interessenten, oder kraft eines in letzter Instanz ergangenen oder rechtskräftig gewordenen Urtheils gelöscht.

2158. In dem einen wie in dem andern Falle haben diejenigen, welche um die Löschung nachsuchen, in dem Bureau des Hypothekenbuchführers eine Ausfertigung der die Einwilligung enthaltenden öffentlichen Urkunde oder des Urtheils niederzulegen.

2159. La radiation non consentie est demandée au tribunal dans le ressort duquel l'inscription a été faite, si ce n'est lorsque cette inscription a eu lieu pour sûreté d'une condamnation éventuelle ou indéterminée, sur l'exécution ou liquidation de laquelle le débiteur et le créancier prétendu sont en instance ou doivent être jugés dans un autre tribunal, auquel cas la demande en radiation doit y être portée ou renvoyée.

Cependant la convention faite par le créancier et le débiteur, de porter, en cas de contestation, la demande à un tribunal qu'ils auraient désigné, recevra son exécution entre eux.

2160. La radiation doit être ordonnée par les tribunaux, lorsque l'inscription a été faite sans être fondée ni sur la loi, ni sur un titre, ou lorsqu'elle l'a été en vertu d'un titre soit irrégulier, soit éteint ou soldé, ou lorsque les droits de privilège ou d'hypothèque sont effacés par les voies légales.

2161. Toutes les fois que les inscriptions prises par un créancier qui, d'après la loi, aurait droit d'en prendre sur les biens présents ou sur les biens à venir d'un débiteur, sans limitation convenue, seront portées sur plus de domaines différents qu'il n'est nécessaire à la sûreté des créances, l'action en réduction des inscriptions, ou en radia-

6) So oft die Inscriptionen, welche von einem Gläubiger bewirkt worden sind, der dem Gesetze zufolge, berechtigt war, deren auf die wirklichen, oder auf die zukünftigen Güter eines Schuldners zu nehmen, ohne daß man über eine Beschränkung übereingekommen wäre, gegen verschiedene Güter, und zwar auf mehrere, als zur Sicherheit der Forderung erforderlich sind, genommen worden sind, L. So oft ein Gläubiger, der nach dem Gesetze berechtigt war (seyn möchte M.), sein Privilegium oder seine Hypothek auf alle gegenwärtige, oder auch auf die künftigen Güter des Schuldners eintragen zu lassen,

2159. Fehlt es an der erforderlichen Einwilligung, so wird die Klage auf Löschung bey demjenigen Gerichte angebracht, in dessen Bezirke die Einschreibung geschehen ist; es müßte denn die Einschreibung zur Sicherheit eines auf einen künftigen Fall gerichteten, oder unbestimmten verurtheilenden Erkenntnisses geschehen seyn, über dessen Vollziehung oder Liquidation der angebliche Schuldner und Gläubiger bey einem andern Gerichte entweder noch in der Verhandlung begriffen sind oder ein Urtheil zu erwarten haben, in welchem Falle die Klage auf Löschung der Hypothek eben daselbst angebracht oder dahin verwiesen werden muß.

Sind jedoch der Gläubiger und der Schuldner übereingekommen, daß im Falle eines Streites die Klage bey einem andern von ihnen bestimmten Gerichte angebracht werden solle, so muß diese Übereinkunft unter ihnen zur Vollziehung gebracht werden.

2160. Die Gerichte müssen die Löschung verfügen, wenn die Einschreibung geschehen ist, ohne sich auf ein Gesetz oder auf eine Urkunde zu gründen, oder wenn sie zufolge einer unförmlichen, erloschenen oder durch Zahlung gekilgten Urkunde vorgenommen würde, oder endlich, wenn die aus dem Privilegium oder der Hypothek entstandenen Rechte auf gesetzliche Weise erloschen sind.

2161. Wenn ein Gläubiger, der gesetzlich berechtigt gewesen wäre, die Einschreibung auf das sämmtliche gegenwärtige oder zukünftige Vermögen des Schuldners zu bewirken, dieselbe, ohne daß eine Beschränkung durch Vertrag Statt gefunden hätte, auf mehr verschiedene Grundstücke hat vornehmen lassen, als zur Sicherheit seiner Forderungen nöthig sind ⁶⁾, so kann der Schuldner auf Einschränkung

und der in keinem Vertrage in die Einschränkung seiner Rechte gewilliget hat, auf verschiedene Güter, und zwar auf mehr als zur Sicherheit seiner Forderung nöthig war, die Eintragung erwirkt hat. D. u. M. So oft die Inscriptionen, welche von einem Gläubiger genommen worden, der ohne in eine Beschränkung gewilliget zu haben, auf alle gegenwärtige und zukünftige Güter zu inscribiren das Recht hätte, sich über mehr Güter erstrecken, als zc. S. So oft auf Ansuchen eines Gläubigers, der, ohne vertragmäßige Einschränkung

tion d'une partie en ce qui excède la proportion convenable, est ouverte au débiteur. On y suit les règles de compétence établies dans l'article 2159.

La disposition du présent article ne s'applique pas aux hypothèques conventionnelles.

2162. Sont réputées excessives les inscriptions qui frappent sur plusieurs domaines, lorsque la valeur d'un seul ou de quelques-uns d'entre eux excède de plus d'un tiers en fonds libres le montant des créances en capital et accessoires légaux.

2163. Peuvent aussi être réduites comme excessives, les inscriptions prises d'après l'évaluation faite par le créancier, des créances qui, en ce qui concerne l'hypothèque à établir pour leur sûreté, n'ont pas été réglées par la convention, et qui par leur nature sont conditionnelles, éventuelles ou indéterminées.

2164. L'excès, dans ce cas, est arbitré par les juges, d'après les circonstances, les probabilités des chances et les présomptions de fait, de manière à concilier les droits vraisemblables du créancier avec l'intérêt du crédit raisonnable à conserver au débiteur; sans préjudice des nouvelles inscriptions à prendre avec hypothèque du jour de leur date, lorsque l'événement aura porté les créances indéterminées à une somme plus forte.

2165. La valeur des immeubles dont la comparaison est à faire avec celle des créances et le tiers en sus, est déterminée par quinze fois la va-

fung, den Gesetzen nach das Recht hat, auf alle jetzige und zukünftige Güter die Einzeichnung zu suchen, letztere auf mehrere verschiedene Besizungen bewirkt worden ist, als v. E.

7) wenn der Erfolg seine unbestimmte Forderung auf eine höhere Summe gebracht hat. L. wenn einst der Er-

Kung dieser Einschreibungen, oder auf Löschung des das billige Verhältniß überschreitenden Theiles derselben klagen. In Ansehung der Zuständigkeit des Gerichtes sind hierbey die im 2159. Artikel aufgestellten Regeln zu befolgen.

Die Verfügung des gegenwärtigen Artikels findet auf vertragemäßige Hypotheken keine Anwendung.

2162. Für unverhältnißmäßig sind diejenigen Einschreibungen zu achten, welche mehrere Grundstücke zum Gegenstande haben, wovon der Werth eines einzigen oder einiger den Betrag der Forderungen an Capital und gesetzlichen Zubehörungen um mehr als ein Drittel an freiem Eigenthume übersteigt.

2163. Einer Einschränkung im Falle des Übermaßes sind auch die nach einer Schätzung des Gläubigers geschehenen Einschreibungen solcher Forderungen unterworfen, welche ihrer Natur nach bedingt, auf einen künftigen Fall zustehend, oder unbestimmt sind, und in Ansehung der zu ihrer Sicherheit zu bestellenden Hypothek durch den Vertrag keine nähere Bestimmung erhalten haben.

2164. Die Bestimmung des Übermaßes wird in diesem Falle dem Ermessen des Richters überlassen, welcher dabey auf die Umstände, auf die Wahrscheinlichkeit künftiger Ereignisse und auf die aus Thatsachen entspringenden Vermuthungen dergestalt Rücksicht zu nehmen hat, daß sie die wahrscheinlichen Rechte des Gläubigers mit dem Interesse, dem Schuldner einen billigen Credit zu erhalten, in Übereinstimmung bringt; doch bleibt es dem Gläubiger vorbehalten, wenn einst der Erfolg zeigt, daß seine bis dahin unbestimmten Forderungen eine größere Summe betragen ⁷⁾, neue Einschreibungen auszuwirken, welche ihm dann von dem Tage an, wo sie geschahen, eine weitere Hypothek verschaffen.

2165. Der Werth der unbeweglichen Güter, welcher mit dem Betrage der Forderungen und einem Drittel darüber zu vergleichen ist, wird bey solchen Gütern, wel-

folg (spätere Umstände M.) seine bis dahin unbestimmten Forderungen auf eine größere Summe gebracht haben sollte. D. u. M. wenn in der Folge die unbestimmten Schuldforderungen durch das Ereigniß auf eine höhere Summe gestiegen wären. S.

leur du revenu déclaré par la matrice du rôle de la contribution foncière, ou indiqué par la cote de contribution sur le rôle, selon la proportion qui existe dans les communes de la situation entre cette matrice ou cette cote et le revenu, pour les immeubles non sujets à dépérissement, et dix fois cette valeur pour ceux qui y sont sujets. Pourront néanmoins les juges s'aider, en outre, des éclaircissements qui peuvent résulter des baux non suspects, des procès-verbaux d'estimation qui ont pu être dressés précédemment à des époques rapprochées, et autres actes semblables, et évaluer le revenu au taux moyen entre les résultats de ces divers renseignements.

CHAPITRE VI.

De l'Effet des Privilèges et Hypothèques contre les Tiers détenteurs.

2166. Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite sur un immeuble, le suivent en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions.

2167. Si le tiers détenteur ne remplit pas les formalités qui seront ci-après établies, pour purger sa propriété, il demeure, par l'effet seul des inscriptions, obligé comme détenteur à toutes les dettes hypothécaires, et jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire.

2168. Le tiers détenteur est tenu, dans le même cas, ou de payer tous les intérêts et capitaux exigibles, à quelque somme qu'ils puissent monter, ou de délaisser l'immeuble hypothéqué, sans aucune réserve.

2169. Faute par le tiers détenteur de satisfaire pleinement à l'une de ces obligations, chaque créancier hypothécaire a droit de faire vendre sur

che einer Verschlimmerung nicht unterworfen sind, auf den fünfzehnfachen, und bey solchen, die sich verschlimmern können, auf den zehnfachen Betrag der Einkünfte bestimmt, so wie dieselben entweder in der Hauptrolle über die Grundsteuer angegeben sind, oder aus dem Steueransatz in dem Erhebregister, nach dem in den Gemeinden, wo die Güter gelegen sind, zwischen dieser Hauptrolle oder diesem Steueransatz und den Einkünften bestehenden Verhältnisse, sich ergeben. Ausserdem kann jedoch der Richter diejenigen Aufklärungen zu Hilfe nehmen, welche unverdächtige Pacht- und Miethverträge, nicht lange vorher aufgenommene Schätzungsprotokolle und andere ähnliche Urkunden gewähren, und alsdann die Einkünfte nach der aus diesen verschiedenen Nachrichten als Mittelrertrag sich ergebenden Summe anschlagen.

Sechstes Capitel.

Von der Wirkung der Privilegien und Hypotheken gegen dritte Besitzer.

2166. Die mit einem auf ein unbewegliches Gut eingeschriebenen Privilegium oder Hypothekenrechte versehenen Gläubiger halten sich an dieses Gut, in wessen Hände dasselbe auch übergehen mag, um nach dem Range ihrer Forderungen oder der geschehenen Einschreibungen geordnet und befriediget zu werden.

2167. Wenn der dritte Besitzer die unten bestimmten Förmlichkeiten nicht beobachtet, um sein Eigenthum frey zu machen, so bleibt er als Besitzer, schon vermöge der Einschreibung allein, für alle hypothekarischen Schulden verhaftet, und es kommen ihm die dem ursprünglichen Schuldner zugestandenen Zeitbestimmungen und Fristen zu Statten.

2168. Der dritte Besitzer ist in diesem Falle verbunden, entweder alle fälligen Zinsen und Capitalien, wie hoch sich dieselben auch immer belaufen mögen, zu bezahlen, oder das verhypothecirte unbewegliche Gut ohne einigen Vorbehalt abzutreten.

2169. Leistet der dritte Besitzer weder der einen noch der andern dieser Verbindlichkeiten vollständig Genüge, so ist jeder hypothecarische Gläubiger berechtigt, demselben

lui l'immeuble hypothéqué, trente jours après commandement fait au débiteur originaire, et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage.

2170. Néanmoins le tiers détenteur qui n'est pas personnellement obligé à la dette, peut s'opposer à la vente de l'héritage hypothéqué qui lui a été transmis, s'il est demeuré d'autres immeubles hypothéqués à la même dette dans la possession du principal ou des principaux obligés, et en requérir la discussion préalable selon la forme réglée au titre du *Cautonnement*: pendant cette discussion, il est sursis à la vente de l'héritage hypothéqué.

2171. L'exception de discussion ne peut être opposée au créancier privilégié ou ayant hypothèque spéciale sur l'immeuble.

2172. Quant au délaissement par hypothèque, il peut être fait par tous les tiers détenteurs qui ne sont pas personnellement obligés à la dette, et qui ont la capacité d'aliéner.

2173. Il peut l'être même après que le tiers détenteur a reconnu l'obligation ou subi condamnation en cette qualité seulement: le délaissement n'empêche pas que, jusqu'à l'adjudication, le tiers détenteur ne puisse reprendre l'immeuble en payant toute la dette et les frais.

2174. Le délaissement par hypothèque se fait au greffe du tribunal de la situation des biens; et il en est donné acte par ce tribunal.

8) der (entweder M.) privilegiert ist, oder eine Special-Hypothek an dem liegenden Gute hat. D. u. M.

9) wenn der dritte Besitzer die Richtigkeit der Schuld wirklich anerkannt hat, oder in dieser einzigen Eigenschaft (als dritter Besitzer allein) verurtheilt worden

das verhypothecirte unbewegliche Gut verkaufen zu lassen, wenn dreißig Tage zuvor an den ursprünglichen Schuldner ein Zahlungsbefehl ergangen, und an den dritten Besitzer eine Aufforderung zur Bezahlung der fälligen Schuld oder Abtretung des Grundstückes geschehen ist.

2170. Doch kann der zur Bezahlung der Schuld nicht persönlich verpflichtete dritte Besitzer dem Verkaufe des mit der Hypothek beschwerten, auf ihn übertragenen, Grundstückes sich dann widersetzen, wenn noch andere für dieselbe Schuld verhypothecirte unbewegliche Güter in dem Besitze des oder der Hauptschuldner sich befinden, und in diesem Falle nach der in dem Titel von der Bürgschaft bestimmten Form darum nachsuchen, daß diese Güter zuerst angegriffen werden; während dieses Verfahrens bleibt der Verkauf des mit der Hypothek beschwerten Grundstückes ausgesetzt.

2171. Die Einrede der Vorausklage kann dem Gläubiger, welcher auf die unbewegliche Sache ein Privilegium oder eine besondere Hypothek hat ⁹⁾, nicht entgegengesetzt werden.

2172. Die Abtretung der verhypothecirten Sache an die Gläubiger ist jedem dritten Besitzer gestattet, welcher zur Zahlung der Schuld nicht persönlich verpflichtet, und zu veräußern fähig ist.

2173. Sie kann selbst dann noch geschehen, wenn der dritte Besitzer, jedoch nur als solcher, die Verbindlichkeit anerkannt hat oder verurtheilt worden ist ⁹⁾; die geschehene Abtretung verhindert jedoch den dritten Besitzer nicht, das unbewegliche Gut bis zum wirklichen Zuschlage gegen Bezahlung der ganzen Schuld und der Kosten zurückzunehmen.

2174. Die Abtretung der verhypothecirten Sache geschieht bey der Gerichtsschreiberey des Gerichtes, worunter dieselbe gelegen ist, und dieses Gericht ertheilt darüber eine Bescheinigung.

ist; D. u. M. wenn der dritte Besitzer die Verbindlichkeit anerkannt, oder eine Verurtheilung gegen ihn in dieser Qualität ergangen ist. S. wenn der dritte Besitzer die Verbindlichkeit anerkannt hat, oder bloß als solcher verurtheilt worden ist. E.

Sur la pétition du plus diligent des intéressés, il est créé à l'immeuble délaissé un curateur sur lequel la vente de l'immeuble est poursuivie dans les formes prescrites pour les expropriations.

2175. Les détériorations qui procèdent du fait ou de la négligence du tiers détenteur, au préjudice des créanciers hypothécaires ou privilégiés, donnent lieu contre lui à une action en indemnité; mais il ne peut répéter ses impenses et améliorations que jusqu'à concurrence de la plus-value résultant de l'amélioration.

2176. Les fruits de l'immeuble hypothéqué ne sont dus par le tiers détenteur qu'à compter du jour de la sommation de payer ou de délaissé, et, si les poursuites commencées ont été abandonnées pendant trois ans, à compter de la nouvelle sommation qui sera faite.

2177. Les servitudes et droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement ou après l'adjudication faite sur lui.

Ses créanciers personnels, après tous ceux qui sont inscrits sur les précédents propriétaires, exercent leur hypothèque à leur rang, sur le bien délaissé ou adjudgé.

2178. Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, ou délaissé l'immeuble hypothéqué, ou subi l'expropriation de cet immeuble, a le recours en garantie, tel que de droit, contre le débiteur principal.

2179. Le tiers détenteur qui veut purger sa propriété en payant le prix, observe les formalités qui sont établies dans le chapitre VIII du présent titre.

Auf Ansuchen des ersten sich deshalb meldenden Interessenten wird für das abgetretene unbewegliche Gut ein Curator ernannt, gegen welchen dessen Verkauf mit Beobachtung derjenigen Formen betrieben wird, welche für die gerichtlichen nothwendigen Verkäufe vorgeschrieben sind.

2175. Verschlimmerungen, welche aus einer Handlung oder aus Nachlässigkeit des dritten Besitzers herrühren, und den hypothecarischen oder privilegierten Gläubigern zum Nachtheile gereichen, begründen gegen ihn eine Entschädigungsklage; seine Auslagen und Verbesserungskosten kann er aber nur bis zum Betrage des daraus entstandenen höheren Werthes zurückfordern.

2176. Die Früchte des verhypothecirten unbeweglichen Gutes hat der dritte Besitzer nur von dem Tage an zu ersetzen, wo er aufgefordert worden ist, entweder zu zahlen oder das Gut abzutreten, oder, falls das angefangene gerichtliche Verfahren drey Jahre lang liegen geblieben ist, von dem Tage an, an welchem eine neue Aufforderung erfolgte.

2177. Servituten und dingliche Rechte, welche dem dritten Besitzer auf das unbewegliche Gut vor seinem Besitze zustanden, leben nach der Abtretung oder nach dem gegen ihn erfolgten Zuschlage ¹⁰⁾ wieder auf.

Seine persönlichen Gläubiger können erst nach allen denjenigen, welche gegen die vorigen Eigenthümer eine Einschreibung ausgewirkt hatten, ihre Hypothek auf das abgetretene oder zugeschlagene Gut ihrem Range nach geltend machen.

2178. Dem dritten Besitzer, welcher die hypothecarische Schuld gezahlt, oder das verhypothecirte unbewegliche Gut abgetreten hat, oder den gerichtlichen Verkauf desselben sich hat gefallen lassen müssen, steht gegen den Hauptschuldner die den Rechten nach eintretende Klage auf Gewährleistung zu.

2179. Der dritte Besitzer, welcher sein Eigenthum durch Bezahlung des Kaufpreises frey machen will, hat die in dem 8. Capitel des gegenwärtigen Titels vorgeschriebenen Formlichkeiten zu beobachten.

¹⁰⁾ sobald er solches abgetreten hat, oder es ihm abgesprochen ist. E.

CHAPITRE VII.

De l'Extinction des Privilèges et Hypothèques.

2180. Les privilèges et hypothèques s'éteignent,

1° Par l'extinction de l'obligation principale;

2° Par la renonciation du créancier à l'hypothèque;

3° Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les biens par eux acquis;

4° Par la prescription.

La prescription est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque ou le privilège.

Quant aux biens qui sont dans la main d'un tiers détenteur, elle lui est acquise par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit: dans le cas où la prescription suppose un titre, elle ne commence à courir que du jour où il a été transcrit sur les registres du conservateur.

Les inscriptions prises par le créancier n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi en faveur du débiteur ou du tiers détenteur.

CHAPITRE VIII.

Du mode de purger les Propriétés des Privilèges et Hypothèques.

2181. Les contrats translatifs de la propriété d'immeubles ou droits réels immobiliers, que les tiers détenteurs voudront purger de privilèges et hypothèques, seront transcrits en entier par le

Siebentes Capitel.

Von der Erlöschung der Privilegien und Hypotheken.

2180. Die Privilegien und Hypotheken erlöschen,

- 1) durch Erlöschung der Hauptschuld;
- 2) durch Verzichtleistung des Gläubigers auf die Hypothek;
- 3) durch Beobachtung der Förmlichkeiten und Erfüllung der Bedingungen, welche dritten Besitzern vorgeschrieben sind, um die von ihnen erworbenen Sachen frey zu machen;
- 4) durch Verjährung.

Die Verjährung wird zum Vortheile des Schuldners in Ansehung der in seinem Besitze befindlichen Sachen durch den Ablauf der Zeit vollendet, welche für die Verjährung der Forderungen, worauf die Hypothek oder das Privilegium sich gründet, vorgeschrieben ist.

In Ansehung der in den Händen eines dritten Besitzers befindlichen Sachen wird sie durch den Ablauf der Zeit vollendet, welche erforderlich ist, um die Erwerbung des Eigenthums durch Verjährung zu begründen; setzt die Verjährung einen besondern Rechtsgrund ¹¹⁾ voraus, so fängt sie erst von dem Tage zu laufen an, wo derselbe in die Hypothekenbücher eingetragen worden ist.

Die von dem Gläubiger bewirkten Einschreibungen unterbrechen den Lauf der Verjährung nicht, welche das Gesetz zum Vortheile des Schuldners oder dritten Besitzers eingeführt hat.

Achtes Capitel.

Von der Art, sein Eigenthum von Privilegien und Hypotheken frey zu machen.

2181. Die Verträge, wodurch das Eigenthum unbeweglicher Güter oder unbeweglicher dinglicher Rechte übertragen wird, welche der dritte Besitzer von Privilegien und Hypotheken frey machen will, müssen von dem Hypotheken-

¹¹⁾ eine Urkunde S. u. E.

conservateur des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés.

Cette transcription se fera sur un registre à ce destiné, et le conservateur sera tenu d'en donner reconnaissance au requérant.

2182. La simple transcription des titres translatifs de propriété sur le registre du conservateur, ne purge pas les hypothèques et privilèges établis sur l'immeuble.

Le vendeur ne transmet à l'acquéreur que la propriété et les droits qu'il avait lui-même sur la chose vendue : il les transmet sous l'affectation des mêmes privilèges et hypothèques dont il était chargé.

2183. Si le nouveau propriétaire veut se garantir de l'effet des poursuites autorisées dans le chapitre VI du présent titre, il est tenu, soit avant les poursuites, soit dans le mois, au plus tard, à compter de la première sommation qui lui est faite, de notifier aux créanciers, aux domiciles par eux élus dans leurs inscriptions,

1° Extrait de son titre, contenant seulement la date et la qualité de l'acte, le nom et la désignation précise du vendeur ou du donateur, la nature et la situation de la chose vendue ou donnée; et, s'il s'agit d'un corps de biens, la dénomination générale seulement du domaine et des arrondissements dans lesquels il est situé, le prix et les charges faisant partie du prix de la vente, ou l'évaluation de la chose, si elle a été donnée;

2° Extrait de la transcription de l'acte de vente;

3° Un tableau sur trois colonnes, dont la première contiendra la date des hypothèques et celle des inscriptions; la seconde, le nom des créanciers; la troisième, le montant des créances inscrites;

Buchführer, in dessen Bezirke diese Güter gelegen sind, ihrem ganzen Inhalte nach eingetragen werden.

Diese Eintragung muß in ein dazu bestimmtes Buch geschehen, und der Hypothekenbuchführer ist verbunden, dem nachsuchenden Theile eine Bescheinigung darüber zu geben.

2182. Durch die bloße Eintragung der das Eigenthum übertragenden Verträge in das Buch des Hypothekenbuchführers wird die unbewegliche Sache noch nicht von den darauf haftenden Hypotheken und Privilegien befreit.

Der Verkäufer überträgt auf den Käufer nur das Eigenthum und die Rechte, welche er selbst an der verkauften Sache hatte, und sie bleibt mit den bisher darauf haftenden Privilegien und Hypotheken auch ferner beschwert.

2183. Wenn der neue Eigenthümer sich gegen die Wirkungen des im 6. Capitel des gegenwärtigen Titels gestatteten Verfahrens sicher stellen will, so ist er verbunden, entweder vor dem Verfahren oder spätestens binnen einem Monate von der ersten an ihn gerichteten Aufforderung an gerechnet, den Gläubigern an dem bey der Einschreibung ihrer Privilegien oder Hypotheken gewählten Wohnsitze folgende Stücke insinuiren zu lassen,

1) einen Auszug aus der Übertragungsurkunde ¹²⁾, worin nur das Datum und die Eigenschaft des Geschäftes, der Name und die genaue Bezeichnung des Verkäufers oder Geschenkgebers, die Beschaffenheit und die Lage der verkauften oder geschenkten Sache, und, wenn von einem Inbegriffe mehrere Grundstücke die Rede ist, bloß die allgemeine Benennung des Gutes und der Bezirke, worin dasselbe liegt, ferner der Kaufpreis und die sonstigen einen Theil desselben ausmachenden Lasten, oder die Schätzung der Sache, wenn sie geschenkt wurde, enthalten ist;

2) einen Auszug aus der Eintragung der Verkaufsurkunde;

3) eine aus drey Abtheilungen (Columnen) bestehende Tabelle, wovon die erste das Datum sowohl der Hypotheken, als der Einschreibungen, die zweite die Namen der Gläubiger, und die dritte den Betrag der eingeschriebenen Forderungen angibt.

12) Schuldverschreibung. E.

2184. L'acquéreur ou le donataire déclarera, par le même acte, qu'il est prêt à acquitter, sur-le-champ, les dettes et charges hypothécaires, jusqu'à concurrence seulement du prix, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles.

2185. Lorsque le nouveau propriétaire a fait cette notification dans le délai fixé, tout créancier dont le titre est inscrit, peut requérir la mise de l'immeuble aux enchères et adjudications publiques; à la charge,

1° Que cette réquisition sera signifiée au nouveau propriétaire dans quarante jours, au plus tard, de la notification faite à la requête de ce dernier, en y ajoutant deux jours par cinq myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réel de chaque créancier requérant;

2° Qu'elle contiendra soumission du requérant, de porter ou faire porter le prix à un dixième en sus de celui qui aura été stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire;

3° Que la même signification sera faite dans le même délai au précédent propriétaire, débiteur principal;

4° Que l'original et les copies de ces exploits seront signés par le créancier requérant, ou par son fondé de procuration expresse, lequel, en ce cas, est tenu de donner copie de sa procuration;

5° Qu'il offrira de donner caution jusqu'à concurrence du prix et des charges.

Le tout à peine de nullité.

2186. A défaut, par les créanciers, d'avoir requis la mise aux enchères dans le délai et les formes prescrits, la valeur de l'immeuble demeure définitivement fixée au prix stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire, lequel est, en conséquence, libéré de tout privilège et

2184. Der Käufer oder Geschenknehmer muß zugleich erklären, daß er bereit sey, die hypothecarischen Schulden und Lasten, ohne Unterschied, ob sie schon fällig sind oder nicht, jedoch nur bis zum Betrage des Kaufpreises, unverzüglich abzutragen.

2185. Hat der neue Eigenthümer binnen der vorgeschriebenen Frist diese Anzeige gemacht, so kann jeder Gläubiger, dessen Forderung eingeschrieben ist, um die öffentliche Versteigerung und den Zuschlag der unbeweglichen Sache nachsuchen, jedoch mit der Verbindlichkeit,

1) daß dieses Gesuch dem neuen Eigenthümer spätestens binnen vierzig Tagen, von der auf Verlangen dieses Letztern gemachten Anzeige an gerechnet, insinuiert werde; dieser Frist werden für jede fünf Myriameter, welche der gewählte und der wirkliche Wohnsitz eines jeden der nachsuchenden Gläubiger von einander entfernt sind, zwey Tage zugesetzt;

2) daß dasselbe das Anerbieten des Nachsuchenden enthalte, ein Zehntel über den im Vertrage ausbedungenen oder von dem neuen Eigenthümer angegebenen Preis entweder selbst zu bieten, oder zu bewirken, daß es von Andern geboten werde;

3) daß eine gleiche Insinuation binnen der nämlichen Frist an den vorigen Eigenthümer, als Hauptschuldner, geschehe;

4) daß das Original und die Abschriften der Insinuationsurkunden von dem nachsuchenden Gläubiger, oder von dem hierzu ausdrücklich von ihm Bevollmächtigten, welcher in diesem Falle eine Abschrift seiner Vollmacht mitzutheilen verbunden ist, unterzeichnet werde;

5) daß er sich erbiere, bis zum Betrage des Preises und der sonstigen Lasten Bürgschaft zu stellen.

Alles dieß bey Strafe der Nichtigkeit. (*)

2186. Haben die Gläubiger in der vorgeschriebenen Frist und Form um die öffentliche Versteigerung nicht nachgesucht, so bleibt der Werth der unbeweglichen Sache auf den in dem Vertrage bedungenen oder von dem neuen Eigenthümer angegebenen Preis unwiderruflich bestimmt, und der neue Eigenthümer wird folglich von allen Privile-

(*) C. C. G. D. Art. 832 u. f.

hypothèque, en payant ledit prix aux créanciers qui seront en ordre de recevoir, ou en le consignat.

2187. En cas de revente sur enchères, elle aura lieu suivant les formes établies pour les expropriations forcées, à la diligence soit du créancier qui l'aura requise, soit du nouveau propriétaire.

Le poursuivant énoncera dans les affiches le prix stipulé dans le contrat, ou déclaré, et la somme en sus à laquelle le créancier s'est obligé de la porter ou faire porter.

2188. L'adjudicataire est tenu, au-delà du prix de son adjudication, de restituer à l'acquéreur ou au donataire dépossédé les frais et loyaux coûts de son contrat, ceux de la transcription sur les registres du conservateur, ceux de notification, et ceux faits par lui pour parvenir à la revente.

2189. L'acquéreur ou le donataire qui conserve l'immeuble mis aux enchères, en se rendant dernier enchérisseur, n'est pas tenu de faire transcrire le jugement d'adjudication.

2190. Le désistement du créancier requérant la mise aux enchères, ne peut, même quand le créancier paierait le montant de la soumission, empêcher l'adjudication publique, si ce n'est du consentement exprès de tous les autres créanciers hypothécaires.

2191. L'acquéreur qui se sera rendu adjudicataire aura son recours tel que de droit contre le vendeur, pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé par son titre, et pour l'intérêt de cet excédant, à compter du jour de chaque paiement.

gien und Hypotheken befreit, wenn er den gedachten Preis entweder den Gläubigern, so wie sie ihrem Range nach zu dessen Empfange berechtigt sind, auszahlt, oder denselben hinterlegt.

2187. Kommt es zu einem neuen Verkaufe durch öffentliche Versteigerung, so geschieht dieser, auf Betreiben des Gläubigers, welcher darum nachgesucht hatte, oder des neuen Eigenthümers, mit Beobachtung der Formen, welche für die gerichtlichen nothwendigen Verkäufe vorgeschrieben sind.

Derjenige, welcher die Versteigerung betreibt, muß den in dem Vertrage bedungenen oder von dem neuen Eigenthümer angegebenen Preis, und die höhere Summe, welche der Gläubiger selbst zu bieten oder bieten zu lassen sich verbindlich gemacht hat, in den Anschlagzetteln anzeigen.

2188. Der, welchem die Sache zugeschlagen wird, ist verbunden, ausser dem Preise, wofür sie ihm zugeschlagen wurde, dem Käufer oder Geschenknehmer, der aus dem Besitze gesetzt wird, die Kosten und gesetzmässigen Gebühren seines Vertrags, die der Eintragung in das Buch des Hypothekenbuchführers und der oben erwähnten Anzeige, wie auch diejenigen, welche er auf Auswirkung des neuen Verkaufes verwendet hat, zu erstatten.

2189. Der Käufer oder Geschenknehmer, welchem die zur Versteigerung gebrachte unbewegliche Sache als Meistbietenden verbleibt, ist nicht verbunden, das Erkenntniß, wodurch sie ihm zugeschlagen wurde, eintragen zu lassen.

2190. Die Verzichtleistung des Gläubigers, welcher um die Versteigerung nachgesucht hatte, kann, selbst wenn er die angebotene Summe bezahlen wollte, den öffentlichen Zuschlag nicht verhindern, im Falle nicht alle übrigen hypothecarischen Gläubiger ausdrücklich einwilligen.

2191. Wenn dem Käufer selbst die Sache wieder zugeschlagen wird, so hat er gegen den Verkäufer den den Rechten nach eintretenden Anspruch auf Vergütung dessen, was er über den in seinem Kaufvertrage bedungenen Preis bezahlen muß, und auf die Zinsen dieser höhern Summe, von dem Tage einer jeden Zahlung an zu rechnen.

2192. Dans le cas où le titre du nouveau propriétaire comprendrait des immeubles et des meubles, ou plusieurs immeubles, les uns hypothéqués, les autres non hypothéqués, situés dans le même ou dans divers arrondissements de bureaux, aliénés pour un seul et même prix, ou pour des prix distincts et séparés, soumis ou non à la même exploitation, le prix de chaque immeuble frappé d'inscriptions particulières et séparées, sera déclaré dans la notification du nouveau propriétaire, par ventilation, s'il y a lieu, du prix total exprimé dans le titre.

Le créancier surenchérisseur ne pourra, en aucun cas, être contraint d'étendre sa soumission ni sur le mobilier, ni sur d'autres immeubles que ceux qui sont hypothéqués à sa créance et situés dans le même arrondissement; sauf le recours du nouveau propriétaire contre ses auteurs, pour l'indemnité du dommage qu'il éprouverait, soit de la division des objets de son acquisition, soit de celle des exploitations.

CHAPITRE IX.

Du mode de purger les Hypothèques, quand il n'existe pas d'Inscription sur les biens des Maris et des Tuteurs.

2193. Pourront les acquéreurs d'immeubles appartenant à des maris ou à des tuteurs, lorsqu'il n'existera pas d'inscription sur lesdits immeubles à raison de la gestion du tuteur, ou des dot, reprises et conventions matrimoniales de la femme, purger les hypothèques qui existeraient sur les biens par eux acquis.

2194. A cet effet, ils déposeront copie dûment collationnée du contrat translatif de propriété au

2192. Im Falle die Erwerbungsurkunde des neuen Eigenthümers sich auf unbewegliche und bewegliche Sachen zugleich, oder auf mehrere unbewegliche, zum Theile verhypothecirte, zum Theile nicht verhypothecirte Sachen erstreckt, so muß, ohne Unterschied, ob dieselben in Einem oder in verschiedenen Büreaubezirken gelegen, ob sie für Einen oder für verschiedene und abgesonderte Preise veräußert sind, wie auch, ob sie gemeinschaftlich bewirthschaftet werden oder nicht, der Preis einer jeden unbeweglichen Sache, worauf eigene und besondere Einschreibungen haften, in der oben erwähnten Anzeige des neuen Eigenthümers angegeben werden, und zwar, wenn es angeht, im Verhältnisse zu dem in der Erwerbungsurkunde ausgedrückten ganzen Preise.

Der Gläubiger, welcher ein höheres Gebot thut, kann in keinem Falle genöthiget werden, den angebotenen höhern Preis auf die beweglichen Sachen auszudehnen, noch auch auf andere unbewegliche Sachen, als die für seine Forderung verhypothecirt und in demselben Bezirke gelegen sind; doch bleibt dem neuen Eigenthümer, wegen des durch die Trennung der von ihm erworbenen Gegenstände oder der landwirthschaftlichen Benutzung derselben ihm zugefügten Nachtheils, der Entschädigungsanspruch gegen seinen Rechtsvorgänger (auctorem) vorbehalten.

Neuntes Capitel.

Von der Art und Weise, die Güter der Ehemänner und Vormünder von den darauf haftenden, aber nicht eingeschriebenen, Hypotheken frey zu machen.

2193. Die Erwerber unbeweglicher Sachen, welche Ehemännern oder Vormündern zugehören, können diese Sachen von den für die vormundschaftliche Verwaltung, oder für den Brautschaff der Frau, für das ihr zum Voraus Gebührende und die ihr in der Eheveredung gethanen Zusagen, darauf haftenden Hypotheken frey machen, wenn gleich diese Hypotheken nicht eingeschrieben worden sind.

2194. Zu dem Ende muß der Erwerber eine gehörig beglaubigte Abschrift der Erwerbungsurkunde bey der Ge-

greffe du tribunal civil du lieu de la situation des biens, et ils certifieront par acte signifié, tant à la femme ou au subrogé tuteur, qu'au procureur impérial au tribunal, le dépôt qu'ils auront fait. Extrait de ce contrat, contenant sa date, les noms, prénoms, professions et domiciles des contractants, la désignation de la nature et de la situation des biens, le prix et les autres charges de la vente, sera et restera affiché pendant deux mois dans l'auditoire du tribunal; pendant lequel temps, les femmes, les maris, tuteurs, subrogés tuteurs, mineurs, interdits, parents ou amis, et le procureur impérial, seront reçus à requérir s'il y a lieu, et à faire faire au bureau du conservateur des hypothèques, des inscriptions sur l'immeuble aliéné, qui auront le même effet que si elles avaient été prises le jour du contrat de mariage, ou le jour de l'entrée en gestion du tuteur; sans préjudice des poursuites qui pourraient avoir lieu contre les maris et les tuteurs, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, pour hypothèques par eux consenties au profit de tierces personnes sans leur avoir déclaré que les immeubles étaient déjà grevés d'hypothèques, en raison du mariage ou de la tutelle.

2195. Si, dans le cours des deux mois de l'exposition du contrat, il n'a pas été fait d'inscription du chef des femmes, mineurs ou interdits, sur les immeubles vendus, ils passent à l'acquéreur sans aucune charge, à raison des dot, reprises et conventions matrimoniales de la femme, ou de la gestion du tuteur, et sans le recours, s'il y a lieu, contre le mari et le tuteur.

S'il a été pris des inscriptions du chef desdites femmes, mineurs ou interdits, et s'il existe des créanciers antérieurs qui absorbent le prix en totalité ou en partie, l'acquéreur est libéré du prix

richtsschreibern des Civilgerichtes des Ortes, wo die Güter gelegen sind, niederlegen, und durch eine sowohl der Frau oder dem Nebenvormunde, als dem kaiserlichen Procurator bey dem Gerichte, insinuirte Bescheinigung die von ihm geschehene Niederlegung darthun. Ein Auszug der Erwerbungsurkunde, worin deren Datum, die Namen, Vornamen, das Gewerbe und die Wohnorte der Contrahenten, die Angabe der Beschaffenheit und Lage der Güter, der Preis und die sonstigen Lasten des Verkaufes enthalten sind, muß in dem öffentlichen Gerichtssaale angeschlagen werden, und zwey Monate hindurch daselbst angeheftet bleiben; während dieser Zeit ist es den Frauen, den Ehemännern, Vormündern, Nebenvormündern, Minderjährigen, Interdicirten, Verwandten oder Freunden, und dem kaiserlichen Procurator, gestattet, erforderlichen Falles auf dem Hypothekenbureau die Einschreibungen auf das veräußerte unbewegliche Gut nachzusuchen und vornehmen zu lassen, welche alsdann dieselbe Wirkung haben, als wenn sie an dem Tage der geschlossenen Ehe, oder der übernommenen Vormundschaft geschehen wären; jedoch mit Vorbehalt des nach den obigen Bestimmungen gegen die Ehemänner und die Vormünder in dem Falle Statt findenden Verfahrens, wo sie Hypotheken zum Vortheile dritter Personen bewilliget haben, ohne sie davon zu benachrichtigen, daß die unbeweglichen Güter schon wegen der Ehe oder der Vormundschaft mit Hypotheken beschwert seyen. (*)

2195. Wenn während der zwey Monate, binnen welchen die Urkunde angeschlagen war, Namens der Frauen, Minderjährigen oder Interdicirten keine Einschreibung auf die verkauften unbeweglichen Güter erfolgt ist, so gehen diese auf den Erwerber über, ohne für den Brautsehatz der Frau, für das ihr zum Voraus Gebührende und die in der Eheveredung enthaltenen Zusagen, oder für die Verwaltung des Vormundes, fernerhin verhaftet zu seyn, und es bleibt nur gegen den Ehemann oder den Vormund erforderlichen Falls ein Entschädigungsanspruch vorbehalten.

Wenn Namens der erwähnten Frauen, Minderjährigen oder Interdicirten Einschreibungen geschehen, zugleich aber ältere Gläubiger vorhanden sind, deren Befriedigung den Preis ganz oder zum Theile wegnimmt, so wird der

(*) S. Art. 2136.

ou de la portion du prix par lui payée aux créanciers placés en ordre utile; et les inscriptions du chef des femmes, mineurs ou interdits, seront rayées, ou en totalité ou jusqu'à due concurrence.

Si les inscriptions du chef des femmes, mineurs ou interdits, sont les plus anciennes, l'acquéreur ne pourra faire aucun paiement du prix au préjudice desdites inscriptions, qui auront toujours, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, la date du contrat de mariage, ou de l'entrée en gestion du tuteur; et dans ce cas, les inscriptions des autres créanciers qui ne viennent pas en ordre utile, seront rayées.

CHAPITRE X.

De la Publicité des registres et de la Responsabilité des conservateurs.

2196. Les conservateurs des hypothèques sont tenus de délivrer à tous ceux qui le requièrent, copie des actes transcrits sur leurs registres et celle des inscriptions subsistantes, ou certificat qu'il n'en existe aucune.

2197. Ils sont responsables du préjudice résultant,

1° De l'omission sur leurs registres, des transcriptions d'actes de mutation, et des inscriptions requises en leurs bureaux;

2° Du défaut de mention dans leurs certificats, d'une ou de plusieurs des inscriptions existantes, à moins, dans ce dernier cas, que l'ex-

13) wenn sie Akte, wodurch eine Aenderung im Eigenthum vorgegangen, oder in ihren Bureau verlangte Inscriptionen auf ihre Register zu überschreiben oder einzutragen unterlassen hätten; L. wenn sie, die Ab-

Erwerber in Ansehung des den Gläubigern, welche ihrem Range noch zu dem Empfange berechtigt waren, ganz oder zum Theile bezahlten Preises völlig frey, und die Namens der Frauen, der Minderjährigen oder Interdicirten geschehenen Einschreibungen werden ganz oder verhältnißmäßig gelöscht.

Sind die im Namen der Frauen, der Minderjährigen oder Interdicirten geschehenen Einschreibungen die ältesten, so darf der Erwerber zum Nachtheile dieser Einschreibungen, welche, wie bereits oben bemerkt worden ist, immer von dem Tage der geschlossenen Ehe oder der übernommenen Vormundschaft an ihre Wirksamkeit haben, von dem Preise nichts auszahlen, und es werden in diesem Falle die Einschreibungen der übrigen Gläubiger, welche ihrem Range nach nicht aus dem Preise befriediget werden, gelöscht.

Zehntes Capitel.

Von der Oeffentlichkeit der Hypothekenbücher und der Verantwortlichkeit der Hypothekenbuchführer.

2196. Die Hypothekenbuchführer sind verbunden, einem jeden, der es verlangt, eine Abschrift der in ihre Bücher eingetragenen Urkunden, wie auch der vorhandenen Einschreibungen, oder eine Bescheinigung, daß keine vorhanden sind, mitzutheilen.

2197. Sie sind verantwortlich für den Nachtheil, welcher daraus entsteht,

1) daß sie, des in ihren Büreaus geschehenen Ansehens ohngeachtet, unterlassen haben, in ihre Bücher entweder Urkunden, welche eine Eigenthumsveränderung betreffen, einzutragen, oder Privilegien und Hypotheken einzuschreiben; ¹³⁾

2) daß sie in ihren Bescheinigungen einer oder mehrerer wirklich vorhandenen Einschreibungen keine Erwähnung gethan haben, es müßte denn in diesem letztern Falle

schriften der Urkunden über vorgefallene Eigenthumsveränderungen und die bey den von ihnen verwalteten Hypothekenämtern gesuchten Vormerkungen (Einzeichnungen), in ihre Bücher einzutragen, unterlassen haben; E.

reur ne provînt de désignations insuffisantes qui ne pourraient leur être imputées.

2198. L'immeuble à l'égard duquel le conservateur aurait omis dans ses certificats une ou plusieurs des charges inscrites, en demeure, sauf la responsabilité du conservateur, affranchi dans les mains du nouveau possesseur, pourvu qu'il ait requis le certificat depuis la transcription de son titre; sans préjudice néanmoins du droit des créanciers de se faire colloquer suivant l'ordre qui leur appartient, tant que le prix n'a pas été payé par l'acquéreur, ou tant que l'ordre fait entre les créanciers n'a pas été homologué.

2199. Dans aucun cas, les conservateurs ne peuvent refuser ni retarder la transcription des actes de mutation, l'inscription des droits hypothécaires, ni la délivrance des certificats requis, sous peine des dommages et intérêts des parties; à l'effet de quoi, procès-verbaux des refus ou retards seront, à la diligence des requérants, dressés sur-le-champ, soit par un juge de paix, soit par un huissier audiencier du tribunal, soit par un autre huissier ou un notaire assisté de deux témoins.

2200. Néanmoins les conservateurs seront tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscriront, jour par jour et par ordre numérique, les remises qui leur seront faites d'actes de mutation pour être transcrits, ou de bordereaux pour être inscrits; ils donneront au requérant une reconnaissance sur papier timbré, qui rappellera le numéro du registre sur lequel la remise aura été inscrite, et ils ne pourront transcrire les actes de mutation ni inscrire les bordereaux sur les registres à ce destinés, qu'à la date et dans l'ordre des remises qui leur en auront été faites.

2201. Tous les registres des conservateurs sont en papier timbré, cotés et paraphés à chaque

der Irrthum von unvollständigen Angaben herrühren, welche ihnen nicht zuzurechnen sind.

2198. Das unbewegliche Gut, in Ansehung dessen der Hypothekenbuchführer eine oder mehrere darauf eingeschriebene Lasten in seinen Bescheinigungen etwa ausgelassen hat, bleibt, unter dem Vorbehalte der Verantwortlichkeit des Hypothekenbuchführers, in den Händen des neuen Besitzers davon befreit, wenn dieser erst nach der Eintragung seiner Erwerbssurkunde um die Bescheinigung nachgesucht hat; jedoch behalten die Gläubiger das Recht, so lange der Käufer den Kaufpreis noch nicht bezahlt hat, oder die unter den übrigen Gläubigern bestimmte Rangordnung noch nicht gerichtlich bestätigt ist, sich nach dem ihnen gebührenden Range ordnen zu lassen.

2199. In keinem Falle dürfen die Hypothekenbuchführer die Eintragung der eine Eigenthumsveränderung betreffenden Urkunden, die Einschreibung der hypothekarischen Rechte, oder die Ertheilung der verlangten Bescheinigungen verweigern oder verzögern, bey Strafe des den Parthenen zu leistenden Schadensersatzes, zu welchem Ende auf Verreiben der Nachsuchenden entweder von einem Friedensrichter, oder von einem für die öffentliche Gerichtsitzung bestimmten (huissier audiencier) oder einem andern Huissier, oder von einem Notar in Beyseyn zweyer Zeugen, unverzüglich ein Protokoll über die Verweigerung oder Verzögerung aufgenommen werden soll.

2200. Demohngeachtet sollen die Hypothekenbuchführer ein Buch (Journal) halten, in welchem sie Tag für Tag, und unter fortlaufenden Nummern, die zum Eintragen ihnen eingehändigten Urkunden über Eigenthumsveränderungen und die zum Behufe der Einschreibung ihnen zugestellten Aufsätze vermerken; sie sollen ferner dem Nachsuchenden einen Empfangschein auf gestempeltem Papier geben, worin auf die Nummer des Journals, in welchem jene Urkunden oder Aufsätze vermerkt wurden, sich bezogen wird; sodann aber dürfen sie die Eintragung der Urkunden über Eigenthumsveränderungen und die Einschreibung der Aufsätze in die dazu bestimmten Hauptbücher nicht anders vornehmen, als unter dem Tage und in der Ordnung, wie sie ihnen eingehändigt worden sind.

2201. Alle Bücher der Hypothekenbuchführer müssen auf gestempeltem Papier geführt, und sämtliche Seiten

page par première et dernière, par l'un des juges du tribunal dans le ressort duquel le bureau est établi. Les registres seront arrêtés chaque jour comme ceux d'enregistrement des actes.

2202. Les conservateurs sont tenus de se conformer, dans l'exercice de leurs fonctions, à toutes les dispositions du présent chapitre, à peine d'une amende de deux cents à mille francs pour la première contravention, et de destitution pour la seconde; sans préjudice des dommages et intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende.

2203. Les mentions de dépôts, les inscriptions et transcriptions, sont faites sur les registres, de suite, sans aucun blanc ni interligne, à peine, contre le conservateur, de mille à deux mille francs d'amende, et des dommages et intérêts des parties, payables aussi par préférence à l'amende.

derselben von einem Richter des Gerichtes, in dessen Gerichtsbezirke das Bureau gelegen ist, mit dem Handzuge bezeichnet und mit Zahlen (oder andere Zeichen) so versehen werden, daß man sieht, welches die erste und welches die letzte Seite ist. Diese Bücher sind eben so, wie diejenigen, welche über das Einregistriren der Urkunden geführt werden, mit jedem Tage abzuschließen.

2202. Die Hypothekenbuchführer sind schuldig, bey ihren Amtsverrichtungen alle Verfügungen des gegenwärtigen Capitels zu beobachten, bey Strafe von zweyhundert bis tausend Franken für die erste, und der Entsetzung ihres Amtes für die zweyte Uebertretung; mit Vorbehalt des den Partheyen zu leistenden Schadensersatzes, welcher noch vor jener Geldbuße berichtigt werden muß.

2203. Die Vermerkung der dem Hypothekenbuchführer zugestellten Urkunden und Aufsätze in seinem Journale, wie auch die Einschreibungen und Eintragungen in das Hauptbuch, müssen in ununterbrochener Folge geschehen, ohne irgend einen leeren Zwischenraum zu lassen und oder etwas zwischen die Zeilen zu schreiben; widrigenfalls wird der Hypothekenbuchführer zu einer Geldstrafe von tausend bis zweytausend Franken verurtheilt, und ausserdem zur Schadloshaltung der Partheyen, welche ebenfalls vor der Geldbuße berichtigt werden muß.

TITRE DIX-NEUVIÈME.

De l'Expropriation forcée et des Ordres
entre les Créanciers.

(Décrété le 19 mars 1804. Promulgué le 29 du même mois.)

CHAPITRE PREMIER.

De l'Expropriation forcée.

2204. Le créancier peut poursuivre l'expropriation, 1^o des biens immobiliers et de leurs accessoires réputés immeubles appartenant en propriété à son débiteur; 2^o de l'usufruit appartenant au débiteur sur les biens de même nature.

2205. Néanmoins la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels, avant le partage ou la licitation qu'ils peuvent provoquer s'ils le jugent convenable, ou dans lesquels ils ont le droit d'intervenir conformément à l'article 882, au titre *des Successions*.

2206. Les immeubles d'un mineur, même émancipé, ou d'un interdit, ne peuvent être mis en vente avant la discussion du mobilier.

2207. La discussion du mobilier n'est pas requise avant l'expropriation des immeubles possédés par indivis entre un majeur et un mineur ou interdit, si la dette leur est commune, ni dans le cas où les poursuites ont été commencées contre un majeur, ou avant l'interdiction.

2208. L'expropriation des immeubles qui font partie de la communauté, se poursuit contre le

Neunzehnter Titel.

Von dem gerichtlichen nothwendigen Verkaufe und der Rangordnung unter den Gläubigern.

(Decretirt den 19. März 1804. Promulgirt den 29. desselben Monats.)

Erstes Capitel.

Von dem gerichtlichen nothwendigen Verkaufe.

2204. Der Gläubiger kann verlangen, daß gerichtlich verkauft werden, 1) die seinem Schuldner eigenthümlich zugehörigen unbeweglichen Güter nebst deren für unbeweglich zu achtenden Zubehörungen; 2) der dem Schuldner an Gütern dieser Art zustehende Nießbrauch.

2205. Doch kann der Antheil eines der Miterben an den unbeweglichen Gütern einer noch ungetheilten Erbschaft von seinen persönlichen Gläubigern nicht eher zum Verkaufe gebracht werden, als bis die Theilung oder Versteigerung erfolgt ist, welche sie nach Gutdünken selbst verlangen, oder wobey sie in Gemäßheit des 882 Artikels in dem Titel von der Erbfolge mit auftreten können.

2206. Die unbeweglichen Güter eines, selbst emancipirten, Minderjährigen, oder eines Interdicirten, können erst dann zum Verkaufe gebracht werden, wenn zuvor das bewegliche Vermögen angegriffen worden ist.

2207. Daß das bewegliche Vermögen vor dem gerichtlichen Verkaufe des unbeweglichen angegriffen werde, wird jedoch dann nicht erfordert, wenn ein Volljähriger und ein Minderjähriger oder Interdicirter dieses unbewegliche Vermögen in ungetheilter Gemeinschaft besitzen und die Schuld ihnen gemeinschaftlich ist, so wie auch in dem Falle, wo das Verfahren gegen einen Volljährigen oder schon vor der Interdiction angefangen hatte.

2208. Der gerichtliche Verkauf der zur Gütergemeinschaft gehörigen unbeweglichen Sachen wird allein gegen

mari débiteur, seul, quoique la femme soit obligée à la dette.

Celle des immeubles de la femme qui ne sont point entrés en communauté, se poursuit contre le mari et la femme, laquelle, au refus du mari de procéder avec elle, ou si le mari est mineur, peut être autorisée en justice.

En cas de minorité du mari et de la femme, ou de minorité de la femme seule, si son mari majeur refuse de procéder avec elle, il est nommé par le tribunal un tuteur à la femme, contre lequel la poursuite est exercée.

2209. Le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués, que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothéqués.

2210. La vente forcée des biens situés dans différents arrondissements ne peut être provoquée que successivement, à moins qu'ils ne fassent partie d'une seule et même exploitation.

Elle est suivie dans le tribunal dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de l'exploitation, ou à défaut de chef-lieu, la partie de biens qui présente le plus grand revenu, d'après la matrice du rôle.

2211. Si les biens hypothéqués au créancier, et les biens non hypothéqués, ou les biens situés dans divers arrondissements, font partie d'une seule et même exploitation, la vente des uns et des autres est poursuivie ensemble, si le débiteur le requiert; et ventilation se fait du prix de l'adjudication, s'il y a lieu.

2212. Si le débiteur justifie, par baux authentiques, que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année, suffit pour le paiement de la dette en capital, intérêts et frais, et s'il en offre la délégation au créancier, la poursui-

den Mann als Schuldner ausgewirkt, wenn gleich die Frau zur Bezahlung der Schuld gleichfalls verpflichtet ist.

Der gerichtliche Verkauf solcher unbeweglichen Sachen, welche der Frau gehören, und nicht in die Gütergemeinschaft gefallen sind, wird gegen den Mann und die Frau ausgewirkt, welche letztere, wenn der Mann sich weigert, den Prozeß mit ihr gemeinschaftlich zu führen, oder wenn er minderjährig ist, von dem Gerichte dazu ermächtigt werden kann.

Wenn der Mann und die Frau noch beyde minderjährig sind, oder wenn es die Frau allein ist, ihr volljähriger Mann sich aber weigert, den Prozeß mit ihr gemeinschaftlich zu führen, so wird der Frau von dem Gerichte ein Vormund bengeordnet, gegen welchen das Verfahren gerichtet werden muß.

2209. Der Gläubiger kann den Verkauf der ihm nicht verhypothecirten unbeweglichen Güter nur in dem Falle verlangen, wenn diejenigen, worauf er eine Hypothek hat, unzulänglich sind.

2210. Zum gerichtlichen Verkaufe der in verschiedenen Bezirken gelegenen Güter kann nur nach und nach geschritten werden, wenn nicht dieselben zu einer und derselben Bewirthschaftung gehören.

Man wirkt diesen Verkauf bey demjenigen Gerichte aus, in dessen Bezirke der Hauptsitz der Bewirthschaftung, oder, in Ermangelung eines solchen Hauptsitzes, der Theil der Güter gelegen ist, welcher nach der Hauptrolle der Grundsteuer die meisten Einkünfte abwirft.

2211. Wenn Güter, worauf der Gläubiger eine Hypothek hat, zugleich mit solchen, worauf ihm keine zusteht, oder wenn Güter, welche in verschiedenen Bezirken liegen, zu einer und derselben Bewirthschaftung gehören, so werden auf Verlangen des Schuldners sowohl jene, als diese, zu gleicher Zeit zum Verkaufe gebracht, und man berechnet, erforderlichen Falls, den Preis der einzelnen Theile im Verhältnisse zu dem ganzen Zuschlagspreise.

2212. Wenn der Schuldner durch öffentliche Pachtverträge darthut, daß der reine und freye einjährige Ertrag seines unbeweglichen Vermögens zur Bezahlung der Schuld an Capital, Zinsen und Kosten hinreicht, und zu dessen Überweisung an den Gläubiger sich erbietet, so kön-

te peut être suspendue pas les juges, sauf à être reprise s'il survient quelque opposition ou obstacle au paiement.

2213. La vente forcée des immeubles ne peut être poursuivie qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire, pour une dette certaine et liquide. Si la dette est en espèces non liquidées, la poursuite est valable; mais l'adjudication ne pourra être faite qu'après la liquidation.

2214. Le cessionnaire d'un titre exécutoire ne peut poursuivre l'expropriation qu'après que la signification du transport a été faite au débiteur.

2215. La poursuite peut avoir lieu en vertu d'un jugement provisoire ou définitif, exécutoire par provision, nonobstant appel; mais l'adjudication ne peut se faire qu'après un jugement définitif en dernier ressort, ou passé en force de chose jugée.

La poursuite ne peut s'exercer en vertu de jugements rendus par défaut durant le délai de l'opposition.

2216. La poursuite ne peut être annulée sous prétexte que le créancier l'aurait commencée pour une somme plus forte que celle qui lui est due.

2217. Toute poursuite en expropriation d'immeubles doit être précédée d'un commandement de payer, fait, à la diligence et requête du créancier, à la personne du débiteur ou à son domicile, par le ministère d'un huissier.

Les formes du commandement et celles de la poursuite sur l'expropriation sont réglées par les lois sur la procédure.

(*) G. Art. 1690.

(**) G. E. G. D. Art. 673. u. f.

1) Ist der Gegenstand der Schuld gewiß, aber noch nicht liquid gestellt. D. u. L. Bezieht die Schuld sich auf

nen die Richter das Verfahren einstellen, jedoch mit dem Vorbehalte, es von Neuem fortzusetzen, wenn gegen die Zahlung Einspruch geschieht oder sonst ein Hinderniß eintritt.

2213. Der gerichtliche Verkauf der unbeweglichen Sachen kann nur vermöge einer öffentlichen und die Execution begründenden Urkunde, und wegen einer gewissen und liquiden Schuld ausgewirkt werden. Ist der Gegenstand der Schuld gewiß, deren Betrag aber noch nicht liquid gestellt:), so ist das Verfahren zwar gültig, aber der Zuschlag kann nicht eher, als nach der Liquidation, erfolgen.

2214. Derjenige, welchem eine die Execution begründende Urkunde abgetreten worden ist, kann nicht eher um den gerichtlichen Verkauf nachsuchen, als bis die ihm geschehene Abtretung dem Schuldner bekannt gemacht worden ist. (*)

2215. Das Verfahren kann sowohl vermöge eines vorläufigen als Endurtheils, welches, der Appellation ohngeachtet, einstweilen vollstreckt werden kann, Statt finden; der Zuschlag aber kann nur nach einem in letzter Instanz ergangenen, oder rechtskräftig gewordenen Endurtheile erfolgen.

Auf Urtheile, welche auf Nichterscheinen (*in contumaciam*) ergangen sind, kann während der Oppositionsfrist kein solches Verfahren gegründet werden.

2216. Das Verfahren kann aus dem Grunde, daß der Gläubiger dasselbe wegen einer grössern Summe, als er wirklich zu fordern hat, angefangen habe, nicht für ungültig erklärt werden.

2217. Jedem auf gerichtlichen Verkauf unbeweglicher Güter abzuweckenden Verfahren muß ein Zahlungsbefehl vorhergehen, welcher auf Betreiben und Ansuchen des Gläubigers dem Schuldner in Person oder an seinem Wohnsitz durch einen Huissier zugestellt wird.

Die Formen des Zahlungsbefehls und des den gerichtlichen Verkauf betreffenden Verfahrens sind in den Gesetzen über das gerichtliche Verfahren bestimmt. (*)

einen noch nicht liquiden Gegenstand. M. Besteht die Schuld in nicht liquiden Sachen. S. Besteht die Schuld in noch nicht berechneten Gegenständen. E.

CHAPITRE II.

De l'Ordre et de la Distribution du prix entre les Créanciers.

2218. L'ordre et la distribution du prix des immeubles, et la manière d'y procéder, sont réglés par les lois sur la procédure.

TITRE VINGTIÈME.

De la Prescription.

(Décrété le 15 mars 1804. Promulgué le 25 du même mois.)

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

2219. La prescription est un moyen d'acquiescer ou de se libérer par un certain laps de temps, et sous les conditions déterminées par la loi.

2220. On ne peut, d'avance, renoncer à la prescription: on peut renoncer à la prescription acquise.

2221. La renonciation à la prescription est expresse ou tacite: la renonciation tacite résulte d'un fait qui suppose l'abandon du droit acquis.

2222. Celui qui ne peut aliéner, ne peut renoncer à la prescription acquise.

2223. Les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

2224. La prescription peut être opposée en tout état de cause, même devant la cour d'appel, à moins que la partie qui n'aurait pas opposé le

Zwentes Capitel.

Von der Rangordnung der Gläubiger und der
Vertheilung des Kaufpreises unter dieselben.

2218. Die Ordnung und die Vertheilung des Kaufpreises der unbeweglichen Güter, wie auch die hierbey zu beobachtende Verfahrungsweise, sind in den Gesetzen über das gerichtliche Verfahren bestimmt. (*)

Zwanzigster Titel.

Von der Verjährung.

(Decretirt den 15. März 1804. Promulgirt den 25. desselben Monats.)

Erstes Capitel.

Allgemeine Verfügungen.

2219. Die Verjährung ist ein Mittel, durch den Ablauf einer gewissen Zeit, und unter den gesetzlich bestimmten Bedingungen, etwas zu erwerben oder von einer Verbindlichkeit sich zu befreien.

2220. Man kann nicht im Voraus auf die Verjährung Verzicht leisten; einer bereits vollendeten Verjährung kann man aber entsagen.

2221. Die Entsagung der Verjährung geschieht entweder ausdrücklich oder stillschweigend; die stillschweigende Entsagung folgt aus Handlungen, welche voraussetzen, daß man sich des erworbenen Rechtes begeben.

2222. Wer nicht veräußern kann, der kann auch einer vollendeten Verjährung nicht entsagen.

2223. Den Richtern ist es nicht gestattet, die Einrede der Verjährung von Amtswegen zu ergänzen.

2224. Die Verjährung kann in jeder Lage des Processes, selbst in der Appellationsinstanz, vorgeschützt werden, wenn nicht etwa durch die Umstände die Vermuthung

(*) S. C. G. D. Art. 749. u. f.

moyen de la prescription ne doive, par les circonstances, être présumée y avoir renoncé.

2225. Les créanciers, ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peuvent l'opposer, encore que le débiteur ou le propriétaire y renonce.

2226. On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.

2227. L'État, les établissements publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer.

CHAPITRE II.

De la Possession.

2228. La possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exerçons par nous-mêmes, ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

2229. Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire.

2230. On est toujours présumé posséder pour soi, et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

2231. Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire.

2232. Les actes de pure faculté et ceux de simple tolérance ne peuvent fonder ni possession ni prescription.

(*) G. Art. 2236.

1) Der Besitz ist das Innehaben, oder der Genuß einer Sache, welche wir selbst in unsrer Gewalt haben, oder

begründet wird, daß der Theil, welcher die Verjährung vorzuschützen unterlassen hat, derselben entsagt habe.

2225. Die Gläubiger oder jede andere Person, die ein Interesse dabey hat, daß die Verjährung vollendet sey, können dieselbe vorschützen, wenn gleich der Schuldner oder Eigenthümer ihr entsagt.

2226. Das Eigenthum an Sachen, die dem bürgerlichen Verkehre entzogen sind, kann man nicht verjähren.

2227. Gegen den Staat, die öffentlichen Anstalten und Gemeinden finden die nämlichen Verjährungsarten, wie gegen Privatpersonen, Statt, und sie können sich derselben auch auf gleiche Weise bedienen.

Zwantes Capitel.

Von dem Besitze.

2228. Der Besitz ist die Inhabung einer Sache oder die Benutzung eines Rechtes, welche Sache oder welches Recht wir entweder in eigener Person im Gewahrsam haben oder ausüben, oder welche ein Anderer in unserem Namen im Gewahrsam hat oder ausübt. ¹⁾

2229. Um verjähren zu können, muß man sich in einem fortdauernden und ununterbrochenen, ungestörten, öffentlichen, nicht zweydeutigen Besitze, und zwar als Eigenthümer, befinden. (*)

2230. Man hat immer die Vermuthung für sich, daß man in eigenem Namen und als Eigenthümer besitze, wenn nicht erwiesen wird, daß man Anfangs für einen Andern besessen habe.

2231. Hat man anfänglich für einen Andern besessen, so wird immer, und so lange nicht das Gegentheil erwiesen ist, vermuthet, daß man noch aus demselben Rechtsgrunde besitze.

2232. Handlungen der freyen Willkühr (*actus morae facultatis*), wie auch die einer bloßen Vergünstigung, können weder einen Besitz noch eine Verjährung begründen.

eines Rechts, welches wir selbst ausüben, oder durch einen andern bewahren und ausüben lassen. E.

2233. Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.

La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

2234. Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement, est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire.

2235. Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit à titre universel ou particulier, soit à titre lucratif ou onéreux.

CHAPITRE III.

Des Causes qui empêchent la Prescription.

2236. Ceux qui possèdent pour autrui, ne prescrivent jamais, par quelque laps de temps que ce soit.

Ainsi, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier, et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent la prescrire.

2237. Les héritiers de ceux qui tenaient la chose à quelqu'un des titres désignés par l'article précédent, ne peuvent non plus prescrire.

2238. Néanmoins les personnes énoncées dans les articles 2236 et 2237 peuvent prescrire, si le titre de leur possession se trouve interverti, soit par une cause venant d'un tiers, soit par la contradiction qu'elles ont opposée au droit du propriétaire.

2239. Ceux à qui les fermiers, dépositaires et autres détenteurs précaires ont transmis la chose par un titre translatif de propriété, peuvent la prescrire.

2240. On ne peut pas prescrire contre son titre, en ce sens que l'on ne peut point se chan-

2233. Gewaltsame Handlungen können eben so wenig einen Besitz begründen, welcher fähig wäre, die Verjährung zu bewirken.

Der hiezu taugliche Besitz nimmt erst mit dem Aufhören der Gewalt seinen Anfang.

2234. Der gegenwärtige Besitzer, welcher den Beweis führt, daß er ehemals im Besitze gewesen sey, hat, jedoch mit Vorbehalt des Gegenbeweises, die Vermuthung für sich, daß er auch in der Zwischenzeit besessen habe.

2235. Um die Verjährung zu vollenden, kann man zu seinem eigenen Besitze denjenigen seines Vorgängers rechnen, auf welche Weise man auch, sey es aus einem allgemeinen oder besondern Rechtsgrunde, unentgeltlich oder gegen Vergeltung, an dessen Stelle getreten seyn mag.

Drittes Capitel.

Von den Ursachen, welche die Verjährung verhindern.

2236. Wer für einen Andern besitzt, der verjährt nie, so lange er auch besitzen mag.

So können der Pächter, der Verwahrer, der Nutznießer und alle diejenigen, welche bloß bittweise die Sache des Eigenthümers besitzen, dieselbe nicht verjähren.

2237. Eben so wenig können die Erben derjenigen, welche die Sache aus einem der im vorhergehenden Artikel angeführten Rechtsgründe besaßen, verjähren.

2238. Die im 2236 und 2237. Artikel erwähnten Personen können jedoch alsdann verjähren, wenn der Grund ihres Besitzes entweder aus einer von einem Dritten herrührenden Ursache, oder durch den Widerspruch, den sie dem Rechte des Eigenthümers entgegengesetzt haben, eine Veränderung erlitten hat.

2239. Diejenigen, welchen die Pächter, die Verwahrer und anderen, welche nur bittweise besitzen, die Sache durch einen zur Übertragung des Eigenthums geschickten Rechtsgrund überlassen haben, können dieselbe verjähren.

2240. Gegen den Rechtsgrund seines Besitzes zu verjähren, ist in dem Sinne nicht gestattet, daß man die

ger à soi-même la cause et le principe de sa possession.

2241. On peut prescrire contre son titre, en ce sens que l'on prescrit la libération de l'obligation que l'on a contractée.

CHAPITRE IV.

Des Causes qui interrompent ou qui suspendent le cours de la Prescription.

SECTION PREMIÈRE.

Des Causes qui interrompent la Prescription.

2242. La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement.

2243. Il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

2244. Une citation en justice, un commandement ou une saisie, signifiés à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forment l'interruption civile.

2245. La citation en conciliation devant le bureau de paix, interrompt la prescription, du jour de sa date, lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice donnée dans les délais de droit.

2246. La citation en justice, donnée même devant un juge incompétent, interrompt la prescription.

2247. Si l'assignation est nulle par défaut de forme,

Si le demandeur se désiste de sa demande,

S'il laisse périmer l'instance,

Ursache
selbst
22
Rechts
freijung
jährung

Bon

Bon

oder in

wenn

den r

über e

2

befehl

man c

sind,

2

Verfu

ge an

Frister

2

Verjäl

ter ge

2

per Fo

st

lä

(*)

(**)

Ursache und den ursprünglichen Grund seines Besizes nicht selbst ändern kann.

2241. Zulässig ist jedoch die Verjährung gegen den Rechtsgrund seines Besizes in dem Sinne, daß man die Befreyung von einer übernommenen Verbindlichkeit durch Verjährung erlangen kann.

Viertes Capitel.

Von den Ursachen, welche den Lauf der Verjährung unterbrechen oder aufhalten.

Erster Abschnitt.

Von den Ursachen, welche die Verjährung unterbrechen.

2242. Die Verjährung kann entweder natürlich oder im rechtlichen Sinne unterbrochen werden.

2243. Eine natürliche Unterbrechung ist vorhanden, wenn dem Besizer die Benutzung der Sache entweder durch den vorigen Eigenthümer oder auch durch einen Dritten über ein Jahr lang entzogen war.

2244. Eine Vorladung vor Gericht, ein Zahlungsbefehl oder eine Arrestverfügung, welche demjenigen, den man an der Verjährung verhindern will, insinuirt worden sind, bewirken eine Unterbrechung im rechtlichen Sinne.

2245. Eine Vorladung vor den Friedensrichter zum Versuche der Güte unterbricht die Verjährung von dem Tage an, da sie geschehen ist, wenn binnen der gesetzlichen Fristen eine Vorladung vor Gericht darauf erfolgt. (*)

2246. Eine Vorladung vor Gericht unterbricht die Verjährung, selbst wenn sie vor einen unzuständigen Richter geschah.

2247. Ist die Vorladung wegen eines Mangels in der Form unzulässig,

steht der Kläger von seiner Klage ab,

läßt er das gerichtliche Verfahren erlöschen, (**)

(*) S. C. G. D. Art. 57.

(**) S. C. G. D. Art. 397.

Ou si sa demande est rejetée,

L'interruption est regardée comme non avenue.

2248. La prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur ou le possesseur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait.

2249. L'interpellation faite, conformément aux articles ci-dessus, à l'un des débiteurs solidaires, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

L'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou la reconnaissance de cet héritier, n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres cohéritiers, quand même la créance serait hypothécaire, si l'obligation n'est indivisible.

Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt la prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre la prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé, ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

2250. L'interpellation faite au débiteur principal, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre la caution.

SECTION II.

Des Causes qui suspendent le cours de la Prescription.

2251. La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi.

2252. La prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits, sauf ce qui est dit à l'article 2278, et à l'exception des autres cas déterminés par la loi.

2253. Elle ne court point entre époux.

oder wird seine Klage verworfen,

so ist die Unterbrechung für nicht geschehen zu achten.

2248. Die Verjährung wird dadurch unterbrochen, daß der Schuldner oder Besitzer das Recht dessen, gegen welchen er verjährte, anerkennt.

2249. Die in Gemäßheit der vorhergehenden Artikel an Einen von mehreren Solidarschuldnern geschehene Aufforderung, oder dessen Anerkennung, unterbricht die Verjährung gegen alle übrigen, und selbst gegen ihre Erben.

Die an Einen der Erben eines Solidarschuldners geschehene Aufforderung, oder die Anerkennung dieses Erben, unterbricht die Verjährung nicht in Ansehung der übrigen Miterben, wenn gleich die Forderung mit einer Hypothek versehen wäre; ausgenommen, wenn die Verbindlichkeit untheilbar ist.

Diese Aufforderung oder Anerkennung unterbricht die Verjährung in Ansehung der übrigen Mitschuldner nur für den Antheil, wozu dieser Erbe verpflichtet ist.

Um in Ansehung der übrigen Mitschuldner die Verjährung für das Ganze zu unterbrechen, muß die Aufforderung an alle Erben des verstorbenen Schuldners gerichtet werden, oder von ihnen allen die Anerkennung geschehen.

2250. Eine an den Hauptschuldner gerichtete Aufforderung, oder dessen Anerkennung, unterbricht die Verjährung in Ansehung der Bürgen.

Zweyter Abschnitt.

Von den Ursachen, welche den Lauf der Verjährung aufhalten.

2251. Die Verjährung läuft gegen alle Personen, in Ansehung deren kein Gesetz eine Ausnahme begründet.

2252. Die Verjährung läuft nicht gegen Minderjährige und Interdicirte, mit Vorbehalt der im 2278. Artikel enthaltenen Verfügung, und mit Ausnahme der übrigen gesetzlich bestimmten Fälle. (*)

2253. Sie läuft nicht zwischen Ehegatten.

(*) S. Art. 328. 1663. u. 1676.

2254. La prescription court contre la femme mariée, encore qu'elle ne soit point séparée par contrat de mariage ou en justice, à l'égard des biens dont le mari a l'administration, sauf son recours contre le mari.

2255. Néanmoins elle ne court point, pendant le mariage, à l'égard de l'aliénation d'un fonds constitué selon le régime dotal, conformément à l'article 1561, au titre du *Contrat de mariage et des Droits respectifs des Époux*.

2256. La prescription est pareillement suspendue pendant le mariage,

1° Dans le cas où l'action de la femme ne pourrait être exercée qu'après une option à faire sur l'acceptation ou la renonciation à la communauté;

2° Dans le cas où le mari, ayant vendu le bien propre de la femme sans son consentement, est garant de la vente, et dans tous les autres cas où l'action de la femme réfléchirait contre le mari.

2257. La prescription ne court point,
A l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive;

A l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu;

A l'égard d'une créance à jour fixe, jusqu'à ce que ce jour soit arrivé.

2258. La prescription ne court pas contre l'héritier bénéficiaire, à l'égard des créances qu'il a contre la succession.

Elle court contre une succession vacante, quoique non pourvue de curateur.

2259. Elle court encore pendant les trois mois pour faire inventaire, et les quarante jours pour délibérer.

2254. Die Verjährung läuft gegen eine verheiratete, wenn gleich in Rücksicht ihres Vermögens weder durch die Eheveredung noch gerichtlich abgesonderte, Frau, in Ansehung desjenigen Vermögens, wovon ihr Mann die Verwaltung hat, mit Vorbehalt des Regresses gegen diesen.

2255. Sie läuft jedoch, zufolge des 1561. Artikels in dem Titel von dem Ehevertrage und den wechselseitigen Rechten der Ehegatten, nicht während der Ehe in Ansehung eines nach dem Rechtsverhältnisse des Brautschatzes gegebenen und nachher veräußerten Grundstückes.

2256. Eben so steht während der Ehe der Lauf der Verjährung still,

1) in dem Falle, wo die Klage der Frau nicht eher angestellt werden kann, als nach der von ihr vorzunehmenden Wahl zwischen der Annahme des gemeinschaftlichen Vermögens oder der Verzichtleistung auf dasselbe;

2) in dem Falle, wo der Ehemann, welcher eigenes Vermögen seiner Frau ohne ihre Einwilligung verkauft hat, für den Verkauf Gewähr leisten muß, und in allen übrigen Fällen, wo die Klage der Frau in ihren Folgen auf den Mann zurückwirken würde.

2257. Die Verjährung läuft nicht,

in Ansehung der von einer Bedingung abhängigen Forderungen, bis zum Eintritte dieser Bedingung;

in Ansehung der Klage auf Gewährleistung, bis die Entwährung wirklich Statt gefunden hat;

in Ansehung der an einem bestimmten Tage fälligen Forderungen, bis dieser Tag erschienen ist.

2258. Die Verjährung läuft nicht gegen einen Beneficaterben in Ansehung der Forderungen, welche er an den Nachlaß hat.

Sie läuft gegen erblose Verlassenschaften, wenn gleich noch kein Curator für dieselben bestellt ist.

2259. Sie läuft auch während der drey Monate, welche zur Errichtung eines Inventariums, und der vierzig Tage, welche als Bedenkzeit verstattet sind.

CHAPITRE V.

Du Temps requis pour prescrire.

SECTION PREMIÈRE.

Dispositions générales.

2260. La prescription se compte par jours, et non par heures.

2261. Elle est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli.

SECTION II.

De la Prescription trentenaire.

2262. Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi.

2263. Après vingt-huit ans de la date du dernier titre, le débiteur d'une rente peut être contraint à fournir à ses frais un titre nouvel à son créancier ou ses ayant-cause.

2264. Les règles de la prescription sur d'autres objets que ceux mentionnés dans le présent titre, sont expliquées dans les titres qui leur sont propres.

SECTION III.

De la Prescription par dix et vingt ans.

2265. Celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre un immeuble, en prescrit la propriété par dix ans, si le véritable propriétaire habite dans le ressort de la cour d'appel dans l'étendue de la-

Fünftes Capitel.

Von der zur Verjährung erforderlichen Zeit.

Erster Abschnitt.

Allgemeine Verfügungen.

2260. Die Verjährung wird nach Tagen, und nicht nach Stunden, berechnet.

2261. Sie ist vollendet, wenn der letzte Tag der erforderlichen Frist abgelaufen ist.

Zweiter Abschnitt.

Von der dreißigjährigen Verjährung.

2262. Alle sowohl dinglichen als persönlichen Klagen werden in dreißig Jahren verjährt, ohne daß der, welcher sich auf diese Verjährung beruft, verbunden wäre, deshalb einen besonderen Rechtsgrund anzugeben, oder daß ihm die Einrede, daß er in bösem Glauben gewesen sey (*exceptio malae fidei*), entgegengesetzt werden könnte.

2263. Der Schuldner einer Rente kann nach Ablauf von acht und zwanzig Jahren, von dem Datum der letzten Schuldbekundung an gerechnet, genöthiget werden, auf seine Kosten seinem Gläubiger oder dessen Rechtsnachfolgern ein neues Schuldbekenntniß darüber auszustellen.

2264. Die Regeln der Verjährung in Beziehung auf andere, als die in dem gegenwärtigen Titel erwähnten, Gegenstände, werden in den von ihnen eigends handelnden Titeln vorgetragen.

Dritter Abschnitt.

Von der zehn- und zwanzigjährigen Verjährung.

2265. Wer eine unbewegliche Sache in gutem Glauben (*bona fide*) und vermöge eines gesetzmäßigen Rechtsgrundes erwirbt, der verjährt das Eigenthum derselben in zehn Jahren, wenn der wahre Eigenthümer in dem Ge-

quelle l'immeuble est situé; et par vingt ans, s'il est domicilié hors dudit ressort.

2266. Si le véritable propriétaire a eu son domicile en différents temps, dans le ressort et hors du ressort, il faut, pour compléter la prescription, ajouter à ce qui manque aux dix ans de présence, un nombre d'années d'absence double de celui qui manque, pour compléter les dix ans de présence.

2267. Le titre nul par défaut de forme, ne peut servir de base à la prescription de dix et vingt ans.

2268. La bonne foi est toujours présumée, et c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver.

2269. Il suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition.

2270. Après dix ans, l'architecte et les entrepreneurs sont déchargés de la garantie des gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

SECTION IV.

De quelques Prescriptions particulières.

2271. L'action des maîtres et instituteurs des sciences et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois;

Celle des hôteliers et traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent;

Celle des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires,

Se prescrivent par six mois.

(*) G. Art. 1792.

2) so muß man, um die Verjährung zu vollenden, demjenigen, was an zehn Jahren der Gegenwart fehlt, doppelt so viel Jahre der Abwesenheit hinzufügen, als wirklich daran fehlen um die zehn Jahre der Gegenwart volljährig zu machen. (Zwey Jahre der Abwe-

rechtsbezirke des Appellationsgerichtes wohnt, in dessen Umfange die unbewegliche Sache gelegen ist, und in zwanzig Jahren, wenn er ausserhalb dieses Bezirkes seinen Wohnsitz hat.

2266. Wenn der wahre Eigenthümer zu verschiedenen Zeiten bald in diesem Gerichtsbezirke, bald ausserhalb desselben seinen Wohnsitz gehabt hat, so muß man, um die Verjährung zu vollenden, dasjenige, was an zehn Jahren der Gegenwart fehlt, dadurch ergänzen, daß man für jedes hieran fehlende Jahr zwei Jahre der Abwesenheit rechnet. ²⁾

2267. Ein wegen eines Mangels in der Form nichtiger Rechtsgrund ³⁾, kann die zehn- und zwanzigjährige Verjährung nicht begründen.

2268. Der gute Glaube (*bona fides*) wird stets vermuthet, und derjenige, welcher sich auf den bösen Glauben des Andern beruft, muß denselben beweisen.

2269. Es ist hinreichend, daß der gute Glaube im Augenblicke der Erwerbung vorhanden war.

2270. Baumeister und Bauunternehmer haben nach Ablauf von zehn Jahren für die von ihnen oder unter ihrer Leitung errichteten Gebäude und Anlagen nicht mehr zu haften. (*)

Vierter Abschnitt.

Von einigen besondern Arten der Verjährung.

2271. Die Klage der Lehrer der Wissenschaften und Künste wegen des Unterrichtes, den sie monatweise geben;

die der Gast- und Speisewirthe wegen der von ihnen gegebenen Wohnung und des gelieferten Unterhaltes;

die der Arbeiter und Tagelöhner wegen Bezahlung ihres Tagelohnes, ihrer Lieferungen und ihres Gehaltes, werden in sechs Monaten verjährt.

senheit werden für ein Jahr der Gegenwart gerechnet.

D.) D. u. M. so hat man, um den Mangel der zehn-jährigen Gegenwart zu ersetzen, zu demjenigen, was an der zehn-jährigen Gegenwart ermangelt, die Zahl der Jahre der Abwesenheit doppelt hinzuzurechnen. E.

3) Titel. L. D. u. M. Urkunde S. u. E.

2272. L'action des médecins, chirurgiens et apothicaires, pour leurs visites, opérations et médicaments ;

Celle des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient, et des commissions qu'ils exécutent ;

Celle des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands ;

Celle des maîtres de pension, pour le prix de la pension de leurs élèves ; et des autres maîtres, pour le prix de l'apprentissage ;

Celle des domestiques qui se louent à l'année, pour le paiement de leur salaire,

Se prescrivent par un an.

2273. L'action des avoués, pour le paiement de leurs frais et salaires, se prescrit par deux ans à compter du jugement des procès, ou de la conciliation des parties, ou depuis la révocation desdits avoués. A l'égard des affaires non terminées, ils ne peuvent former de demandes pour leurs frais et salaires qui remonteraient à plus de cinq ans.

2274. La prescription, dans les cas ci-dessus, a lieu, quoiqu'il y ait eu continuation de fournitures, livraisons, services et travaux.

Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédula ou obligation, ou citation en justice non périmée.

2275. Néanmoins, ceux auxquels ces prescriptions seront opposées, peuvent déférer le serment à ceux qui les opposent, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée.

Le serment pourra être déféré aux veuves et héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due.

2276. Les juges et avoués sont déchargés des pièces cinq ans après le jugement des procès.

2272. Die Klage der Ärzte, der Wundärzte und Apotheker wegen ihrer Besuche, Operationen und Arzneyen;

die der Huissiers wegen der Gebühren für die von ihnen besorgten Insinuationen und sonstigen Aufträge;

die der Kaufleute wegen der Waaren, welche sie an Privatpersonen, die nicht selbst Kaufleute sind, verkaufen;
die der Vorsteher von Erziehungsanstalten wegen des Kostgeldes ihrer Zöglinge, und die der Lehrherrs wegen des Lehrgeldes;

die der Dienstboten, welche sich jahrweise verdingen, auf Bezahlung ihres Lohnes;
werden in einem Jahre verjährt.

2273. Die Klage der Anwölde auf Bezahlung ihrer Auslagen und Gebühren wird in zwey Jahren verjährt, von dem Zeitpunkte an gerechnet, wo die Prozesse entschieden oder unter den Partheyen verglichen, oder die Vollmachten der Anwölde zurückgenommen wurden. In Ansehung der noch nicht beendigten Sachen können sie wegen ihrer Auslagen und Gebühren, welche von längerer Zeit her, als fünf Jahren, rückständig sind, keine Klage mehr anstellen.

2274. Die in den obigen Fällen eintretende Verjährung findet Statt, wenn gleich die Lieferungen, Dienste und Arbeiten fortgesetzt worden sind.

Sie läuft so lange, bis die Rechnung abgeschlossen, eine Handschrift oder eine Schuldverschreibung ausgestellt, oder eine, nachher nicht wieder erloschene, Vorladung vor Gericht erfolgt ist.

2275. Diejenigen, welchen eine solche Verjährung entgegengesetzt wird, können jedoch denen, welche sie vorschützen, über die Frage, ob die Zahlung wirklich erfolgt seye, den Eid zuschieben.

Der Eid kann den Wittwen und Erben, oder wenn diese letztern noch minderjährig sind, ihren Vormündern dahin zugeschoben werden, daß sie erklären, ob sie nicht wissen, daß der Kläger die Sache noch zu fordern habe.

2276. Die Richter und Anwölde sind nach Ablauf von fünf Jahren seit der Entscheidung der Prozesse für die ihnen anvertrauten Urkunden nicht mehr verantwortlich.

Les huissiers, après deux ans, depuis l'exécution de la commission, ou la signification des actes dont ils étaient chargés, en sont pareillement déchargés.

2277. Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères;

Ceux des pensions alimentaires;

Les loyers des maisons, et le prix de ferme des biens ruraux;

Les intérêts des sommes prêtées, et généralement tout ce qui est payable par année, ou à des termes périodiques plus courts,

Se prescrivent par cinq ans.

2278. Les prescriptions dont il s'agit dans les articles de la présente section, courent contre les mineurs et les interdits; sauf leur recours contre leurs tuteurs.

2279. En fait de meubles, la possession vaut titre.

Néanmoins celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve; sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient.

2280. Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

2281. Les prescriptions commencées à l'époque de la publication du présent titre seront réglées conformément aux lois anciennes.

Néanmoins les prescriptions alors commencées, et pour lesquelles il faudrait encore, sui-

Die Huissiers haben nach zwey Jahren, von der Vollziehung des ihnen ertheilten Auftrages oder der Insinuation der ihnen anvertrauten Actenstücke an zu rechnen, gleichfalls nicht mehr dafür zu haften.

2277. Die fälligen Termine von Erb- und Leibrenten;

fällige Alimentengelder;

der Miethzins von Häusern und der Pachtzins von Feldgütern;

Zinsen von geliehenem Gelde, und überhaupt alles, was jährlich, oder in kürzern, regelmäßig wiederkehrenden Fristen zahlbar ist,

werden in fünf Jahren verjährt.

2278. Die in den Artikeln des gegenwärtigen Abschnittes vorkommenden Verjährungen laufen gegen Minderjährige und Interdicirte, mit Vorbehalt ihres Regresses gegen ihre Vormünder.

2279. Bey beweglichen Sachen gilt der Besitz als Rechtsgrund. 4)

Doch kann der, welcher eine Sache verloren hat, oder dem sie entwendet worden ist, dieselbe binnen drey Jahren, von dem Tage des Verlustes oder der Entwendung an gerechnet, als sein Eigenthum von jedem zurückfordern, in dessen Händen er sie findet; diesem bleibt aber der Regress gegen denjenigen vorbehalten, von welchem er sie erhielt.

2280. Hat der gegenwärtige Besitzer der entwendeten oder verlorenen Sache dieselbe auf einer Messe, auf einem Markte, in einer öffentlichen Versteigerung, oder von einem Kaufmanne, welcher mit Sachen dieser Art handelt, gekauft, so kann der ursprüngliche Eigenthümer sie nicht anders zurückfordern, als wenn er dem Besitzer den dafür bezahlten Preis erstattet.

2281. Verjährungen, welche zur Zeit der Verkündigung des gegenwärtigen Titels schon ihren Anfang genommen haben, sind nach den alten Gesetzen zu beurtheilen.

Doch sollen die damals schon angefangenen Verjährungen, wenn dazu nach den alten Gesetzen noch mehr als

4) Urkunde. S.

vant les anciennes lois, plus de trente ans à compter de la même époque, seront accomplies par ce laps de trente ans.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.

Certifié conforme :

Le Grand-Juge Ministre de la justice, REGNIER.

dreyßig Jahre, von demselben Zeitpunkte an zu rechnen,
erforderlich wären, durch den Ablauf dieser dreyßig Jah-
re vollendet seyn.

N a p o l e o n.

Auf Befehl des Kaisers,

Hugo B. Maret, Minister=Staats=Secretär.

Dem Original gleichlautend:

Regnier, Groß=Richter, Justiz=Minister.

Erläuternde Abhandlungen über den Code Na-
poléon. Ein Commentar, vorzüglich zum
Behufe praktischer Juristen, vom Oberappel-
lationsgerichtsrath Dr. Grolmann.

Unter diesem Titel wird in meinem Verlage ein Werk
in 6 bis 8 Bänden in groß 8vo erscheinen, auf welches
ich einstweilen die praktischen Juristen Deutschlands auf-
merksam mache. Der Zweck des Herrn Verfassers bey
diesem Werke ist nicht eigentlich, durch neue Entwicklun-
gen theoretischer Ansichten für die gründlichen Kenner
des Napoleoneischen Civilrechts auszuarbeiten, und sich
in diesem Theile der Rechtsgelehrsamkeit den Ruhm,
neue Bahnen eröffnet zu haben, zu erwerben; sondern,
durch eine gemeinfaßliche Darstellung des Geistes der
einzelnen Lehren und der einzelnen Artikel, des für
Deutschland jetzt so wichtigen Gesetzbuchs, den für Deut-
sche nicht so vollkommen brauchbaren Maleville eini-
germaßen zu ersetzen, und dadurch das Seinige dazu bei-
zutragen, daß die einzige reelle Gefahr, welcher Deutsch-
land, bei einer baldigen Einführung des Code Napo-
léon, sich in Ansehung seiner Rechtspraxis ausgesetzt se-
hen könnte, entfernt werde.

Darmstadt und Gießen.

G. F. Heyer.

~~~~~

## Juridische neue Schriften.

---

- 1.) Beyträge zu der Theorie der Culpa, vom Professor Egid von Löhr. gr. 8. Gießen und Darmstadt bey G. F. Heyer 1808. 20 ggr. oder 1 fl. 30.
- 2.) Magazin für die Philosophie und Geschichte des Rechts und der Gesetzgebung von Dr. K. Grolman u. E. von Löhr. II Bandes 38 und 48 Stück. Gießen und Darmstadt 1808 bey Heyer 16 ggr. 1 fl. 12 fr.
- 3.) Von der Regredienterbschaft und den dabey vorkommenden Rechtsfragen von H. F. A. E. von Neurath. Großh. Bad. Geh. Rath und Hofrichter. 8. Gießen 1808 bey G. F. Heyer 16 ggr. oder 1 fl. 12 fr.

Der Verfasser von N<sup>ro</sup>. 1. ist dem juridischen Publikum aus seiner früheren Abhandlung Theorie der Culpa, als einer unserer scharfsinnigsten Juristen bekannt ge-



— 0 —

worden. Obige Beyträge sollen dazu dienen, manches näher zu bestimmen und überhaupt seiner aufgestellten Theorie zur nöthigen-Erläuterung zu dienen. Beyde Theile zusammen kosten 1 Thlr. 14 ggr. oder 2 fl. 50 kr.

N<sup>ro</sup>. 2. Eine bekannte juridische philosophische Zeitschrift, enthält: a) Beyträge zu einer Berichtigung der Begriffe und Urtheile über die spartanische Republik, vom Justizrath Zirkler. b.) Bonorum vossessio decretalis von Gg. von Böhr. c.) Die Bonorum possessio ex Edicto carboniano ist eine Missio in possessionem von Ebendemselben. Das Werk wird fortgesetzt und sich künftig auch über die neue französische Gesetzgebung verbreiten. Alle 10 bisher erschienenen Hefte machen 2 Bände aus und kosten 3 Thlr 18 ggr. oder 6 fl. 6 kr.

N<sup>ro</sup>. 3. Der Verfasser dieser Schrift ist einem großen Theile des juristischen Publikums, als eines der ältesten und würdigsten Mitglieder des ehemaligen Reichs-Kammergerichts vortheilhaft bekannt. Was ein Mann von diesen vielfältigen praktischen Erfahrungen hier dem Publikum über eine so verwickelte Rechtsmaterie mittheilt, kann wohl nicht ohne wissenschaftlichen Werth seyn; und nach §. 2 selbst da nicht ohne Nutzen gebraucht werden, wo der Code Napoleon eingeführt ist. Die merkwürdige Vorrede enthält nächst der literarischen Biographie des Verfassers eine gedrängte Geschichte des R. K. G. bis auf die neuesten Zeiten.



— 0 —  
Verträge sollen dazu dienen, manches nä-  
her und überhaupt seiner aufgestellten Theo-  
retischen Erläuterung zu dienen. Beide Theile zu:  
1 Thlr. 14 ggr. oder 2 fl. 50 kr.

Die bekannte juristische philosophische Zeit-  
schrift zu einer Berichtigung der Be-  
trachtungen über die spartanische Republik, vom  
Hr. b.) Bonorum possessio decre-  
ta 1667. c.) Die Bonorum pos-  
sessione carboniano ist eine Missio in pos-  
sessionem. Das Werk wird fort-  
gesetzt auch über die neue französische Ge-  
setze. Alle 10 bisher erschienenen Hefen  
zu 1 Thlr. 14 ggr. oder 2 fl. 50 kr.

Verfasser dieser Schrift ist einem großen  
Publikum, als eines der ältesten  
Mitglieder des ehemaligen Reichs-Kam-  
mergerichts bekannt. Was ein Mann von die-  
sen Erfahrungen hier dem Publi-  
kum mittheilt, kann  
wissenschaftlichen Werth seyn; und nach  
seiner Meinung gebraucht werden, wo der  
Nutzen eingeführt ist. Die merkwürdige Vor-  
rede literarischen Biographie des Verfasser  
Geschichte des R. S. G. bis auf die



